

СРЯДА 19 НОЕМВРИ 2008 Г.
MIÉRCOLES 19 DE NOVIEMBRE DE 2008
STŘEDA, 19. LISTOPADU 2008
ONSDAG DEN 19. NOVEMBER 2008
MITTWOCH, 19. NOVEMBER 2008
KOLMAPÄEV, 19. NOVEMBER 2008
TETAPTH 19 NOEMBPIOY 2008
WEDNESDAY, 19 NOVEMBER 2008
MERCREDI 19 NOVEMBRE 2008
MERCOLEDI' 19 NOVEMBRE 2008
TREŠDIENA, 2008. GADA 19. NOVEMBRIS
2008 M. LAPKRIČIO 19 D., TREČIADIENIS
2008. NOVEMBER 19., SZERDA
L-ERBGHA, 19 TA' NOVEMBRU 2008
WOENSDAG 19 NOVEMBER 2008
ŚRODA, 19 LISTOPADA 2008
QUARTA-FEIRA, 19 DE NOVEMBRO DE 2008
MIERCURI 19 NOIEMBRIE 2008
STREDA 19. NOVEMBRA 2008
SREDA, 19. NOVEMBER 2008
KESKIVIikko 19. MARRASKUUTA 2008
ONSDAGEN DEN 19 NOVEMBER 2008

3-002

PRZEWODNICZY: MAREK SIWIEC
Wiceprzewodniczący

3-003

1 - Otwarcie posiedzenia

3-004

(Posiedzenie zostało otwarte o godz. 9.00)

* * *

3-005

Paul van Buitenen, *namens de Verts/ALE-Fractie*. – Voorzitter, graag wil ik bij motie van orde een verzoek indienen namens de Fractie De Groenen met betrekking tot het debat en de stemming van morgen over Verordening (EG) nr. 1073/1999 die gaat over de werking van het Europees Bureau voor fraudebestrijding OLAF. Dit is het verslag-Gräßle. Het is mij ter ore gekomen dat de Commissie zou overwegen om het huidige proces van herziening van de verordening stop te zetten als gevolg van de recente onthullingen over onregelmatigheden binnen OLAF. Hierdoor zou de Commissie de huidige voorstellen in de loop van het medebeslissingsproces met het Parlement willen intrekken.

Namens de Fractie De Groenen zou ik u willen verzoeken de Commissie te vragen of dit zo is en of zij hierover vóór aanvang van het debat van morgen een verklaring aflegt, zodat het Europees Parlement weet of het debat en de stemming nog zin hebben.

3-006

Przewodniczący. – Pytanie zostało skierowane do Komisji. Pani Komisarz będzie miała okazję na nie odpowiedzieć. Witam Pana Ministra Jouyet. Jesteśmy już w komplecie, a więc przystępujemy do realizacji punktu obrad.

3-007

2 - Składanie dokumentów: patrz protokół

3-008

3 - Reakcja Unii Europejskiej na pogarszającą się sytuację we wschodniej części Demokratycznej Republiki Kongo (debata)

3-009

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest oświadczenie Rady i Komisji dotyczące reakcji Unii Europejskiej na pogarszającą się sytuację we wschodniej części Demokratycznej Republiki Kongo.

3-010

Jean-Pierre Jouyet, président en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, chère Madame la Commissaire, chère Benita, Mesdames et Messieurs les députés, je sais combien vous êtes préoccupés comme nous par la détérioration de la situation dans l'Est de la République démocratique du Congo et je me souviens, pour en avoir débattu avec vous, que notre inquiétude était croissante lorsque nous avons évoqué ce sujet lors de votre commission des affaires étrangères du mois d'octobre.

Les ministres des affaires étrangères de l'Union en ont longuement discuté lors du Conseil affaires générales et relations extérieures du 10 novembre dernier et la Présidence a décidé de réinscrire ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil affaires générales et relations extérieures du 8 décembre, en présence de la Commission, représentée par Louis Michel et Benita Ferrero-Waldner.

Force est de constater que la situation dans l'Est de la République démocratique du Congo s'est fortement dégradée depuis la fin du mois d'août et le lancement, par le CNDP du chef rebelle Nkunda, d'une offensive contre les forces armées congolaises qui se sont révélées incapables de résister mais ont laissé la force de maintien des Nations unies, la MONUC, seule pour assurer la protection des populations civiles.

Les succès rencontrés par la rébellion sur le terrain l'ont conduite aux portes de Goma, qui est la capitale provinciale du Nord-Kivu et lui ont permis d'étendre significativement sa zone d'influence dans cette province frontalière du Rwanda. La crise toujours en cours montre, une fois de plus, le potentiel déstabilisateur que constitue la présence de tous les groupes rebelles à l'Est de la République démocratique du Congo: le CNDP mais aussi les rebelles hutus du FDLR.

La déroute des forces armées congolaises démontre, là encore, que cette crise complexe ne peut être réglée par une solution militaire et que la voie d'un règlement durable passe par une solution politique qui prenne en compte à la fois les acteurs locaux et régionaux. J'y reviendrai dans un instant.

Au plus fort de la crise et de l'offensive des forces rebelles de Laurent Nkunda, l'Union européenne s'est fortement mobilisée, suivie du reste de la communauté internationale. L'urgence, vous vous en souvenez, était d'abord d'empêcher la prise de Goma et de tenter de stabiliser le conflit. C'est pourquoi le commissaire Louis Michel s'est rendu sur place. Les 1er et 2 novembre, il a été suivi par Bernard Kouchner, en sa qualité de Président en exercice du Conseil, conjointement avec David Miliband.

Les messages politiques de retenue ont été passés par les deux ministres, à Kinshasa, Kigali, Dar el Salaam. Les ministres se sont également rendus à Goma pour marquer, sur le terrain, toute l'attention que nous portons à cette crise, prendre la mesure des besoins des populations déplacées et rencontrer des organisations humanitaires car la population civile, une fois encore, est la première victime de la reprise des combats.

Ces combats ont entraîné une dégradation importante de la situation humanitaire. On estime ainsi à 250 000 le nombre de personnes déplacées supplémentaires dans des conditions totalement dramatiques, portant le total à plus de un million de déplacés pour la seule province du Nord-Kivu aujourd'hui. S'y sont ajoutées de graves atteintes aux droits de l'homme, perpétrées par les groupes rebelles, y compris des exécutions sommaires, des violences sexuelles à grande échelle et le recrutement d'enfants soldats ainsi que des actes de pillage de la part des groupes rebelles, comme de certains éléments des forces armées congolaises.

La reprise des combats a, par ailleurs, interrompu la mise en œuvre des accords conclus entre la République démocratique du Congo et le Rwanda en novembre 2007, ce qu'on appelle le processus de Nairobi, que vous connaissez, et qui est centré sur la lutte contre les rebelles hutus rwandais des FDLR présents dans l'Est de la République du Congo. L'accord passé entre le gouvernement congolais et les groupes rebelles congolais, y compris le CNDP de Nkunda, en janvier 2008, connu sous le nom de processus de Goma, est également rompu.

La priorité, à l'heure actuelle, est de faire face à l'urgence humanitaire et de sécuriser l'accès aux populations déplacées. Conformément à son mandat, la MONUC joue un rôle essentiel. Elle poursuit actuellement le renforcement de son dispositif au Nord-Kivu et nous l'encourageons à poursuivre ses efforts dans cette voie. Le Secrétaire général des Nations unies a sollicité le renforcement des moyens de la mission et des discussions sont engagées sur ce point au Conseil de sécurité, nous souhaitons qu'elles aboutissent très vite.

Face à l'urgence, l'Union européenne a significativement renforcé ses efforts dans le domaine humanitaire. De nombreux États membres, ainsi que la Commission, ont apporté des contributions exceptionnelles d'urgence en soutien à l'action des organisations non gouvernementales ou des agences des Nations unies, comme le Programme alimentaire mondial, ou le Haut commissariat aux réfugiés. Des subventions supplémentaires pour un total, à ce jour, de plus de 43 millions d'euros, sous forme de contributions à l'acheminement aérien – je pense à des pays comme le Royaume-Uni, la Belgique, l'Italie – ont permis de faire de l'Europe le premier contributeur, et de loin, dans l'effort humanitaire engagé dans cette crise.

Ensuite, il nous faut relancer la dynamique permettant de régler, de manière durable, la question des groupes armés illégaux opérant dans l'Est de la République démocratique du Congo, de l'ensemble des groupes armés illégaux, qu'ils soient congolais ou étrangers, sachant qu'il n'existe pas de solution militaire à la crise et que toute solution passe nécessairement par la relance des processus de Goma et de Nairobi, que j'ai décrits tout à l'heure et qui constituent le cadre approprié pour permettre la stabilisation durable de la situation dans cette province du Congo.

La reprise du dialogue et de la coopération entre la République du Congo et le Rwanda est, à cet égard, essentielle, et je tiens à saluer l'action du représentant spécial de l'Union européenne dans les Grands Lacs, M. Roeland Van de Geer, pour tenter de renouer les fils de ce dialogue. C'est donc autour de ces objectifs que s'est mobilisée ces dernières semaines la communauté internationale, en particulier l'Union européenne.

Ces efforts ont porté leurs premiers fruits, marqués notamment par la reprise du dialogue entre Kinshasa et Kigali au niveau ministériel et l'organisation, le 7 novembre à Nairobi, à l'initiative des États de la région des Grands Lacs et de l'Union africaine, d'un sommet international consacré à la crise dans l'Est de la République du Congo, sommet auquel ont participé, notamment, les présidents congolais Kabila et rwandais Paul Kagame.

Parmi les acquis les plus importants de ce sommet, on note l'engagement des États de la région à envoyer, si nécessaire, des forces de maintien de la paix dans l'Est de la République du Congo et, si nécessaire, à nommer une équipe de facilitateurs de haut niveau composée de l'ancien président nigérian Obasanjo et de l'ancien président tanzanien Mkapa.

Lors de son sommet extraordinaire à Johannesburg, le 10 novembre, la SADC s'est également déclarée prête à envoyer, si nécessaire, une force de maintien de la paix dans l'Est de la République du Congo. L'Union européenne salue l'engagement des États africains et reste déterminée à poursuivre sa coopération avec l'ONU, l'Union africaine et les pays de la région des Grands Lacs pour permettre le règlement de cette crise. Mais soyons clairs et lucides entre nous, cette crise ne pourra être résolue sans renforcement des moyens de stabilisation de la paix, notamment ceux des Nations unies.

3-011

Benita Ferrero-Waldner, membre de la Commission. – Monsieur le Président, je dirai tout d'abord, rapidement, à M. van Buitenen, que j'ai pris bonne note de ce qu'il a dit et qu'effectivement, je transmettrai son message aux collègues, qui répondront certainement demain.

Monsieur le Président, chers parlementaires et Monsieur le Président du Conseil, cher Jean-Pierre, je remplace aujourd'hui mon collègue, le commissaire Louis Michel, qui n'a pas pu prendre part à cette session pour des raisons de santé et qui m'a priée de l'excuser auprès de vous.

Vous savez l'attachement que le commissaire Michel porte à la région des Grands Lacs. Effectivement, comme l'a déjà dit le président du Conseil, il a été le premier à se rendre en République démocratique du Congo et au Rwanda, les 30 et 31 octobre derniers, au moment le plus aigu de la crise, pour essayer de la dénouer. De cette mission de *shadow diplomacy* est sortie l'idée d'organiser la conférence de Nairobi, dont les conclusions opérationnelles donnent aujourd'hui de nouvelles perspectives de sortie de crise.

En ce qui concerne la réponse que la Commission peut apporter, je voudrais partager avec vous une analyse de la situation sous deux aspects, d'ailleurs très, très similaires à ceux qu'a évoqués le président du Conseil.

Tout d'abord, sur le plan humanitaire: la communauté internationale, dont l'Union européenne, est en train d'apporter une réponse à la crise. La Commission a immédiatement mobilisé 6,3 millions d'euros pour faire face aux urgences. Nous restons néanmoins très vigilants afin d'adapter ce montant en fonction de l'évolution de la situation; les besoins humanitaires sont globalement couverts dans le Kivu et la coordination entre agences humanitaires est vraiment bonne.

La Commission et les États membres, ensemble, ont annoncé, dès le 14 novembre dernier à Marseille, de nouvelles contributions pour un total de 43,5 millions d'euros supplémentaires pour, en fait, faire face à la crise.

Le plus grand problème reste toutefois l'accès aux populations dans certaines zones en raison des combats qui se poursuivent entre les FARDC et les alliés Mai-Mai et les FDLR, d'une part, et le CNDP, d'autre part, car aucune partie ne respecte le cessez-le-feu.

Deuxièmement, sur le plan politique et militaire: à l'est de la RDC, il n'y a pas de solution militaire possible. Il n'y a de place que pour une solution politique équilibrée qui soit construite sur le dialogue. C'est également ce qui a été préconisé par les pays de la région, effectivement, lors du sommet qui a eu lieu à Nairobi le 7 novembre dernier, et surtout c'est ce à quoi semblent prétendre aussi les rebelles du CNDP et une grande partie de l'establishment politique kinois, comme par exemple l'Assemblée nationale.

La Commission est donc fort satisfaite des conclusions du sommet des chefs d'État des pays des Grands Lacs et plus particulièrement de la décision d'impliquer à haut niveau la diplomatie africaine dans la résolution de la crise et de mettre en place un mécanisme de vérification qui permettra aux chefs d'État de la région de suivre de près les développements et d'y apporter les réponses nécessaires en temps réel.

À cet égard, la visite que M. Obasanjo vient de faire dans la région est quand même très encourageante. Elle a rassuré quant aux perspectives d'intervention militaire de certains pays de la région, elle a obtenu du président Kabila des garanties que Kinshasa serait prête à écouter les revendications du CNDP et qu'elle était prête aussi à avancer dans la voie du dialogue. Elle a également entendu les doléances du CNDP et entendu le général Nkunda réaffirmer qu'il était prêt à observer un cessez-le-feu et à tout faire pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones qu'il contrôle.

Il est donc crucial de maintenir le *momentum* politique actuel et de tout faire pour que les paroles des uns et des autres soient concrétisées en actes. Il est, pour cela, grand temps de traiter des causes profondes de la crise à l'est du pays, que tout le monde connaît: la présence des FDLR, le pillage organisé des ressources minières, les frustrations politiques des communautés et des minorités, et il faut faire converger les idées.

À ce propos, il est crucial que l'ensemble de la communauté internationale appuie les efforts diplomatiques mis en place à la suite du sommet de Nairobi et que les facilitations internationales se coordonnent afin de laisser l'espace suffisant aux présidents Obasanjo et Mpaka pour suivre les consultations.

Il est important également de mettre en évidence le rôle de la MONUC. Ce n'est pas la MONUC qui est responsable de toutes sortes d'exactions. La MONUC fait effectivement un travail important, malgré la pénurie des moyens qui lui sont octroyés et les limites de ses fonctions. Elle fait aussi un travail difficilement remplaçable, qui est d'assurer la paix et non pas de faire la guerre.

Cependant, il est d'autant plus important de soutenir les efforts en cours pour renforcer son mandat au moment où, effectivement, le Conseil de sécurité va se pencher sur cette question dans les prochains jours. Le mandat, nous pensons, devra s'étendre, pour le contenu par exemple, au contrôle du pillage des ressources naturelles, et il faudra notamment, comme l'a dit le président du Conseil, accroître les moyens dont elle dispose pour le faire.

3-012

Jürgen Schröder, on behalf of the PPE-DE Group. – Mr President, currently we are facing a financial crisis which will go down in the history books. Nevertheless, in only a few weeks it was possible to set up a G20 meeting which delivered concrete results, the most notable of which was the decision to use 2% of GDP to stimulate the economy and help the financial sector.

On the other hand, we have not managed to fulfil our commitment to use 0.7% of GDP for development. If we had done so, the DRC would certainly be more developed and maybe this entire conflict would not have happened at all. But let us take things as they are. We do not have time now to discuss development for Kivu: we are facing a humanitarian crisis there. Two hundred and fifty thousand additional people have been displaced over recent weeks. People are dying as a direct or indirect result of the fighting, and diseases such as cholera are spreading rapidly.

Since 2005 the UN has accepted the concept of responsibility to protect. The UN sent the peacekeeping force MONUC to the DRC. With 17 000 troops, MONUC is the largest peacekeeping mission in the world operating under a strong Chapter 7 mandate. But what can MONUC do? The quality of soldiers and equipment is very poor and the size of the DRC is enormous. I therefore strongly support the call to strengthen MONUC, but realistically speaking it will be months before this reinforcement can be on the ground – precious months, during which people will die. For that reason, I propose sending a short-term European force to stabilise the region quickly until the reinforcement of MONUC is operational and deployed in the field.

3-013

Alain Hutchinson, au nom du groupe PSE. – Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, Madame la Commissaire, chers collègues, je voudrais d'abord, au milieu de ces débats feutrés, dans une atmosphère très confortable, planter le décor, vu que j'y suis allé trois fois au cours de ces derniers mois.

Et là-bas, pendant que nous discutons, ce sont violences, viols et morts. C'est ça, pour l'instant, le quotidien des nombreux citoyens qui vivent dans cette horrible région du monde. Je crois que le temps n'est plus à la rhétorique; le temps est maintenant à l'action. Cette sale guerre, en fait, n'est pas du tout, selon moi, une guerre ethnique, comme certains commencent à le dire; on peut toujours créer des guerres ethniques, ça nous arrange, nous, les Européens, parce que quand on parle de guerre ethnique, ça veut dire que les Africains se battent entre eux et que ce n'est pas notre problème. Non, cette guerre qui a lieu là-bas, il faut en trouver les fondements au fond des mines - des mines de diamant, des mines de coltan, des mines d'or -, qui continuent, malgré les massacres, à être gentiment et efficacement exploitées, dont les minerais sont exportés, au nez et à la barbe des forces des Nations unies, à partir de l'aéroport de Goma ou de la route qui va vers Kigali, et à partir desquelles certains continuent très largement à s'enrichir. C'est ça la guerre.

Si on veut arrêter cette guerre, il faut d'abord se pencher sur cette question, sur la fermeture de ces mines, sur les mesures qu'il faut prendre pour empêcher ce commerce scandaleux. On peut retourner à des processus, comme celui de Kimberley, qui avait été émis pour le diamant, je suppose que des collègues en parleront ici.

En gros, au cours des dix dernières années, c'est un chiffre que certains contestent, mais je vous assure qu'il est facilement vérifiable, plus de 5 millions de Congolais sont morts dans cette région de manière violente, que ce soit victimes de la guerre, tout de suite, ou que ce soit victimes des dégâts collatéraux, comme les maladies, etc., qu'elle a entraînés autour d'elle. La question est donc aujourd'hui de savoir qui cette guerre arrange et qui a intérêt à ce qu'elle se poursuive. Je crois que c'est là un premier point important.

En ce qui concerne l'Union européenne, je crois qu'il y a trois choses importantes et mon groupe le croit aussi. Tout d'abord, il faut effectivement soutenir les efforts de paix qui sont en cours, non pas depuis ces dernières semaines, mais qui sont en cours depuis un certain temps. Nous avons proposé l'abbé Malu Malu pour le prix Sakharov, parce que ce monsieur s'est engagé depuis bien longtemps à essayer de trouver des solutions pacifiques dans cette région. Il a réuni à Goma, pas seulement le CNDP - parce que le CNDP est venu, reparti, revenu, reparti -, mais l'ensemble des mouvements rebelles et le gouvernement de la RDC. Je crois que c'était important. Il y a le processus de Nairobi et le récent sommet de Nairobi, auquel Mme la commissaire faisait allusion.

Je crois qu'il faut, bien entendu, soutenir ces efforts et soutenir notre commissaire, Louis Michel, qui, je le dis, moi qui suis socialiste, est libéral, mais qui fait là des efforts tout à fait importants.

Deuxièmement, il faut à tout prix défendre cette population. On nous dit que la MONUC n'est pas là pour faire la guerre, qu'elle est là pour assurer la paix. Oui, peut-être, mais la MONUC a un mandat "chapitre 7". Ce n'est pas comme à l'époque, en 1994, à Kigali, où l'on ne pouvait rien faire, où l'on devait assister, impuissant, aux massacres. Ici, il y a un chapitre 7, et la mission de la MONUC est de défendre les populations civiles. Eh bien, cette population civile, là-bas, est massacrée et la MONUC ne bouge pas. Il y a eu, il n'y a pas longtemps, dans un village dont le nom m'échappe pour l'instant, un véritable massacre à Kiwanja, au pied d'un camp de la MONUC.

Il faut donc un renforcement de la MONUC avec des forces européennes, c'est le sentiment de mon groupe. En tout cas, nous déposerons un amendement à cet égard.

Enfin je crois, et je le dirai très rapidement en conclusion, il faut bien entendu prendre en mains les décisions qui s'imposent pour arrêter l'exploitation et le commerce des minerais, qui sont essentiellement responsables de tous les massacres qui se passent là-bas.

3-014

Thierry Cornillet, au nom du groupe ALDE. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, ce coin du monde subit effectivement une forme de malédiction, et comme l'a très justement dit Alain Hutchinson, c'est près de cinq millions de morts qui se sont accumulés depuis le début des années 90.

Il y a une forme de "barillet de la mort" dans ce coin-là - une tuerie au Nord-Kivu, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi -, et on continue et on recommence chaque année "ce barillet". Je sais bien que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets; il y a quand même des conflits ethniques parce que les frontières que nous avons tracées ont souvent été des frontières artificielles. Il y a une forme de nationalisme exacerbé: chacun fait Napoléon III au petit pied et tente son aventure mexicaine pour faire oublier les problèmes de son pays. Il y a, bien sûr, le goût de l'argent, Alain l'a souligné, les richesses souvent incommensurables de ce coin. Il y a aussi la folie, car comment qualifier autrement l'action de la *Lord's Resistance Army*?

Alors, que pouvons-nous faire? Oh, je voudrais aussi souligner l'action du commissaire Michel, qui s'intéresse depuis très longtemps à cette question. On a eu son action lors de ses rencontres de Kigali et de Kinshasa, qui ont débouché sur Nairobi; on a aussi la SADC, on a aussi Obasanjo, on aura une nouvelle fois de grands sommets diplomatiques. Mais est-ce une raison de ne s'en remettre qu'à la diplomatie? Nous avons affaire à une situation humanitaire gravissime.

J'ai eu l'occasion, en ma qualité de rapporteur de votre Parlement pour l'aide humanitaire, de me rendre à Kinshasa, début novembre, pour rencontrer le nouveau ministre des affaires sociales et de l'action humanitaire, M. Botswali Lengomo. J'ai également rencontré Apollinaire Malu Malu, à qui nous avons presque attribué le prix Sakharov et qui est responsable du programme Amani. N'oublions pas, avant tout, cet effort humanitaire considérable qu'il faut que nous fassions.

Alors que faisons-nous au fond? Sommes-nous certains de faire tout ce que nous devons? Que fait la MONUC, qui a l'air d'avoir tout à fait raison? 17 000 hommes, dont 6 000 hommes sur place, c'est-à-dire une division armée avec des tanks, à qui fera-t-on croire que ce n'est pas suffisant pour garantir un accès de l'humanitaire, même si je suis conscient, comme vous, de l'immensité des territoires à protéger?

Alors, bien sûr, la solution est diplomatique. Il nous faut donc appuyer une solution africaine si tant est qu'on soit capable de la mettre en place. Il faut naturellement s'assurer que le cessez-le-feu est continu pour permettre l'accès de l'humanitaire. Sans cette condition indispensable, l'humanitaire ne pourra pas arriver. Il faut aussi tarir la source de revenus, il faut bien naturellement fermer les mines, mais aussi, peut-être, s'en prendre aux entreprises du monde occidental qui achètent, elles, le coltan et les autres minerais qui permettent de pouvoir acheter des armes. Il faut, bien sûr, soutenir les efforts de paix autant que nous le pourrons, et ceci en manifestant un intérêt politique continu et non pas parfois aléatoire.

Je terminerai en appelant une présence militaire beaucoup plus forte pour stabiliser la paix et ça, certes, seules les Nations unies peuvent le faire. J'ai cru comprendre que l'Union européenne avait parfois quelque capacité de convaincre les Nations unies d'accomplir leur devoir.

3-015

Seán Ó Neachtain, *thar ceann an Ghrúpa UEN*. – A Uachtaráin, tá staid reatha réigiún oirthear Phoblacht Dhaonlathach an Chongó, ag dul in olcas ó lá go lá, agus tá an pobal idirnáisiúnta an-bhuartha faoi seo. Tá os cionn milliún go leith duine curtha as áitreabh i gcúige Kivu, agus is léiriú é seo ar cé chomh dona agus atá an fhadhb.

Tacaím le hiarracht Roeland Van de Geer, Ionadaí Speisialta an Aontais Eorpaigh chuig Réigiún Mhór-Lochanna na hAfraice, agus Iar-Uachtarán na Nigéire, An tUasal Obasanjo, a chuaigh i mbun comhráite déine leis na grúpaí polaitiúla agus na grúpaí míleata atá sáite sa bhforéigean seo.

Iarraim ar Aontas na hAfraice, breis iarrachta a dhéanamh le síocháin a chinntiú i Réigiún na Mór-Lochanna.

Shínigh Rialtais Ruanda agus Naiorbi socrú síochána i Samhain na bliana 2007, in iarracht an t-achrann atá idir an dá thír a réiteach. Caithfear a chinntiú go gcuirfear an socrú sin i bhfeidhm, ach caithfear deireadh a chur leis an bhforéigean ar dtús.

Tugann an tAontas Eorpach níos mó airgid do Réigiún na Mór-Lochanna ná a thugann aon eagraíocht ná aon tír eile ar domhan. Iarraim ar Louis Michel, Coimisinéir an Aontais Eorpaigh ar chúrsaí forbartha, agus ar an gComhairle iarracht a dhéanamh deireadh a chur leis an troid agus síocháin a chur i réim.

3-016

Frithjof Schmidt, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Die grausamen Kämpfe im Ostkongo sind nicht einfach ein Bürgerkrieg, es ist auch ein regionaler Konflikt, an dem viele Nachbarländer beteiligt sind. Es geht hier auch um strategische Rohstoffe wie Coltan, das wir für die Produktion unserer Mobiltelefone, DVD-Player und Computer brauchen. Es geht auch um Gold, Diamanten, Kobalt und Edelfholz. Hier liegen die tieferen Ursachen für diesen Konflikt. Was kann und was muss getan werden? Die Vereinten Nationen müssen gestärkt werden, damit sie ihrer Verantwortung zum Schutz der Zivilbevölkerung vor allen bewaffneten Truppen, vor allen Truppen, die dort agieren, nachkommen können. MONUC braucht ein klareres Mandat, mehr Ausrüstung und mehr Einsatzkräfte. Die Mitgliedstaaten der Europäischen Union haben die Bitten zur Aufstockung von MONUC in den letzten Jahren immer abgewiesen. Dann hat man danach die Versäumnisse und Fehler von MONUC heftig kritisiert. Dieser Doppelstandard muss aufhören. Wir brauchen jetzt kein eigenes EU-Militärkontingent, wir brauchen die aktive Aufstockung von MONUC, und ich habe mit Interesse und Zustimmung gehört, dass das auch die Richtung ist, die Rat und Kommission gehen wollen.

Der zweite wichtige Punkt: Der Abbau von und der Handel mit Rohstoffen aus dem Kongo müssen international streng überwacht werden. Die internationalen Konzerne, die an diesem Handel beteiligt sind, die vom Abbau der Rohstoffe im Kongo profitieren, müssen kontrolliert und zur Transparenz verpflichtet werden. Es gibt ja bereits ein offizielles UN-Expertengremium zur illegalen Ausbeutung der natürlichen Ressourcen des Kongo. Dieses Expertengremium hat eine Reihe von Empfehlungen vorgelegt, unter anderem Sanktionen gegen Personen und Unternehmen, die an dieser illegalen Ausbeutung beteiligt sind. Die Europäische Union muss sich für die Durchsetzung dieser UN-Empfehlung stark machen,

und zwar gerade auch – und hier gibt es Handlungsmöglichkeiten – was die Importe in die Europäische Union betrifft, denn hier können wir selbständig handeln, und hier können wir diese UN-Empfehlungen aktiv durchsetzen.

Der dritte Punkt ist: Die Initiative für eine internationale Konferenz zu den Großen Seen muss vorangebracht werden. Nur die politische Kooperation und die ökonomische Integration der Region können sie auf Dauer befrieden. Europa kann und muss hier eine Schlüsselrolle spielen.

3-017

Tobias Pflüger, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! In diesem Krieg ist vor Ort auch eine ganze Reihe von Nachbarstaaten involviert, und es sind vor allem auch Regierungstruppen Kongos direkt beteiligt, zusammen mit Milizen, mit Truppen aus Angola auf der einen Seite, auf der anderen Seite mit Nkunda, Tutsi-Militär und ruandischer Unterstützung. Es ist ein regionaler Krieg, es geht nicht nur um den Ostkongo.

Ein zentraler Punkt ist offensichtlich, dass die Regierung des Kongo bisher nicht bereit ist, direkt mit den Rebellen zu verhandeln. Das wäre ein Punkt, wo Druck gemacht werden muss. Es wäre sehr wichtig, die tatsächlichen Hintergründe dieses Konflikts zu betrachten. Selbst der deutsche Bundespräsident hat darauf hingewiesen: Es geht um Rohstoffe in diesem Konflikt. Erdöl, Gold, Diamanten, Kupfer, Kobalt, Koltan, Zink, Zinn usw. spielen hier eine ganz wesentliche Rolle.

Es geht vor allem auch darum, wer eigentlich die entsprechenden Abbaukonzessionen innehat. Man muss tatsächlich gegen diese Unternehmen vorgehen. Ich will einfach mal einen dieser Namen nennen: Die Gesellschaft für Elektrometallurgie mit Sitz in Nürnberg ist offensichtlich direkt Besitzerin einer dieser zentralen Minen, um die es bei diesem Konflikt auch geht.

Ich möchte zur Rolle von MONUC etwas sagen, weil hier allgemein gefordert wird, MONUC soll aufgestockt werden. Nach dem, was ich lese, ist es so, dass MONUC eher Teil des Problems als Teil der Lösung ist, weil MONUC selber beschreibt, dass sie inzwischen an vier Fronten kämpft. Die Rolle von MONUC sollte eigentlich eine andere sein. Wir wissen inzwischen, dass indische oder pakistanische Soldaten der MONUC nach Angaben von *Human Rights Watch* mit irregulären Milizen direkt Waffenhandel betreiben und offensichtlich in diese Rohstoffkämpfe mit involviert sind. Das darf nicht sein! Die Rolle von MONUC muss eine völlig andere und neutrale sein. Insofern ist allein die Forderung nach einer Aufstockung nicht allzu hilfreich.

Ich will auch noch einmal darauf hinweisen, dass der Kongo hier zu einem früheren Zeitpunkt schon einmal eine wichtige Rolle spielte, als es um einen anderen Einsatz der Europäischen Union ging. Da ging es um Absicherung von Wahlen, und man hat damals Herrn Kabila installiert, dessen Truppen jetzt ein wesentlicher Eskalationsfaktor sind. Insofern sollte man sich genau anschauen, was die Rolle der Europäischen Union bei der Installation von Herrn Kabila gewesen ist. Ich halte das für sehr problematisch, was hier von Seiten der EU gemacht wurde. Es muss deutlich gesagt werden: Herr Kabila und seine Truppen müssen hier ebenfalls deutlich kritisiert werden.

Sehr lesenswert war der Bericht des FAZ-Korrespondenten vor Ort, der festgenommen wurde. Er hat die Konfliktkonstellation sehr schön beschrieben. Da zeigt sich dieses Zusammenspiel offizieller und inoffizieller Truppen, d.h. eine Forderung nach Aufstockung von MONUC allein hat keinen Sinn, denn es geht tatsächlich darum, an die Ursachen dieses Konflikts heranzugehen.

3-018

Bastiaan Belder, *namens de IND/DEM-Fractie*. – Mijnheer de Voorzitter, gisteravond nog had ik het voorrecht rechtstreeks met een ervaren hulpverlener te spreken over de oorlogssituatie in de oostelijke Congo. Mijn gesprekspartner kent de noodtoestand in zowel Noord- als Zuid-Kivu op zijn duimpje. Zijn relaas biedt ons, zonder ook maar de heersende misère in de regio te willen verbloemen, enige hoopgevende lichtpunten. Een lichtpunt is zeker dat de Congolese presidentiële garde in samenwerking met de politie ruim een week geleden plunderende regeringssoldaten heeft opgepakt. Een hoopgevend teken van een begin van ordehandhaving van Congolese overheidszijde. Een ontwikkeling die ten volle onze Europese aanmoediging en ondersteuning verdient.

Daarnaast is het eveneens een lichtpunt dat rebellenleider Nkunda er tot dusverre niet in lijkt te zijn geslaagd de Tutsi's in Zuid-Kivu voor zijn machtsaspiraties te mobiliseren respectievelijk te rekruteren. Mijn zegsman ziet dat als een positieve uiting van een Tutsi-identificatie met de Congolese staat en burgerbevolking.

Een derde lichtpunt zijn de kerkelijke verzoeningsinitiatieven op lokaal en provinciaal niveau. Bij deze platforms zijn naast de traditionele autoriteiten, de stamvertegenwoordigers, evengoed de gekozen autoriteiten actief betrokken. Deze platforms in Noord- en Zuid-Kivu verdienen tweeledige Europese steun: financiële hulp en deskundige inbreng bij conflictoplossingen. Voor humanitaire hulpverlening in beide Kivu-gebieden is het van cruciaal belang de lokale autoriteiten in te schakelen, dus alweer beide groepen van plaatselijke gezagsdragers, traditionele stamvertegenwoordigers en de gekozen autoriteiten.

Mijn zegsman onderstreept uit eigen ervaring dat deze gezagstructuren, alle oorlogsconflicten ten spijt, zelfs onder vluchtomstandigheden blijven functioneren. Vandaar ook zijn dringende pleidooi om de scharen vluchtelingen in de dorpen van Noord- en Zuid-Kivu, alsmede de dorpsbewoners zelf van contant geld te voorzien. Want in de woorden van mijn ingewijde informant: "Als je geld hebt, kun je altijd aan eten komen. Wonderlijk genoeg is er altijd ergens markt. In Congo is het werken met *cash handouts*, het weggeven van geld, goed mogelijk. Het maakt de bevolking niet afhankelijk. Zij kan nu zelf beslissen waaraan zij haar geld besteedt. Je stimuleert de lokale economie en maakt er ook meteen gebruik van. Om dat goed te laten verlopen gaan wij praten met de gekozen dorpscomités die de meest hulpbehoevenden in kaart zullen brengen."

Voorzitter, na zo'n gesprek en met zo'n hartverwarmende, op verzoening gerichte Europese inzet moet er een toekomst zijn voor Noord- en Zuid-Kivu, ja voor de gehele Congo. Ik roep de Raad, de Commissie, het Europees Parlement en de Europese instellingen daartoe ook van harte op.

3-019

Koenraad Dillen (NI). – Mijnheer de Voorzitter, hier vandaag debatteren om te vertellen hoe erg we de tragedie vinden die zich in Oost-Congo afspeelt, heeft weinig nut. We moeten durven zeggen waar het op staat en natuurlijk de vraag durven stellen of Europa en dan in het bijzonder landen als Frankrijk en België, met hun toch bijzonder kwalijke reputatie in de streek, militair tussenbeide moeten komen. Voor mij is het antwoord neen. Want wat stellen we vast? Europa bewijst in Congo nog maar eens hoe verdeeld en hoe zwak het is en welke illusie het is te denken dat een gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid op dit moment al mogelijk zou zijn. Want laten we wel wezen, Parijs, nota bene de huidige Raadsvoorzitter, heeft zopas in Duitsland het hoofd protocol van de Rwandese president Kagame laten arresteren voor de moordaanslag op president Habyarimana in 1994. Hij wordt in het conflict als een betrokken partij beschouwd. Ook mijn land België spreekt met een gespleten tong. Want gisteren nog had de Belgische minister van Buitenlandse Zaken, Karel De Gucht, zware kritiek op het beleid van Europees commissaris van Ontwikkelingssamenwerking, Louis Michel, juist wegens diens Congo-beleid. Ik citeer Karel De Gucht: "Als de huidige toestand in Congo de vrucht is van het Michel-beleid, dan kan dat tellen. De toestand is nog nooit zo navrant geweest als nu."

Collega's, deze woorden komen van een politieke bondgenoot van de commissaris. Bij zo'n kakofonie kunnen we alleen maar concluderen dat de bescherming van de burgerbevolking in de eerste plaats een verantwoordelijkheid moet zijn van de Afrikaanse Unie, die gestimuleerd moet worden, en van de VN-missie in Congo. Europa doet er dan ook beter aan zelf militair afzijdig te blijven in dezen.

3-020

Colm Burke (PPE-DE). – Mr President, I echo the sentiments of my colleagues in expressing my extreme concern regarding renewed fighting between the Congolese army and resurgent militias in North Kivu in the DRC. The increase in violence in North Kivu has seriously overstretched the UN peacekeeping mission (MONUC) in operation in this country.

The humanitarian situation is particularly grave with more than 1.5 million internal displaced persons in Kivu province. The operations of the World Food Programme and other NGOs have been seriously restricted by the violence and there is widespread theft, rape and killing of civilians by both government and rebel forces.

MONUC has a mandate under Chapter 7 of the UN Charter to ensure the protection of civilians under imminent threat of physical violence, but lacks the resources and quantity of troops needed to fulfil this mandate. The international community and the UN Security Council must strengthen MONUC by providing appropriate materials and staff to enable it to fulfil its mission. Seeing that the European Union has decided not to initiate steps towards another ESDP mission to deal with these further escalations in violence in the DRC, I would urge the European Union to enhance its cooperation with MONUC to the greatest degree possible.

The current French-drafted UN Security Council resolution proposes a temporary increase of MONUC's authorised military strength by up to 2 785 military personnel. This increase would bring the maximum permitted number of troops and police deployed under MONUC, already the biggest UN peacekeeping force in the world, to just over 20 000 to cover a country roughly the size of Western Europe.

I urge the UN Security Council to vote on this resolution as soon as possible, given the urgency of the current events in the DRC. I am outraged by the massacres, the crimes against humanity and acts of sexual violence against women and girls in the eastern province of DRC, and I call on all relevant national and international authorities to bring the perpetrators to justice.

3-021

Ana Maria Gomes (PSE). – O horror nos Kivus de novo e a incapacidade internacional de lhe pôr fim são tão chocantes como a rapacidade dos dirigentes ruandeses e congolese, que perpetuam esta situação de caos organizado para encobrir a sinistra pilhagem dos recursos naturais da região.

E que pode fazer a União Europeia? Num país onde teve e tem várias missões PESD e onde as primeiras eleições democráticas não teriam tido lugar sem apoio europeu. Num país ao qual dedica milhões de ajuda ao desenvolvimento e humanitária. Num país de importância estratégica inegável e onde 5 milhões de pessoas morreram à mercê da mais bárbara violência nos últimos anos.

Neste país a União Europeia deve ir muito para além do mínimo já decidido desde que começou esta última escalada militar. Não basta aumentar a ajuda humanitária e desencadear iniciativas diplomáticas em que se reiteram, pela enésima vez, promessas de desarmamento e declarações de boa vontade.

É urgente antes que a União Europeia fortaleça a MONUC para que reconquiste a credibilidade e a eficácia perdidas. E, para isso, não basta apresentar resoluções no Conselho de Segurança. A União Europeia deve imediatamente articular-se com o DPKO e disponibilizar material e, se necessário, soldados para ajudar a preencher as lacunas da MONUC.

Em última instância, se as diligências em Nova Iorque e se a situação no terreno o justificarem, a UE não pode, não deve, excluir o envio de uma missão militar no âmbito da PESD. É a nossa responsabilidade de proteger que está em causa. São vidas humanas de populações civis indefesas que precisam de protecção internacional imediata.

Never again! Temos que levar a sério e não deixar de novo acontecer o genocídio no Ruanda e os massacres no Congo.

3-022

Luca Romagnoli (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, le dichiarazioni di Consiglio e Commissione sulla risposta dell'Unione alla grave crisi in Congo sono al solito ipocrite e inefficaci. Dietro a Laurent Nkunda sono Ruanda e Uganda, paesi da sempre interessati alla regione tanto da provare a invaderla più volte in un recente passato: troppe le risorse del sottosuolo e nella regione orientale congolese per lasciarla in mano ad altri.

Da gennaio a oggi sono state acquistate il triplo di armi che erano state acquistate nel 2007, parte delle quali, per quanto riguarda il versante ruandese, sono finite al ribelle Nkunda con i risultati che vediamo oggi. Ma da anni Washington ha incentrato il suo interesse nella zona dei Grandi laghi e proprio in particolare appoggiandosi a Uganda e Ruanda. A Kampala, ad esempio, c'è la più grande ambasciata americana in Africa; in Uganda e in Ruanda non avviene nulla senza il consenso degli Stati Uniti.

Ora, questo rapido dietro front dell'Unione europea sulla possibilità di inviare una forza di pace nella regione è un segnale come al solito errato perché si preferisce puntare sulla diplomazia, come se la diplomazia fosse sufficiente a convincere un tipaccio come Nkunda a ritirarsi. Come al solito discutiamo del niente e sentiamo qui il Commissario Michel quasi elogiare Nkunda, complimenti per questo!

3-023

Geoffrey Van Orden (PPE-DE). – Mr President, we all understand the complexities of the current appalling situation in eastern Congo, which is ethnically based and has its origins in Rwanda, Burundi and Uganda.

An effective mediation process between Rwanda and the DRC must be started as a matter of urgency. A ceasefire needs to be put in place and properly enforced, and the civil population clearly needs protection and urgent humanitarian assistance.

I am reminded of the recent statement by the Permanent Representative of the African Union to Brussels in Parliament's Subcommittee on Security and Defence, when he indicated his preference for Africans to deal with security issues on their continent. I am pleased, therefore, that the EU has not sought to use the Congo tragedy as an opportunity merely to put its label on another so-called EU military operation. It is primarily Africans who must take responsibility for resolving the present situation, but we must give them every possible assistance in doing this through the African Union and the United Nations.

Meanwhile, there seems to be some ambiguity concerning the mandate, rules of engagement and use of force by MONUC. MONUC's commander Lieutenant-General Vicente Díaz de Villegas recently resigned after seven weeks in the job. He cited personal reasons, but I wonder if it was not professional frustration.

However, it is encouraging that on 6 November a thousand-member South African force deployed near Goma as part of MONUC. The MONUC head claims that they have instructions to open fire if necessary. MONUC must be able to act to protect civilians against imminent threats of violence. Clearly there needs to be a substantial increase in numbers of effective UN and AU troops deployed in eastern Congo and a clear idea of where they come from – there are many countries that could contribute to this that are not doing so at the moment.

If the West fails to do all that it can to assist operations in the Congo, there are other less high-minded actors waiting in the wings.

3-024

Genowefa Grabowska (PSE). – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Panie Ministrze! Jestem członkiem zgromadzenia parlamentarnego AKP-UE i na ostatniej sesji w Rwandzie, w Kigali słuchałam prezydenta tego kraju, Paula Kagame, który mówił, że trzeba stabilizować sytuację w Afryce Środkowej. Mówił, że chce tam pokoju, ale byłam także w Kigali w muzeum holokaustu, które upamiętnia śmierć jednego miliona Tutsi zgładzonych w ciągu zaledwie trzech miesięcy – stu dni. To był rok 1994.

Czy teraz będziemy obserwować powtórzenie tej sytuacji? Nie możemy do tego dopuścić. Uważam, że to jest naszym obowiązkiem. Uważam, że Unia Europejska musi zrobić więcej. Nie wiem, czy wysłanie dodatkowych wojsk rozwiąże sytuację. Osobiście w to wątpię. Wydaje mi się natomiast, że trzeba generalnie zrewidować źródła finansowe, które, jak mówił już o tym mój kolega, czerpane z eksploatacji surowców kongijskich, nie są następnie kierowane do drobnych handlarzy i anonimowych osób, ale wchodzą one także na europejskie rynki. Tu jest źródło i rozwiązanie tej sytuacji.

Teraz przejdźmy do sytuacji humanitarnej, która przecież wymyka się spod kontroli. Tu jest nasza rola i tu Unia Europejska musi uczynić wszystko, aby chronić ten 1 mln 600 tys. osób potrzebujących wody, żywności, koców, namiotów i opieki. Zajmijmy się tym problemem.

3-025

José Ribeiro e Castro (PPE-DE). – Senhora Presidente em exercício, Senhora Comissária, caros Colegas, os poderes do mundo têm nesta altura sob a mão o sistema financeiro internacional. Procuram deitar-lhe mão e já não era sem tempo. E, portanto, talvez seja tempo de resolvermos, já agora, um outro problema de que ouvimos falar há décadas.

Há décadas que ouvimos esta música da pilhagem ignóbil dos recursos – quantas vezes, como agora de novo, no Congo, sobre o sangue das populações? Eu creio que é altura também de perseguir estas empresas, de perseguir este comércio ignóbil, de congelar as contas por onde circulam e onde se depositam os proveitos de vergonha desta exploração de recursos minerais à custa do sangue e do sofrimento das populações.

Não percebo porque é que não se listam estas empresas ao mesmo título que já fazemos uma lista negra das organizações terroristas. E não percebo porque é que a comunidade internacional não é capaz de perseguir estes empresários que, em rigor, não são empresários, são autênticos bandidos que põem em causa a segurança regional e a segurança mundial.

Eu animo a Presidência francesa e a Comissão a liderarem uma iniciativa internacional neste sentido.

3-026

Ioan Mircea Paşcu (PSE). – Mr President, names like Lumumba, Mobutu, Chombe, Dag Hammarskjöld and Katanga dominated my late childhood in the early 1960s. Fifty years on, Congo – now the Democratic Republic of Congo – is again ravaged by internal unrest bordering on civil war. Only this time the war in the eastern parts of the DRC comes after, and in spite of, important EU efforts in the form of money, programmes, missions on the ground – including military missions – and intense diplomatic efforts.

The current situation in the DRC, therefore, is not just another crisis. Rather it is a test case of the capacity and willingness of the EU to play the international role it now claims in world politics, since the crisis has all the ingredients the Union maintains it is best equipped to deal with, and is taking place on a continent, Africa, whose geo-economic importance is increasing exponentially.

3-027

Bart Staes (Verts/ALE). – Voorzitter, collega Hutchinson is het debat begonnen met te zeggen: stop de retoriek en zorg nu voor actie. Ik denk dat hij volkomen gelijk heeft. Ik wil twee essentiële zaken uit het debat halen.

Ten eerste, het belangrijkste is dat er uitvoering wordt gegeven aan de aanbevelingen van het VN-panel van deskundigen voor de illegale exploitatie van de natuurlijke rijkdom van Congo en ook aan de sancties tegen personen en ondernemingen wier deelname aan de plundering van de rijkdom is bewezen. De EU moet actie ondernemen.

Ten tweede, er moet effectief paal en perk gesteld worden aan de illegale exploitatie en uitvoering gegeven worden aan traceerbaarheidssystemen voor de herkomst van goud, tinerts, coltaan, kobalt, diamant, pyrochloor en hout, zodat aan die bloedhandel een einde kan komen.

Mijn zeer uitdrukkelijke vraag aan Raadsvoorzitter Jouyet en aan commissaris Ferrero-Waldner is: welke initiatieven ter zake zult u de komende maanden ontwikkelen? Ik denk dat daarop een antwoord moet komen.

3-028

Jim Allister (NI). – Mr President, I do not regard myself at all as an expert in relation to Congo, nor do I have any ready-made solutions, but I do know this: if five million people have died over the last 20 years, then we all need to be concerned.

That concern for me is accentuated when I read some of the strictures which come from a number of NGOs involved in the area. For example, a few days ago I read that Amnesty International – not an organisation I always agree with, I should say – had this to say of the human rights, and particularly the humanitarian tragedy in North Kivu province: ‘The UN Security Council, the European Union and the African Union are sitting on their hands. They have so far failed to give the UN peacekeeping force the reinforcements and equipment it needs’ to provide effective protection to civilians.

I have listened in debates for an answer to that criticism. I have to say, frankly, that I have not really heard it. Diplomacy is good, but diplomacy of itself will not deliver all the answers.

3-029

Jas Gawronski (PPE-DE). – Mr President, it would be easy for us to forget about Africa’s problem, given our own economic difficulties, but it would be a dreadful mistake.

I think we need to put pressure on the African Union to realise its own responsibilities in the region. If the African Union is ever to assume the same kind of gravitas as the EU, it needs to put words into action – something it has conspicuously failed to do, for example, over Zimbabwe. We should also not hesitate to link our long-term trade and aid relationship with countries like the DRC to their respect for human rights, good governance and transparency.

In this light, I hope the Commission will reiterate its support for the Extractive Industries Transparency Initiative.

3-030

Anne Van Lancker (PSE). – Voorzitter, mijnheer de Raadsvoorzitter, mevrouw de commissaris, na al wat er al gezegd is, zou ik het volgende nog aan u willen voorleggen. U heeft allebei de nadruk gelegd op het feit dat er voor dit conflict geen militaire oplossing is. Ik kon het niet méér met u eens zijn. Maar mevrouw de commissaris, mijnheer de Raadsvoorzitter, er is niks mis met de akkoorden van Goma of Nairobi. Er is niks mis met het proces dat opnieuw op gang wordt gebracht. Alleen, de akkoorden worden nooit nageleefd. Uiteraard moet Europa aandringen op een sterker en beter MONUC-mandaat en meer troepen. Maar de grote vraag die we ons moeten stellen is: kan MONUC ooit, zelfs met een hoofdstuk 7-mandaat, slagen zonder een Europese interventie? Mijnheer de Raadsvoorzitter, ik zou u willen vragen: welke waren dan wel de goede redenen van de ministers van de Europese Unie om een dergelijke Europese interventie af te keuren?

3-031

Jean-Pierre Jouyet, Président en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Madame la Commissaire Ferrero-Waldner, merci beaucoup pour ce débat très fort.

Nous sommes tout à fait conscients de l'appel qui est fait dans votre Assemblée à l'Union européenne pour qu'elle déploie une mission militaire dans cette région de la République du Congo, mais je crois qu'il faut rappeler que l'Union européenne est déjà engagée en République du Congo, tout d'abord à travers l'aide communautaire: 50 millions d'euros en 2008, puis 6 millions d'euros d'aide d'urgence qui ont été mentionnés par Benita Ferrero-Waldner. Il y a deux missions de PESD de soutien à la réforme de la police et de l'armée congolaise dont on a bien vu que l'état d'impréparation et le manque d'efficacité étaient tout à fait tragiques en l'espèce. L'Union européenne était déjà, d'ailleurs, intervenue en 2003 à travers une mission militaire dite Artémis, mais les conditions étaient différentes parce qu'il s'agissait alors pour l'Union européenne de préparer l'arrivée d'une mission des Nations unies, ce qui a été fait.

Alors, que faire au-delà de la rhétorique face au drame que nous partageons tous dans cette région? La solution la plus rapide pour répondre à l'urgence humanitaire serait de renforcer l'existant, c'est-à-dire la MONUC, avec un mandat qui soit renforcé et des effectifs supplémentaires. Je veux dire que, en ce qui concerne la France, elle se tient prête à participer à ce renforcement parce qu'attendre le déploiement d'une mission de l'Union européenne serait prendre le risque de perdre du temps alors que, comme vous le savez, l'Union est déjà engagée au Tchad et en République centrafricaine, et donc se pose le problème du déploiement et, pour être clair avec vous, un certain nombre d'États au sein du Conseil ne pourraient pas participer actuellement à ces opérations de renforcement.

Comme plusieurs orateurs l'ont indiqué, le renforcement de la MONUC permettrait de tirer avantage du fait que son mandat relève du chapitre 7 de la Charte des Nations unies; il faut voir aussi que l'arrêt de l'offensive de Nkunda le 29 octobre a permis à la MONUC de commencer à se redéployer. Les prochaines étapes pour la mission des Nations unies, c'est de se reconfigurer avec de nouvelles troupes d'élite, notamment des Gurkas indiens sont attendus ce mois-ci. Il faut ajouter 3 000 hommes aux 17 000 hommes qui sont déjà présents, c'est le sens des démarches que nous avons entreprises à New York au Conseil de sécurité ces derniers jours.

Mais comme plusieurs orateurs l'ont dit, on ne peut s'arrêter à la seule situation militaire puisqu'il faut privilégier, devant les atrocités qui, comme beaucoup l'ont rappelé, durent depuis très longtemps, une solution politique, comme l'ont montré les visites du commissaire Michel, de Bernard Kouchner, de David Miliband, pour permettre de renouer les contacts entre les protagonistes de la région. Il faut privilégier les négociations qui sont menées dans le cadre africain, que ce soit l'Union africaine, la SADC, la Conférence des Grands Lacs, pour relancer les processus de Goma et de Nairobi.

Et à plus long terme, l'Union doit aider la République du Congo à se doter d'une véritable armée – il n'y a pas de véritable armée, elle est totalement délabrée –, qui lui permette d'assurer la sécurité du pays qui est vaste et très dur à contrôler et d'éviter l'apparition de nouvelles crises humanitaires.

Je partage également l'avis de ceux qui ont souligné qu'il fallait s'attaquer aussi aux causes du conflit et c'est ce qu'a fait le Conseil, le 10 novembre, en appelant à la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles de la région par, notamment, les groupes rebelles. Est-ce qu'il faut confier cette tâche de contrôle de la lutte contre l'exploitation illégale à la MONUC? La question est ouverte, mais face à une situation de crise humanitaire, et plusieurs aussi l'ont souligné, la priorité de la MONUC doit être la protection des populations civiles et je crois que ce qui est important, cela aussi a été dit, c'est qu'une des solutions au pillage des ressources doit être trouvée au niveau régional afin de mettre fin aux filières d'exploitation et d'exportation de ces ressources vers nos pays.

Enfin, je note qu'il convient effectivement d'exécuter les résolutions du panel des Nations unies qui ont été prises sur ces sujets.

Voilà les éléments complémentaires que je souhaitais porter à l'attention de votre Assemblée.

3-032

Benita Ferrero-Waldner, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, chers parlementaires, tout d'abord, je crois que les débats ont montré que nous avons tous le même avis: maintenant, il faut agir vite, très vite, dans une situation absolument tragique.

Concernant l'envoi d'une force européenne à l'est de la RDC, je crois qu'il est apparu que seule une force européenne ayant strictement pour objectif la sécurisation de l'espace humanitaire pourrait être éventuellement acceptée par tous les pays de la région. Il s'agirait donc d'imposer à toutes les parties au conflit un cessez-le-feu humanitaire pour l'acheminement de l'aide aux populations près du front. C'est justement là ce que demandent les pays des grands lacs, pour qui un cessez-le-feu et l'acheminement de l'aide humanitaire restent une priorité absolument immédiate.

À ce propos, ils ont aussi indiqué les voies à explorer: la négociation politique et, surtout, c'est ce que nous avons tous dit, le renforcement de la MONUC. Or, bien que la situation humanitaire soit en passe de devenir progressivement sous contrôle, certains États membres semblent ne pas exclure l'éventualité d'une mission PESC. Toutefois, aucune décision définitive ne sera prise avant qu'il n'y ait unanimité européenne sur ce sujet et que le Conseil de sécurité des Nations unies ne se prononce officiellement là-dessus.

En ce qui concerne le renforcement de la MONUC, je crois qu'il est absolument indispensable, et c'est aussi l'avis de Louis Michel. La MONUC apporte à ce conflit une approche constructive et objective, mais on ne peut pas lui demander ce qui n'est pas sa mission. La MONUC doit maintenir la paix dans un certain cadre agréé et non pas imposer la paix à toutes les parties par des moyens militaires. C'est parfois difficile à saisir, mais la nuance, je crois, est de taille.

Par contre, il est clair que, pour la dimension du Congo et pour la complexité du problème, la MONUC n'est pas suffisamment dotée – vous tous l'avez dit et c'est vrai –, ni en moyens, ni peut-être en ce qui concerne son mandat et, pour cela, la demande du Secrétaire général des Nations unies de disposer de plus de ressources, notamment de trois mille hommes supplémentaires, est sans doute justifiée.

Par ailleurs, l'extension du mandat de la MONUC, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'exploitation illégale des ressources naturelles – qui est, comme vous l'avez dit, le véritable nerf de la guerre – est très importante, comme beaucoup l'ont aussi souligné à juste titre, pour pouvoir peser effectivement sur le développement du conflit. Et, une fois la paix revenue, cette question devra être examinée au sein de la communauté internationale.

L'exemple du processus de Kimberley ouvre certainement des voies à explorer dans ce sens et, concrètement, la Commission a déjà libéré 75 millions d'euros pour le programme à l'est du Congo, pour la reconstruction des structures étatiques, comme la justice et la police, et pour rétablir le contrôle de l'exploitation de ressources. Ce programme est en train d'être mis en place et j'espère que les premiers résultats se concrétiseront.

3-033

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΡΟΔΗ ΚΡΑΤΣΑ-ΤΣΑΓΚΑΡΟΠΟΥΛΟΥ
Αντιπρόεδρος

3-034

La Présidente. – J'ai reçu, conformément à l'article 103, paragraphe 2, du règlement six propositions de résolution¹.

Le débat est clos.

¹ Voir procès-verbal.

Le vote aura lieu jeudi 20 novembre 2008.

Déclarations écrites (article 142)

3-035

Alessandro Battilocchio (PSE), per iscritto. – La risoluzione relativa alla Repubblica del Congo rappresenta un impegno preciso per l'Unione Europea in questo quadrante del mondo: abbiamo però stavolta la responsabilità, vista la gravità della crisi, di far seguire alle parole i fatti. L'ONU, come sempre, balbetta soluzioni: sia l'Unione Europea a prendere l'iniziativa per tentare una mediazione di pace tra le parti in conflitto.

Voglio ringraziare la Commissione per un segnale particolarmente importante lanciato in queste settimane in Congo: lo stanziamento di 75 milioni di euro per un programma che punta a ricostruire nel Paese le strutture amministrative e di Governo, compreso il sistema di giustizia e la polizia. Questo passo è particolarmente significativo, perché opera nel presente guardando al futuro ed inizia a d'affrontare il nodo di fondo di questa vicenda: lo sfruttamento delle risorse naturali del Congo, al momento oggetto di contesa assai aspra e senza regole tra i vari gruppi in combattimento.

3-036

4 - Crises du secteur de l'automobile (débat)

3-037

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο είναι οι δηλώσεις του Συμβουλίου και της Επιτροπής σχετικά με την κρίση στον τομέα της αυτοκινητοβιομηχανίας.

3-038

Jean-Pierre Jouyet, président en exercice du Conseil. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire Verheugen, Mesdames et Messieurs les parlementaires, la crise profonde de l'économie mondiale a touché le secteur automobile européen au troisième trimestre de cette année, après une performance qui avait encore été bonne au second trimestre de l'année. Tous les grands marchés mondiaux de l'automobile sont touchés, mais pas avec la même gravité.

Aux États-Unis, les ventes ont diminué de 32 % sur un an, arrivant au plus bas niveau depuis 25 ans. Les trois grands constructeurs automobiles américains – General Motors, Ford et Chrysler – ont demandé des aides d'urgence de l'État fédéral. Les marchés émergents, qui compensaient, jusqu'à cet été, le recul des ventes dans ces pays, sont, eux aussi, touchés par la crise, mais à un moindre degré.

En Chine, les ventes ont reculé de 1,4 % en septembre. C'est le deuxième mois consécutif de baisse en Chine, après un recul de 6,3 % en août.

Au Brésil, les ventes d'automobiles ont chuté de 11 % le mois dernier, pour la première fois depuis 1999.

En Russie, il n'y a pas encore de chute du marché de l'automobile, mais il y a un ralentissement fort de ce marché, qui pourrait connaître les premières baisses dès le début de l'année prochaine.

Donc, on voit bien que la situation se dégrade également dans les grands pays émergents.

En Europe, les immatriculations ont reculé de près de 4 % entre le début de l'année et le mois d'août dernier. La fin de l'année pourrait s'avérer difficile et le recul du marché automobile serait de l'ordre de 5 % sur l'ensemble de l'année 2008, ce qui serait, pour ce marché, le plus mauvais résultat enregistré depuis 1993.

Partout dans le monde, pourtant, l'industrie automobile fait des efforts considérables pour faire face à la crise et essayer de trouver les fondements d'une croissance nouvelle. Les mesures de diminution de la production vont avoir des répercussions négatives sur l'emploi dans toutes les chaînes de valeur ainsi que sur la demande, on va le voir dans les prochains jours.

Malgré la conjoncture difficile, les grands constructeurs européens resteront bénéficiaires en 2008, même si le rythme de progression des marges, bien évidemment, se ralentit: ils peuvent encore garder cette situation bénéficiaire compte tenu des gains de productivité très importants qui ont été effectués ces dernières années. Donc, la position compétitive de l'industrie européenne reste relativement bonne – je pèse mes mots –, cela en raison de trois facteurs.

D'abord grâce au fait que l'industrie européenne est présente de manière croissante dans les pays émergents, qui sont aussi bien des marchés que des lieux de production. Et c'est dans ces pays émergents que la croissance, même si elle se ralentit comme je l'ai indiqué précédemment, reste un moteur.

Le second facteur, c'est qu'il y a une meilleure politique de nouveaux modèles, avec des modèles qui sont plus économiques, plus écologiques et qui sont plus proches de la demande des consommateurs.

Enfin, comme je l'ai indiqué, compte tenu des gains de productivité qui avaient été faits antérieurement, la situation financière de l'industrie européenne reste encore relativement saine à ce jour.

Dans cette situation, surtout, une politique de vigilance s'impose afin d'éviter que des aides d'État octroyées à des producteurs non européens par leurs gouvernements faussent le jeu de la concurrence loyale sur le marché mondial, notamment sur les marchés émergents. Des mesures ciblées et temporaires de soutien aux producteurs européens pourraient s'avérer utiles, notamment afin d'améliorer encore les performances technologiques et écologiques du parc automobile européen, dont l'environnement réglementaire, comme nous le savons, en termes de législation sur l'environnement, reste le plus exigeant au monde. C'est ce qui a conduit les constructeurs européens à investir plus lourdement que leurs principaux concurrents américains dans la recherche et le développement pour faire face à ces défis écologiques.

Nous ne pouvons que nous féliciter que notre industrie ait acquis ainsi une longueur d'avance dans le domaine environnemental, mais nous devons être vigilants et nous assurer qu'elle la conserve effectivement. La Commission – je laisserai le commissaire Verheugen le développer – fera des propositions le 26 novembre prochain sur des mesures européennes de soutien à l'industrie, notamment au secteur automobile. La Banque européenne d'investissement est également sollicitée et devrait participer à l'effort en cours de préparation au niveau européen.

Les États membres doivent lui fournir, si nécessaire, les ressources appropriées pour qu'elle soit en mesure d'apporter de nouvelles ressources en soutien au secteur automobile. Les États membres envisagent également des actions nationales de soutien à leurs constructeurs. Ces efforts doivent être coordonnés afin de maximiser l'efficacité de ces soutiens. Comme elle l'a fait dans d'autres domaines de réponse à la crise, la Présidence française mettra tout en œuvre pour obtenir une action commune des Européens sur ce sujet industriel majeur.

Le Conseil européen de décembre débattrait des propositions de la Commission et des différents plans de soutien nationaux qui auraient pu être mis en place d'ici là. Il s'agit, bien entendu, d'agir en parfaite cohérence avec les autres objectifs politiques de l'Union. Le soutien au secteur automobile doit, en particulier, se faire dans le respect de l'intégrité du marché intérieur. Il n'est dans l'intérêt de personne de profiter de la crise pour créer des distorsions sur le marché automobile, et ce soutien doit, bien évidemment, s'inscrire résolument dans le cadre des objectifs environnementaux que l'Union s'est fixés dans le cadre du paquet énergie-climat.

Je crois que c'est dans ce sens que travaille la Commission. La Présidence est déterminée à favoriser l'émergence d'un accord équilibré entre les États membres et avec votre Parlement sur une approche offensive coordonnée de soutien aux industries automobiles.

3-039

Günter Verheugen, Vizepräsident der Kommission. – Frau Präsidentin, Herr Ratspräsident, meine sehr verehrten Damen und Herren! Es ist nicht überraschend, dass die Krise der Finanzmärkte in ihren Auswirkungen auf die Realwirtschaft als erstes den Automarkt voll getroffen hat.

Der Automarkt ist besonders sensibel, was das Verbraucherverhalten angeht. Es ist klar, dass in dieser Situation, Verbraucher, die sich über ihre eigene wirtschaftliche Zukunft nicht im Klaren sind, die nicht wissen, ob sie im nächsten Jahr noch einen Job haben, ob ihr Einkommen in der selben Höhe bestehen wird, ob sie ihr Vermögen noch haben werden, erst einmal kein neues Auto kaufen werden. Das ist eine bekannte und vermutlich auch natürliche Reaktion.

Es ist aber nicht nur die Krise der Finanzmärkte, die zu dieser Zurückhaltung führt, es gibt auch eine Verunsicherung bei Herstellern und Verbrauchern im Hinblick auf die Forderungen, die die Politik an das Auto der Zukunft stellt. Verbraucher wissen z.B. nicht, ob sie mit Steuervorteilen oder Zuschüssen rechnen können, wenn sie bestimmte Autos kaufen oder nicht kaufen. Deshalb ist es notwendig, dass die rechtlichen Rahmenbedingungen für die Industrie jetzt so schnell wie möglich geklärt werden.

Die Lage ist eindeutig. Die Automobilindustrie ist eine Schlüsselindustrie, wenn nicht sogar die Schlüsselindustrie für Europa, und sie besteht nicht nur in der Herstellung von Autos. Wie müssen die gesamte Lieferkette und den gesamten Automarkt sehen, der ja auch aus Kraftfahrzeughandel und Kraftfahrzeugreparatur besteht. Wir haben hier insgesamt einen Sektor mit 12 Millionen Beschäftigten in Europa und weitreichenden Auswirkungen in anderen Sektoren.

Die Ratspräsidentschaft hat die Rückgänge bereits dargestellt. Ich gebe Ihnen eine andere Zahl: bis jetzt sind in diesem Jahr in Europa 700 000 Neuwagen weniger registriert worden als im vergangenen Jahr, das ist im Wesentlichen in den letzten Monaten passiert, d.h. die Zahl wird bis zum Ende des Jahres wahrscheinlich auf über eine Million ansteigen. Sie können sich sehr leicht vorstellen, welche ökonomischen Auswirkungen das hat.

Wir haben noch keine Hoffnung, dass sich das im Jahre 2009 sehr schnell ändern wird, d.h., wir müssen davon ausgehen, dass auch das Jahr 2009 für die Automobilindustrie ein Krisenjahr wird, mit erheblichen Auswirkungen auf die Auslastung

der Kapazitäten, auf die Zahl der Beschäftigten und auf die Investitionsfähigkeit der Automobilhersteller, insbesondere im Hinblick auf große Investitionen, die notwendig sind, um die Anforderungen an schadstoffarme und verbrauchsarme Kraftfahrzeuge zu erfüllen.

Es gibt im Übrigen aufgrund dieser ökonomischen Entwicklung eine extrem negative Entwicklung für die Umweltbedingungen. Je älter die Flotte wird, die auf Europas Straßen herumfährt, desto größer ist die Schadstoffbelastung, und das ist ein sehr wichtiger Punkt, den wir im Auge haben müssen. Wenn wir die Schadstoffbelastung insbesondere bei CO₂ wirklich herunterbringen wollen – und das ist ja unser gemeinsames vorrangiges Ziel – ist das Entscheidende, dass es schnell zur Erneuerung der Flotte kommt, die im Augenblick auf Europas Straßen herumfährt.

Seit einiger Zeit passiert das genaue Gegenteil. Die Flotte wird immer älter, und die Schadstoffbelastung wird immer größer. Ich sage Ihnen mit aller Klarheit, dass, wenn alle, die daran beteiligt sind – Parlament, Rat und Kommission – nicht sehr sorgfältig darauf achten, dass Autos für den Verbraucher in den nächsten Jahren auch bezahlbar bleiben, die Situation noch schlimmer werden wird.

Wir können heute selbstverständlich Autos mit Nullemission anbieten. Nur kann sich kein Mensch diese Autos leisten. Wir müssen also hier die Dinge in eine vernünftige Relation zueinander setzen. Wir haben ja, wie Sie wissen, den *Cars 21*-Prozess. Weil wir den Ernst der Situation sehr früh erkannt haben, habe ich im Rahmen dieses Prozesses vor einigen Wochen in Brüssel einen so genannten Autogipfel mit den Herstellern, den Mitgliedstaaten, in denen Autos produziert werden, den Gewerkschaften, den Umweltverbänden und allen Beteiligten veranstaltet. Dabei sind ein paar Dinge, die wir tun müssen, sehr klar geworden.

Erstens müssen wir in der Tat die rechtlichen Rahmenbedingungen stabil und berechenbar halten. Die Industrie muss wissen, woran sie ist und was wir von ihr erwarten. Wir müssen die kumulativen Effekte unserer Maßnahmen im Auge behalten. Ich darf Sie daran erinnern, dass CO₂ ja nicht das einzige ist, was wir im Bezug auf die Automobilindustrie im Augenblick diskutieren.

Wir haben bereits Euro-5 und Euro-6 verabschiedet. Die Maßnahmen sind noch nicht umgesetzt. Und auch sie verlangen hohe Investitionen und führen zu einer Verteuerung der Fahrzeuge. Wir haben bereits zusätzliche Anforderungen für den Fußgängerschutz beschlossen. Auch das führt zu hohem Investitionsbedarf, und das macht die Autos teurer. Wir haben bereits im Gesetzgebungsgang weitere scharfe Vorschriften in Bezug auf die Verbesserung der Sicherheit von europäischen Fahrzeugen. Das hat denselben Effekt. Wenn wir alles zusammennehmen, wissen wir schon heute, dass die europäischen Fahrzeuge in den nächsten Jahren einen deutlichen Preissprung erleben werden, und das müssen wir mit in Rechnung stellen.

Zweitens waren wir uns einig, dass die Nachfrage gestärkt werden muss. Das kann auf verschiedene Art und Weise geschehen. Ich halte steuerliche Anreize für ein gutes Instrument, allerdings nur dann, wenn es sich um CO₂-basierte steuerliche Anreize handelt. Steuerliche Anreize, die schlicht und einfach dazu führen, dass irgendwelche Autos gekauft werden, nützen eigentlich wenig. Es muss darum gehen, die Nachfrage nach verbrauchsarmen und umweltfreundlichen Autos zu stärken. Das gilt auch für das öffentliche Beschaffungswesen.

Schließlich geht es um die Frage der Investitionskraft. Hier gibt es bereits seit Jahren eine Kreditlinie bei der Europäischen Investitionsbank, die den Herstellern speziell zur Entwicklung neuer umweltfreundlicher Autos zinsgünstige Darlehen zur Verfügung stellt. Diese Kreditlinien wurden auch in den letzten Jahren in Anspruch genommen, das ist also gar nichts Neues.

Es geht jetzt darum, diese Kreditlinien so zu erhöhen, dass der Bedarf befriedigt werden kann. Dazu ist die Europäische Investitionsbank auch bereit. Ich rechne damit, dass wir noch im Laufe des Monats Dezember die entsprechenden Entscheidungen haben werden.

Schließlich möchte ich noch darauf hinweisen, dass wir auch in der Handelspolitik darauf achten müssen, dass die Zukunftsfähigkeit der europäischen Automobilindustrie verteidigt wird. Der Wettbewerb wird sich mehr und mehr in die Regionen der Welt mit hohen Wachstumserwartungen verlagern. Dort konkurrieren wir natürlich mit Herstellern aus anderen Teilen der Welt, die unter wesentlich günstigeren Bedingungen produzieren als die europäischen Hersteller.

Lassen Sie mich ganz klar sagen: Der große Vorteil, den die europäischen Hersteller im weltweiten Wettbewerb haben, ist die Tatsache, dass Europa schon in Kürze die saubersten und sichersten Autos der Welt anbieten wird, und ich hoffe, was die Qualität angeht, bleibt es dabei, dass wir auch die besten Autos anbieten.

Lassen Sie mich noch ein Wort zu dem aktuellen Problem sagen, das ja wohl auch zu dieser Debatte heute hier geführt hat. Ein Hersteller in Europa, die Adam Opel GmbH in Deutschland, eine hundertprozentige Konzerntochter von General Motors, befindet sich aktuell in einer sehr besorgniserregenden finanziellen Schieflage. Es wird zwischen Opel und der

deutschen Regierung darüber verhandelt, ob es eine staatliche Bürgschaft geben kann, um die Finanzierungsprobleme von Opel zu lösen. Dagegen werden sehr gewichtige ordnungspolitische Argumente vorgetragen, die ich gut verstehen kann, denn wir haben eine Industriepolitik, die nicht auf Subventionen setzt, und dabei wird es auch bleiben. Unsere europäische Industriepolitik versucht mit allen Mitteln, einen Rückfall in die alte Subventionsmentalität zu vermeiden und der Industrie stattdessen durch berechenbare, stabile Rahmenbedingungen zu helfen zu wachsen, und sich im Wettbewerb zu behaupten.

Das Problem bei Opel ist aber nicht durch Managementfehler, schlechte Produktion oder schlechte Qualität der Autos ausgelöst worden. Dieses Unternehmen hat sich in den letzten Jahren mit hohen Investitionen in moderne Technik besonders bemüht, den Anforderungen der Zukunft zu genügen. Das Problem ist ausschließlich durch die Krisensituation beim amerikanischen Mutterkonzern ausgelöst worden. Ich bin wirklich der Meinung, dass es sich hier um außergewöhnliche Umstände handelt. Umstände, die für andere Hersteller in Europa nicht gelten, und die es rechtfertigen, auch außergewöhnliche Maßnahmen ins Auge zu fassen.

Ich will noch einmal sagen, es ist nicht die Rede von Subventionen, es ist die Rede von einer möglichen Bürgschaft. Dieses Unternehmen ist wettbewerbsfähig! Wir haben aus europäischer Sicht kein Interesse daran, es vom Markt verschwinden zu lassen, und es ist auch kein rein deutsches Problem. Opel ist ein Hersteller in mehreren europäischen Ländern. Opel hat eine Lieferkette in ganz Europa. Diese Lieferkette ist eng verbunden mit allen anderen Automobilherstellern, d. h. wenn ein großer europäischer Hersteller vom Markt verschwindet, wird das auch für alle anderen Folgen haben. Wie gesagt, wir können daran kein Interesse haben, und es versteht sich ja wohl von selbst, dass es unter sozialpolitischen Gesichtspunkten nicht zu rechtfertigen ist, zu sagen, dass die bei Opel Beschäftigten die Zeche bezahlen müssen für – das will ich deutlich sagen – schwere und unverantwortliche Fehler, die bei der Konzernmutter in den Vereinigten Staaten gemacht worden sind.

(Beifall)

Wir werden also sehen, zu welcher Entscheidung die betroffenen Regierungen kommen, und ich sage ausdrücklich Regierungen, was bisher in der Öffentlichkeit nicht stark genug gesehen wird.

Wir haben auch in Schweden ein Problem mit einer anderen General Motors-Tochter, nämlich mit Saab, wo die Probleme strukturell sogar noch deutlich schwieriger sind. Wir haben außerdem ein Problem in Spanien, wo die beaufsichtigte Produktion eines neuen umweltfreundlichen Fahrzeugs in Frage gestellt wird. Ich sage aus europäischer Sicht, dass wir unser Möglichstes tun werden, um zu helfen, dass die europäischen Hersteller durch diese schwierige Zeit kommen und ihre Rolle als ein wirklicher Motor für nachhaltiges Wachstum und gute Arbeitsplätze in Europa auch in Zukunft spielen können.

(Beifall)

3-040

Vito Bonsignore, a nome del gruppo PPE-DE. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, stiamo discutendo del settore manifatturiero dell'Unione europea che produce un terzo delle auto fabbricate nel mondo. Il settore occupa in Europa tre milioni di persone più tutto l'indotto, costituisce una delle industrie motore dell'intero pianeta per fatturato diretto, fatturato indiretto e per numero di occupati complessivo.

Consideriamo inoltre che oggi, mentre facciamo questo dibattito, le stime più recenti prevedono per il prossimo anno un raddoppio dei disoccupati nell'Unione europea; personalmente reputo questa previsione anche ottimistica. Il settore automobilistico va aiutato, sono d'accordo con il Commissario, nello sforzo da noi richiesto per produrre auto a ridotta emissione e a ridotto consumo di carburante. Occorre aiutare la trasformazione e non sanzionare chi rimane indietro, occorre legare i finanziamenti all'innovazione. Se aiutare le case automobilistiche a sollevarsi potrà sembrare oneroso, il fallimento di alcune di esse costerebbe alla Comunità molto ma molto di più.

Il comparto è in crisi, è in crisi in tutto il mondo e da questa situazione possiamo uscire facendo un salto tecnologico – siamo d'accordo – quindi dobbiamo scegliere tra produrre in Europa le macchine del XXI secolo o perdere quest'attività manifatturiera a vantaggio di paesi che si appressano a produrre macchine a bassa tecnologia, basso costo in grande quantità, penso a paesi come l'India e la Cina.

È vero oggi che le banche non prestano più soldi, che le grandi case automobilistiche stanno esaurendo la liquidità accumulata precedentemente e che è rimasta in vita fino a metà di questo esercizio, che il mercato ha subito grande contrazione e chiuderà il 2008 con il segno meno, ritengo, signor rappresentante del Consiglio, con percentuale più vicina alle due cifre, mentre le mie previsioni per il 2009 sono pessimistiche.

L'Europa ha una grande opportunità: sostenere senza discriminazione l'evoluzione strutturale del settore con prestiti a lungo termine, a bassi interessi e contributi alla ricerca.

3-041

Robert Goebbels, au nom du groupe PSE. – Madame la Présidente, chers collègues, face à la récession, les socialistes préconisent une politique solidaire et européenne. Cela ne vaut pas seulement pour le secret bancaire, cela vaut également pour les autres secteurs économiques, dont le secteur industriel.

Nous avons souvent déploré l'absence d'une politique industrielle forte dans l'Union européenne. Il y a des pays comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne qui ont largement laissé dépérir leurs industries en misant essentiellement sur les services. Le résultat n'est pas probant. L'Europe doit se battre pour le maintien d'un tissu industriel large dont dépendent finalement les PME et les services aux entreprises.

En Europe, le secteur automobile n'est nullement un dinosaure, une espèce vouée à la disparition. Je rejoins totalement les propos du vice-président Verheugen à cet égard. Nous réalisons le tiers de la production automobile mondiale même si la production des voitures a décliné récemment. Les voitures produites en Europe doivent devenir plus propres et moins énergivores et nous n'allons pas pouvoir nous passer, dans un avenir prévisible, de ce mode de transport individuel incontournable. La meilleure organisation possible des transports collectifs ne réussira jamais à assouvir le besoin de mobilité des humains. L'Union européenne doit en conséquence définir une réponse commune aux problèmes du secteur et la réponse ne peut pas être, comme vient de le dire M. Verheugen, l'étranglement du secteur automobile européen. Je ne veux pas d'une Europe où ne circuleraient plus que des voitures japonaises ou, demain, chinoises.

Je sais que le discours politiquement correct impose de donner la préférence aux emplois dits "verts". Un rapport récent des Nations unies estime que le potentiel mondial des emplois verts serait de 3% de l'emploi global. Ils seront les bienvenus. Toutefois, l'arithmétique élémentaire fait conclure que 97% de l'emploi ne sera pas vert mais relèvera des secteurs classiques. Raison de plus de nous battre pour le maintien d'un secteur automobile européen qui emploie directement 2 millions et indirectement 10 millions de travailleurs, soit 7% de l'emploi total européen.

Quand les États-Unis, la Chine et le Japon investissent massivement dans des programmes conjoncturels, l'Europe ne peut pas se payer le luxe d'assister sans réaction à la disparition de pans entiers de son industrie. Ceux qui nous disent qu'il faut laisser faire le marché sont des idéologues naïfs. Sans l'intervention de la main publique, la main invisible, chère à Adam Smith, préfère le court terme et détruit des structures indispensables au façonnement de notre avenir commun.

Nous attendons de la Commission, Madame la Présidente, et j'en ai terminé, un encadrement européen proactif pour le maintien de la compétitivité et l'existence même du secteur automobile européen.

(Applaudissements)

3-042

Jorgo Chatzimarkakis, im Namen der ALDE-Fraktion. – Frau Präsidentin! Kommissar Verheugen hat hier sehr eindrucksvoll dargestellt, wie die Krise aus dem Finanzmarkt auf den Automarkt übergeschwappt ist. Es kommt hinzu, das Vertrauen ist weg, es herrscht Unsicherheit, was die künftige CO₂-Regelung angeht. Deswegen kann ich die Kollegen dieses Hauses und den Rat nur auffordern, sehr schnell zu einer verlässlichen, klaren Regelung im Bereich der CO₂-Regelung für Autos zu kommen – auf der Basis der französischen Ratspräsidentschaft, wozu ich Ihnen, Herr Joallier, nur gratulieren kann.

Aber das klimafreundlichste Auto, das wir in Europa haben wollen, bringt nichts, wenn es im Schaufenster und nicht auf der Straße steht. Die Leute müssen es nicht nur fahren, sondern sie müssen es auch bezahlen können. Deswegen fordern wir folgenden Dreiklang: Erstens: neue Modelle auf die Straße zu bringen. Dazu braucht es jetzt viele Investitionen in die Forschung, deswegen begrüßen wir das Programm der Europäischen Investitionsbank. Am 2. Dezember tagt der Ecofin – wir hoffen, dass dort eine Entscheidung getroffen wird, dass weiche, günstige Darlehen in die Automobilindustrie fließen.

Zweitens: Die Autobanken müssen gesichert werden. Das können wir hier in Europa nicht tun, das muss unter den Dächern der nationalen Rettungspakete erfolgen und diese müssen offen bleiben.

Drittens: Wir brauchen Verschrottungsprämien in Europa. Italien hat es vorgemacht. Schweden ebenfalls, vielleicht nicht ganz so eindrucksvoll wie Italien. Das ist der Weg, wie man durch steuerliche Anreize neue Modelle auf die Straße bringt. Es wäre schön, wenn wettbewerbsrechtlich keine europäischen Schranken aufgestellt würden. Deswegen wäre es auch gut gewesen, wenn Frau Cruz hier anwesend gewesen wäre. Das ist der Weg in ein neues Paradigma!

3-043

Rebecca Harms, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Frau Präsidentin, sehr geehrte Präsidentschaft, sehr geehrter Herr Kommissar! Wie schon gestern muss ich sagen, dass ich große Zweifel an der Aufrichtigkeit habe, mit der die Kommission diese Debatte führt. Meiner Meinung nach, Herr Kommissar, müssten Sie als derjenige, der die strategische Gruppe CARS 21 gegründet hat, zunächst einmal die Verantwortung dafür übernehmen, dass es nicht geglückt ist, die europäische Automobilindustrie tatsächlich zukunftsfähig aufzustellen. Was haben Sie eigentlich in den letzten Jahren gemacht, dass jetzt die Finanzkrise genutzt wird, um zu bilanzieren?

Dass man in der Automobilindustrie in Europa ein strategisches Problem hat, das ist ja das eine. Aber dass Sie sozusagen Ihre strategischen Schwächen der letzten Jahre, Ihr Unvermögen, sich für ökologische Innovationen einzusetzen, nicht mit in diese Bilanz hineintun, das halte ich für unlauter. Wenn jetzt Tausende oder Zehntausende Familien in Europa zittern, wie es mit den Jobs in der Automobilindustrie weitergeht, dann hat auch die Kommission, hat auch der Kommissar, hat CARS 21 dafür eine Verantwortung.

Woran kann man eigentlich erkennen, dass die Kommission und insbesondere Sie, Herr Kommissar, nichts dafür getan haben, dass die strategischen Ziele, die sich aus den volatilen Ölpreisen wegen der Endlichkeit des Öls und aus Klimaschutzanforderungen ergeben, nicht umgesetzt worden sind? Herr Kommissar, Sie haben als Person die Vorschläge Ihres Kollegen Dimas zur CO₂-Regulierung für Personenkraftfahrzeuge jahrelang blockiert. Sie sind derjenige, der auf der Bremse steht, wenn es darum geht, ein verbindliches Ziel für effiziente Autos, das Mitte der 90er Jahre schon freiwillig unterschrieben wurde, für Mitte des nächsten Jahrzehnts verbindlich zu machen. Sie wollen weniger ökologische Innovation als schon Mitte der 90er Jahre selbstverständlich war. Seit gestern wissen wir, dass im Rat wegen des Drucks aus Deutschland noch nicht einmal die Bereitschaft da ist, verbindliche Ziele, die immer noch in der Nähe der Ziele aus der Mitte der 90er Jahre liegen, für das Jahr 2020 zu unterschreiben.

Ich halte diesen Doppelsprech, diese Verlogenheit der Diskussion um ökologische Innovation für einen Skandal. Ich fordere Sie auf, in diesem Trilog endlich das zu tun, was Sie in dieser Diskussion über Innovation der Automobilindustrie versprechen. Alles andere führt wirklich dazu, dass Sie weiter die Verantwortung dafür übernehmen, dass diese Industrie und ihre Zulieferer nicht zukunftsfähig werden.

3-044

Ilda Figueiredo, em nome do Grupo GUE/NGL. – A crise da indústria automóvel tem causas diversas, mas certamente que uma das mais importantes é a baixa do poder de compra da maioria da população, consequência dos seus baixos rendimentos, designadamente dos salários, do trabalho precário e do desemprego.

Assim, uma das medidas mais eficazes seria o aumento dos rendimentos salariais através de uma distribuição justa do rendimento. Mas naturalmente que no imediato outras medidas se impõem. É que a quebra de produção das marcas automóveis tem repercussões em muitos outros sectores de actividade, incluindo nas diversas indústrias de componentes e nos próprios transportes, o que pode agravar toda a situação económica e social.

Assim, tal como houve medidas excepcionais para o sector financeiro, impõem-se medidas excepcionais para o sector automóvel de forma a salvaguardar o emprego. Não se pode admitir que a defesa da produção e do emprego não mereçam a mesma importância do sector financeiro. É necessário que haja a solidariedade necessária para apoiar a indústria na União Europeia, sobretudo nas economias e sectores mais frágeis.

Em Portugal, esta situação é preocupante, já que o sector está muito dependente da estratégia das multinacionais. Nos últimos anos registaram-se várias deslocalizações, seja na produção de automóveis, o caso da Opel e da Renault, seja de componentes, de que se destacam os casos da Yazaki Saltano e da Lear, além da ameaça de diminuição do emprego que se regista noutras, como na Sunviauto e na Delphi e em centenas de micro e pequenas empresas afectadas pela situação.

Em certos casos, há paragens de alguns dias de produção, como na Autoeuropa em Palmela, e na fábrica de componentes da Renault em Cacia, Aveiro, com o argumento da falta de encomendas. Com menos automóveis e menos componentes a entrar e a sair, o transporte de mercadorias é também afectado.

Por isso, Sr. Comissário, Sr. Presidente do Conselho, é essencial que haja um apoio extraordinário da União Europeia para apoiar a produção industrial e salvaguardar o emprego com direitos.

3-045

Andreas Mölzer (NI). – Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Die Vorboten der Krise im Automobilsektor, wie etwa erste Auftragsrückgänge, wurden wahrscheinlich nicht ernst genug genommen. Zuerst wird man möglicherweise nur haben, dass nur die Sprit fressenden amerikanischen Autos betroffen sind. Wer sich aber bei den Autohändlern etwas umgehört hat, weiß, dass schon seit Monaten auch in der EU Dieselfahrzeuge als schwer verkäuflich gelten.

So braucht sich die Europäische Union über den immer größer werdenden Strudel an Problemen nicht zu wundern, denn sie hat am Niedergang dieser einst blühenden Branche fleißig mitgewirkt, etwa durch eine Flut von Vorschriften, die auf den Automobilsektor niedergeprasselt sind. Firmen brauchen aber einen stabilen vorhersehbaren rechtlichen Rahmen, um planen zu können. Wenn die EU hier ständig die Regeln ändert, treibt sie möglicherweise jede Branche irgendwann in den Ruin. Nicht zu vergessen sind auch das kontinuierliche Drehen an der Steuerschraube bei Dieseltreibstoff und zuletzt das Biokraftstoffabenteuer.

Zur Krisenlösung reicht es also nicht, wenn die EU die geplanten 40 Milliarden an Krediten locker macht. Sie muss künftig planbare vorhersehbare Rahmenbedingungen schaffen, und das für alle Branchen!

3-046

Werner Langen (PPE-DE). – Frau Präsidentin! Ich möchte noch einmal die Bedeutung der Automobilindustrie mit 12 Millionen direkten und indirekten Arbeitsplätzen und als Technologieführerin weltweit in dieser Branche unterstreichen. Wir müssen daran erinnern – Herr Kommissar Verheugen und andere haben es getan – dass die Automobilindustrie natürlich konjunkturabhängig und ölpreisabhängig ist und dass das Käuferverhalten in Zeiten der Finanzmarktkrise dramatische Vertrauensverluste aufweist. Das ist das Hauptproblem der Automobilindustrie. Wir haben hier einen sehr strammen Wettbewerb, und es kann überhaupt nicht möglich sein, dass eine einzelne Firma, und auch nicht ein einzelner Staat, hier wettbewerbsverzerrende Maßnahmen setzt, ohne dass die Europäische Kommission darauf achtet, diese Wettbewerbsverzerrung zu vermeiden.

Das sage ich als Vorbemerkung. Daher sind die Vorschläge, ein europaweites Konjunkturprogramm aufzulegen, ebenso widersinnig wie auch einzelne Vorschläge, einen Schirm über die gesamte Automobilindustrie zu spannen. Was ich für richtig halte, ist, dass man Forschung und Entwicklung hin zu schadstoffarmen Autos fördert, entweder im Rahmen des Forschungsprogramms oder mit Krediten, wie das von der Kommission vorgeschlagen wird. Ich halte es für notwendig, dass auch die Beihilfen auf Mitgliedstaatsebene zu keinen Verzerrungen im Wettbewerb führen. Ich bin auch der felsenfesten Überzeugung, dass wir die Wettbewerbspolitik insgesamt nicht ändern dürfen, wie ich das in den letzten Tagen in Vorschlägen auch von prominenter Seite in diesem Haus gelesen habe.

Die Kommission hat Recht, wenn sie die Wettbewerbsregeln strikt anwendet. Aber ich sage auch, für Fehler des Managements – etwa von GM in den USA und seiner Tochterfirmen – müssen wir möglicherweise europäische Übergangslösungen schaffen, aber keine Dauersubventionierung, die dem Wettbewerbsrecht unterliegen muss. Nur so wird es gelingen, in dieser Branche die Arbeitsplätze auf Dauer zu sichern, und ich sage auch, der beste Anreiz wäre, eine vernünftige Klimapolitik für Autos nach hinten zu verschieben, Autos bezahlbar zu machen, wie hier gesagt wurde, und keine übertriebenen Forderungen zu stellen. Das, was Frau Harms hier gesagt hat, kann ich nur als völlig fern der Realität bezeichnen.

3-047

Matthias Groote (PSE). – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, Herr Ratspräsident, verehrte Kolleginnen und Kollegen! In der Tat, die Automobilindustrie ist in der Krise, und hierfür gibt es viele Gründe. Insbesondere die Finanzkrise hat die Krise in diesem Sektor noch einmal forciert, und in den Mitgliedstaaten wird zur Zeit an Lösungswegen gearbeitet.

Die europäische Automobilindustrie ist eine Schlüsselindustrie. Darum brauchen wir für diese europäische Schlüsselindustrie auch europäische Lösungen, um die Krise zu bewältigen. Fast alle Autokonzerne weisen europäische Strukturen auf. Um nötige Investitionen in umweltschonende Autos – das ist heute mehrmals erwähnt worden – und verbrauchsarme Technologien tätigen zu können, brauchen die Autobauer öffentliche Bürgschaften oder zinsgünstige Darlehen der europäischen Investitionsbank. Aber auch die Zulieferindustrie – das ist ganz wichtig – darf hierbei nicht vergessen werden. Gerade da sind es kleine und mittelständische Unternehmen, in denen Arbeitsplätze geschaffen werden und die Innovationen stattfinden.

Aber was kann die Europäische Union unternehmen, um diese Schlüsselindustrie zu schützen? In der vergangenen Plenartagung hat der Ratspräsident den Vorschlag gemacht, Schlüsselindustrien zu schützen. Ein guter Vorschlag, wie ich finde, denn wenn man diesen Vorschlag einmal konsequent zu Ende denkt, heißt das: ein Volkswagengesetz für die gesamte europäische Automobilindustrie. Das wäre sicherlich ein gutes Instrument. Aber dieses Schutzinstrument wird zur Zeit von der Europäischen Kommission bekämpft, und hier meine Frage an die Kommission: Wird sie trotz der Krise in der Automobilindustrie an einer Klage festhalten oder ändert man jetzt angesichts der Krise diesen Kurs?

3-048

Sophia in 't Veld (ALDE). – Voorzitter, het is veelzeggend dat hier de commissaris voor industrie zit en niet de commissaris voor mededinging. Ik heb grote aarzelingen bij de steun aan de auto-industrie. De problemen zijn onmiskenbaar zeer ernstig. Maar waarom steun aan de auto-industrie en niet aan andere sectoren? De problemen zijn wellicht verergerd, maar zeker niet veroorzaakt door de kredietcrisis en staatssteun mag dan ook geen beloning zijn voor slecht gedrag. Het EU-Verdrag laat inderdaad reddingssteun toe, maar we mogen niet met belastinggeld - want dat wordt opgebracht door de burgers - kwakkelende industrieën op de been houden. Laten we ook niet vergeten dat er al heel veel geld is gestoken in de redding van autofabrikanten in de afgelopen jaren en niet altijd even succesvol.

Ja, we hebben een korte-termijnverantwoordelijkheid voor banen die op de tocht staan, maar ook een lange-termijnverantwoordelijkheid om aan volgende generaties een gezonde economie, een gezond milieu, maar ook gezonde staatsfinanciën na te laten. Want ik vind het toch een beetje zuur, Voorzitter, dat er al jarenlang geen geld is voor zorg, geen geld voor onderwijs, geen geld voor kinderopvang en geen geld voor het milieu en dat ons nu wordt gevraagd om miljarden in de redding van de auto-industrie te steken. Dus als er al steun wordt gegeven, Voorzitter, dan met zeer strakke voorwaarden wat betreft de tegenprestatie van de auto-industrie in de vorm van herstructurering en alleen voor toekomstgerichte, milieuvriendelijke en innoverende activiteiten. Want ten slotte, Voorzitter, staatssteun kan dan misschien bedrijven redden, maar het kan ook andere bedrijven kapot maken door concurrentievervalsing.

3-049

Jean-Paul Gauzès (PPE-DE). – Madame la Présidente, Monsieur le Président du Conseil, Monsieur le Commissaire, mes chers collègues, ceci a été dit déjà plusieurs fois, l'industrie automobile représente directement ou indirectement 12 millions d'emplois dans l'Union européenne; c'est 10 % du PIB européen. L'industrie automobile est donc aujourd'hui confrontée à une grave crise: la baisse du marché européen est de l'ordre de 15 %; elle pourrait être de 17 à 20 % pour les derniers trimestres de 2008.

Les résultats des constructeurs sont en chute. Dans ce contexte, le manque de liquidités devient le principal risque pour cette industrie. En conséquence, les constructeurs diminuent leur production et tentent de réduire les coûts de structure. L'emploi est la première victime de la crise.

Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, face à cette crise, la réponse doit être coordonnée entre l'Europe et les États membres, notamment ceux qui sont directement concernés. Le support financier de la BEI qui est envisagé est nécessaire.

Je souscris bien évidemment à vos propositions. Il s'agit d'abord de soutenir l'investissement, notamment pour la conception et la réalisation de véhicules propres, le développement de véhicules hybrides et électriques. Il s'agit aussi de soutenir le marché par une incitation financière au renouvellement du parc. Ainsi que l'a dit le commissaire, les voitures anciennes sont responsables d'une part importante de la pollution générée par les automobiles.

Mais il faut aussi mettre en place un cadre réglementaire stable, ambitieux, mais réaliste. Les objectifs sur la réduction des émissions de CO₂ doivent être maintenus, les industriels y ont consacré et y consacrent d'importants moyens, mais le réalisme doit conduire à modérer les pénalités pour non-atteinte des objectifs. Des pénalités excessives tueraient les constructeurs généralistes.

N'oublions pas que l'industrie automobile est celle sur laquelle pèsent les exigences écologiques les plus fortes.

Enfin, dans les circonstances actuelles, il serait préjudiciable aux constructeurs qu'il soit porté atteinte à la protection dont bénéficient les pièces extérieures de carrosserie.

3-050

Monica Giuntini (PSE). – Signora Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, trovo opportuno questo dibattito su uno dei settori maggiormente critici dell'economia europea.

L'economia globale si sta aggravando enormemente e si sta aggravando anche il momento già negativo per il settore automobilistico, in Italia e in Europa. I dati li ricordava prima il ministro, c'è una forte diminuzione delle vendite del 5% nel 2008, in Italia il calo è di oltre 18 punti percentuali soltanto nel mese di ottobre, che rappresenta il dato peggiore da più di dieci anni a questa parte.

E quindi è una crisi che colpisce tutti i più importanti mercati europei, ma vorrei sottolineare che non è soltanto il settore della produzione delle auto a risentire di questa crisi, bensì l'intero indotto con effetti particolarmente negativi che si stanno abbattendo sulle aziende specializzate nella produzione della componentistica per le autovetture.

Come detto, la crisi del settore è generalizzata, porto soltanto a titolo d'esempio la situazione italiana della Toscana costiera in particolare, dove negli ultimi mesi anche a seguito dei processi di delocalizzazione si è fatto un ricorso massiccio alla cassa integrazione imposta a centinaia di lavoratori, al licenziamento dei dipendenti assunti con contratto interinale. Un caso su tutti ci dà l'idea dell'eccezionale gravità del momento ed è quello del gruppo Delfi, i cui lavoratori sono in cassa integrazione da due anni e mezzo e per i quali si rendono necessarie urgenti misure per la loro ricollocazione, a partire da quella avviata dagli organi di governo locale.

Ma ormai è evidente una parziale impotenza delle istituzioni nazionali, regionali e locali, da cui la necessità di un forte impegno e intervento da parte dell'Europa anche in un confronto con le società multinazionali per i problemi della delocalizzazione e quindi la necessità di adottare a livello europeo misure volte al contenimento di tale crisi per evitare l'impatto sul piano sociale e occupazionale.

3-051

Gianluca Susta (ALDE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la crisi finanziaria ci insegna che bisogna tornare all'economia reale e quindi bisogna aiutare il rilancio dell'industria manifatturiera europea, soprattutto nel momento in cui l'America di Obama si appresta ad alterare in qualche modo i rapporti economici a livello mondiale.

Non si deve parlare di aiuti di Stato, ma noi dobbiamo potenziare la nostra industria manifatturiera in tre direzioni: la rottamazione, che deve essere unitariamente intesa a livello europeo, il riorientamento della produzione verso i settori innovativi e anche un'informazione ai consumatori e una grande azione all'interno dell'organizzazione mondiale del commercio per riequilibrare le barriere tariffarie doganali nel rapporto tra l'Unione europea e il *Far East* soprattutto.

Non possiamo poi dimenticare gli investimenti alla ricerca nel settore e anche alle grandi infrastrutture sia materiali che immateriali. Noi dobbiamo giocare una partita uguale all'interno del mondo. Oggi si stanno alterando le regole, bisogna approfittare delle conclusioni del G20 per poter ripristinare un eguale punto di partenza.

3-052

Gunnar Hökmark (PPE-DE). – Fru talman! Det är jobben runtom i Europa som är det viktiga nu. Det vi ser inom bilindustrin är en industriell utmaning som också präglar andra delar av den europeiska ekonomin. Det som inte får ske nu är att vi har statsstöd som underminerar sysselsättningen i företagen i ett land men gynnar den i ett annat. Vi får inte ha statsstöd som missgynnar industrin inom ett område och gynnar den inom ett annat. För då kommer arbetslösheten och förlusten av jobb att stegvis gå fram över Europa. Vi får inte ha statsstöd som försvårar för de livskraftiga företagen och som upprätthåller företag som inte längre klarar sig. Bilindustrins problem är ett långsiktigt problem, vi har sett tydligare nu i den finansiella krisen, men vi har runtom i världen under lång tid sett stora förluster och vikande efterfrågan, men också överkapacitet.

Det som nu är det viktiga är att för det första se till att vi har en efterfrågan i Europa. Det handlar om skattesänkningar, om möjligheter för de europeiska hushållen att efterfråga de produkter som produceras här. Det handlar om att vi ska se till att europeisk industri inom område efter område kan vara ledande när det gäller teknik och utveckling. Inom miljöområdet liksom när det gäller energiområdet. Det är där offentliga ansträngningar ska gå.

Men det handlar också om att öppna upp för den europeiska bilindustrin att kunna vara en internationell aktör. Då handlar det om att se till att vi kan få en öppen frihandel där europeisk bilindustri har tillgång till världsmarknaderna. Då är det viktigt att komma ihåg att de som idag försvårar för frihandeln och för framgång i Doharundan i själva verket stoppar möjligheterna för den europeiska bilindustrin att växa på de stora framtidsmarknaderna.

3-053

Patrizia Toia (ALDE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, di fronte alla crisi gravissima che sta investendo il settore dell'auto dall'America al nostro continente, l'Europa è di fronte a un dilemma molto chiaro: o stare inerte e osservare questo crollo della domanda e della produzione, i cui effetti non sono neppure calcolabili oggi, in nome di una coerenza astratta per un modello teorico di liberismo di mercato, di totale rispetto della concorrenza, come qualche voce si è udita anche oggi, oppure assumersi le sue responsabilità per fronteggiare adeguatamente la situazione.

Siamo decisamente per questa seconda scelta e chiediamo decisione e determinazione alla Commissione e al Consiglio. Abbiamo apprezzato le parole del Commissario Verheugen e speriamo che qualche collega non freni troppo questa determinazione. È una situazione eccezionale e quindi eccezionali devono essere anche le risposte.

Del resto, cari colleghi, la crisi finanziaria ci ha mostrato alcuni interventi da parte di autorità politiche ed economiche che hanno fatto scelte di comportamento, di investimento di risorse pubbliche, che fino a qualche mese prima erano impensabili. Ma il nostro intervento, e concludo, deve essere selettivo, conciliare la strategia con l'emergenza, sostenere, sia attraverso i crediti agevolati che il sostegno alla domanda, un orientamento selettivo verso produzioni ambientalmente più sostenibili.

3-054

Martin Callanan (PPE-DE). – Madam President, in my view, Europe's car industry has shown remarkable resilience in the past few years, despite some extremely tough economic conditions and a veritable deluge of EU legislation. Our car manufacturers lead the world for environmental awareness, technical standards and innovation. It is a record that deserves to be supported and not undermined. I am particularly proud of the UK car industry and, if I may, would like to make a plug for my local Nissan company – the most productive car plant in Europe – which is located in my region in North-East England.

Nobody would dispute the importance of environmental protection, but I am extremely concerned that, in our rush to prove our green credentials, we are sometimes in danger of destroying a very important and successful industry. Already we are seeing a massive fall in sales in the UK. Sales last month were down 23%. Rather than imposing a very rigid and inflexible timetable for change in the industry, we should be seeking to support the industry and give it the incentive to make the changes that are necessary to bring about their future. If the car industry has our political support – and our political support for the supplier and component industries too – we can help them to get through this difficult period.

I hope that the Commission will be extremely vigilant with regard to Member States stretching the limits on state aid to car manufacturers. In Britain we have a very long and a very unsuccessful history of state support for the auto industry. We managed to get out of that in the 1980s. I hope we will not go back there again because, if we pour public money into the car industry, what about the building industry, the construction industry and the food industry? All industries are suffering and we must be extremely careful with the hard-pressed taxpayer's funds to ensure that we do not throw too much more of it into the car industry. This did not work in the past and will not work in the future. I hope the Commission will be extremely vigilant in keeping an eye on errant Member States that might be tempted down this unsuccessful road.

3-055

Ivo Belet (PPE-DE). – Voorzitter, mijnheer de commissaris, beste collega's, het is hier al gezegd, de auto-industrie is een vitale sector, een sleutelsector voor de Europese economie met direct en indirect 12 miljoen werknemers. Dat is enorm. Ik denk dan ook dat goedkope leningen voor deze sleutelsector meer dan verantwoord zijn, maar dan moet dat vers geld uiteraard naar nieuwe, milieuvriendelijke technologieën gaan. We mogen van de Europese autobouwers verwachten dat ze nog meer samenwerken aan die nieuwe technologieën, bijvoorbeeld bij het ontwikkelen van betaalbare hoge-prestatiebatterijen voor elektrische auto's.

We moeten overigens erkennen, beste collega's, dat Europa zelf ook fouten gemaakt heeft. We hebben wellicht te zwaar ingezet op waterstof, terwijl we intussen op heel korte termijn behoefte hebben aan zuinige elektrische hybridemotoren. We moeten daarom de prioriteiten en projecten misschien wat bijstellen, met name in het kader van het zevende kaderprogramma voor onderzoek en ontwikkeling. Het moet onze ambitie zijn, het kan onze ambitie zijn - waarom niet - om tegen 2020 alle nieuwe auto's in Europa elektrisch uit te rusten, al dan niet hybride. Waarom zou dat niet kunnen? Om dat te verwezenlijken, collega's, is ook een snelle omschakeling nodig, dat wil zeggen dat we ook moeten investeren in de opleiding van de werknemers zelf. We rekenen erop, mijnheer de commissaris, dat u ermee akkoord gaat dat steun voor opleiding van de werknemers een toekomstgerichte en verantwoorde investering is en dat deze ook als zodanig beschouwd wordt. Verschillende constructeurs overigens, zoals Ford in Genk en Opel in Antwerpen, investeren nu al en doen zware inspanningen, ook voor kwetsbare groepen op de arbeidsmarkt. Ik denk dat het verantwoord is om zo'n beleid verder aan te moedigen en te belonen.

Tot slot, de CO2-wetgeving die we hier in de komende weken gaan goedkeuren, vormt een ultieme gelegenheid om ambitieus te zijn. Crises creëren ook altijd kansen. We moeten nu samen fors inzetten op die auto's van de nieuwe generatie. Als we nu doorbijten, als we nu doorzetten, dan zullen wij als Europese Unie die markt domineren voor de komende decennia. Vandaar deze oproep aan de Europese constructeurs om uit de loopgraven te komen en voluit in het offensief te gaan.

3-056

Pierre Pribetich (PSE). – Madame la Présidente, quelle doit être la stratégie pour surmonter cette crise? Le constat est là, présent, la crise touche désormais tous les constructeurs et, par ricochet, les 12 millions de citoyens européens salariés qui travaillent dans l'industrie automobile.

C'est d'abord aux salariés, à leurs familles, que nous devons penser, c'est eux que nous devons protéger en premier, en répondant à cette question lancinante: quelle stratégie pour surmonter cette crise?

Une politique industrielle solidaire, structurée, de moyen et long termes, un *new car deal*, une réponse coordonnée des États et de l'Union, à la hauteur de la situation, rapide, efficace.

J'entends, dans cette enceinte, ressurgir les vieux dogmes du libéralisme dépassé, pas d'aide, pas de subventions, la concurrence, toute la concurrence. Mes chers collègues, l'heure est à la régulation, à l'action publique. Il nous faut donc un *new car deal*, un plan ambitieux pour l'industrie automobile, intelligent. D'abord pour sauvegarder l'emploi et développer l'emploi en Europe, avec un soutien à la formation. Ensuite, pour accélérer la mutation technologique des entreprises vers la cible des véhicules propres et intelligents, avec la volonté de relancer la demande, en facilitant le renouvellement du parc des véhicules anciens, générateurs de pollution, avec la création d'un bonus écologique européen.

Bref, l'Europe doit agir et ne peut rester sans réponse, agir, ne pas être sans voix, sans action. Il faut agir, agir avec intelligence pour accompagner cette transformation.

3-057

Dimitru Oprea (PPE-DE). – Trăim în lumea în care am trecut de la deplasarea cu un cal pentru o persoană la deplasarea cu zeci sau sute de cai. Autoturismele de 4-5 locuri circulă în proporție de peste 75% cu doar 1 persoană. De 100 de ani, ele consumă 7,5 litri la 100 de kilometri. Problemele mari ale omenirii sunt probleme comportamentale și de poluare. Așadar, trebuie să gândim și să folosim altfel de mașini. Trebuie să fie mult mai mici, destul de sigure, ecologice, cu consum de câțiva litri la suta de kilometri și cu prețuri prin care să se controleze comportamentul uman viitor.

3-058

Ieke van den Burg (PSE). – Voorzitter, met alle terechte kritiek die we kunnen hebben op de auto-industrie en op de manier waarop de Commissie geopereerd heeft, kunnen we er niet omheen aandacht aan de auto-industrie te schenken, want er is sprake van een dramatische teruggang, net als in de woningbouw. Alle seinen staan op rood, dus moeten we ingrijpen: tijdig, tijdelijk en gericht.

Ik wil drie dingen benadrukken: het moet niet alleen om de grote autoproducenten gaan, maar ook om de toeleveranciers en de financieringsmaatschappijen. De herstructurering moet gericht zijn op schonere, zuinigere auto's en een en ander moet Europees worden gecoördineerd. Geen solo-acties van lidstaten die bij de burens de problemen vergroten. Dat is met name van belang voor de toeleveranciers, want zij werken echt over de grens. Zij werken binnen de interne markt en moeten dus gelijkkelijk van de maatregelen kunnen profiteren, en niet alleen op nationaal vlak. Op dat gelijke speelveld

moet dan heel goed worden toegezien door de Europese Commissie. Ik ben het dan ook eens met de rol die hierin aan DG Mededinging wordt toegekend.

3-059

Marie Anne Isler Béguin (Verts/ALE). – Madame la Présidente, après avoir payé pour le sauvetage des banques, il faut sauver l'automobile et toujours, bien sûr, avec des deniers publics. Depuis plus de dix ans, pourtant, nous alertons le secteur de l'automobile sur les conséquences des émissions de CO₂ sur la santé publique. Depuis plus de dix ans, nous lui demandons de construire des voitures propres. Depuis plus de dix ans, il fait la sourde oreille et il résiste avec le puissant lobby de l'automobile, il freine toute évolution. Récemment encore, Monsieur le Commissaire, vous êtes bien placé pour le savoir, il a fait de la résistance ici, au sein de cette enceinte contre "CARS21" pour ne pas réduire en dessous de 130 grammes les émissions.

Et pourtant, après que des bénéfices considérables, non investis dans la restructuration industrielle, ont été faits, la crise financière devient la bonne excuse pour réclamer des aides publiques et licencier à tout-va. Le consommateur sera-t-il, une fois de plus, le dindon de la farce? En effet, il devra payer pour pouvoir obtenir sur le marché une voiture propre, sans garantie qu'elle soit moins chère, comme c'est le cas aujourd'hui.

C'est donc ailleurs qu'il faut orienter l'industrie automobile pour éviter les faillites de demain car il faut préparer l'après-voiture.

3-060

Kurt Joachim Lauk (PPE-DE). – Frau Präsidentin! Zunächst stellen wir fest, dass die Märkte in Europa, die weniger eingebrochen sind, klare Rahmenbedingungen haben, was die Steuergesetzgebung für CO₂ angeht, und klare Rahmenbedingungen, was von den Automobilherstellern erwartet wird. Herr Jouyet, wenn Ihre Präsidenschaft es erreicht, dass die Nationalstaaten verpflichtet werden, möglichst schnell klare Rahmenbedingungen zu schaffen, dann fasst auch der Verbraucher wieder Vertrauen. Das ist die beste Hilfe für die Automobilindustrie.

Und ein Zweites sollten wir tun. Wir sollten jetzt nicht über Subventionierung in Milliardenhöhe reden und gleichzeitig der Automobilindustrie androhen, Strafen in Milliardenhöhe zu zahlen, wenn Ziele nicht erreicht werden. Daraus wird kein Schuh. Das ist eine massive Verunsicherung und verteuert das Automobil für den Verbraucher. Wir sollten anders vorgehen und eine Vision setzen und sagen: Bis zum Ende der Dekade 2020 sollten 20, 25, 30 % der Automobile emissionsfrei fahren. Das würde Innovation auslösen und nach vorne bringen und den Verbraucher bezüglich der zukünftigen Strategie der Automobilindustrie in Europa mit Klarheit versehen.

3-061

Inés Ayala Sender (PSE). – Señora Presidenta, en la actual situación de crisis son de agradecer los loables esfuerzos de la Presidencia francesa y del Comisario de Industria, señor Verheugen, pero necesitamos más y de manera más urgente, y necesitamos también que en la Comisión no se oigan voces discordantes entre Industria y Competencia.

El sector del automóvil, con todos sus ámbitos de fabricantes, auxiliares, distribuidoras y financieras, necesita un plan de ayudas plurales urgente y audaz. Los ciudadanos no entienden los pudores y reticencias a la hora de decidir sobre las ayudas necesarias a la industria del automóvil, con su empleo directo, masivo y de calidad, frente a la diligencia exhibida para ayudar al sector financiero, cuyos errores más graves se juzgan con más benevolencia.

No lo entienden los trabajadores de OPEL de Figueruelas, en Zaragoza, que han acompañado y apoyado el devenir de su empresa en España y en Alemania, y no lo entenderían tampoco el Gobierno de Aragón o el español, que despliegan todas sus capacidades de inversión y esperan la coordinación y el liderazgo de la Unión Europea.

Necesitamos un plan audaz y rápido que ayude a sustituir a corto plazo, desde ya, el parque automovilístico europeo por vehículos más seguros y limpios, un «plan Renove» europeo, a partir de diciembre, que incentive desde la inversión directa hasta el consumo.

También son necesarias ayudas y avales a las empresas europeas, sin olvidar también a las auxiliares, distribuidoras y financieras. Y también nos ayudaría un acuerdo rápido, normal y lógico en el dossier de coches y emisiones.

3-062

Gabriele Albertini (PPE-DE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, il Presidente dell'Eurogruppo e primo ministro lussemburghese Juncker ha affermato che è necessaria una strategia europea di salvataggio per l'industria automobilistica in reazione al piano di salvataggio annunciato dagli Stati Uniti. Sono pienamente d'accordo con quanto è stato dichiarato e auspico che avvenga.

La Banca europea per gli investimenti, alla prossima riunione dei ministri delle Finanze degli Stati membri, proporrà un aumento dei volumi dei prestiti del 20 e 30% nel 2009 e 2010, cioè 10-15 miliardi l'anno per l'industria automobilistica, scelta quanto mai opportuna. Alcuni Stati membri sono già intervenuti autonomamente: il governo tedesco, per esempio,

ha presentato all'inizio del mese un piano di aiuti mirati all'economia, con l'idea di generare nuovi investimenti per 50 miliardi di euro nel prossimo anno. Tra i settori principalmente interessati quello automobilistico.

Mi auguro lo faccia anche la Commissione europea in sede collegiale. Gli aiuti al settore dovranno essere investiti all'interno dell'Unione europea, quindi destinati a imprese che non delocalizzino la loro produzione. Ogni scelta di aiuto alle aziende è quanto mai auspicabile date le circostanze e deve avere l'obiettivo principale di rafforzare l'occupazione e stimolare gli investimenti sul territorio europeo.

3-063

Dorette Corbey (PSE). – Voorzitter, commissaris, ik ben het eigenlijk eens met wat al opgemerkt is door Rebecca Harms. De steun die nodig is voor de auto-industrie, is echt een symbool van een falend industriebeleid. Jarenlang is er gepraat over de noodzaak om de auto-industrie klaar te stomen voor de 21ste eeuw en dat is uiteindelijk niet gebeurd. De auto-industrie heeft zich keer op keer doof gehouden voor de oproepen om schoner en zuiniger te produceren. Uiteindelijk is daarvan niets terechtgekomen. De auto-industrie heeft niets gedaan aan innovatie om CO₂-armer te produceren en nog steeds gaat de lobby door om de CO₂-eisen van de auto-industrie af te zwakken. Dat is ontzettend jammer.

De vraag is een beetje, hoe nu verder? Ik denk dat we door kunnen gaan met de steun aan de auto-industrie, maar dat daaraan zeer strenge eisen gesteld moeten worden en dat er alleen echt steun gegeven mag worden voor elektrische auto's, een heel programma om de elektrificatie van de auto-industrie mogelijk te maken én natuurlijk aan de omscholing van werknemers. Want het is heel erg belangrijk dat er een toekomst is voor de werknemers in de auto-industrie. Die mogen we nooit vergeten.

3-064

Jean-Pierre Jouyet, président en exercice du Conseil. – Madame la Présidente, merci à tous les intervenants, c'est un débat très riche sur un sujet important et je partage, comme la Présidence, le sentiment qui a été exprimé par la majorité d'entre vous, à savoir qu'il nous faut absolument assumer nos responsabilités pour faire face à une situation exceptionnelle qui touche une industrie structurante: vous avez rappelé les chiffres, 12 millions d'emplois dans l'Union européenne et une industrie qui est touchée par la crise financière, en raison de la part du crédit à la consommation, qui est la marque de fabrique de cette industrie.

De plus, c'est une industrie qui doit faire face à des défis écologiques sans équivalence; qu'on ait pris du retard c'est une chose, qu'il ne faille pas le rattraper en est une autre, au moment où nous sommes également engagés sur le paquet énergie-climat et que c'est un des défis majeurs que doit relever l'Union européenne.

Donc la situation est exceptionnelle et la réponse européenne, pour la Présidence, doit être à la hauteur des défis. Cette réponse doit se faire en tenant compte de trois facteurs:

Premier facteur: ce que font nos partenaires des pays tiers. Il faut préserver la compétitivité de cette industrie européenne. Deuxième facteur, il faut préserver les grands objectifs de l'Union européenne: les propositions de la Commission devront permettre de favoriser l'atteinte des objectifs du paquet énergie-climat que vous connaissez; sur le CO₂ automobile je crois que l'on est près d'un accord et qu'il est maintenant à portée de main dans le cadre des procédures associant votre assemblée, la Commission et le Conseil.

Troisième facteur: il faut également respecter l'intégrité du marché intérieur; la transparence et l'égalité de traitement, la coordination sont essentielles mais cela n'exclut en rien, lorsqu'il y a des circonstances comme celles que nous vivons actuellement, des soutiens temporaires ciblés, déterminés et octroyés sur la base d'engagements pris également par le secteur automobile.

Je note les pistes envisagées par le commissaire Verheugen qui me paraissent être de bonnes pistes et qu'appuie la Présidence, que ce soit par le biais de prêts de la Banque européenne d'investissement aux investissements verts les plus importants, que ce soit par le biais d'incitations fiscales pour rendre la demande automobile plus compatible avec les exigences de l'environnement, pour renouveler aussi un parc qui vieillit et qui donc s'éloigne des prescriptions en matière d'environnement, pour réduire le coût des véhicules automobiles, ce qui paraît également être un objectif important et s'orienter vers des véhicules qui soient plus économiques. Enfin, développer, lorsque nous sommes face à des situations d'urgence, des garanties publiques, me paraît dans ce secteur également important.

Il me paraît aussi nécessaire de disposer d'incitations pour développer la formation et, dans certains cas, la reconversion, car, dans les semaines qui viennent et dans les premiers mois de l'année 2009, nous pouvons nous attendre, malheureusement, à une situation encore plus difficile.

Donc, tout ce qui est proposé par le commissaire Verheugen me paraît aller dans le bon sens, nous le soutiendrons. Maintenant c'est une question de temps, nous devons agir vite et je retiens aussi l'idée exprimée par M. Goebbels d'un encadrement européen stable et offensif, de façon à préserver la compétitivité de cette industrie indispensable.

3-065

Günter Verheugen, *Vizepräsident der Kommission*. – Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Ich finde es schade, dass Frau Harms nicht mehr da ist. Nach einer so ungewöhnlichen, die Grenze der Beleidigung erreichenden Attacke wäre es richtig gewesen, mir die Gelegenheit zu geben, ihr zu antworten. Ich werde das dann schriftlich tun. Aber ich weise das, was Frau Harms gesagt hat, im Namen der Kommission in Stil und Inhalt in aller Entschiedenheit zurück!

(Beifall)

Das ist nicht akzeptabel!

Zur Sache selbst: Die europäische Automobilindustrie hängt nicht am Tropf. In einigen Beiträgen entstand der Eindruck, als hätten wir es hier mit einem Sektor zu tun, der von Subventionen abhängig ist oder nach Subventionen verlangt. Es werden keine Subventionen an die europäische Automobilindustrie gezahlt, und sie verlangt auch keine Subventionen. Unsere ganze Industriepolitik stützt sich ja gerade darauf, dass wir von Subventionen unabhängig sein wollen.

Das einzige Instrument, das es gibt, sind zinsverbilligte Darlehen der Europäischen Investitionsbank. Nur, damit jeder sich im Klaren darüber ist, was das heißt: Diese Darlehen liegen dann bei den Zinsen vielleicht etwa 1% unter den marktüblichen Konditionen. Das ist deshalb notwendig, damit die Investitionen, die z.B. Sie als europäischer Gesetzgeber von den Automobilherstellern verlangen – nämlich Investitionen in moderne umweltfreundliche Technologien – auch finanziert werden können. Aus diesem Grund macht die Europäische Investitionsbank das und nicht nur für den europäischen Automobilsektor. Hier ist der Eindruck entstanden, als wäre die Automobilbranche die einzige europäische Branche, die von solchen Darlehen der Europäischen Investitionsbank Gebrauch machen kann. Nein, das ist nicht der Fall! Das geht quer durch alle Sektoren hindurch, ist also überhaupt nichts Besonderes. Ich bitte dringend darum, hier nicht den Eindruck zu vermitteln, die europäische Automobilindustrie sei eine notleidende Branche, die am Tropf des Staates hängt. Das tut sie nicht und das braucht sie auch nicht, denn sie ist in ihrem technischen Stand und in ihrer Wettbewerbsfähigkeit ganz eindeutig die leistungsfähigste Automobilindustrie der Welt. Ich bin fest davon überzeugt, dass sie das auch bleiben wird.

Wir arbeiten seit Jahren – mit der Industrie und der Wissenschaft – daran, die modernen Technologien der Zukunft zu entwickeln. Wir geben im Rahmen des Siebten Forschungsrahmensprogramms viel Geld dafür aus, und das schon seit Jahren. Wir arbeiten intensiv daran, dafür zu sorgen, dass die Rahmenbedingungen für diese Industrie stabil sind. Es war der erste industrielle Sektor, für den wir eine solche Sektorpolitik überhaupt entwickelt haben, und zwar genau aus dem Grund, weil wir rechtzeitig gesehen haben, dass hier Probleme kommen.

Zum Fall Opel will ich noch einmal sagen: Es ist eine absolut exzeptionelle, außergewöhnliche Situation, die mit der Geschäftspolitik des Unternehmens selbst nichts zu tun hat. Es handelt sich ausschließlich um eine Folgewirkung von Problemen, die in den Vereinigten Staaten von Amerika entstanden sind, die sich auf Europa auswirken und für die wir eine Antwort finden müssen.

Letzter Punkt: Herr Groote hatte das ihn besonders interessierende Thema des Volkswagengesetzes angesprochen. Ich glaube nicht, dass es eine gute Idee ist, eine europäische Initiative zu starten mit dem Ziel, ähnliche gesetzliche Regelungen für alle europäischen Automobilhersteller zu haben. Damit wird auch kaum ein anderer einverstanden sein. Nach meiner Kenntnis, Herr Groote, hat die Kommission ihre Auffassung in dieser Frage nicht geändert. Entscheidungen sind aber bald zu erwarten.

3-066

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί στις 11.30 π.μ.

Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 142)

3-067

Esko Seppänen (GUE/NGL), *kirjallinen*. – Maailman autoteollisuus on joutunut vaikeuksiin, eivätkä kuitenkaan kaikki tehtaot. Porsche on löytänyt uuden tavan tehdä rahaa, ja sen väliseen se on käyttänyt Volkswagenin osakkeiden ostotietoja. Se ei kuitenkaan ole ratkaisu VW:n tai muiden autotehtaiden ongelmiin.

Pankkikriisi on tuonut mukanaan autokriisin: deflatoituvassa taloudessa ihmisillä ei ole varaa ostaa uusia autoja eikä niihin polttoainetta. Euroopan investointipankki haluaa pelastaa autoteollisuuden EU:n nimissä, mutta on arvioitava uudelleen, tullaanko maailmassa tarvitsemaan koko se kapasiteetti, joka on tänään autojen tuottamiseen. EIP:n luottojen suuntaaminen uuteen energia- ja ympäristöteknologiaan vastaisi paremmin maailman tämän hetken todellisia tarpeita. Sitä löysää rahaa, jolla kuluttajat ostivat viime vuosina uusia autoja, ei enää ole eikä sitä enää tule.

3-067-500

Silvia-Adriana Țicău (PSE), *în scris*. – Industria constructoare de masini este unul dintre motoarele economiei europene. Anual in Europa se produc aproximativ 300 mii de autoturisme si 300 mii de vehicule pentru transportul de marfa si pasageri. Transportul rutier este responsabil de 72% din totalul emisiilor generate de transport, dar iata ca a venit timpul sa reafirmam importanta, atat din punct de vedere economic cat si social, a industriei producatoare de masini.

Criza financiara si recesiunea economica afecteaza grav industria auto, care asigura, direct si indirect, peste 15 milioane locuri de munca. Anul 2012 va fi un an crucial pentru industria europeana constructoare de masini deoarece va introduce noi exigente pentru calitatea carburantilor, pentru limitarea emisiilor poluante, pentru certificarea tip precum si pentru siguranta participantilor la trafic.

Pentru a avea un transport rutier mai ecologic, Uniunea intentioneaza introducerea primelor pentru vehiculele mai ecologice si penalizarea celor mai poluante. Pachetul "Schimbari Climatice" devine astfel unul dintre instrumentele care vizeaza cresterea cererii de vehicule mai ecologice si mai sigure.

Europa sociala se bazeaza pe dezvoltarea economica si, in egala masura, pe valorile sociale. Industria auto europeana trebuie sprijinita ca sa raspunda noilor provocari, pentru a putea pastra locurile de munca existente si pentru a ramane competitiva.

3-068

(Η συνεδρίαση διακόπτεται στις 11.25 π.μ. και επαναλαμβάνεται στις 11.35 π.μ.)

3-069

IN THE CHAIR: Edward McMILLAN-SCOTT
Vice-President

3-070

5 - Voting time

3-071

President. – The next item is the vote.

(For the results and other details on the vote: see Minutes.)

3-072

5.1 - Community statistics on public health and health and safety at work (A6-0425/2008, Karin Scheele) (vote)

3-073

5.2 - Publication and translation obligations of certain types of companies (A6-0400/2008, Piia-Noora Kauppi) (vote)

3-074

5.3 - European statistics (A6-0349/2008, Andreas Schwab) (vote)

3-075

5.4 - Support schemes for farmers under the CAP (A6-0402/2008, Luis Manuel Capoulas Santos) (vote)

3-076

(The sitting was suspended at 12.00 for the formal sitting and resumed at 12.30.)

3-077

VORSITZ: HANS-GERT PÖTTERING
Präsident

3-078

6 - Feierliche Sitzung - Sir Jonathan Sacks

3-079

Der Präsident. – Sehr verehrter Herr Großrabbiner Sir Jonathan Sacks, sehr verehrte Lady Sacks, sehr geehrter Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Es ist eine große Ehre und Freude, den Großrabbiner der United Hebrew Congregations of the Commonwealth im Europäischen Parlament in Straßburg zu dieser feierlichen Sitzung zusammen mit seiner Frau im Rahmen des Europäischen Jahres des interkulturellen Dialogs 2008 zu begrüßen. Herzlich willkommen, Sir Jonathan, hier im Europäischen Parlament.

(Beifall)

Als erster Gast in diesem Jahr des Dialogs der Kulturen hat der Großmufti von Syrien, Sheikh Ahmad Badr Al-Din Hassoun, eine Rede in unserer Plenarsitzung gehalten. Im weiteren Verlauf des Jahres hörten wir eine Ansprache des Ökumenischen Patriarchen von Konstantinopel, Bartholomäus I. Mit Ihrer Rede heute, verehrter Herr Großrabbiner, werden wir somit Vertreter des jüdischen Glaubens, des christlichen Glaubens und des Islam gehört haben.

Jede dieser Religionen hat ihren eigenen besonderen Beitrag geleistet, um das zu gestalten, was die heutige europäische Gesellschaft geworden ist und auszeichnet. Das gleiche gilt für Humanismus und Aufklärung. Wenn wir auch in säkularen Gesellschaften leben, in denen es eine klare Trennung zwischen Kirche und Staat gibt, ist es angebracht, die positive Rolle, welche die organisierte Religion in unseren Gesellschaften spielt, in gebührender Weise anzuerkennen.

Dies trifft nicht nur in Bezug auf den konkreten Beitrag zu Bereichen wie Bildung, Gesundheit und soziale Dienste zu, sondern in gleichem Maß für die Entwicklung unseres ethischen Bewusstseins und die Gestaltung unserer Werte. Die Europäische Union ist eine Wertegemeinschaft, der grundlegendste Wert ist die jedem Menschen innewohnende Würde.

Sehr verehrter Herr Großrabbiner, Sie sind als großer Autor und Professor, unübertrefflicher Gelehrter und einer der weltweit führenden Vertreter des jüdischen Glaubens anerkannt. Sie haben oft über die Gefahr geschrieben und gesprochen, die ein Wiederaufleben des Antisemitismus für unsere Gesellschaften darstellt.

Letzte Woche haben wir im Europäischen Parlament in Brüssel eine ganz besondere Gedenkfeier abgehalten – die wir gemeinsam mit dem Europäischen Jüdischen Kongress veranstaltet haben –, um des 70. Jahrestags der Reichspogromnacht zu gedenken. Bei dieser Gelegenheit habe ich darauf hingewiesen, dass wir in der Europäischen Union eine Verantwortung tragen und die Pflicht haben, uns absolut ohne Ausnahme oder ohne Beschwichtigung allen Formen von Extremismus, Rassismus, Fremdenfeindlichkeit und Antisemitismus zu widersetzen und die Demokratie, den Schutz der Menschenrechte und der Menschenwürde weltweit zu verteidigen.

Sehr verehrter Herr Großrabbiner, in Ihrem Buch – und damit darf ich zum Abschluss kommen – „The Dignity of Difference“, das ein Jahr nach den schrecklichen Ereignissen des 11. September 2001 geschrieben wurde, griffen Sie eine der wesentlichsten Fragen unserer Zeit auf: Können wir alle friedlich zusammen leben, und wenn ja, wie? Es ist jetzt eine große Freude und Ehre, Sie, den Großrabbiner der United Hebrew Congregations of the Commonwealth, zu bitten, zu uns zu sprechen.

(Beifall)

3-080

Sir Jonathan Sacks, Chief Rabbi of the United Hebrew Congregations of the Commonwealth. – Mr President, Members of the European Parliament, I thank you for the privilege of addressing you today, and I thank you even more for undertaking this vital initiative of intercultural dialogue. I salute you all, but in particular your visionary, wise and deeply humane President, Hans-Gert Pötering. May I – in what I hope will be today my only breach of the separation between church and state, religion and politics – give my prayer and my blessing that God will bless all of you and all you do. Thank you.

I speak as a Jew from within the oldest continuous cultural presence in Europe. I want to begin by reminding us that European civilisation was born 2 000 years ago in a dialogue, a dialogue between the two greatest cultures of antiquity: Ancient Greece and Biblical Israel – Athens and Jerusalem. They were brought together by Christianity, whose religion came from Israel but whose sacred texts were written in Greek, and that was the founding dialogue of Europe. And some of the greatest moments in European history in the intervening 2 000 years were the result of dialogue. I will mention just three.

The first took place between the 10th and 13th centuries in al-Andalus, in the great cultural movement initiated by the Umayyads in Spain. It began with an Islamic dialogue on the part of thinkers like Averroës with the philosophical heritage of Plato and Aristotle. The Islamic dialogue inspired Jewish thinkers like Moses Maimonides, and the Jewish dialogue inspired Christian thinkers, most famously Aquinas.

The second great moment of intercultural dialogue took place at the beginning of the Italian Renaissance when a young Christian intellectual, Pico della Mirandola, travelled to Padua, where he met a Jewish scholar, Rabbi Elijah Delmedigo, who taught him the Hebrew Bible, the Talmud and Kabbalah in their original languages. Out of that dialogue came the most famous statement of Renaissance values: Pico's Oration on Human Dignity.

The third and most poignant of them all has been the dialogue between Christians and Jews after the Holocaust, inspired by Martin Buber's philosophy of dialogue and by Vatican II and Nostra Aetate. The result has been that, after almost 2 000 years of estrangement and tragedy, today Jews and Christians meet in mutual respect as friends.

But I want to say more than this. As I read the Hebrew Bible, I hear from the very beginning God's call to dialogue. I want to draw attention to two passages. I am not quite sure how this will go down in translation, so I hope anyone who is listening to me in translation will get it. I want to draw attention to two passages in the opening chapters of the Bible whose meaning has been lost in translation for 2 000 years.

The first occurs when God sees the first man isolated and alone and He creates woman. And man, seeing woman for the first time, utters the first poem in the Bible: 'Now I have found bone of my bone, flesh of my flesh. She shall be called Aisha, woman, for she was taken from Aish, man'. Now this sounds like a very simple poem. It even sounds rather condescending, as if the man was the first creation and women were a mere afterthought. However, the real meaning lies in the fact that biblical Hebrew has two words for man, not one. One is Adam, and the other is Aish.

This verse that I just quoted to you is the first time the word 'Aish' appears in the Bible. Listen again. 'She shall be called Aisha, because she was taken from Aish'. In other words, the man has to pronounce the name of his wife before he even knows his own name. I have to say 'you' before I can say 'I'. I have to acknowledge the other, before I can truly understand myself.

(Loud applause)

That is the first point the Bible makes: identity is dialogical.

The second occurs soon after, in the first great tragedy that overcomes the first human children Cain and Abel. We expect brotherly love. Instead there is sibling rivalry and then murder, fratricide. And at the heart of this story in Genesis, Chapter IV, is a verse that is impossible to translate and in every English Bible I have ever read the verse is not translated, it is paraphrased.

I am going to translate it literally and you will see why no one translates it that way. Literally the Hebrew means as follows: 'And Cain said to Abel, and it came to pass when they were out in the field that Cain rose up against Abel and killed him.' You can see immediately why it cannot be translated because it says 'and Cain said' but it does not say what he said. The sentence is ungrammatical. The syntax is fractured. And the question is, why? The answer is clear: the Bible is signalling in the most dramatic way, in a broken sentence, how the conversation broke down. The dialogue failed. And what do we read immediately afterwards? 'And Cain rose up against his brother and killed him'. Or to put it simply: where words end, violence begins. Dialogue is the only way to defeat the worst angels of our nature.

(Loud applause)

Dialogue therefore testifies to the double aspect of all human relationships, whether they are between individuals or between countries or cultures or creeds. Our commonalities, on the one hand, and our differences on the other. What we hold in common and what is uniquely ours.

Let me put it as simply as I can. If we were completely different we could not communicate, but if we were totally the same we would have nothing to say.

(Applause)

And that is all I have to say about dialogue, and yet I want to add that dialogue may not be quite enough. You see, between the late 18th century and 1933 there was dialogue between Jews and Germans, just as there was dialogue and even friendship between Hutus and Tutsis in Rwanda, or between Serbs and Croats and Muslims in Bosnia and Kosovo. Dialogue brings us together, but it cannot always keep us together when other forces are driving us apart.

Therefore, I want to add one other word, which played a significant part in healing fragmented societies. The word is 'covenant'. It played a major role in European politics in the 16th and 17th centuries in Switzerland, in Holland, in Scotland and in England. Covenant has been part of American culture from the very beginning to today, from the Mayflower Compact in 1620, to John Winthrop's speech aboard the *Arabella* in 1631, all the way through to the present. I do not know what Barack Obama will say when he makes his inaugural speech but he will either mention or allude to the concept of covenant.

Covenant is, of course, a key word of the Hebrew Bible for a simple reason: biblical Israel was formed out of 12 different tribes, each of which had insisted on retaining its distinct identity.

What is a covenant? A covenant is not a contract. A contract is made for a limited period, for a specific purpose, between two or more parties, each seeking their own benefit. A covenant is made open-endedly by two or more parties who come together in a bond of loyalty and trust to achieve together what none can achieve alone. A contract is like a deal; a covenant is like a marriage. Contracts belong to the market and to the state, to economics and politics, both of which are arenas of competition. Covenants belong to families, communities, charities, which are arenas of cooperation. A contract is between me and you – separate selves – but a covenant is about us – collective belonging. A contract is about interests; a covenant is about identity. And hence the vital distinction, not made clearly enough in European politics, between a social contract and a social covenant: a social contract creates a state; a social covenant creates a society.

(Applause)

You can have a society without a state – that has happened at times in history – but can you have a state without a society, without anything to hold people together? I do not know. You can hold people together in many different ways: by force, by fear, by suppressing cultural difference, by expecting everyone to conform. But when you choose to respect the integrity of many cultures, when you honour what I call – as the President reminded us – the dignity of difference, when you honour that, then to create a society you need a covenant.

Covenant restores the language of cooperation to a world of competition. It focuses on responsibilities, not just on rights. Rights are essential, but rights create conflicts that rights cannot resolve: the right to life against the right to choose; my right to freedom against your right to respect. Rights without responsibilities are the subprime mortgages of the moral world.

(Loud applause)

What covenant does is to get us to think about reciprocity. Covenant says to each of us: we must respect others if we expect others to respect us; we must honour the freedom of others if they are to honour ours. Europe needs a new covenant and the time to begin it is now.

(Applause)

Now, in the midst of financial crisis and economic recession, because in bad times people are aware that we all share a fate.

The Prophet Isaiah foresaw a day when the lion and the lamb would live together. It has not happened yet. Although there was a zoo where a lion and a lamb lived together in the same cage and a visitor asked the zookeeper: 'How do you manage that?'. The zookeeper said: 'Easy, you just need a new lamb every day!'.

(Laughter)

But there was a time when the lion and the lamb did live together. Where was that? In Noah's Ark. And why was that? It was not because they had reached Utopia but because they knew that otherwise they would both drown.

Friends, last Thursday – six days ago – the Archbishop of Canterbury and I led a mission of the leaders of all the faiths in Britain, leaders of the Muslim community, the Hindus, the Sikhs, the Buddhists, the Jains, the Zoroastrians and the Baha'i, and together we travelled and spent a day in Auschwitz. There we wept together, and there we prayed together, knowing what happens when we fail to honour the humanity of those not like us.

God has given us many languages and many cultures, but only one world in which to live together, and it is getting smaller every day. May we, the countries and the cultures of Europe, in all our glorious diversity, together write a new European covenant of hope.

(The House accorded the speaker a standing ovation.)

3-081

President. – Sir Jonathan, on behalf of the European Parliament, I am honoured to thank you for your important message. I would like to thank you for your great contribution to the intercultural dialogue.

You spoke about the mutual respect and acknowledgement of others. I think this is what we have learnt from our European history. You said that what unites us is much more than that which divides us. This is the principle – and you finished with this – of our European engagement for a strong, democratic European Union which is based on the dignity of each human being.

Sir Jonathan, thank you for your great message. All the best to you, the religion you represent and the peaceful living together of all religions on our continent and in the world. Thank you, Sir Jonathan.

(Applause)

3-082

IN THE CHAIR: Edward McMILLAN-SCOTT
Vice-President

3-083

7 - Voting time (continuation)

3-084

President. – We now continue with the vote.

(For the results and other details on the vote: see Minutes.)

3-085

7.1 - Modifications to the common agricultural policy (A6-0401/2008, Luis Manuel Capoulas Santos) (vote)

3-086

7.2 - Support for rural development by the European Agricultural Fund for Rural Development (A6-0390/2008, Luis Manuel Capoulas Santos) (vote)

3-087

7.3 - Community strategic guidelines for rural development (2007 to 2013) (A6-0377/2008, Luis Manuel Capoulas Santos) (vote)

3-088

8 - Explanations of vote

3-089

Oral explanations of vote

3-090

- Report: Piia-Noora Kauppi (A6-0400/2008)

3-091

Laima Liucija Andrikiienė (PPE-DE). – Mr President, I would like to thank Mrs Kauppi for her report on the electronic company register, which I fully support. It is a brilliant idea and an excellent report, and Parliament stands united in support of its implementation.

I hope we will have electronic company registers in the Member States as soon as possible, as well as a Europe-wide electronic platform that contains all information companies are required to disclose. The proposals, if implemented, would mean less bureaucracy, more transparency, a diminished administrative burden, lower costs for companies, and, as a result, enhanced competitiveness of European companies.

3-092

- Report: Andreas Schwab (A6-0349/2008)

3-093

Laima Liucija Andrikiienė (PPE-DE). – Aš balsavau už Andreas Schwab parengtą pranešimą dėl Europos statistikos reglamento. Ir balsavau už todėl, kad naujojo reglamento turinys yra tikrai svarbus, ženkliai patobulinantis dabar veikiančią reglamentą. Turiu galvoje Europos statistikos sistemos apibrėžimą, jos vietą Bendrijų teisėje. Reglamentas taip pat nustato nacionalinių statistikos institucijų funkcijas Europos statistikos sistemoje sprendžiant statistikos konfidencialumo ir

statistikos kokybės klausimus. Ir tai neabejotinai yra žingsnis pirmyn, lyginant su dabartine padėtimi ir dabar galiojančiu reglamentu.

Tiesa, Europos Komisijos pasiūlymas padalinti Europos statistikos sistemos komitetą į dvi dalis man atrodo kontraversiškas ir pranešėjo pozicija neperskirti funkcijų man atrodo priimtinesnė ir remtina. Tačiau tikiuosi, kad ateityje, kartu dirbant Parlamentui, Tarybai ir Komisijai, šiuos nesutarimus pavyks įveikti.

3-094

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0402/2008)

3-095

Albert Deß (PPE-DE). – Herr Präsident! Ich habe eine Stimmerklärung zum Bericht abzugeben, was die Modulation anbelangt. Bei der letzten Agrarreform ist beschlossen worden, dass die Landwirte bis 2013 Planungssicherheit haben. Deshalb war ich dagegen, dass man die Modulation in einer Größenordnung durchzieht, bei der den Landwirten höhere Beträge abgenommen worden wären. Ich freue mich über das Ergebnis und bedanke mich bei allen Kolleginnen und Kollegen, die dafür gestimmt haben, dass die Freigrenze von 5 000 auf 10 000 Euro erhöht wurde und dadurch gerade den kleineren Betrieben weniger Modulationsmittel abgezogen werden.

Wenn wir in der Politik von Planungssicherheit sprechen, dann sollten wir den Landwirten diese auch geben. Deshalb freue ich mich über das Ergebnis, das heute beim Modulationsbericht zustande gekommen ist, und hoffe, dass der Rat unsere Ergebnisse übernimmt.

3-096

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Dzisiejsze głosowanie zakończyło blisko dwunastomiesięczny okres prac Parlamentu Europejskiego nad opinią w sprawie oceny funkcjonowania wspólnej polityki rolnej. Ważne jest, aby wprowadzone zmiany przyczyniły się do uproszczenia tej polityki. Powinniśmy jednak zachować jej wspólnotowy charakter oraz wyróżniać warunki konkurencji. Mam nadzieję, że ministrowie rolnictwa Unii przeczytają opinię i nasze propozycje zostaną przyjęte.

Mam na myśli zwłaszcza propozycje uproszczenia wymogów wzajemnej zgodności, w tym także odłożenia w czasie do 2013 roku wdrożenia w nowych krajach członkowskich wymogów z obszaru dobrostanu zwierząt, obszaru C. Niestety wiele rozwiązań zostało zaprojektowanych w sposób, który nie uwzględnia sytuacji i modelu rolnictwa w nowych krajach członkowskich. Teraz rozpoczynamy dyskusję nad przyszłością wspólnej polityki rolnej po 2013 roku i przeglądem perspektywy finansowej, a więc czeka nas nadal wiele pracy.

3-097

Seán Ó Neachtain (UEN). – A Uachtaráin, ba mhaith liom fáilte a chur roimh an vóta an-dearfach a bhí anseo inniu don Chomhbheartas Talmhaíochta agus ba mhaith liom fáilte a chur chomh maith roimh na beartais atá léirithe; cosúil le torthaí agus glasraí a chur ar fáil do scoileanna.

Ach maidir leis an bpolasaí féin, ba mhaith liom arís béim a chur ar an modhnú éigeantach atá molta ag an gCoimisiún agus a rá go bhfuil mé glan ina choinne. Caithfidh solúbthacht a bheith sa bpolasaí agus caithfidh na Ballstáit cead a bheith acu an modhnú sin a ardú nó a ísliú de réir mar is maith leo.

I mo thuairimse, tá an tairseach de EUR 5 000 ró-íseal. Ba cheart é sin a ardú go dtí EUR 10 000 chun cosaint agus tacaíocht a thabhairt d'fheirmeoirí atá ar ioncam íseal agus atá ag fulaingt mar atá siad – ní áirím a bheith ag tógáil airgid uathu maidir le modhnú éigeantach.

3-098

- Reports: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0402/2008), (A6-0401/2008)

3-099

Giovanni Robusti (UEN). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, volevo solo intervenire per rendere pubbliche le motivazioni del mio voto finale, contrario alla relazione Santos 0401 e 02. La relazione è succube di una verifica della politica agricola comunitaria che non tiene conto delle mutate condizioni mondiali. Discutiamo sui dettagli senza vedere il problema principale.

La PAC che stiamo verificando con l'*Health check* è nata per ridurre la produzione agricola a favore della tutela ambientale, perché quelle erano le condizioni nelle quali è stata creata. Oggi tutti sappiamo che le condizioni strutturali si sono rivoluzionate, ma la PAC rimane più o meno la stessa e stiamo discutendo se sia meglio l'uno o il due, in più o in meno, di questo o di quell'altro intervento ormai inutile per le sfide del futuro.

Io non posso accettare questa mediazione infinita di piccoli interessi specifici ignorando quelli generali. Sono convinto che la prima vittima di questo scarso coraggio sia proprio l'agricoltura. Per provocare un dialogo, una discussione ho votato no; gli approfondimenti tecnici che non possono essere contenuti in un intervento di un minuto li lascio al mio sito Internet sul quale pubblicherò le mie motivazioni specifiche.

3-100

Csaba Sándor Tabajdi (PSE). – Monsieur le Président, la délégation socialiste hongroise a voté pour les rapports de M. Capoulas Santos parce que ce sont des rapports beaucoup plus favorables pour les nouveaux pays membres, pour la Hongrie aussi. La modulation obligatoire et la modulation progressive ne sont pas aussi brutales que dans la proposition de la Commission. Je regrette qu'on n'ait pas voté en faveur de l'amendement de l'ALDE en ce qui concerne la modulation obligatoire. C'est regrettable mais, malgré cela, c'est un bon rapport.

En ce qui concerne le deuxième rapport, l'amendement 67 était proposé par le groupe socialiste. Il est très important, en ce qui concerne le système de l'intervention, de ne pas intervenir sur la base d'adjudications. Maintenir le système actuel est une chose très positive. C'est pourquoi nous avons voté pour.

3-101

Mairead McGuinness (PPE-DE). – Mr President, I compliment Mr Capoulas Santos on his very complex work. The Fine Gael delegation supported these reports with caveats. On the issue of milk quota, we voted for greater flexibility and a higher percentage increase in quota, giving farmers the opportunity to produce milk should they wish. We regret that this was not the view of the plenary and that we are now back with the Commission's proposal.

Secondly, on modulation, we are concerned about the transferring of funds from pillar 1 to pillar 2 because it takes income from farmers to be used in schemes which require cofinancing by Member States, and this is something that may not be guaranteed into the future. The raising of the franchise to EUR 10 000, on which Parliament has voted in favour, is welcome. I would like to clarify that our vote on Recital 6 – Amendments 190 and 226 – should read '+' (in favour). I hope that the Council will assist the ailing sheep sector in its deliberations of tomorrow and today.

3-102

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0401/2008)

3-103

Димитър Стоянов (NI). – Бих искал да привлека вниманието ви към предложената поправка 54, която беше внесена от уважаемия г-н Деб и група други депутати. Ако тази поправка беше приета, тя щеше да въведе един ужасен двоен стандарт между старите и новите държави-членки, защото при увеличаването на квотата, новите държави-членки трябваше, тяхната квота щеше да бъде увеличавана, само ако стопанската година го допуска. Аз виждам, че г-н Деб още е в залата - може би впоследствие той може да ми обясни кой щеше да преценява дали стопанската година допуска да бъде увеличена квотата на новите държави. Слава Богу, тази поправка не беше приета, беше отхвърлена от залата, което ми позволи да гласувам за целия доклад и много се радвам, че Парламентът не позволи да бъдат създадени две категории държави-членки по отношение на повишаване на квотите за мляко.

3-104

Albert Deß (PPE-DE). – Herr Präsident! In dem Bericht zur Milchquote wurde gefordert, dass die Milchquoten erhöht werden. Ich habe zusammen mit allen CSU-Kolleginnen und Kollegen gegen alle Anträge gestimmt, in denen Quotenerhöhungen gefordert werden. Die bis 31.3.2015 beschlossene Milchquote hat die Aufgabe, die Milchmärkte in Europa zu stabilisieren. Zur Zeit haben wir die Situation, dass auf den europäischen Milchmärkten ein Überangebot herrscht.

Die Milchpreise sind dadurch stark unter Druck geraten. Jede weitere Quotenerhöhung verstärkt den Preisverfall für die Milcherzeuger. Viele Landwirte werden dadurch in ihrer Existenz gefährdet. Wir brauchen keine Quotenerhöhung sondern ein System, das flexibel auf die Marktsituation reagiert. Wenn jedoch eine Mehrheit hier im Parlament und im Rat ein Auslaufen der Milchquoten bis 2015 beschließt, dann ist ein Milchkfonds notwendig, damit die Milcherzeugung in den benachteiligten Gebieten und Grünlandgebieten auch in Zukunft Bestand hat.

3-105

- Reports: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0402/2008), (A6-0401/2008), (A6-0390/2008), (A6-0377/2008)

3-106

Daniel Hannan (NI). – Mr President, if I were to set out to design the most expensive, wasteful, corrupt, immoral, bureaucratic system of farm support that I could, I am not sure that I would have come up with anything as ingenious as the common agricultural policy, a system that penalises us, as taxpayers, to subsidise the production of food for which there is no market and then penalises us again, as consumers, to sustain prices for it. It often penalises us a third time, as taxpayers, to destroy the food which could not be sold.

In the mean time, it causes environmental destruction because output-based subsidies encourage the felling of hedgerows and the use of pesticides and unfriendly fertilisers, and of course causes terrible starvation in Africa. This is particularly harmful, I have to say, for a country such as yours and mine, which is a food importer with a relatively efficient agrarian sector, and which therefore is penalised both positively and negatively, paying more into the system and getting less out of it than other EU Member States.

Almost anything we did would be better than the common agricultural policy, whether direct support or any other system. And in case you thought I had forgotten to say it, it is high time we put the Lisbon Treaty to a referendum. *Pactio Olisipiensis censenda est!*

3-107

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0402/2008)

3-108

Christa Klab (PPE-DE). – Herr Präsident! Ich habe für den Bericht Capoulas Santos und für den Änderungsantrag 186 gestimmt, der sich für einen Freibetrag von 10 000 EUR bei der Modulation ausspricht.

Hier geht es um die kleinstrukturierte bäuerliche Landwirtschaft in Europa. Modulation muss mit Maß und Ziel gemacht werden. Bäuerliche Landwirtschaften in Europa brauchen die von der EU gewährte Unterstützung, um auch im Lohngefüge der Europäischen Union bestehen zu können. Wir wollen die Produktion von gesunden Lebensmitteln in Europa, wir wollen diese Lebensmittel zu erträglichen Preisen, wir wollen gepflegte Naturlandschaften. Wenn wir das alles wirklich wollen, dann müssen wir auch unsere Bauern unterstützen, damit in Europa – in einer der klimatisch begünstigten Zonen auf der Welt – künftig auch gesunde Lebensmittel produziert werden können. Deswegen habe ich den Bericht Capoulas Santos unterstützt.

3-109

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0390/2008)

3-110

Hynek Fajmon (PPE-DE). – Vážený pane předsedající, dámy a pánové, hlasoval jsem proti zprávě Capoulas Santos týkající se Evropského fondu pro rozvoj venkova. Tento program jsme uvedli v život teprve před dvěma lety a fakticky začal fungovat teprve minulý rok. Žadatelé začali zpracovávat svoje projekty a učit se pravidla tohoto fondu. Nyní pouze po uplynutí jednoho roku tato pravidla měníme. Takový krok nelze podporovat, protože to přinese pouze ztráty a oddálení financování projektů, které venkov potřebuje. Měnit pravidla tak často nemůže přinést nic dobrého, proto jsem hlasoval proti.

3-111

- Reports: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0402/2008), (A6-0401/2008), (A6-0390/2008), (A6-0377/2008)

3-112

Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN). – Panie Przewodniczący! Temat jest bardzo ważny. Z oceny wspólnej polityki rolnej wynika, że będzie ona miała sens w przyszłości, jeżeli będzie oparta na sprawiedliwych zasadach. Wspólna polityka rolna powinna zapewnić nam przede wszystkim bezpieczeństwo żywnościowe Europy, samowystarczalność i produkcję żywności na eksport, bezpieczeństwo ekonomiczne rodzin rolniczych, opłacalność produkcji rolnej, zrównanie dopłat dla rolników z nowych krajów członkowskich z rolnikami ze starych krajów członkowskich, bezpieczeństwo środowiska naturalnego, zachowanie bioróżnorodności, zablokowanie uprawy i hodowli organizmów genetycznie zmodyfikowanych na terenie całej Unii Europejskiej, rozwój obszarów wiejskich, awans cywilizacyjny regionów najuboższych, ochronę dziedzictwa kulturowego i zachowanie kultury tradycyjnej oraz równy dostęp mieszkańców wsi do oświaty, kultury i osiągnięć techniki. Wymienione cele można osiągnąć tylko pod warunkiem, że wyciągniemy właściwe wnioski z dotychczasowych doświadczeń i podejmiemy odważne rozwiązania.

3-113

Written explanations of vote

3-114

Recommendation for second reading: Karin Scheele (A6-0425/2008)

3-115

Šarūnas Birutis (ALDE), raštu. – Europos aplinkos ir sveikatos apsaugos veiksmų plane 2004–2010 metams pripažįstama būtinybė gerinti duomenų apie sveikatos būklę ligų ir sutrikimų, susijusių su aplinka, atveju, kokybę, palyginamumą ir prieinamumą naudojančios Bendrijos statistikos programa. Manau, kad tai labai svarbus reglamentas. Turime žinoti mūsų visuomenės sveikatos suvokimą, polinkį į sergamumą vienokiomis ar kitokiomis ligomis. Šiuo reglamentu sukuriama bendra sistema rengti Bendrijos statistiką apie visuomenės sveikatą ir darbuotojų sveikatą bei saugą.

Labai svarbu, kad Europos Sąjunga būtų surinkti duomenys apie piliečių sveikatos suvokimą, fizinę ir protinę veiklą bei negalią, apie atvejus susirgimų, kurie daugėja ar mažėja, apie sužalojimus, alkoholio ir narkotikų žalą, gyvenimo būdą, profilaktinių gydymo sveikatos priežiūros įstaigų prieinamumą.

Į statistiką turės būti įtraukiama informacija, būtina Bendrijos veiksams visuomenės sveikatos srityje, skirta remti nacionalines strategijas, plėtojančias aukštos kokybės, visiems prieinamą ir tvarią sveikatos priežiūrą.

3-116

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Este regulamento estabelece um quadro comum para a produção sistemática de estatísticas comunitárias sobre saúde pública e saúde e segurança no trabalho. Actualmente, as informações estatísticas

sobre saúde pública e saúde e segurança no trabalho são principalmente recolhidas numa base voluntária. A aprovação deste regulamento irá formalizar o actual *acordo de cavalheiros* e garantir a continuidade da recolha de dados, bem como a respectiva qualidade e comparabilidade.

Na primeira leitura, em 2007, o Parlamento Europeu aprovou 12 alterações à proposta da Comissão. A maior parte das alterações prenderam-se com questões horizontais como, por exemplo, a inclusão do género e da idade nas variáveis da desagregação e o recurso ao financiamento adicional e complementar facultado por determinados programas comunitários nos dois domínios abrangidos pelo regulamento. Foram também aprovadas algumas alterações aos anexos relativas à saúde pública e à saúde e à segurança no trabalho, nomeadamente no que diz respeito à recolha de dados sobre a protecção contra eventuais pandemias e doenças transmissíveis.

Na sequência das negociações seguintes com a Presidência eslovena, quase todas as alterações aprovadas pelo Parlamento Europeu foram inseridas na posição comum. O Conselho introduziu também algumas modificações ao texto, as quais, dado o seu carácter genérico, não levantaram qualquer problema.

3-117

Duarte Freitas (PPE-DE), *por escrito*. – O presente regulamento estabelece um quadro comum para a produção sistemática de estatísticas comunitárias sobre saúde pública e saúde e segurança no trabalho.

As estatísticas devem revestir a forma de um conjunto de dados harmonizado e comum e ser produzidas pelo Sistema Estatístico Europeu, os institutos nacionais de estatística e outras entidades nacionais responsáveis pelo fornecimento de estatísticas oficiais.

Até à data, as informações estatísticas sobre saúde pública e saúde e segurança no trabalho são principalmente recolhidas numa base voluntária.

Concordo com o regulamento proposto porque visa consolidar os progressos feitos nas recolhas de dados regulares nas duas áreas em questão, formalizando o actual acordo informal entre os Estados-Membros, garantindo a continuidade da recolha de dados e estabelecendo um quadro regulamentar para melhorar as normas de qualidade e comparabilidade através de metodologias comuns. Proporcionará, com certeza, maior clareza em termos de planeamento, sustentabilidade e estabilidade dos requisitos europeus para as estatísticas da saúde pública e da segurança no trabalho.

3-118

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. – At present there are no harmonised standards with regard to Community statistics on public health and health and safety at work. The harmonisation of such statistics will hugely improve comparability and enhance policy development. The common position on the whole accepts the amendments forwarded by this House at first reading and accordingly I was able to support the Scheele report.

3-119

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Der Stress der modernen Arbeitswelt mit den neuen Formen von Arbeitsverträgen und der Arbeitsplatzunsicherheit sowie die unzureichende Vereinbarkeit von Beruf und Familie hinterlassen Spuren. Statistiken zufolge stellen psychische Gesundheitsprobleme derzeit eine der Hauptursachen für den frühzeitigen Austritt aus dem Erwerbsleben dar. Mit der Arbeitsplatzunsicherheit geht natürlich auch ein Anstieg der Mobbingfälle einher. Kontinuierlich wachsen zudem die Gesundheitsprobleme, wie etwa Rückenschmerzen. In den letzten Jahren ist weiters die Zahl der Fälle gestiegen, in denen Arbeitnehmer im Krankheitsfall oder nach Arbeitsunfällen gekündigt wurden. Wir haben jede Menge Probleme, denen wir uns stellen müssen. Um mit den neuesten Entwicklungen Schritt zu halten, brauchen wir statistische Daten. In diesem Sinne habe ich für den Bericht Scheele gestimmt.

3-119-250

Dumitru Oprea (PPE-DE), *în scris*. – E clar, avem nevoie de statistici comunitare referitoare la sănătatea publică, sănătatea și securitatea la locul de muncă deoarece, în felul acesta, vor putea fi sprijinite strategiile care au ca scop dezvoltarea unei asistențe medicale de înaltă calitate, accesibilă tuturor și viabilă.

Securitatea și sănătatea în muncă reprezintă un domeniu care urmărește protejarea vieții, integrității și sănătății lucrătorilor, crearea unor condiții de muncă care să le asigure confortul fizic, psihic și social. Pentru aceasta, este nevoie de un program coerent și susținut, care să protejeze angajații împotriva riscurilor de accidente și a îmbolnăvirii profesionale.

Susțin acest proiect de rezoluție pentru că, în prezent, nu dispunem de un set armonizat și comun de date prin care să se dovedească calitatea și comparabilitatea informațiilor din sistemele statistice ale fiecărei țări. Statisticile comunitare referitoare la sănătate ar trebui să se adapteze la progresele și rezultatele acțiunilor comunitare din domeniul sănătății publice.

3-119-625

Andrzej Jan Szejna (PSE), na piśmie. – Podczas dzisiejszego głosowania opowiedziałem się za przyjęciem zalecenia dotyczącego wspólnego stanowiska Rady, mającego na celu przyjęcie rozporządzenia Parlamentu Europejskiego i Rady dotyczącego statystyk Wspólnoty w zakresie zdrowia publicznego oraz bezpieczeństwa i higieny pracy.

Uważam, iż w strategii prozdrowotnej należy położyć szczególny nacisk na profilaktykę oraz wczesne wykrywanie chorób. Będzie ona skuteczna wówczas, gdy zapewnimy obywatelom odpowiednie warunki ochrony zdrowia oraz leczenia, a także zmniejszymy różnice w dostępie do służby zdrowia pomiędzy państwami członkowskimi Unii Europejskiej.

Stworzenie wspólnej strategii w zakresie ochrony zdrowia nie będzie możliwe, jeśli odpowiednie instytuty statystyczne nie będą dysponowały odpowiednimi danymi. Przyjęcie regulacji jest więc krokiem ku lepszej koordynacji działań Wspólnoty w dziedzinie statystyki w aspekcie ochrony zdrowia. Gromadzenie informacji dotyczących pandemii czy chorób zakaźnych niewątpliwie przyczyni się do zwiększenia efektywności w walce z nimi.

Należy nadmienić, iż obecnie informacje statystyczne dotyczące zdrowia publicznego oraz ochrony zdrowia i bezpieczeństwa pracy były zbierane jedynie na zasadzie dobrowolności. W związku z tym, rozporządzenie ma na celu sformalizowanie obecnie stosowanych rozwiązań oraz zagwarantowanie ciągłości w gromadzeniu danych.

Jednomyślność w trakcie głosowania w Komisji Ochrony Środowiska Naturalnego, Zdrowia Publicznego i Bezpieczeństwa Żywności wskazuje na wagę oraz słuszność przyjętego sprawozdania.

3-120

- Report: Piia-Noora Kauppi (A6-0400/2008)

3-121

Ian Hudghton (Verts/ALE), in writing. – I voted in favour of the Kauppi report. Companies throughout Europe should be able to operate in an environment free from excessive burdens. Nevertheless, Member States must be allowed to formulate their own requirements and the principle of subsidiarity should be respected. I am satisfied that the Kauppi report strikes the correct balance.

3-121-500

Andrzej Jan Szejna (PSE), na piśmie. – Opowiedziałem się za przyjęciem sprawozdania w sprawie wniosku dotyczącego dyrektywy Parlamentu i Rady w odniesieniu do wymogów ujawniania i tłumaczenia informacji, mającego na celu zmniejszenie zbytnich obciążeń administracyjnych ciążących na niektórych rodzajach spółek.

Celem wniosku jest zlikwidowanie w prawie krajowym wszelkich dodatkowych wymogów ujawniania informacji, które prowadzą do zwiększenia kosztów przedsiębiorstw.

Zgodnie z obowiązującymi przepisami informacje muszą być zamieszczane w rejestrach handlowych państw członkowskich, a także publikowane w krajowych dziennikach urzędowych.

Obecnie, w czasach, gdy rejestry handlowe udostępniają informacje w Internecie, w większości przypadków publikowanie w dziennikach urzędowych nie stanowi wartości dodanej, a jedynie naraża spółki na wysokie koszty.

Zaproponowane zmiany dają państwom członkowskim elastyczność w ustanawianiu dodatkowych wymogów ujawniania informacji oraz gwarantuje zwolnienie spółek z dodatkowych, często niepotrzebnych opłat.

3-122

- Report: Andreas Schwab (A6-0349/2008)

3-123

Šarūnas Birutis (ALDE), raštu. – Statistikos užduotis – teikti objektyvius ir kiekybinius duomenis, kuriais galima remtis viešosios nuomonės formavimo ir sprendimų priėmimo procesuose. ES ir valstybėse narėse statistika yra tiesioginė pagalbinė priemonė priimant politinius ir administracinius sprendimus. Taigi darninant ES statistikos sistemas turi būti tinkamai atsižvelgiama į jų svarbą.

Turi būti užtikrintas statistinių tyrimų mokslinis nepriklausomumas Europoje. Be to, taisyklės neturi prieštarauti subsidiarumo principui.

Pritariu Komisijos pasiūlymui dėl Reglamento dėl Europos statistikos, kuris yra teisinis pagrindas rinkti statistinius duomenis Europos lygmeniu ir kuriame persvarstoma galiojanti teisinė sistema, pagal kurią reglamentuojamas statistikos rengimas Europos lygmeniu.

3-124

Bruno Gollnisch (NI), par écrit. – Voter contre un rapport au premier abord technique, puisque relatif à l'établissement de statistiques communautaires, peut sembler absurde. Il n'est pas inintéressant, en effet, de disposer de telles données pour aider à la décision.

Cependant, malgré les intentions affichées, ce nouveau règlement conduit à l'élaboration d'une véritable usine à gaz statistique, à une augmentation de la charge statistique pesant sur les instituts nationaux et les entreprises, que ce soit en termes de bureaucratie ou de coûts financiers, contrairement aux engagements pris à plusieurs reprises pour une simplification et un allègement de cette charge.

De plus, l'Europe de Bruxelles prouve quotidiennement en quelle estime elle tient les données chiffrées sur lesquelles elle est supposée s'appuyer. Je ne citerai que deux exemples. Premièrement, la faiblesse des propositions pour soutenir l'économie réelle qui entre en récession, soutien qui sera de toute façon soumis à la primauté dogmatique de la sacro-sainte concurrence, du libre-échange mondial et du "stupide" pacte de stabilité. Deuxièmement, la négation de l'inflation subie par les ménages depuis l'entrée en vigueur des pièces et billets en euros. Le prix de certains produits de base a en effet doublé, voire triplé en 6 ans, tandis que la BCE se concentre sur des agrégats globaux et trompeurs, et appelle à la modération salariale.

3-125

Ian Hudghton (Verts/ALE), in writing. – The collection of data plays a vital role in policy development and decision-making. The Commission's proposal in this area will give a firm legal status to data collection and I voted in favour of Mr Schwab's report.

3-126

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0402/2008)

3-126-500

Jean-Pierre Audy (PPE-DE), par écrit. – Sur la base du rapport de mon collègue Portugais Luis Manuel Capoulas Santos, j'ai voté la résolution législative modifiant la proposition de règlement du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs. Il est essentiel que le concept de sécurité alimentaire, afin d'exclure toute menace sur l'approvisionnement, dans le cadre d'une gestion équilibrée et durable du territoire soit affirmé. Je salue et soutiens les demandes de simplification des procédures. Je soutiens les instruments communautaires de gestion de crise. Ce vote confirme une évolution favorable de la prise en compte de l'agriculture dans les politiques communautaire. Mais le problème de l'avenir de l'agriculture n'est pas réglé : ce sera le débat électoral de 2009 et des négociations politiques qui vont immédiatement s'ouvrir après les élections.

3-127

Alessandro Battilocchio (PSE), per iscritto. – Confermo il mio voto positivo alla relazione Capoulas Santos, ma rilevo due aspetti che rischiano di divenire insostenibili per gli agricoltori del mio Paese. Un primo punto riguarda le quote latte: l'aumento dell'uno per cento, frutto del compromesso raggiunto, rappresenta davvero un passo troppo corto ed è insufficiente a rispondere alle legittime istanze palesate dagli agricoltori.

Altro argomento insoddisfacente riguarda i fondi per il tabacco: anche andando contro le tesi del mio gruppo sono fermamente convinto che gli aiuti debbano essere prorogati. Un taglio delle sovvenzioni, infatti, non andrebbe a combattere il tabagismo in alcun modo, ma influirebbe negativamente sulla difesa del posto di lavoro di un settore che conta oltre 500.000 mila addetti nei 27 Stati. Spero in un miglioramento della proposta negli steps successivi all'odierna approvazione

3-128

Bastiaan Belder (IND/DEM), schriftelijk. – De *health check* van het gemeenschappelijk landbouwbeleid is een omvangrijk en belangrijk dossier. Gewild of ongewild geven we een richting aan voor een landbouwbeleid voor na 2013. Ik licht er twee punten uit.

Ontkoppelde steun zorgt voor een meer marktgerichte en daardoor meer concurrerende en innoverende landbouw, maar we mogen niet doorschieten naar een volledig geliberaliseerde landbouwmarkt. Laten we niet de paraplu weggooien als de zon even schijnt. Interventiemechanismen, verzekeringen enz. moeten we zo inrichten dat ze niet de markt verstoren, maar tegelijk wel een echt vangnet zijn.

De voorstellen om aanzienlijke bedragen via modulatie naar de tweede pijler te brengen, hebben mijn instemming niet. De gelden in de eerste pijler blijken beter te worden besteed dan de plattelandsontwikkelingsgelden. Daarnaast zie ik allerlei problemen met co-financiering in relatie tot een vlak speelveld.

3-128-500

Hanne Dahl (IND/DEM), skriftlig. – JuniBevægelsen har stemt imod ændringsforslag 208 i betænkningen, da udbrud af smitsomme dyresygdomme skyldes manglende veterinær opdeling af dyrene. Problemerne opstår ved den

erhvervsmæssige brug af dyrene. Det er altså landmændene og deres erhverv, der har ansvaret og risikoen for en ordentlig behandling af dyrene, så de undgår sygdomme.

Derfor er et lovforslag om fælles økonomisk omkostningsfordeling en dårlig ide, da det i sidste ende vil betyde, at borgerne skal betale for noget, som de ikke har ansvaret for.

3-130

Bairbre de Brún (GUE/NGL), i scribhinn. – Ba chóir gurb é an aidhm a bheadh le hathchóiriú an CBT ná beartas a fheabhsú le go mbeadh saol na tuaithe ar fud na hEorpa níos inbhuanaithe ar bhonn sóisialta, ar bhonn eacnamaíoch agus ar bhonn comhshaoil.

Tá meascán sa bheart “Seiceáil Sláinte” a mbeidh roinnt feabhsúchán ann agus a theipeann air ar bhealaí eile chun tabhairt faoi na dúshláin atá romhainn. Tá saol na tuaithe agus an fheirmeoireacht go háirithe faoi mhórán bagairtí sa lá atá inniu ann. Tugtar ar fheirmeoirí óga an talamh a fhágáil agus san am céanna tugtar luach saothair do mhór-úinéirí talún gan talamh luachmhar talmhaíochta a shaothrú. Tá bithéagsúlacht faoi bhagairt fosta.

Aontaím gur chóir a bheith in ann na cúlchistí a úsáid d’fheirmeoirí nua agus óga, agus d’earnálacha sna réimsí is mó faoi mhíbhuntáiste amhail caoirigh – a bhfuil ról tábhachtach acu chun bithéagsúlacht a choinneáil. Tacaím fosta leis an iarratas chun íocaíochtaí d’fheirmeoirí a thabhairt chun tosaigh níos luaithe sa bhliain le go mbeadh níos mó cobhsaíochta ann d’fheirmeoirí. Éilíonn ár bpobail tuaithe an chobhsaíocht ina mbeidh siad in ann pleanáil don am atá le teacht.

3-131

Avril Doyle (PPE-DE), in writing. – While I supported the Santos report (A6-0402/2008) on the proposal for a Council regulation establishing common rules for direct support schemes for farmers under the common agricultural policy and establishing certain support schemes for farmers, I am not in favour of the amendment that passed on increasing modulation. It will result in extra funds being transferred from pillar 1 to pillar 2 taking income directly from farmers (particularly small farmers) in countries such as Ireland. Funds will go to schemes which require cofinancing by Member States – a source of funding that is uncertain and cannot be relied on.

3-132

Lena Ek (ALDE), skriftlig. – Jag valde att rösta mot betänkandet eftersom det tydligt försämrade kommissionens förslag på en rad områden. Ett exempel är försämringar av förändringen av direktstöd till landsbygdsutveckling. Majoriteten enades om en minskning av direktstödet på endast 6 % för 2009 och 2010. Kommissionen hade föreslagit att minska stödet med 7 % under 2009 och 9 % under 2010. Själv hade jag gärna sett ännu mer.

Dessutom höjdes gränsen för när direktstöd ska göras om till stöd för landsbygdsutveckling. Ursprungsförslaget innebar att sådan omvandling skulle gälla för bidrag från 5 000 euro per år. Nu valde majoriteten att höja gränsvärdet till 10 000 euro. På så sätt minskas andelen passivt jordbruksstöd som görs om till aktivt stöd för landsbygdsutveckling. Pengarna skulle göra mer nytta om de användes för att starta företag på landsbygden än för att producera grödor som redan ger god avkastning.

3-133

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Apesar das melhorias introduzidas neste relatório, para as quais contribuímos, designadamente com a aprovação da nossa proposta de aumento da base de início da modulação de 5 000 euros para 10 000 euros, com o objectivo de promover maior justiça social na distribuição das ajudas aos agricultores, lamentamos que outras tenham sido rejeitadas, embora algumas tenham obtido uma votação superior a 200 votos favoráveis, como foi o caso do apoio à produção de açúcar nos Açores.

Também lamentamos que não tenha sido aprovada a instituição de uma ajuda simplificada para os agricultores que recebem montantes de valor igual ou inferior a 1000 euros, apesar de ter obtido 175 votos favoráveis. Esta era uma forma de combater a insensibilidade social da proposta da Comissão Europeia, simplificando o processo e combatendo a burocracia, a qual foi utilizada como pretexto pela Comissão Europeia para propor que acabem os apoios inferiores a 250 euros anuais, o que pode prejudicar cerca de 90 mil pequenos agricultores portugueses.

Por isso, apesar do nosso voto final contra o relatório, vamos continuar a defender as propostas que apresentámos, por considerarmos que são as que melhor defendem os agricultores portugueses e a nossa agricultura familiar.

3-134

Glyn Ford (PSE), in writing. – The European Parliamentary Labour Party had a number of serious concerns regarding this report that will perpetuate and increase distortions within the European Union and on a global level regarding agricultural production. In view of today’s vote where a series of amendments were carried to reinforce and worsen this situation I was unable on balance to vote in favour of either the amended proposal or the draft legislative resolution despite the fact that the report has other detailed elements I support.

3-135

Duarte Freitas (PPE-DE), por escrito. – Apesar de concordar com a necessidade de revisão dos regimes de apoio aos agricultores, considero que as propostas da Comissão vão muito além do necessário, prejudicando seriamente o rendimento dos agricultores, que são o garante da manutenção da paisagem rural europeia e de crucial importância tendo em conta a nossa soberania alimentar.

O relatório Capoulas Santos melhora em muitos aspectos a proposta da Comissão, sendo de destacar a maior flexibilidade dada aos Estados-Membros aquando da fixação de limiares mínimos para o recebimento das ajudas.

Votei ainda favoravelmente o limiar de 10 000 euros / ano para a aplicação da modulação, o que favorece muitos pequenos e médios agricultores, e a não aplicação das taxas mais elevadas de modulação às cooperativas ou outras entidades jurídicas compostas por vários agricultores que isoladamente não ultrapassam os 100 000 euros, a fim de evitar uma injusta penalização dos agricultores.

Não sendo o relatório ideal, por exemplo por não permitir o efeito redistributivo da modulação suplementar, considero positivo o resultado final da votação em plenário, pelo que voto favoravelmente a resolução legislativa.

3-136

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig. – Europaparlamentets jordbruksutskott har, som vanligt, valt en annan väg än kommissionen. I stället för att reformera den gemensamma jordbrukspolitiken vill det öka subventionerna och se till att skattebetalarna skall öka sina ekonomiska insatser.

Junilistan vill absolut avskaffa exportbidragen på jordbruksprodukter och har röstat för de förslag som förespråkade det. Vi anser att EU bär sig mycket illa åt i omvärlden när man dumpar jordbruksvaror i fattiga länder utan att bry sig om de sociala följderna av detta.

Junilistan vill avskaffa den gemensamma jordbrukspolitiken och vi konstaterar att det är tur att inte Europaparlamentet har medbeslutande i EU:s jordbrukspolitik, ty då skulle unionen hamna i en fälla av protektionism och tunga subventioner till samtliga olika grupper inom jordbruksnäringen.

3-137

Jean-Marie Le Pen (NI), par écrit. – Avant le grand tournant budgétaire de 2013 qui pourrait signer la fin de la PAC via sa renationalisation rampante, les États membres essaient de se mettre d'accord sur une nouvelle réforme de la PAC, après celle de 2003, qui ne dit pas son nom.

L'objectif avoué par la Commission est de s'adapter davantage au marché en réduisant les aides directes au bénéfice des politiques environnementales et du développement rural.

La réforme n'est malheureusement pas à la hauteur des défis que devra relever l'Europe en matière agricole: nourrir 9 milliards d'individus en 2050, occuper des surfaces agricoles limitées, dépendre de prix liés aux spéculations sur les matières premières agricoles, etc.

Dans ce contexte fluctuant et incertain, nous devons défendre l'exception agricole à l'OMC dans la mesure où l'agriculture et l'industrie agroalimentaire ne sont pas des marchandises comme les autres, mais des productions non délocalisables et issues du savoir-faire et du génie de générations de paysans.

Et si le bilan de santé de la PAC n'était que le premier pas vers la libéralisation totale de la PAC, sans régulation ni filet de sécurité?

À nous d'y veiller et de dénoncer toute dérive libérale en la matière, ce qui ne signifie pas immobilisme.

3-138

Astrid Lulling (PPE-DE), schriftlich. – Ich bin nicht glücklich, aber einigermaßen zufrieden mit dem Resultat des Kompromisses des Agrarhausschusses. Wir konnten den größten Schaden, der sich für unsere Bauern aus den unheilvollen Vorschlägen der EU-Kommission ergäbe, abwenden, wenn die Direktzahlungen zwischen 2009 und 2013, nicht um 13 % gekürzt werden. Diese Direktzahlungen, die für unsere Landwirte lebenswichtig sind, dürften höchstens um 1 % 2009 und 2010 und 2 % 2011 und 2012 gekürzt werden.

Wenn diese Gelder nun in den Milchfonds fließen, den wir vorschlagen, um zum Beispiel Grünlandprämien an die Milchbauern auszubezahlen, dann würde die Kürzung der Direkteinkommen weniger weh tun. Der Milchpreis ist wieder rückläufig, nicht aber die Produktionskosten, die zum Beispiel für Dünger um 40 % gestiegen sind. Leider ist die Kommissarin schon wieder auf den Barrikaden gegen den Milchfonds.

Auch wenn wir diese Direktzahlungen für Bauern, die bis zu 5 000 Euro jährlich oder sogar bis zu 10 000 Euros erhalten, nicht kürzen, was in Anträgen verlangt wird, die über den Kompromiss des Agrarausschusses hinausgehen, spielt das für

luxemburger Landwirte keine große Rolle, da nur Nebenerwerbsbetriebe unter 10 000 Euro liegen. Priorität hat, dass die Kürzungen möglichst niedrig ausfallen. Ansonsten gibt es für hauptberufliche Bauern keine Zukunft in Luxemburg. Und das ist unzumutbar!

3-138-500

David Martin (PSE), *in writing*. – I support a 2% increase in milk quotas over four years as I believe the 2% will give the smoothest landing ahead of the abolition of milk quota system in 2015.

3-139

Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL), *γραφώς*. – Καταψήφισα την έκθεση Capoulas Santos για το νέο σχήμα ενισχύσεων των αγροτών στα πλαίσια της Κοινής Αγροτικής Πολιτικής, καθώς θεωρώ ότι δεν είναι δυνατόν να εξασφαλίσει τη βιωσιμότητα της γεωργίας σε ευρωπαϊκό επίπεδο. Πράγματι, η χρηματοδότηση του γεωργικού τομέα είναι απαραίτητη προκειμένου να διασφαλιστεί η βιωσιμότητα του κλάδου και η διατροφική ασφάλεια της Ευρώπης. Ωστόσο, η χρηματοδότηση αυτή θα πρέπει να εξασφαλιστεί από τον κοινοτικό προϋπολογισμό και όχι να αποβαίνει σε βάρος του μικρομεσαίου παραγωγού, όπως π.χ. με την καθιέρωση ελάχιστων ορίων ενίσχυσης. Αντίθετα, για την καταβολή των ενισχύσεων θα πρέπει να δοθεί βαρύνουσα σημασία στο κριτήριο της προσωπικής εργασίας και να θεσπιστεί ανώτατο όριο ενίσχυσης ανά εκμετάλλευση.

Αλλωστε, το σύστημα διαχείρισης κρίσεων που έχει προταθεί από την Επιτροπή κρίνεται ανεπαρκές. Είναι σκοπιμότερο να δημιουργηθεί ένα δημόσιο ταμείο ασφάλισης που θα βασίζεται σε κοινοτική χρηματοδότηση και θα αποσκοπεί στην πρόληψη κρίσεων και επιζωοτιών και θα εξασφαλίζει ένα ελάχιστο εισόδημα στους αγρότες. Τέλος, στην έκθεση δεν περιλαμβάνεται καμία πρόταση για την εγκαθίδρυση μηχανισμών για την αντιμετώπιση της κλιματικής αλλαγής, που επηρεάζει άμεσα τους ευρωπαίους αγρότες.

3-140

Neil Parish (PPE-DE), *in writing*. – Conservative MEPs voted against this report as it is a step in the wrong direction. We consider it to be essential that the decoupling process initiated in the 2003 Reform be extended to all sectors so as to allow farmers to produce what the market demands and achieve a genuine level playing field. This report resists decoupling and even tries to reverse decisions already taken, notably the inclusion of the tobacco regime in the Single Farm Payment. The report would see production-linked tobacco subsidies extended until 2012 and clearly we cannot accept this.

The report also allows too much flexibility in the use of Article 68 which we fear will distort the market, will allow coupled payments in through the back door and may be challenged at the WTO. Finally, the exemption of the first EUR 10,000 from modulation combined with a very low level of compulsory EU modulation will simply not generate sufficient revenue for a strong rural development policy and will hit UK farmers disproportionately.

3-141

Luís Queiró (PPE-DE), *por escrito*. – A discussão sobre o *exame de saúde* da PAC foi uma excelente oportunidade para iniciarmos um debate profundo sobre a sua reforma, que há-de ocorrer em 2013. Para lá chegarmos com sucesso, é necessário que o caminho se faça com prudência, colocando o acento tónico tanto na competitividade como nas dimensões ambientais, sociais, de desenvolvimento rural e da segurança alimentar.

O acordo entre os principais grupos políticos, muito devido ao empenho do relator Capoulas Santos, aponta já algumas soluções e caminhos que, espera-se, o Conselho agora siga. Sendo certo que este não é, hoje, um domínio da co-decisão, o Parlamento trabalhou nesse espírito e esse facto deve ser aproveitado pelos governos.

Votei favoravelmente o pacote, porque é importante o resultado alcançado na comparticipação comunitária nos prémios de seguro e a não eliminação dos subsídios de menor valor, que têm um grande peso em países como Portugal. Tal como se destaca a solução equilibrada para a modulação no apoio ao desenvolvimento rural. No caso das quotas leiteiras, é de lamentar não se ter conseguido um equilíbrio que evitasse os prejuízos previsíveis para os produtores de regiões como o Norte, o Centro do País e os Açores.

3-142

Carl Schlyter (Verts/ALE), *skriftlig*. – Jag röstar för förkastandet av betänkandet och för att betänkandet återförvisas till utskottet eftersom det har ytterligare försvagat de reformer kommissionen föreslagit, som redan var för små och för långsamma.

3-143

Olle Schmidt (ALDE), *skriftlig*. – EU:s enorma stöd till det inhemska jordbruket är omoraliskt och direkt skadligt. Stödet missgynnar den globala konkurrensen, vilket vi vet är en förutsättning för välbefinnande, det försvarar för nödvändiga reformer inom jordbrukssektorn och det minskar utbudet för oss konsumenter.

Det förslag som kommissionen kommit med är viktigt för fortsatta liberaliseringar i linje med reformerna från 2003. Därför kan jag inte rösta för de av herr Santos betänkanden som skulle innebära att kommissionens förslag till stora delar mjukades upp.

3-144

Marek Siwiec (PSE), *in writing*. – Today an important vote was held. It was important for all farmers in the European Union. But there are farmers who are not as strong as others because they have not had time to adapt to the agricultural structures of the European Union yet. They used all the capacities they had to build up sustainable agricultural enterprises after they got the chance to do so after 1989.

These farmers are not the big producers that we know from France and Germany; they are still small. But they are extraordinarily important for my country, Poland. We need them if we are to have a rural area where people want to live and work in future. And therefore they need our special support. So I voted today to help small producers, i.e. in Poland, to show that they can count on our and on my support today and in the future.

3-144-500

Silvia-Adriana Țicău (PSE), *în scris*. – Am votat pentru raportul privind sistemele de ajutor pentru agricultori în cadrul PAC. Susțin politica agricolă comună.

Uniunea Europeană trebuie să-și sprijine agricultorii prin acordarea de plăți directe și prin dezvoltarea infrastructurii rurale. UE trebuie să investească în agricultură, mai ales că se apropie o criză alimentară mondială. Am susținut amendamentul 23 care recunoaște necesitatea de a sprijini, la nivel comunitar, sectorul ovinelor care se află în grav declin.

De asemenea, apreciez că statele membre ar trebui autorizate să utilizeze, suplimentar, 5% din plafoanele lor pentru a sprijini agricultorii sau asociațiile de producători sub formă de contribuții financiare la cheltuielile generate de primele de asigurare. O atenție deosebită trebuie acordată micilor agricultori și de aceea am susținut amendamentul 211 care introduce o derogare de la reducerea suplimentară a plăților directe în cazul cooperativelor și asociațiilor de agricultori plătiți direct și care centralizează subvențiile pentru a le distribui membrilor săi. Am votat pentru amendamentele 114 și 118 care permit statelor membre să utilizeze până la 15% din plafoanele lor naționale pentru a acorda ajutor agricultorilor pentru a compensa dezavantajele specifice care îi afectează pe cei din sectoarele lactatelor, precum și pe producătorii de carne de vită, de oaie și de capră.

3-145

Γεώργιος Τούσσας (GUE/NGL), *γραφτός*. – Οι κανονισμοί εφαρμογής της "διάγνωσης Υγείας" της ΚΑΠ αποτελούν ένα αποφασιστικό βήμα ελέγχου της αγροτικής παραγωγής από τους μονοπωλιακούς επιχειρηματικούς ομίλους, με στόχο την αύξηση των κερδών τους, και ταυτόχρονα προετοιμάζουν το έδαφος για την ολομέτωπη επίθεση στις ήδη αποδυναμωμένες μικρές και μεσαίες αγροτικές εκμεταλλεύσεις το 2013.

Το μεγάλο κεφάλαιο πιέζει για μεγαλύτερες και γρηγορότερες μεταρρυθμίσεις της ΚΑΠ και την προσαρμογή της στους κανόνες του ΠΟΕ για να συγκεντρώσουν οι πολυεθνικές ακόμα περισσότερη γη, να εδραιώσουν την κυριαρχία τους στην παραγωγή και την εμπορία τροφίμων και να ενισχύσουν τη θέση τους στον διεθνή ανταγωνισμό.

Οι συνέπειες της ΚΑΠ είναι ήδη ορατές για τους μικρομεσαίους αγρότες, ιδιαίτερα μετά την αποσύνδεση των ενισχύσεων από την παραγωγή με την αναθεώρηση του 2003: εγκατάλειψη καλλιέργειών, μείωση του αγροτικού πληθυσμού, ξεκλήρισμα, απερίθωψη της υπαίθρου, αρνητικές συνέπειες στο περιβάλλον.

Είναι επίσης ορατές στους εργαζόμενους που αντιμετωπίζουν το δυσβάστακτο κόστος των αυξανόμενων τιμών των ειδών διατροφής και τους αυξανόμενους κινδύνους για την δημόσια υγεία από επικίνδυνες ουσίες, αμφίβολες πρώτες ύλες και μεθόδους παραγωγής.

Είμαστε ριζικά αντίθετοι στους προτεινόμενους κανονισμούς που αποκαλύπτουν τον ανταγροτικό χαρακτήρα της ΚΑΠ. Καλούμε τους μικρομεσαίους αγρότες να συμπαραταχθούν με τους εργαζόμενους στον κοινό αγώνα ενάντια στην ανταγροτική πολιτική της ΕΕ και του κεφαλαίου.

(Γραπτή αιτιολόγηση που συντομεύτηκε κατ' εφαρμογήν του άρθρου 163 του Κανονισμού)

3-146

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0401/2008)

3-147

Sylwester Chruszcz (NI), *na piśmie*. – Głosowałem dziś przeciwko sprawozdaniu dotyczącemu rozporządzenia Rady w sprawie zmian wspólnej polityki rolnej. Uważam, że nie spełnia ono oczekiwań wielu grup producenckich i nie zmniejsza przepaści i dyskryminacyjnych podziałów między rolnikami w tzw. starych i nowych krajach Unii Europejskiej. Ubolewam głęboko, że większość posłów do Parlamentu Europejskiego nie dostrzega problemów stojących przed europejskim i polskim rolnictwem, w którym potrzebne jest wprowadzenie zmian. Jednak kierunek tych zmian zaproponowany przez Komisję Europejską jest dla mnie nie do przyjęcia.

3-148

Avril Doyle (PPE-DE), in writing. – With regard to the Santos report (A6-0401/2008) on the CAP Health Check, I need to clarify that, while I voted for the report, there is one aspect of the CAP, namely subsidies to grow tobacco, that I cannot support nor have I ever supported. Tobacco is the most heavily subsidised crop per hectare in the EU.

Since the early 1990s, the EU has spent about EUR 1 000 million annually on subsidies to tobacco growers. Despite the effort to reduce these subsidies, tobacco subsidies are still given out to tobacco farmers by the hundreds of millions (EUR 963 million in 2002). This is by far the highest support, compared to other agricultural sectors, creating distorted incentives and high levels of inefficiency. It has been costly, the policy has not worked from a trade point of view, and it has been bad for the EU's reputation, exposing an awkward ambivalence in the EU's health goals. Subsidies should be removed completely from tobacco (but not from tobacco farmers) and switched to support healthy agriculture much quicker than currently planned.

3-149

Lena Ek (ALDE), skriftlig. – Kommissionens förslag om att fasa ut mjölkkvoterna luckrades upp genom ett krav på en översyn redan 2010. Dessutom drev majoriteten igenom inrättandet av en särskild mjölkfond. Jag anser att betänkandet hade kunnat bli bättre om vi hade fått igenom ett antal ändringar för ökad marknadsanpassning, som exempelvis en större ökning av mjölkkvoterna. Tyvärr gick inget av detta igenom, därför röstade jag mot betänkandet.

3-150

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Lamentamos que tenham sido rejeitadas as nossas propostas, que defendiam uma outra política agrícola comum, apostada na defesa de apoios aos agricultores que produzem para combater a instabilidade de sectores produtivos devido à oscilação dos preços, em mecanismos de regulação de mercados que garantam um rendimento digno aos pequenos e médios agricultores, para impedir o declínio do mundo rural e a desertificação de muitas regiões.

Lamentamos também que tenha sido rejeitada a nossa proposta que visava garantir o financiamento pela Comunidade Europeia de seguros públicos nos Estados-Membros, a fim de garantir um rendimento mínimo aos agricultores em determinadas circunstâncias, ou seja, calamidades de carácter público tais como secas, tempestades, granizo, incêndios florestais ou epizootias.

Rejeitamos o fim anunciado do sistema de quotas de leite, a renacionalização dos custos da PAC e a manutenção de injustiças na atribuição de apoios.

A insistência na defesa das propostas da Comissão Europeia, mesmo que com alguns remendos, não é uma base suficientemente forte para exigir do Conselho uma outra posição.

3-151

Christofer Fjellner (PPE-DE), skriftlig. – EU-kommissionen tar i sitt förslag flera viktiga steg i rätt riktning för ett mer konkurrenskraftigt jordbruk med fortsatt frikoppling av stöd samt avskaffande av obligatorisk träda, exportsubventioner, mjölkkvoter, produktions- och marknadsstöd. Förslaget innebär också en förflyttning av pengar från direktstöd för jordbruksproduktion till landsbygdsutveckling, med fokus på de fyra prioriterade områdena klimatförändringar, förnybar energi, vattenförvaltning och biologisk mångfald. Eftersom Europaparlamentet ville se färre reformer och en långsammare förändringstakt valde vi att stödja EU-kommissionens ursprungliga förslag och rösta emot Europaparlamentets förändringar.

3-152

Duarte Freitas (PPE-DE), por escrito. – Apesar de considerar que as modificações à PAC preconizadas pela Comissão são necessárias, considero que, no que diz respeito às quotas leiteiras, a proposta da Comissão é muito prejudicial para as regiões europeias menos competitivas e com maior dependência do sector do leite.

Considero, por isso, que não se devia ter iniciado o desmantelamento das quotas leiteiras com o Regulamento (CE) n.º 248/2008 e que não se deveria continuar este desmantelamento tal como propôs a Comissão e aceitava o relator.

O relatório Capoulas Santos tem um aspecto menos negativo ao apontar para a elaboração de um relatório em 2010 para analisar a situação do mercado do leite.

Por isso, só não voto negativamente este relatório porque considero muito positiva a aprovação das alterações que dizem respeito à refinação de açúcar nos Açores e que podem permitir a manutenção desta actividade numa região sem grandes alternativas económicas.

3-153

Elisabeth Jeggle (PPE-DE), schriftlich. – In der heutigen Abstimmung zur Gesundheitsüberprüfung der Gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) habe ich gegen den Bericht zum Milchsektor gestimmt. Ich bin der Meinung, dass es ohne eine Marktanalyse zu keiner weiteren Quotenerhöhung kommen darf. Die Forderung des Parlaments, die Quote, wie von der Kommission vorgeschlagen, schrittweise um 5 mal 1 % zu erhöhen, halte ich für ein völlig falsches Signal.

Ich begrüße allerdings sehr, dass sich das Parlament erneut für den Milchfonds ausgesprochen hat. Mit den eingesparten Mitteln im Agrarhaushalt und speziell im Milchsektor kann man so effizient zur Entlastung und zur Umstrukturierung dieses Sektors beitragen. Darüber hinaus unterstütze ich die Forderung an die Kommission, dem Parlament und dem Rat bis zum 31.12.2010 einen Bericht zum Milchmarkt vorzulegen, um dann über weitere Maßnahmen in Bezug auf die Milchquotenregelung zu diskutieren. Ferner begrüße ich bei der Modulation die Anhebung der Freigrenze von 5 000 Euro auf 10 000 Euro pro Jahr. Damit hat sich das Parlament für eine weitere Unterstützung der kleinen Betriebe stark gemacht, von denen ein Großteil bei uns in Baden-Württemberg und Bayern zu Hause ist.

3-154

Neil Parish (PPE-DE), in writing. – Conservative MEPs supported amendments allowing for milk quota increases of at least 2% per year before the abolition of the quota regime in 2015 as means of preparing the ground for a liberalised, market-orientated dairy sector. We did not support those amendments which aimed to constrain quota increases. Ultimately, no significant amendments were adopted in either sense, which means the Commission proposal stood effectively un-amended.

While the 1% annual increases proposed by the Commission are preferable to no increase, we still consider this to be too timid a step. We also reject the report's reluctance to do away with certain coupled payments and market support measures. As a result, we voted against the report overall.

3-154-500

Silvia-Adriana Țicău (PSE), în scris. – Am votat pentru raportul de modificare a „Regulamentului privind modificările aduse politicii agricole comune”. Am susținut amendamentul 4 care permite creșterea cotelor de lactate cu 2% pentru anul 2008/2009 și cu 1% pentru anii de comercializare 2009/2010 și 2010/2011 dând astfel posibilitatea să se dispună de elementele necesare pentru a realiza o evaluare adecvată a situației pieței din sectorul laptelui. De asemenea, am susținut că, în cazul în care situația de pe piața laptelui din anul de comercializare respectiv permite acest lucru, în cazul celor 12 noi state membre, creșterile cotelor de lapte să fie posibile. În acest context, ar trebui să se garanteze ca decizia de modificare a cotei de lapte este luată în timp util, înainte de începerea anului de comercializare în cauză (1 aprilie în anul respectiv).

3-155

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0390/2008)

3-156

Andreas Mölzer (NI), schriftlich. – Die Zahlungen aus dem Landwirtschaftsfonds sollen unsere Bauern stützen, um den ökologisch und landwirtschaftlich guten Zustand der landwirtschaftlichen Flächen zu sichern. Während für in der EU produzierte Nahrungsmittel strenge Auflagen gelten, werden Waren zu Schleuderpreisen importiert, die diesen Auflagen nicht unterliegen. Zudem wurden die Milchquoten erhöht und sollen 2015 gar ganz auslaufen, was zu sinkenden Milchpreisen führt und damit die Kleinbauern in arge Bedrängnis bringt. Schließlich erhalten da noch Lebensmittelketten wie Hofer EU-Förderungen, die den Druck auf die heimischen Bauern noch erhöhen, indem sie beispielsweise Milch als Lockware einsetzen.

Leidtragende sind vor allem Kleinbauern in ländlichen Regionen, die von der Milchproduktion abhängig sind und nicht die Möglichkeit haben, diese im großen Stil zu betreiben. Bei gestiegenen Milch- und Lebensmittelpreisen wird der Konsument zur Kasse gebeten, bei den kleinen Erzeugern kommt davon nichts an, bei Senkungen hingegen bekommt der Bauer das zu spüren. Das muss sich endlich ändern, sonst wird das andauernde massive Bauernsterben dazu führen, dass wir nur noch von Nahrungsmittelimporten abhängig sind. Unsere Bauern sind auf Förderungen angewiesen, deshalb habe ich für den Bericht Santos gestimmt.

3-156-500

Silvia-Adriana Țicău (PSE), în scris. – Am votat pentru raportul privind sprijinul pentru dezvoltare rurală acordat din Fondul European Agricol pentru Dezvoltare Rurală (FEADR). Am votat pentru amendamentul 24 care definește ajutorul de instalare pentru tinerii agricultori, în valoare de 75 000 euro. Acesta se va putea acorda sub forma unei prime unice al cărei cuantum nu depășește 50 000 euro sau sub forma unei bonificații a dobânzilor a căror valoare capitalizată nu depășește 50 000 euro. Atunci când cele două forme de ajutor sunt combinate, cuantumul total nu va putea depăși 75 000 euro.

De asemenea, am votat în favoarea amendamentului 12 care, pentru o finanțare adecvată a programelor de dezvoltare rurală, susține că ar trebui îmbunătățită flexibilitatea astfel încât să se permită, în acest sens, utilizarea resurselor neutilizate din Fondurile structurale în cadrul aceluiași stat membru.

3-157

- Report: Luis Manuel Capoulas Santos (A6-0377/2008)

3-158

Andreas Mölzer (NI), schriftlich. – Natürlich ist es wichtig, dass verschiedene Politikbereiche aufeinander abgestimmt werden, aber das darf sich nicht nur auf die Finanzierung beschränken. Man hat in der EU das Gefühl, dass die eine Hand

nicht weiß, was die andere tut. Wir fördern den Warentransport kreuz und quer durch Europa und fördern dann Umweltschutzmaßnahmen, um die negativen Auswirkungen abzufedern. Oder denken wir an die Förderung des Tabakanbaus bei gleichzeitigen Maßnahmen, um den Tabakkonsum einzuschränken.

Gleiches gilt auch für die ländlichen Regionen. Auf der einen Seite gibt es hier extra Fördertöpfe, auf der anderen Seite wird dank Maastricht-Vorgaben und grenzenlosem Liberalisierungseifer außerhalb der Ballungszentren jegliche Infrastruktur abgebaut und die ländlichen Regionen werden immer mehr abgeschnitten. Wenn die Postliberalisierung wie angekündigt kommt, ist beispielsweise in Österreich in einem Jahrzehnt außerhalb der Städte das nächste Postamt 20 Kilometer entfernt. Ländliche Regionen entwickeln sich zunehmend zum Altersitz. Senioren würden also durch diese Beschneidung des für sie wichtigen Kontaktmittels immer mehr abgeschnitten. Besonders betroffen von Infrastrukturkahlschlägen sind nicht nur alte, sondern auch sozial benachteiligte und gehbehinderte Personen. In der Hoffnung, dass der vorliegende Bericht einen Grundstock für künftig besser abgestimmte Strategien darstellt und diesen negativen Entwicklungen entgegenwirken kann, habe ich dafür gestimmt.

3-158-500

Dumitru Oprea (PPE-DE), în scris. – Am votat în favoarea raportului deputatului Luis Manuel Capoulas Santos. Unul dintre motivele votului favorabil îl constituie faptul că, în mod special, în perioadele de criză, agricultura este unul dintre domeniile care trebuie să se bucure de o atenție deosebită.

În astfel de perioade, consumul, în general, se diminuează. De aceea, investițiile în agricultură trebuie să aibă ca finalitate scăderea costurilor de exploatare, dar fără afectarea calității produselor agricole. De asemenea, aş aprecia că e necesară, pentru următoarea perioadă, o reconsiderare şi o stabilire a valorii reale a produselor agricole. Pentru că, altfel, din ce în ce mai mulți agricultori vor renunța la cultivarea terenurilor, în condițiile în care nu își vor mai putea vinde produsele la un preț real. Sunt dese cazurile în care prețul producției agricole nu acoperă nici măcar investiția. Pe de altă parte, să nu uităm că și în domeniul agriculturii trebuie identificați și utilizați combustibili alternativi, un domeniu strategic al întregii lumi.

Raportul este de actualitate, prin problemele pe care le ridică. Agricultură trebuie să fie una din prioritățile UE.

3-159

9 - Corrections to votes and voting intentions: see Minutes

3-160

(The sitting was suspended at 13.05 and resumed at 15.00.)

3-161

PRESIDE: MIGUEL ANGEL MARTÍNEZ MARTÍNEZ
Vicepresidente

3-162

10 - Aprobación del Acta de la sesión anterior: véase el Acta

3-163

11 - Entrada y residencia de nacionales de terceros países para fines de empleo altamente cualificado - Procedimiento único de solicitud del permiso de residencia y de trabajo

3-164

El Presidente. – El siguiente punto es el debate conjunto sobre

- el informe de Ewa Klamt, en nombre de la Comisión de Libertades Civiles, Justicia y Asuntos de Interior, sobre la propuesta de Directiva del Consejo relativa a las condiciones de entrada y residencia de nacionales de terceros países para fines de empleo altamente cualificado (COM(2007)0637 - C6-0011/2008 - 2007/0228(CNS)) (A6-0432/2008), y

- el informe de Patrick Gaubert, en nombre de la Comisión de Libertades Civiles, Justicia y Asuntos de Interior, sobre la propuesta de Directiva del Consejo por la que se establece un procedimiento único de solicitud de un permiso único que autoriza a los nacionales de terceros países a residir y trabajar en el territorio de un Estado miembro y por la que se establece un conjunto común de derechos para los trabajadores de terceros países que residen legalmente en un Estado miembro (COM(2007)0638 - C6-0470/2007 - 2007/0229(CNS)) (A6-0431/2008).

Me comunican los servicios de la Cámara que ha fallecido el padre de la señora Klamt y que, por lo tanto, ella no está presente, así que, naturalmente, manifestamos nuestras condolencias a la señora Klamt y agradecemos al señor Weber que asuma la responsabilidad de actuar como ponente en este debate.

3-165

Manfred Weber, Berichterstatter. – Sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrter Herr Vizepräsident! Es wurde bereits angedeutet, warum ich heute hier sprechen darf, und zwar weil Frau Klamt einen schweren Trauerfall in der Familie hat. Wir sprechen ihr unser Beileid aus.

Ich möchte mich zunächst im Namen der Berichterstatterin für die hervorragende Zusammenarbeit bedanken. Sie wissen, dass der Bericht in enger Zusammenarbeit zwischen dem Innenausschuss und dem Beschäftigungsausschuss des Europäischen Parlaments im Rahmen des Verfahrens der verstärkten Zusammenarbeit erarbeitet wurde. Deswegen ein herzliches Dankeschön an die Kollegen, die dort beteiligt waren, auch an die Schattenberichterstatter im Innenausschuss. Die Berichterstatterin möchte sich auch ausdrücklich bei der französischen Ratspräsidentschaft bedanken, die in den letzten Monaten engen Kontakt gehalten hat. Als Mitglied des gesamteuropäischen Parlaments möchte aber auch ich noch einmal unterstreichen, dass es schöner gewesen wäre, wenn die Einigung auf der Botschafterebene erst nach der Beratung durch das Europäische Parlament erfolgt wäre. Das wäre ein schönes Zeichen der engen Zusammenarbeit gewesen.

Zur Sache. In Bezug auf die hochqualifizierten Arbeitskräfte stehen wir in einem weltweiten Wettbewerb. Die Europäische Union liegt mit einem Anteil von 1,72 % an der Gesamtbeschäftigung deutlich hinter allen Mitbewerbern zurück. Australien, Kanada, die Vereinigten Staaten und sogar die Schweiz haben höhere Quoten an Hochqualifizierten in ihrem Beschäftigungsanteil. Im Wettbewerb um die besten und klügsten Köpfe haben wir derzeit als Europäische Union eine schlechte Ausgangsposition. Wir alle wissen, dass diese Frage für die Zukunft, für die Innovationsfähigkeit unserer Volkswirtschaften entscheidend ist.

In acht Kompromissänderungsanträgen konnte sich Ewa Klamt mit den anderen Fraktionen des Parlaments auf wesentliche Kriterien einigen. Der im Innenausschuss abgestimmte Bericht von Ewa Klamt beinhaltet zunächst die für die Zulassung von hochqualifizierten Drittstaatsangehörigen bedeutenden Kriterien. Dabei handelt es sich zunächst um die Definition des Hochqualifizierten. Es geht um die Frage der Löhne, die bezahlt werden. Der Anwendungsbereich der Richtlinie erstreckt sich zum einen auf Personen, die über einen Hochschulabschluss verfügen, und zum anderen auf Personen, die eine vergleichbare, mindestens fünfjährige Berufserfahrung vorweisen können. Die Kommission hatte zunächst eine dreijährige Berufserfahrung vorgeschlagen. Auch beim Gehaltskriterium geht das Europäische Parlament einen Schritt weiter. Die Gehaltsuntergrenze soll das 1,7fache des durchschnittlichen Bruttojahreslohns betragen. Der Rat geht vom 1,5fachen aus. Ich möchte deswegen unterstreichen, dass das Europäische Parlament hier eine höherwertige Definition des Hochqualifizierten einfordert.

Das Nächste ist die Frage des *brain drain*. Eine wichtige Fragestellung. Wie gehen wir mit dieser Herausforderung um? Es soll keine Rekrutierung von Hochqualifizierten aus Drittstaaten geben, die dort dringend benötigt werden. Ein Antrag auf Erteilung einer *blue card* kann abgelehnt werden, wenn *brain drain* ein echtes Problem darstellt. Wir müssen andererseits auch ehrlich sehen, dass wir, auch wenn wir *brain drain* ernst nehmen, im weltweiten Wettbewerb stehen und deswegen die Befristung notwendig ist, die mit der *blue card* ja vorgesehen ist.

Für die Attraktivität Europas als Zuwanderungsraum für Hochqualifizierte sind natürlich nicht nur Verwaltungsfragen entscheidend. Es geht um kulturelle Fragen, es geht um das Offensein für Zuwanderung, um die besten Köpfe. Aber den europäischen Mehrwert, den wir durch die *blue card* bekommen, dürfen wir auch nicht vernachlässigen. Erstmals gelingt es uns, ein europaweit einheitliches Zulassungssystem aufzubauen. Das ist ein echter europäischer Mehrwert.

Für uns ist für die morgige Abstimmung noch zusätzlich wichtig, dass wir einen Sonderantrag eingebracht haben, der die Gemeinschaftspräferenz unterstreicht. Das heißt, wenn es für Jobs qualifizierte innereuropäische Kolleginnen und Kollegen gibt, müssen diese einer *blue-card*-Vergabe vorgezogen werden. Wir müssen auch unterstreichen, dass wir uns alle einig waren – und das sollten wir in den Heimatstaaten auch so kommunizieren –, dass wir zwar die Verfahren vereinheitlichen, aber keine europäischen Quoten festlegen wollen, das heißt nicht definieren wollen, wie viel Zuwanderung es geben soll. Das muss und soll in nationaler Kompetenz bleiben. Im Namen der Berichterstatterin darf ich allen Beteiligten nochmals herzlich danken. Ich hoffe, dass wir morgen ein ähnlich gutes Ergebnis bekommen, wie wir es bereits im Innenausschuss hatten.

3-166

Patrick Gaubert, rapporteur. – Monsieur le Président, mes chers collègues, je suis particulièrement heureux que notre débat législatif d'aujourd'hui soit consacré à l'immigration légale, nous permettant de participer ici à un débat qui ne se focalise pas ou qui ne se focalise plus sur la criminalisation de l'immigration illégale, mais qui mette l'accent, à juste titre, sur les aspects positifs et l'apport considérable de l'immigration légale à nos sociétés européennes.

Il est important de rappeler aux Européens, dans le contexte démographique actuel, la contribution significative de l'immigration à la prospérité et au développement économiques de l'Union européenne. Les prévisions démographiques dont nous disposons actuellement font apparaître des risques majeurs sur la viabilité des régimes de retraite, de santé et de sécurité sociale.

Face à ces situations, l'Union européenne a fait un choix clair: promouvoir une politique commune de l'immigration qui incite à une immigration légale, économique, gérée efficacement en fonction des besoins des marchés nationaux. Ainsi, ce sont deux textes législatifs d'envergure dont nous débattons aujourd'hui, des textes pragmatiques, censés répondre à des besoins de main-d'œuvre clairement définis par nos États membres.

En adoptant ces deux textes simultanément, le Parlement européen lance un message clair, d'ouverture, que nous devons pleinement saisir pour expliquer à nos opinions publiques, à nos concitoyens et aux pays tiers ce que nous faisons de positif en matière d'immigration. Nous n'avons pas à rougir de nos choix en la matière et nous n'avons pas de leçons à recevoir sur ce point par les dirigeants de pays tiers qui ne sont pas capables de mener des politiques appropriées pour éviter que leurs populations ne risquent leur vie pour trouver, en Europe, des conditions meilleures.

Pour me focaliser sur la directive de procédure unique dont je suis le rapporteur, premièrement, la proposition instaure un système de guichet unique pour les ressortissants de pays tiers qui souhaitent résider dans un État membre afin d'y travailler. Elle prévoit une procédure de demande unique plus simple, plus courte, plus rapide, à la fois pour l'employeur et pour le migrant, l'objectif étant de réduire les procédures bureaucratiques et de simplifier les démarches administratives. Cette procédure et ce titre unique faciliteront également les contrôles de validité des titres, tant pour l'administration que pour les employeurs.

Deuxièmement, la proposition de directive assurera une égalité de traitement à l'ensemble des ressortissants des pays tiers dans un certain nombre de domaines. La reconnaissance des droits sociaux et économiques fondamentaux d'immigrants légalement présents sur les territoires de l'Union européenne et des nouveaux arrivants contribuera à l'amélioration de leur intégration, et donc à une meilleure cohésion sociale.

L'égalité de traitement concerne les conditions de travail, la santé, la sécurité sur le lieu de travail, l'éducation, la formation professionnelle, la reconnaissance des qualifications, la sécurité sociale – y compris les soins de santé –, l'exportation de pensions versées, l'accès aux biens et aux services ainsi que des avantages fiscaux.

Des restrictions réalistes sont effectivement prévues, mais nous veillerons à ce qu'elles ne soient pas plus larges que ce qui est prévu dans la "carte bleue". Les intérêts des immigrés doivent être pris en compte et leurs droits doivent être protégés. En effet, les chiffres démontrent que le taux de chômage des immigrés est supérieur à celui des citoyens de l'Union européenne, qu'ils occupent souvent des emplois précaires et que la maîtrise de la langue du pays d'accueil reste une barrière importante.

Les deux textes proposés par la Commission, dont je remercie ici le bon sens, correspondent à l'idée que l'on se fait de la politique d'immigration, une politique raisonnablement ferme et humaine. Je remercie également le Conseil et la Présidence française pour les efforts exceptionnels et assez rapides qu'ils ont accomplis, afin que nous aboutissions à une adoption rapide de ces deux textes qui sont parfaitement complémentaires.

3-167

Jean-Pierre Jouyet, *Président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, Messieurs les rapporteurs, Manfred Weber et Patrick Gaubert, Mesdames et Messieurs les députés, Monsieur le Vice-président de la Commission, cher Jacques Barrot, Monsieur Weber, je vous prie de transmettre toutes nos condoléances et toute notre sympathie à Mme Klamt qui, bien sûr, ne peut être parmi nous.

Il y a presque quatre ans, en janvier 2005, la Commission européenne annonçait un débat important sur les perspectives d'une politique européenne volontariste en matière de migration économique. Force fut de constater que les résistances et les réticences étaient encore nombreuses et qu'un long travail était encore nécessaire pour parvenir à un consensus sur ce point. Patrick Gaubert l'a rappelé. Il a rappelé également combien il était frappant de constater à quel point les esprits ont mûri depuis cette date. Les migrations économiques sont devenues le premier pilier de la politique commune d'immigration, que les États membres ont choisi d'adopter en approuvant le Pacte européen sur l'immigration et l'asile, au Conseil européen du 16 octobre dernier.

Le Parlement européen va voter aujourd'hui, en plénière, sur les deux premiers textes communautaires qui instituent des outils communs en matière de migration économique. Le premier, la carte bleue, permettra l'accès à l'ensemble du territoire européen de travailleurs hautement qualifiés et leur garantira un socle de droits et de facilités administratives.

Le second, le titre unique, qui fusionne titre de séjour et autorisation de travail, permettra une réduction significative des difficultés administratives pour toutes les personnes qui viendront travailler légalement sur le territoire de l'Union européenne et leur garantira une série de droits dans toute l'Union.

Ces deux textes apportent la démonstration que l'Union est véritablement engagée dans la promotion de la migration légale, comme l'ont rappelé les rapporteurs, qu'elle est désireuse de faciliter la vie des ressortissants de pays tiers qui séjournent légalement sur notre territoire, bref, qu'elle n'est pas l'Europe forteresse que certains veulent voir en elle.

Je salue à mon tour le travail accompli par les rapporteurs sur ces deux propositions. C'est leur travail qui a rendu possible une coopération très active, que je me plais à souligner, entre le Conseil et le Parlement européen tout au long de ces travaux.

J'aborderai tout d'abord le dossier de la carte bleue. Moins d'un an après la présentation de la proposition de la Commission, le Conseil est parvenu à dégager une orientation générale. Ce ne fut pas une tâche facile compte tenu de la règle de l'unanimité. Le Conseil a tenu compte, grâce à l'excellente coopération que nous avons eue avec Mme Klamt, de nombreux éléments de réflexion du Parlement européen, qu'il s'agisse de la définition des bénéficiaires de la carte, des conditions de sa délivrance, de l'attention portée au mode de recrutement éthique et aux possibilités de migration circulaire, ainsi que de la suppression des discriminations en fonction de l'âge ou des flexibilités nécessaires sur la durée de la carte.

Il y a un point qui est sensiblement différent dans la position du Parlement européen et du Conseil, c'est la question du critère salarial. Le Conseil a retenu un seuil plus bas, avec des dérogations complémentaires possibles pour les secteurs en pénurie, ce qui ouvre le bénéfice de la carte bleue à davantage de personnes. J'espère que le Parlement européen, compte tenu des propositions qui ont été faites, pourra accepter la position du Conseil et élargir ainsi le champ de cette carte bleue.

Ces travaux promettent un succès qui adressera un triple message à nos concitoyens européens, un message sur la détermination de l'Europe à organiser les possibilités de migration légale, notamment à des fins professionnelles. C'est pour ainsi dire le premier texte à s'inscrire dans le cadre de cet objectif spécifique. Un message aussi sur la réactivité de la construction européenne, avec ce symbole que deviendra la carte bleue européenne, qui permettra une véritable mobilité intra-européenne pour les ressortissants des pays tiers hautement qualifiés et les membres de leur famille, dans le respect des compétences de chaque État membre qui conserve, bien sûr, la maîtrise du marché du travail. Le troisième message, c'est celui qui a trait à l'importance que l'Union attache au renforcement de l'attraction exercée sur les compétences et les talents dans un monde désormais globalisé, conformément aux efforts engagés pour stimuler la compétitivité de l'Europe dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

L'Union européenne concilie ainsi ce souhait de renforcer son attractivité avec sa fidélité à ses engagements en faveur du développement des pays les plus pauvres. Le Conseil a veillé à introduire dans la directive toute une série de dispositions destinées à prévenir et à limiter la fuite des cerveaux. Je voudrais l'assurer solennellement ici et j'y reviendrai, bien sûr, dans les réponses aux différentes interventions que vous ne manquerez pas de faire, car je sais votre attachement tout à fait légitime à une coopération efficace et équitable avec les pays d'origine, notamment africains.

J'en viens maintenant à la directive qui institue un permis unique, qui fusionne le titre de séjour et l'autorisation de travail. Il s'agit là aussi d'un texte important qui facilite considérablement les migrations économiques dans un cadre qui soit légal, transparent, réactif et prévisible, qui réduit les lourdeurs administratives qui, trop souvent, freinent les migrations pourtant nécessaires à l'équilibre économique et démographique de l'Union. Ce texte établit, surtout, pour la première fois un socle commun de droits pour tous les travailleurs des pays tiers travaillant et résidant légalement dans l'Union.

L'accueil initial réservé à cette directive ne permettait pas d'envisager de progrès substantiels dans un avenir proche. Les travaux qui ont été menés sur la carte bleue ont néanmoins permis de défricher peu à peu le terrain sur ce dossier difficile. La Présidence ne ménage pas ses efforts pour avancer le plus loin possible dans l'examen de cette proposition, en tenant naturellement le plus grand compte des positions de votre Assemblée.

Les travaux se sont ainsi intensifiés sur ce texte, et nous avons bon espoir d'être en mesure d'en fixer les principaux éléments d'ici la fin décembre. La proposition sera examinée pour la première fois par les ministres lors de la session du Conseil "Justice et affaires intérieures" des 27 et 28 novembre prochains. Bien évidemment, un signal positif du Parlement européen sur l'opportunité et la valeur ajoutée de ce texte renforcera le mouvement qui commence à se dessiner et qui peut ouvrir la voie à l'adoption finale de cette directive qui simplifie, bien évidemment, la vie des migrants.

3-168

Jacques Barrot, *Vice-président de la Commission*. – Monsieur le Président, à mon tour, je voudrais remercier chaleureusement les rapporteurs, Mme Klamt - et je m'associe au témoignage de sympathie que M. le ministre Jouyet lui a adressé - et, bien sûr, M. Patrick Gaubert. Leurs rapports sont de grande qualité et je remercie les deux rapporteurs de la commission de l'emploi et des affaires sociales, Mme Jeleva et M. Masiel. Je remercie aussi M. Manfred Weber, qui a bien voulu remplacer Mme Klamt.

Les deux propositions de directive sont les premières d'une série annoncée par la Commission en 2005 dans son plan d'action sur la migration légale. Elles sont importantes tant pour les migrants eux-mêmes que pour nos États membres et leurs entreprises. Et, pour reprendre les propos de Patrick Gaubert et les propos que vous venez de tenir, cher Jean-Pierre Jouyet, elles montrent la véritable portée de ce pacte pour l'immigration et l'asile dont la Présidence française a permis le bon aboutissement, et elles prouvent que ce pacte est, en effet, équilibré et qu'il manifeste aussi la volonté des Européens

de s'ouvrir à ces flux migratoires qui peuvent être particulièrement utiles et s'avérer très positifs pour l'avenir de notre société européenne.

Donc ces deux textes nous permettent de montrer le visage d'une Union européenne ouverte, accueillante aux ressortissants des pays tiers, qui peuvent ainsi y résider et y travailler légalement à tout niveau de qualification, évidemment dans la pleine jouissance de leurs droits. Ils prouvent aussi la capacité de l'Union européenne à se mettre d'accord sur les instruments communs de l'immigration économique et à trouver ainsi un équilibre approprié entre les attentes d'une société, les droits des migrants et les besoins de leurs pays d'origine.

Je vais d'abord commencer par l'instrument horizontal, la directive sur le permis unique et les droits des travailleurs migrants. Je me félicite de voir confirmées les grandes lignes de la proposition originelle de la Commission, notamment pour ce qui concerne la procédure unique, le permis unique pour les ressortissants des pays tiers admis comme travailleurs, et en ce qui concerne le socle commun de droits pour tous, pour tous les migrants travaillant légalement, quelle que soit la raison initiale de leur séjour.

Il est absolument fondamental de veiller à ce que tous les ressortissants des pays tiers qui travaillent légalement jouissent du même socle minimum de droits dans tous les États membres: c'est en effet, me semble-t-il, conforme à tous les grands principes européens concernant les droits fondamentaux.

De plus, votre rapport, Monsieur Gaubert, suggère des éléments nouveaux ou additionnels que la Commission peut soutenir. Je voudrais notamment citer trois amendements: l'amendement qui accorde un droit de séjour temporaire en cas de retard de l'administration dans l'examen d'une demande de renouvellement, les amendements qui renforcent les droits procéduraux, enfin les amendements qui prévoient la possibilité de postuler pour le permis unique quand on réside déjà légalement dans l'État membre.

La Commission comprend et peut aussi souscrire à la volonté du Parlement européen d'éliminer toute restriction dans l'article qui prévoit l'égalité de traitement et, me tournant vers la Présidence, je souhaite que dans la mesure du possible, le Conseil puisse évidemment se montrer ouvert à tous ces amendements.

J'en viens maintenant à la proposition de directive "carte bleue européenne" dans le rapport de Mme Klamt, que nous a rappelée M. Weber. Cette carte bleue européenne vise à améliorer l'attractivité de l'Union, sa capacité à attirer les travailleurs hautement qualifiés des pays tiers pour que l'immigration légale contribue à renforcer la compétitivité de notre économie en complément de la stratégie de Lisbonne.

Le rapport soumis à votre Assemblée se rallie à la Commission sur la nécessité, sur l'urgence d'instaurer en Europe ce système commun. Donc, la Commission souscrit volontiers aux conclusions du rapport, sous quelques réserves. D'abord, la Commission est certainement favorable aux amendements qui rendent le régime plus attractif, comme ceux par exemple qui visent à éliminer toute restriction à l'égalité de traitement et à l'accès au marché du travail après deux ans comme détenteur d'une carte bleue. Ensuite, l'inclusion des réfugiés dans la catégorie des résidents légaux pouvant bénéficier de ce régime; cette facilité était absente de la proposition initiale, elle nous paraît intéressante à tous points de vue, politique, humanitaire et économique.

Enfin, le maintien du critère de l'expérience professionnelle dans certaines professions; dans le secteur des nouvelles technologies en particulier, l'expérience et les capacités de la personne comptent plus que les diplômes éventuels.

À l'inverse, la Commission ne peut pas accepter l'amendement visant à limiter la délivrance de la carte bleue aux ressortissants des seuls pays avec qui l'Union aurait signé des accords. Certes, cet amendement vise à réduire les effets négatifs éventuels sur les pays en développement, mais la Commission estime que cela finirait par limiter excessivement l'application de la directive. En outre, cela risquerait d'induire un risque de discrimination pour les migrants hautement qualifiés qui pourraient alors utiliser les systèmes nationaux sur lesquels ni la Commission, ni votre Parlement n'ont de pouvoir de contrôle.

De même, vous voyez mes réserves sur le fait de rendre facultative la dérogation à l'acquis permettant la migration circulaire. Une réserve qui est franchement un désaccord. La possibilité de pouvoir rentrer pendant deux ans dans le pays d'origine sans perdre le statut de résident de longue durée est essentielle si nous voulons rendre possible les échanges de personnel entre universités ou hôpitaux, par exemple, ou encore pour encourager l'engagement des diasporas dans le développement des pays d'origine. Cela limiterait la migration circulaire que nous voulons de plus en plus voir se développer.

Enfin, je dirai un mot sur la nécessité de tenir compte évidemment de l'état du marché du travail. Comme l'a rappelé Manfred Weber, nous avons une Europe où les marchés du travail sont séparés et il appartient effectivement à chaque État de voir le nombre d'immigrants susceptibles d'être accueillis. Évidemment, il ne faut pas oublier non plus qu'il y a dans ce domaine du marché du travail le devoir d'accueil de tous les ressortissants européens des autres États membres.

Pour conclure, je me tourne vers la Présidence, cher Monsieur le Ministre Jean-Pierre Jouyet, en souhaitant que dans toute la mesure du possible, les ministres qui seront réunis la semaine prochaine en Conseil puissent puiser le plus possible dans les amendements du Parlement européen qui apportent certainement une valeur ajoutée et j'espère ainsi que nous pourrons, avant la fin de l'année, montrer que cette Europe, loin de se refermer sur elle-même, se veut ouverte à ces flux migratoires, tout en sachant que nous voulons de plus en plus aller vers une gestion concertée des flux migratoires avec les pays d'immigration.

(Applaudissements)

3-169

Danutė Budreikaitė, *Vystymosi komiteto nuomonės referentė*. – Mėlynosios kortos pasiūlymu tikimasi, kad į ES bus pritraukta kvalifikuota darbo jėga, suteikiamos jai sąlygos atvykti trumpalaikiai, bet tuo pačiu pasilikti ir ilgalaikiai. Pasiūlyme teigiama, kad nebus protų nutekėjimo, o vyks protų grįžimas atgal - cirkuliacija. Tai mažai tikėtina.

Kaip atrodo pasiūlymas vystomojo bendradarbiavimo politikos kontekste?

Įdiegus Mėlyną kortą, iš besivystančių šalių išvyks specialistai, kurių parengime dalyvavo ir ES, ypač iš jautriausių sričių – švietimo ir sveikatos apsaugos. Tų specialistų trūkumą, matyt, turės padengti mūsų šalių savanoriai.

Tuo labiau, kad prie etikos suteikiant Mėlyną kortą – nekviesti specialistų iš besivystančioms šalims jautrių sektorių – neprisideda Jungtinė Karalystė, Airija ir Danija. Tokiu atveju iniciatyvos remti besivystančias šalis atrodo nenuoširdžios. Matyt, vis tiksliai dominuoja verslo interesai.

Realiai Mėlynoji korta gali atnešti besivystančioms šalims didelių intelektinių nuostolių.

3-170

Jan Tadeusz Masiel, *Sprawozdawca komisji opiniodawczej*. – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Panie Ministrze! Dyrektywa w sprawie przyjmowania na terytorium Unii pracowników wysoko wykwalifikowanych z krajów trzecich to pierwszy cenny krok w kierunku wspólnej polityki imigracyjnej Unii Europejskiej. Jest to pierwsza tak poważna próba ograniczenia imigracji nielegalnej i promowania imigracji legalnej w Europie.

W przygotowaniu instrumentu niebieskiej karty byliśmy podzieleni pomiędzy obawą, że będzie ona przedmiotem nadużyć ze strony obcokrajowców a nadzieją, że nowoprzybyli do Europy zaspokoja potrzeby naszego rynku pracy i przyczynią się do rozwoju naszej gospodarki. Niebieska karta ma się stać kartą wizytową Europy czyniąc ją atrakcyjnym miejscem pracy i życia dla wykwalifikowanych pracowników, których potrzebują nasze małe i średnie przedsiębiorstwa.

Dla Komisji Zatrudnienia i Spraw Socjalnych, którą dzisiaj reprezentuję ważne było, by pracownicy spoza Unii Europejskiej nie byli u nas gorzej traktowani aniżeli nasi obywatele. Stąd też należało zadbać o jednakową płacę za jednakową pracę, zapewnić możliwość łączenia rodzin oraz zagwarantować dostęp do podstawowych zdobyczy społecznych w celu uzyskania szybkiej i pełnej integracji pracowników. Na koniec chciałem podziękować za współpracę sprawozdawcom ceniom i powiedzieć prezydencji francuskiej, że Komisja Zatrudnienia i Spraw Socjalnych pracując szybko dołożyła starań, by pomóc w realizacji jej celów przed końcem kadencji.

3-171

Румяна Желева, *докладчик по становището на комисията по заетост и социални въпроси*. – Поздравявам колегата Gaubert за доклада по директивата за единно разрешително за пребиваване и работа на гражданите на трети страни на територията на Съюза. Аз бях докладчик по становището на комисията по труда и социалните въпроси за тази директива. Като представител в Европейския парламент от България, една от десетте страни-членки с наложени преходни периоди, аз се противопоставям настойчиво на лишаването от свободен достъп до пазара на труда на една значителна част от европейската работна сила. По тази причина, аз приветствам усилията на европейските институции за осигуряването на равно третиране на всички, които пребивават и се трудят легално в Съюза.

Предназначението на тази директива е да бъде хоризонтален инструмент, като се има предвид, че вече действат или предстои да бъдат приети специфични директиви. Тук визирам директивите за сезонните работници, дългосрочно пребиваващите, "синята карта", която също разискваме днес. По време на изработването на становището, аз имах подкрепата на колегите от нашата парламентарна комисия и смятам, че ние предложихме текстове, които балансирано определят правата на работниците от трети страни. Тук искам да спомена правото на образование, признаване на дипломи и сертификати, условия на труд, достъп до социално осигуряване, данъчни облекчения и други. Тази директива дава минимален общ набор от права на работниците от трети страни, свързани с труда. Следователно, дадените права не следва да надхвърлят тези, гарантирани от специфичните директиви. Именно по тази причина предложението на Европейската комисия предвижда известни условия за упражняването на дадените права. В гласувания от комисията по труда окончателен вариант на становището,

обаче, такива условия липсват. Това ни доведе до ситуация, при която има очевидни несъответствия както с планираното в европейската "синя карта", така и с гарантираното от други специфични директиви, например с тази за дългосрочно пребиваващите работници от трети страни в Съюза.

Уважаеми колеги, във време на финансова и икономическа криза е наложително да бъдем реалисти. Като докладчик на комисията по труда и социална политика, аз ви призовавам да погледнем отговорно и да гласуваме в пленарна зала един логически издържан и непротиворечив документ.

3-172

Kinga Gál, a PPE-DE képviselőcsoport nevében. – Köszönöm szépen a szót, elnök úr. Biztos úr, tisztelt kollégák. Fontos és hosszú távú jelentéseket vitat meg most és fogad el holnap a Parlament ebben a migrációs rendeletről.

Jelenleg az Unióban 27 különböző rendszer szabályozza a harmadik államok állampolgárainak helyzetét. A két új irányelv egyszerűbb procedúrát biztosít a magasan képzett munkavállalók számára, illetve magában foglalja az egyszerűbb belépés és tartózkodás lehetőségét. Láthatjuk, hogy jól működő kompromisszumos rendszert képes bevezetni ez a két rendelet a mai fragmentált szabályozás helyett.

Az Európai Néppárt jelentésteveői ebben komoly, érdemi munkát végeztek. A kiemelten képzett munkaerő alkalmazásáról szóló jelentés, amely a „kék kártya” néven vált ismertté, kiegyensúlyozott, jó jelentés. Külön dicséret illeti Ewa Klamt jelentésteveőt. Hasonlóan gratulálunk Gaubert úrnak jelentéséhez.

A Néppárt ugyanakkor elkötelezett amellett, hogy az uniós állampolgárok részére a preferenciális eljárás klauzúljája mindenképp az irányelv fontos része legyen. Felhívom tehát azon kollégáink figyelmét, akik a preferenciális bánásmód elvét kifogásolják, és ezért módosításaikkal kivennék ennek az elvnek a rögzítését a jelentésből, hogy magyar állampolgárként, de akár valamennyi új tagállambeli polgár nevében elfogadhatatlannak tartom, hogy ne legyen egyértelműen rögzítve, hogy a tagállam munkavállalója előnyt élvez az Unió kívüli, harmadik állam munkavállalói előtt.

Különösen olyankor elfogadhatatlan és tükröz kétszínűséget ez a hozzáállás, mikor mi, új tagállamok polgárai a mai napon, és még ki tudja meddig, diszkrimináltak vagyunk a munkaerőpiac hozzáférése esetében számos régi tagállamban. Európának szégyene, hogy úgy beszél a közös Unióról, hogy még mindig másodosztályú polgároknak kezeli az új tagállamok polgárait ezen a területen. Köszönöm a figyelmüket.

3-173

Javier Moreno Sánchez, en nombre del Grupo PSE. – Señor Presidente, le pido que estas primeras palabras no las incluya, por favor, en la máquina infernal del tiempo, porque mis primeras palabras son para sumarme al mensaje de condolencia, expresado por esta Cámara y dirigido hacia la señora Klamt, y, sobre todo, para felicitar a los ponentes.

Ahora sí que empiezo. Felicito a los ponentes porque, con estas dos propuestas, estamos dando un paso cualitativo hacia una política común de inmigración y entramos en la promoción de la inmigración legal, pilar clave del enfoque global que defendemos.

El marco general de derechos y el permiso único de residencia y trabajo para los emigrantes legales, deben extenderse al mayor número de trabajadores. Por eso, los socialistas pedimos que no se excluya a ninguna categoría de trabajadores.

La denominada «tarjeta azul» brinda una oportunidad para que los emigrantes se instalen con sus familias y trabajen en nuestros países. Les abre una puerta única a 27 mercados laborales. Ahora bien, por esta puerta no sólo deben entrar los trabajadores altamente cualificados. Por ello, esperamos, señor Comisario, que la Comisión nos presente en breve sus propuestas relativas a las otras categorías laborales.

Señorías, debemos luchar contra la fuga de cerebros. Esta tarjeta azul no debe convertirse en un pasaporte que favorezca una sangría de recursos humanos vitales en los países en desarrollo. Por ello, desde el Grupo Socialista queremos que, por cada profesional cualificado que venga a Europa, costeemos la formación de un nuevo profesional en el país de origen.

Por último, Europa debe ser un destino atractivo, no sólo para los talentos venidos de fuera de la Unión, sino también para los nuestros. En 2007, casi 300 000 europeos altamente cualificados se marcharon a trabajar fuera de la Unión. Hagamos todo lo posible por mantenerlos en la casa europea.

3-174

Janine Hennis-Plasschaert, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, it seems as though Conservatives and Socialists are hand in glove with each other on the Blue Card, leaving my group lost in amazement, to be honest. For a while now, the EU has been trying to come up with a comprehensive package on migration, including measures to tackle illegal migration as well as measures to push Europe's forward-looking strategy on legal migration.

You might remember the very emotional debate on the Return Directive. At the time, the ALDE Group said that the return policy could not be looked upon in an isolated way: it should be seen as an integral part – a necessary part – of a total package for migration, which is still very true. Today, we finally have the chance to give a strong message on the need for better opportunities for legal migration, to address the demands of businesses in urgent need of qualified workers.

The fact that we could not expect too much from the EPP on legal migration is unfortunate, but could in a way be foreseen. The fact that the PSE is, broadly speaking, happily in line with the EPP on the Blue Card amendments makes my hair stand on end. Following the vote in the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs, the scheme has been watered down significantly. Far too many restrictions have been introduced, which do not help in any way when trying to make the EU more attractive to highly qualified workers.

It must be clear that the intention of the Blue Card is to increase the competitiveness of the EU economy. The Blue Card proposal is not an easy attempt to take the best and leave the rest, thereby creating a brain drain from developing countries.

The current trend is that the vast majority of the highly qualified workers emigrate to the US, Canada or Australia instead of the EU. If we want to reverse this trend, we have to be ambitious. This House is about to adopt a report that would weaken an already very modest Commission proposal even further. To be clear, the ALDE Group is a very strong supporter of the Blue Card. However, we feel that the current text does not bring about the much-needed change for legal migration but that it confirms Member States' protectionist practices instead.

We all know that the Council has been excellent in making ambitious statements, but we also know that, too often, effective decision-making is constrained by the inability of the Member States to really work together in their mutual interest and that effective decision-making in this field is being undermined by a very emotional and muddled debate on legal migration, owing to a lack of focus.

The Tampere Programme, the Hague Programme, the French immigration pact, the Stockholm Programme coming up – at the end of the day it all comes down to the transposition of these basic commitments into concrete and effective measures. If we want the EU to benefit from the proposed scheme, we have to be ambitious and therefore I hope you will vote accordingly tomorrow.

3-175

Bogusław Rogalski, *w imieniu grupy UEN*. – Panie Przewodniczący! Jak alarmują dane, Unia Europejska nie jest miejscem powszechnie wybieranym przez wysoko wykwalifikowanych pracowników z krajów trzecich, w przeciwieństwie do takich krajów jak Stany Zjednoczone, Kanada bądź Australia. Na przykład, do Unii przybywa jedynie 5,5 % wysoko wykwalifikowanych migrantów z krajów Maghrebu, podczas gdy Stany Zjednoczone czy Kanada przyjmują ich około 54 %. Powodem tego zjawiska jest ogromne zróżnicowanie systemu przyjmowania migrantów w Unii, co znacznie utrudnia im przemieszczanie się z kraju do kraju. Jedynie sześć państw członkowskich posiada specjalny program zatrudniania wysoko wykwalifikowanych migrantów.

Istotne jest zatem wprowadzenie bardziej spójnego podejścia państw członkowskich do europejskiej polityki migracyjnej, uwzględniającego kwestie integracyjne oraz polityczne. Niezbędne jest ujednolicenie przepisów w celu kontroli nad przepływami migracyjnymi zarówno do, jak też wewnątrz Europy, po to właśnie, żeby dać wysoko wykwalifikowanym emigrantom większą szansę.

3-176

Jean Lambert, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, I would like to thank the rapporteurs for their positive approach on these partial – but very long-awaited – more positive measures on migration and the position of third-country nationals within the European Union. I welcome too the Commission's more positive view of certain of Parliament's amendments.

The starting point for my group, the Greens, has been to have rights which are as equivalent as possible to those of EU nationals – a common set of rights – and for the system to be as open and as welcoming as possible. I thoroughly agree with Members who have said that it is a scandal that EU nationals are not at present treated on an equal basis, but I would urge Members not to share the cautious approach of our Member States in giving our own nationals equal treatment by penalising third-country nationals.

There is absolutely no doubt that the EU has a need of workers at a variety of skill levels. We want people who want to come to use and develop their skills from a wide variety of countries – India, New Zealand, Ghana, China, wherever – and that is why we will not be supporting Amendment 84, nor indeed Amendment 24, which talks about granting Blue Cards only to those highly qualified migrants from countries with which we have previously concluded partnerships. I am not sure what the United States would say about that.

It is true that we need to be careful regarding certain sectors in the world's poorest countries, but we also need to be careful that these are not the only people who cannot develop their skills in the European Union. We also need to take care that we

are not using this particular proposal in order to write a general development policy. This is a global proposal. It covers all potential countries in the world. Yes, we also need to maximise the skills in our own Member States and that is why we support the amendment recalling, for example, the anti-discrimination legislation, which we also hope will be ambitious in its next stage.

So we will support all amendments which safeguard the rights of individuals and we will vote against those which try to delete those rights. We welcome the efforts to simplify procedures, but we too regret that Parliament has not been more ambitious, especially on the Blue Card, and that it has, in fact, put further hurdles in the way. So it is unlikely that we will be supporting that proposal as it is, although we certainly support the idea in principle.

3-177

Giusto Catania, *a nome del gruppo GUE/NGL*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, anch'io a nome del mio gruppo mi associo alle condoglianze nei confronti della signora Klamt.

Vorrei entrare nel merito della discussione di oggi immediatamente, considerando che l'Unione europea continua ad assumere una politica schizofrenica rispetto all'immigrazione. Si fa nelle politiche degli Stati membri: i paesi membri hanno sottoscritto il patto sull'immigrazione e l'asilo, in cui si scrive esplicitamente che l'immigrazione zero è dannosa e irrealistica per l'Unione europea, tranne poi scoprire che il ministro degli Interni del mio paese predica la chiusura delle frontiere per i prossimi due anni.

E continua a essere schizofrenica la politica comunitaria sull'immigrazione. Ha ragione l'onorevole Gaubert quando dice che siamo davanti a una crisi demografica in Europa e abbiamo bisogno di un'ulteriore immigrazione e la Commissione ce lo spiega: abbiamo bisogno di 50 milioni di immigrati entro il 2060, però non facciamo niente per farli entrare, anzi abbiamo armonizzato prioritariamente la politica del rimpatrio.

Oggi discutiamo su un permesso unico di residenza e lavoro esclusivamente per quelli che già sono presenti nel territorio dell'Unione europea, istituiamo la Carta blu per i lavoratori altamente qualificati che incidono solo tra l'1,5 e il 3% sul tasso di immigrazione in Europa, quindi una parte minima rispetto alle esigenze reali dei lavoratori di cui c'è bisogno in Europa.

Nell'Unione europea sono presenti attualmente circa 6 milioni di lavoratori irregolari che già sono assorbiti dal mercato del lavoro e che sono tenuti in condizione irregolare perché evidentemente la clandestinità fa comodo per abbattere il costo del lavoro e limitare le tutele sociali.

Noi pensiamo che bisognerebbe partire da un processo di regolarizzazione di questi lavoratori che già sono assorbiti nel mercato del lavoro, pensiamo che la Carta blu sia un'idea sbagliata, quella di fare una selezione a monte dell'immigrazione, pensiamo che la definizione dei lavoratori altamente qualificati sia troppo restrittiva e pensiamo che la preferenza comunitaria sia assolutamente una forma di discriminazione.

Riteniamo opportuno che si cambi completamente la politica sull'immigrazione. Sappiamo leggere il fatto che la Carta blu è il primo segnale per aprire canali legali d'immigrazione, ma questo non è sufficiente per garantire il voto positivo del nostro gruppo.

3-178

Johannes Blokland, *namens de IND/DEM-Fractie*. – Voorzitter, de lidstaten moeten zelf blijven beslissen over de toelating van migranten op hun grondgebied en zo lang er in onze lidstaten mensen zonder werk zijn, blijf ik twijfels hebben bij de noodzaak om legale immigratie te stimuleren.

Het voorstel van de Commissie brengt een eenvoudige procedure niet dichterbij en die suggestie wordt wel gewekt. Naast het voorstel van de Commissie blijven nationale regelingen voor kennismigranten van kracht en zijn aanvullende eisen mogelijk. Wat is dan de toegevoegde waarde van de Europese regeling? Op deze manier wordt geen antwoord gegeven op de vraag van onderwijsinstellingen en bedrijven. Zij willen een eenduidig systeem voor werknemers en studenten van buiten de Europese Unie en dat gaat straks extra administratieve rompslomp opleveren, terwijl minder was beloofd. Ik zou ervoor willen pleiten het immigratiebeleid bij de lidstaten te laten, dan kan elke lidstaat een eigen heldere procedure hebben. In EU-verband kunnen we dan afspraken maken of mensen vrij mogen reizen en zich elders mogen vestigen.

3-179

Carl Lang (NI). – Monsieur le Président, Monsieur le Ministre Jouyet, Monsieur le Commissaire Barrot, je vous remercie chaleureusement. Grâce à vos interventions, vous venez de me fournir l'argumentaire pour mes prochaines campagnes électorales, relativement à cette question de l'immigration, puisque vous parlez vous-même, je cite, d'Union européenne ouverte, de s'ouvrir aux flux migratoires, de bénéfices de la carte bleue ouverte au plus grand nombre, d'attraction sur les compétences, de ne pas freiner l'immigration.

Ne rien voir, ne rien entendre, ne rien comprendre, telle pourrait être la devise des institutions européennes sur cette question de l'immigration, alors que nos peuples d'Europe, depuis vingt ans, souffrent au quotidien, relativement à cette question, avec toutes les conséquences économiques et sociales sur l'identité, sur la sécurité, sur la précarité, sur la pauvreté, sur le chômage.

J'entends ici parler des droits des immigrants, mais qui parle des droits sociaux des travailleurs? Qui parle de ceux qui, par millions et dizaines de millions en Europe, sont dans une situation sociale difficile, qui n'accèdent pas au travail à tous les échelons de la hiérarchie et de qualification?

D'autre part, la politique d'intégration menée en Europe est une véritable politique de désintégration nationale, dont nous sommes victimes par la communautarisation excessive. La carte bleue que vous proposez n'est rien d'autre qu'un appel d'air en direction du monde entier pour attirer des millions d'immigrants nouveaux, alors que ce n'est pas cette politique qu'il faudrait mener, mais une politique de retour au pays, une politique de préférence nationale et communautaire, une politique de protection nationale et communautaire.

Un dernier mot pour vous dire qu'en pillant les élites des pays du tiers-monde, eh bien vous allez interdire le développement économique de ces pays. Ces peuples et ces pays ont besoin de capitaux et de cerveaux. Vous les privez des deux!

3-180

Carlos Coelho (PPE-DE). – Senhor Presidente, Senhor Ministro, Senhor Vice-Presidente da Comissão, caras e caros Colegas, ao contrário do último orador, sou claramente contra a Europa Fortaleza, e por isso apoio políticas activas de admissão de migrantes económicos.

A única forma de ter uma política de imigração equilibrada é ser forte no combate à imigração ilegal e regular de forma corajosa a migração legal. É neste quadro que aprovamos a directiva relativa ao cartão azul.

Não queremos limitar, no entanto, a migração apenas às pessoas altamente qualificadas, deixando de fora todos os outros trabalhadores migrantes com menos qualificações. No decurso dos próximos anos, ambas as categorias são essenciais para o desenvolvimento económico e social da Europa. E estamos a falar de muitos milhões de pessoas.

Por essa razão, apoio igualmente a proposta de directiva que visa instituir um procedimento único de concessão de uma autorização única de residência e de trabalho. Para além de trazer vantagens claras em termos de simplificação, redução da burocracia e facilitação de controlo do seu estatuto, permite que se crie um quadro único e transversal de direitos que deverão ser reconhecidos aos trabalhadores migrantes, legalmente residentes no território da União. Apenas com a excepção dos trabalhadores sazonais e dos altamente qualificados, que terão directivas sectoriais, todos poderão desfrutar de um conjunto de direitos laborais equiparados aos usufruídos pelos nacionais do Estado-Membro de acolhimento.

Este tratamento igualitário, em todo o espaço comunitário, deverá permitir combater eventuais situações de exploração de mão-de-obra e melhorar a integração desses trabalhadores, contribuindo para uma maior coesão social.

Concordo com aquilo que Ewa Klamt sublinha: é útil criar uma via comum de admissão de trabalhadores altamente qualificados, em vez de existirem 27 sistemas diferentes. Concordo com as propostas que a relatora Klamt fez no sentido de se reforçar o grau de exigência das condições de admissão, ao mesmo tempo que se deve reforçar a prevenção da fuga de cérebros.

Aplaudindo os esforços de Klamt e de Gaubert, gostaria de terminar, Sr. Presidente, dizendo que lamento que, uma vez mais, pareça que a opinião deste Parlamento não é muito decisiva. Tudo indica que já há uma decisão política tomada no Conselho, que não esperou pelo voto no Parlamento Europeu, e isso lamento.

3-181

Wolfgang Kreissl-Dörfler (PSE). – Herr Präsident! Lassen Sie mich zuerst der Kollegin Klamt mein herzliches und tiefes Beileid aussprechen und ihr zu diesem Bericht gratulieren.

Ja, wir brauchen auf unseren Arbeitsmärkten Hochqualifizierte aus Drittstaaten, auch weil wir hier zu wenig in Aus- und Weiterbildung investiert und zu viele Fachkräfte in die Arbeitslosigkeit geschickt haben, die jetzt auf dem Markt nicht mehr verfügbar sind. Langfristig muss daher mehr für die Aus- und Weiterbildung im eigenen Hause getan werden, und die Arbeitsmärkte müssen zusätzlich für hochqualifizierte Zuwanderer geöffnet werden.

Die *blue card* ist ein erster richtiger Schritt, sogar mit einer möglichen *triple win* Situation. Erstens, Firmen können mittelfristig einen Teil ihrer offenen Stellen mit Fachkräften besetzen und vom neuen internationalen *Know how* profitieren. Zweitens: Die Hochqualifizierten und ihre engsten Familienangehörigen erhalten eine Perspektive, die sie in ihrer Heimat möglicherweise so nicht finden würden. Und drittens: Indem sie zeitweise oder danach wieder in ihre Heimat zurückgehen, können sie einen wichtigen Beitrag zur wirtschaftlichen Entwicklung ihres Herkunftslandes leisten.

Die Sorge, dass es zu einem *brain drain* kommen kann, ist berechtigt. Daher fordern wir, vor allem im Bildungs- und Gesundheitssektor nicht aktiv in den Herkunftsländern zu werben, die von Abwanderung und mangelnden Arbeits- und Fachkräften betroffen sind. Dennoch, dies ist eine entwicklungspolitische Frage, die wir in diesem Rahmen nicht werden lösen können. Zudem müssen wir bedenken, dass niemand Leibeigener eines Staates ist. So wie auch unsere Bürgerinnen und Bürger ohne allzu große Hürden in anderen Ländern Arbeit suchen oder das Land verlassen können, soll es anderen auch möglich sein, in der EU zu arbeiten.

Für uns gilt dabei natürlich auch gleiches Gehalt für gleiche Arbeit. Natürlich kann man immer wieder etwas verbessern, und das ist auch notwendig. Aber ich halte dies für den ersten Schritt in die absolut richtige Richtung.

3-182

IN THE CHAIR: Edward McMILLAN-SCOTT
Vice-President

3-183

Gérard Deprez (ALDE). – Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord, je voudrais exprimer, comme beaucoup d'autres, mes félicitations à l'égard de nos deux rapporteurs, Mme Klamt, à qui je présente les condoléances de mon groupe, et Patrick Gaubert.

Mais je voudrais, Monsieur Jouyet, y associer aussi la Présidence française parce qu'en ce qui concerne la carte bleue en tout cas, la Présidence française a fait preuve d'un fort degré d'engagement qui a déjà permis l'obtention d'un accord politique au niveau du Conseil. Il ne me semble pas, par ailleurs, que l'insistance ait été équivalente sur le rapport de M. Gaubert.

Avec ces deux rapports, et les collègues l'ont dit, l'Union européenne franchit une étape importante en matière de politique migratoire. Nous le savons tous, et nous l'avons déploré au cours de ces dernières années, on a consacré l'essentiel de notre temps et de notre dispositif à lutter, ce qui est nécessaire, contre l'immigration illégale. Mais aujourd'hui, par ces deux textes, l'Union européenne consacre la nécessité et l'importance d'une politique active d'immigration économique légale. Nous savons tous qu'une immigration économique légale est une nécessité pour le continent européen, et ce n'est pas l'obscurantisme de quelques fascistes qui sera de nature à nous faire changer d'avis.

Le rapport de notre collègue, Patrick Gaubert, en instaurant l'obligation pour les États membres d'octroyer un permis de séjour et de travail unique, vise aussi à assurer le droit des travailleurs migrants à l'égalité de traitement dans un maximum de domaines. Je veux ici adresser un message à mon ami Giusto Catania. Giusto, tu as dit une sottise. Le permis unique ne s'applique pas uniquement aux travailleurs qui sont actuellement sur le territoire de l'Union européenne; l'égalité des droits, c'est aussi pour ceux qui vont venir et pas seulement pour ceux qui sont là. Donc, quand tu critiques quelque chose afin d'avoir des arguments pour rejeter un rapport, il faudrait quand même essayer de le lire correctement, pardonne-moi.

Pour sa part, le rapport de Mme Klamt vise à définir les conditions d'entrée des ressortissants de haut niveau de qualification sur le territoire européen, et nous en avons absolument besoin. Un dernier mot, à ce sujet-là, parce que mes collègues libéraux ont fait des réflexions à cet égard. Je partage avec eux un certain nombre de regrets. Le dispositif – je ne parle pas des principes –, le dispositif est un peu frileux, à certains moments, trop protectionniste, mais fondamentalement, il représente une avancée nécessaire, et c'est la raison pour laquelle, à titre personnel et en tant que président de la commission des libertés publiques, je voterai les deux rapports.

3-184

Mario Borghesio (UEN). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, abbiamo sentito per molti anni, in tema d'immigrazione, una serie di inviti accompagnati da tabelle, secondo i quali ci veniva ammannita la favola bella della necessità - anche rapporti dell'ONU - per l'espansione continua dell'economia occidentale, in particolare dei paesi europei sulla necessità di decine, forse centinaia di milioni di nuovi lavoratori per l'Europa.

Adesso, purtroppo per tutti, la crisi finanziaria costringe tutti, nel nostro paese, persino il più importante sindacato, la CGL, almeno attraverso alcuni esponenti nelle zone del Veneto, dice: "Onestamente, i nostri lavoratori corrono il rischio di perdere il posto di lavoro, bisogna che cominciamo a occuparci seriamente del loro posto di lavoro". Allora fa bene la Commissione a rinnegare tutte queste favole belle del passato e a occuparsi di quel 3% dell'immigrazione che può essere utile ancora, la cui entrata può avere motivi di giustificazione. Cioè all'Europa certamente occorrono e possono essere utili immigrati qualificati, ma c'è un grosso ostacolo rappresentato dai diritti di questi paesi a non vedersi espropriare dei loro cervelli migliori.

Allora questa proposta in sé è buona, manca del suo sviluppo finale, quello di favorire e agevolare il rientro di questi lavoratori specializzati nei loro paesi per salvarli dagli effetti della mondializzazione.

3-185

Hélène Flautre (Verts/ALE). – Monsieur le Président, six mois après le vote honteux, qui nous vaut tant de quolibets et de critiques sur la scène internationale, celui de la directive "Retour", je doute vraiment que l'Union puisse, à l'occasion de l'adoption de ces deux textes sur la carte bleue et le permis unique, se racheter une conduite sur la scène internationale. Pourquoi? Parce qu'on nous annonçait, plutôt avec emphase, la mise en place d'une véritable politique européenne de migration légale, et que l'on se retrouve finalement avec des statuts de travailleurs au rabais, puisque pas d'aide sociale, perte du permis de séjour si perte d'emploi, accès réduit à la syndicalisation et restriction de la liberté de mouvement. Ce n'est pas la marque d'une grande ambition et l'Union n'est pas près de concurrencer les États-Unis ou le Canada avec une telle carte bleue, si cela était un objectif louable, d'ailleurs.

Accorder de vraies garanties de protection sociale, un traitement égal avec les travailleurs nationaux, est-ce vraiment trop demander? Est-ce que l'on préfère réduire ces travailleurs à une force de travail corvéable? Ratifier la Convention de l'ONU sur la protection des travailleurs migrants et des membres de leur famille leur aurait-il garanti trop de droits?

Enfin, je me demande, je vous demande, quelle est la logique à vouloir attirer des travailleurs migrants dans l'Union, tout en refusant de régulariser les personnes qui travaillent déjà sur notre territoire, qui travaillent légalement et qui le font sans permis de séjour? L'Union ouvre une politique de migration légale, mais elle le fait à reculons, et c'est la logique utilitariste et les exceptions à l'égalité des droits décidées par chaque État membre qui risquent de s'imposer. Quand allons-nous comprendre – et assumer, surtout – que les migrations sont une chance, une opportunité en termes de développement humain, en termes de développement économique et social, en termes de développement même des pays du sud et en termes de dialogue interculturel, dont nous faisons tant de cas cette année?

3-186

Eva-Britt Svensson (GUE/NGL). – Herr talman! Genom bl.a. Frontex avisas svårt utsatta människor från EU, och EU bygger svårgenomträngliga murar för många med stort skyddsbehov. Samtidigt så föreslås nu genom "blått kort" att man ska göra en speciell ingång för vissa människor, en särskild ingång för högutbildad arbetskraft, med mycket höga krav på personernas utbildningsnivå, yrkeserfarenhet och med en lägstalön som i exempelvis Sverige måste uppgå till minst 43 000 kronor eller 4 300 euro i månaden. Vanlig arbetskraft eller människor med skyddsbehov göra sig icke besvär. Men personer med hög utbildning – som tredje världen så väl behöver för att kunna förbättra situationen i sina hemländer – de är välkomna. Jag för min del välkomnar öppenhet och invandring, men jag förutsätter att ingen diskrimineras beroende på ursprungsland eller utbildningsnivå.

3-187

Gerard Batten (IND/DEM). – Mr President, the European Union prefers to import yet more migrant labour rather than try to deal with the problem of those Europeans already unemployed in Member States. Successful applicants for the so-called Blue Card work permit, who are allowed to enter one Member State, will be permitted after 18 months to move to another Member State. This includes their family and dependants. This is part of the European Union's emergent common immigration policy, in which it will dictate who can and cannot migrate to Member States and on what terms.

Britain claims to have an opt-out from this policy, but the Queen has given royal assent to the Lisbon Treaty, and we face the prospect of its full ratification by the other Member States. If and when the Lisbon Treaty is fully ratified, Britain's opt-out will prove to be worthless and it is almost certain that we will be forced to comply with this directive.

3-188

Roberto Fiore (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, penso che vi sia un errore strategico da parte dell'Europa nel pensare che dobbiamo importare personale qualificato da altre nazioni, da altri continenti, quando dovrebbero essere i nostri istituti, le nostre scuole, le nostre università a formare secondo un nuovo indirizzo strategico i lavoratori altamente qualificati. Quindi, manca proprio un'idea di quello che sarà il futuro d'Europa e pertanto nessuno pensa chi dovremo chiamare nei prossimi dieci, quindici anni a condurre le nostre fabbriche o gli impianti di alto livello.

Poi, dobbiamo anche dire che questo comporterà sicuramente un abbassamento delle garanzie sociali per coloro che in Italia e negli altri paesi europei svolgono questi lavori. Ci sarà un dumping delle paghe e questo è tipico di alcune politiche sull'immigrazione. E poi, in un momento di crisi drammatica dovuto al crollo finanziario, noi non possiamo pensare che oltre ai nostri disoccupati avremo il problema di disoccupati extracomunitari, che per forza di cose comporteranno un problema all'ordine civile e alla sicurezza dei nostri popoli.

3-189

Dumitru Oprea (PPE-DE). – Nu suntem Europa - fortăreață, spunea dl Jouet. Da, prin cele două rapoarte de astăzi după-amiază, Europa dă dovadă deschiderii sale, acceptă și susține procesul de globalizare. Cred că prin acest permis de lucru european se va rezolva o gamă de probleme ale imigrării ilegale cu care se confrunta Europa. America a demonstrat-o prin Cartea Verde emisă anterior.

Europa trebuia să probeze că este pentru deschidere, cu atât mai mult cu cât, așa cum prezintă raportul, doar 5,5% dintre imigranți se orientau spre Uniunea Europeană, iar 50% dintre cei cu înalte calificări se îndreptau către Statele Unite ale Americii sau Canada. De ce nu suntem atractivi, de ce salariile de aici sunt într-o mare discrepanță cu cele din Statele Unite sau Canada și astfel neatractivitatea devine cât mai evidentă?

În condițiile actualei crize, este un gest de *fair play* făcut de Europa, un gest normal, care trebuie să fie echilibrat cu deschiderea către forța de muncă din exterior. Această politică a cardurilor europene trebuie totuși să fie realizată rațional, încât să nu ducă la grave dezechilibre, iar țările de unde vin specialiștii să provoace mari probleme la originea lor.

3-190

Claudio Fava (PSE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il nostro gruppo è abbastanza soddisfatto di queste due proposte. Abbastanza e non del tutto, lo dimostra la quantità di emendamenti con cui abbiamo tentato di contribuire al miglioramento di questi testi, e abbastanza soddisfatto per un difetto di ambizione, pensiamo che si sarebbe potuto fare meglio e di più.

Ci sono segnali di apertura, di civiltà ai quali subito seguono, anche a volte nel dibattito all'interno di questo Parlamento, segnali di rigidità soprattutto dal Consiglio, di grande e forte protezionismo. Questo riguarda anche la Carta blu: c'è una resistenza su alcuni principi centrali, "uguale lavoro, uguale salario", che è un principio sacrosanto e naturale, ma anche su questo abbiamo trovato qualche punta di asprezza.

Crediamo che sia fondamentale superare il principio della preferenza comunitaria, superare l'idea che ci sia un'Europa che viaggia a due velocità, ragion per cui occorre far prevalere il principio della preferenza comunitaria. Crediamo che sia importante il richiamo al mercato del lavoro, ma il mercato del lavoro non può essere l'unico principio regolatore. Ci sono altri principi inclusivi di civiltà politica e sociale che devono essere dentro le politiche dell'immigrazione. Immigrazione legale vuol dire pari dignità e opportunità oppure torniamo all'immigrazione "choisie", selezionata, parziale, discriminatoria. Vorremmo evitarlo.

Anche per questo a nome del gruppo appoggio la proposta del collega Moreno rivolta alla Commissione: proviamo a pensare a una Carta blu che non sia legata soltanto a quel 3% di immigrati altamente qualificati, ma che cerchi di trovare strumenti legali e concreti di apertura del mercato all'immigrazione. L'immigrazione deve essere inclusione, se diventa scelta non è più una politica positiva.

3-191

Αθανάσιος Παφίλης (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, οι προτάσεις οδηγίας και οι δύο εκθέσεις υλοποιούν τη γενικότερη πολιτική μετανάστευσης της Ευρωπαϊκής Ένωσης, η οποία έχει στόχο την εξασφάλιση φτηνής εργατικής δύναμης για το ευρωπαϊκό κεφάλαιο ώστε να αυξήσει τα κέρδη του.

Η οδηγία για τη χορήγηση μπλε κάρτας εισόδου και εργασίας στην Ευρωπαϊκή Ένωση σε μετανάστες υψηλής ειδίκευσης αποτελεί κλοπή εγκεφάλων από τις φτωχότερες χώρες για να αποκτήσουν τα ευρωπαϊκά μονοπώλια καλύτερη θέση στον παγκόσμιο ανταγωνισμό, ιδιαίτερα, με τις Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής. Δεν προσφέρει ουσιαστικά δικαιώματα και οφέλη στους δικαιούχους, αφού απαιτεί προϋπάρχουσα σύμβαση εργασίας. Ο δε μισθός τους θα είναι και θεσμοθετημένα κατώτερος.

Στην ίδια κατεύθυνση κινείται και η δεύτερη οδηγία και έκθεση για την ενιαία κάρτα διαμονής και εργασίας. Μόνο όποιος έχει εξασφαλισμένη δουλειά θα μπορεί να εισέρχεται στην Ευρωπαϊκή Ένωση και να παίρνει άδεια. Έτσι οι μετανάστες βρίσκονται στο έλεος των εργοδοτών. Απόλυση θα ισοδυναμεί με απέλαση. Για δε τους παράνομους, υπάρχει ο πέλεκυς του Ευρωπαϊκού Συμφώνου Μετανάστευσης με 18μηνη κράτηση, απέλαση και απαγόρευση εισόδου για 5 χρόνια.

Η συνολική πολιτική της Ευρωπαϊκής Ένωσης νομιμοποιεί τη σκληρή και άγρια εκμετάλλευση των μεταναστών και συνολικά των εργαζομένων της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Εμείς στηρίζουμε τον αγώνα των μεταναστών για ίσα εργασιακά και κοινωνικά δικαιώματα, τον αγώνα για υπεράσπιση και διεύρυνση των δικαιωμάτων των εργαζομένων σε ολόκληρη την Ευρωπαϊκή Ένωση.

3-192

Hélène Goudin (IND/DEM). – Ett av argumenten som förs fram för varför EU inte är ett attraktivt mål för invandring av kvalificerad arbetskraft är det faktum att det finns olika regler för inresa och vistelse i medlemsstaterna. I betänkandets motivering står det vidare att läsa att de olika reglerna i medlemsstaterna leder till konkurrens mellan medlemsstaterna själva. Det framhålls som något negativt. Jag skulle vilja säga att det är just detta – att systemet inte varit stöpt i samma form utan att olika lösningar har fått konkurrera med varandra – som gjort Europa framgångsrikt.

Vi kan se att vissa länder lyckats bättre, exempelvis Sverige. Där har man bl.a. satsat på utbildning och språkundervisning som gjort Sverige till ett ytterst konkurrenskraftigt land med företag som Ericsson, Volvo och Ikea. Problemet med den bristande konkurrenskraften i många av medlemsstaterna rör sig snarare om att unionen präglats av protektionism och bidrag till näringar vilka är långt ifrån konkurrenskraftiga. Man har ägnat sig åt konstgjord andning istället för att satsa på strukturella förändringar.

3-193

Luca Romagnoli (NI). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, un'altra assurda iniziativa dell'Unione: introdurre la Carta blu che favorirà l'ingresso ai lavoratori immigrati, impropriamente definiti altamente qualificati.

Secondo la relatrice, questo serve a far fronte al calo demografico. Dice: "in Germania ad esempio c'è bisogno di 95.000 ingegneri", se li pagassero bene stia tranquillo che dall'Italia potremmo mandarne noi diverse migliaia. Questa iniziativa assurda non solo strappa personale qualificato ai paesi in via di sviluppo, ma ignora quanta disoccupazione qualificata abbiamo in Europa, quanti giusti timori abbiano i nostri giovani laureati e diplomati e invece che favorirne l'avvio alla professione, potenziarne la capacità di studi e ricerca, garantirne un futuro di lavoro e qualificazione professionale, introduciamo un ulteriore fattore di dubbia concorrenza e indubbio sfruttamento.

Il limite tra demenzialità e criminalità nell'agire umano è spesso labile, mi sembra che l'Unione ne dia oggi un altro esempio.

3-194

Simon Busuttil (PPE-DE). – Nixtieq nilqa' r-rapporti ta' Ewa Klamt u ta' Patrick Gaubert dwar il-Karta Blu u l-applikazzjoni unika. Nahseb li din hija l-ewwel darba li fil-fatt ahna qeghdin nifthu tieqa, biex nghidu hekk, fuq il-politika dwar l-immigrazzjoni legali. Nahseb illi ghaldaqstant huma rapporti importanti ghaliex fuqhom ser nibnu l-politika futura taghna dwar dan il-qasam daqstant importanti. Dan jaghti wkoll, ghall-ewwel darba, mezz legali lill-immigranti li jridu jidhlu fit-territorju tal-Unjoni Ewropea minn barra l-Unjoni Ewropea sabiex ikunu jistghu jahdmu fostna.

Irridu izda nzommu dan kollu fil-kuntest tal-politika cara li qeghdin inseqwu. Fil-fehma tieghi, il-politika li ghandna nsegwu dwar l-immigrazzjoni legali ghandha tkun mibnija fuq id-dritt li l-Pajjizi Membri tal-Unjoni Ewropea jzommu fidejhom il-kontroll shih dwar in-numru ta' haddiema illi jinghataw id-dritt illi jidhlu, u l-principju ta' preferenza Komunitarja, li digà ssemma, illi tinghata preferenza lil cittadini tal-Unjoni Ewropea fuq cittadini li mhumix fl-Unjoni Ewropea.

Abbazi ta' dan il-kuntest, nahseb nistghu nizviluppaw mhux biss politika ta' migrazzjoni legali, li tittratta dwar il-Karta Blu ghal haddiema illi ghandhom tahrig gholi izda, 'l quddiem anki, proposti ohra illi naf li l-Kummissjoni se tohrog bihom aktar tard fix-xhur li gejjin, dwar il-possibilita ta' xoghol anki ghal haddiema li huma anqas kwalifikati.

Nahseb li dan li qed nghidu llum, irridu nzommuh ukoll fil-kuntest tal-politika taghna dwar l-immigrazzjoni illegali u mhux legali. Qed nghid dan ghaliex jekk ahna ma nkunux kredibbli dwar il-politika dwar l-immigrazzjoni ma nistghux nippretendu li n-nies jafdawna illi nifthu s-swieq taghna fuq il-politika ta' immigrazzjoni legali. Nahseb li t-tnejn imorru flimkien u importanti li wahda timxi mal-ohra, inkella ma nkunux nistghu navvanzaw. Fil-kamp tal-politika dwar l-immigrazzjoni illegali hemm numru ta' kwistjonijiet pendenti li digà qeghdin quddiemna biex nikkunsidrawhom, bhal per eżempju l-ligi dwar is-sanzjonijiet kontra min ihaddem haddiema minn barra l-Unjoni Ewropea, effettivament immigranti, b'mod illegali; ligi li tippenalizza bl-aktar mod car lil min ihaddem lill-immigranti b'mod illegali sabiex tipprezenta d-deterrent kontra l-influss ta' immigrazzjoni illegali wkoll.

Hemm imbaghad proposta illi l-Kummissjoni Ewropea digà habbret li ser tohrog aktar tard fil-gimghat li gejjin dwar ir-revizjoni tal-ligi ta' Dublin dwar ir-responsabilita ta' pajjizi meta jigu biex jilqghu l-applikazzjonijiet ghall-azil minghand l-immigranti illi jkun dahlu. Din hija proposta li nistennew b'herqa kbira.

Biex naghlaq nahseb li tajjeb infakkru wkoll illi li kieku llum kellna fis-sehh it-Trattat ta' Lizbona, il-bazi legali ta' dawn il-proposti kien ikun differenti milli huwa llum. It-Trattat ta' Lizbona kien ser jaghti impetus gdid u qawwi lill-Unjoni Ewropea sabiex tipprovdi soluzzjoni fil-kamp tal-immigrazzjoni. Nahseb min huwa kontra t-Trattat ta' Lizbona m'ghandux ghalfejn ikun kuntent li l-politika Ewropea dwar l-immigrazzjoni mhijiex sal-lum daqstant b'sahhitha.

3-195

Martine Roure (PSE). – Monsieur le Président, au niveau européen, nous avons besoin de nous doter d'outils efficaces en ce qui concerne l'immigration, et notre monde a besoin d'instruments de protection pour, en amont, aller au secours de ceux qui souffrent.

La communauté internationale, en général, et l'Europe, en particulier, n'y sont malheureusement pas préparées, alors même que nous sommes dans un siècle qui, avec la mondialisation, sera inéluctablement le siècle des déplacements de populations. Nous devons absolument intégrer cette réalité dans toutes nos perspectives.

En ce qui concerne la carte bleue, nous devons pouvoir accueillir les travailleurs migrants en prenant garde de ne pas piller les pays en retenant les acteurs de leur développement. C'est pourquoi nous souhaitons aider la formation des travailleurs hautement qualifiés dans les secteurs clés, dans les pays d'origine, et nous devons promouvoir la migration circulaire.

J'aimerais terminer mon court propos en rappelant que nous avons besoin d'une solidarité européenne étendue aux pays en développement. Et s'il faut parler en termes de faisabilité – l'aptitude à réagir à l'actuelle crise financière en témoigne –, quand nous avons la volonté politique, nous avons les moyens matériels.

3-196

Hubert Pirker (PPE-DE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, Vertreter des Rates! Wenn wir hier unter den Kollegen die Diskussion verfolgen, so vermerken wir Polarisierungen. Die Rechte fürchtet sich vor massenhafter illegaler Zuwanderung – Herr Romagnoli ist nicht mehr da, um die Diskussion weiterzuverfolgen. Die Linke macht sich Sorgen, dass Illegale nicht beschäftigt werden können. Wir wollen beides nicht, weder massenhafte illegale Einwanderung, noch die Beschäftigung von Illegalen und damit die Legalisierung Illegaler. Das, was wir mit der *blue card* tatsächlich erreichen wollen, ist ein Schritt in Richtung einer gesteuerten Zuwanderung von hochqualifizierten Arbeitskräften in einzelne Mitgliedstaaten der Europäischen Union.

Mit dieser *blue card* und mit diesen einheitlichen Regelungen für einen Aufenthalt und für eine Arbeitsbewilligung schaffen wir genau dieses Instrument, das es den Mitgliedstaaten erlaubt, dann zu reagieren, dann hochqualifizierte Mitarbeiter in das Land zu holen, wenn in den einzelnen Mitgliedstaaten tatsächlich Bedarf an diesen Arbeitskräften besteht. Das, was wir damit auch schaffen, sind einheitliche Regeln für die Ausgabe dieser *blue card*. Einheitliche Regeln europaweit auch für die Kontrolle. Ich freue mich, dass der Rat meinen Vorschlag in die Durchführungsbestimmungen aufgenommen hat, nämlich diese *blue card* auch mit dem Staat – mit dem Signet des Staates –, der die *blue card* ausgestellt hat und für den die Arbeitsbewilligung und die Aufenthaltsgenehmigung gelten, zu kennzeichnen. Für Österreich kann ich also sagen: Es gibt so etwas wie eine rot-weiß-rote *blue card*, und bei den anderen Staaten ist es ähnlich.

Als positiv erachte ich auch den Anreiz, dass nach drei Jahren eine Arbeit in anderen Mitgliedstaaten aufgenommen werden kann, sofern die Voraussetzungen erfüllt sind und sofern Bedarf besteht. Wichtig ist auch die Regelung, dass nämlich die *blue card* dann erlischt, wenn ein Bedarf offensichtlich nicht mehr gegeben ist, und das zeigt sich daran, dass eine durchgehende Arbeitslosigkeit von mehr als sechs Monaten gegeben ist. Dann sieht man nämlich, dass der Bedarf offensichtlich nicht mehr da ist, und dann erlischt die Gültigkeit dieser *blue card*. Hier möchte ich an den Rat den Vorschlag richten, dass bei den nationalen Behörden eine Meldepflicht eingerichtet wird, wenn eine derartige Arbeitslosigkeit beginnt. Ansonsten wäre eine Kontrolle der sechs Monate nicht mehr gegeben.

Abschließend möchte ich sagen: Diese *blue card* ist ein Instrument für die Mitgliedstaaten, bei Bedarf flexibel zu reagieren. Diese *blue card* ist für die Europäische Union eine Chance, als Wirtschaftsstandort attraktiv zu sein und als Wirtschaftsstandort attraktiv zu bleiben. Sie ist ein Anreiz für die Spitzenkräfte, nicht in die USA, nach Kanada oder Australien zu gehen, sondern die Europäische Union als Lebens- und Arbeitsort für sich – zumindest für eine gewisse Zeit – auszuwählen. Ich glaube, mit dieser *blue card* ist uns ein guter Schritt in Richtung einer gesteuerten Zuwanderung nach den Notwendigkeiten, Möglichkeiten und Bedürfnissen der Mitgliedstaaten gelungen.

3-197

Σταύρος Λαμπρινίδης (PSE). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Αντιπρόεδρε της Επιτροπής, εδώ και μία δεκαετία έχει ουσιαστικά σταματήσει κάθε πραγματική συζήτηση για το πώς τα κράτη μέλη μπορούν να συνεργαστούν προκειμένου να γίνει η Ευρώπη πιο ελκυστικός προορισμός για όσους νόμιμους μετανάστες χρειάζονται οι κοινωνίες μας και πιο ανθρώπινος τόπος για όσους ήδη ζουν ανάμεσά μας.

Ενδεικτική του σχεδόν μονομανούς τρόπου με τον οποίο η Ευρώπη επικεντρώνεται στην αστυνομική προσέγγιση της μεταναστευτικής πολιτικής είναι η πρόσφατη "οδηγία επιστροφής", που αντιμετωπίζει, ως γνωστόν, πολλούς φτωχούς μετανάστες σαν κοινούς εγκληματίες.

Η βασική αιτία για τα παραπάνω είναι η εξής: τα περισσότερα κράτη μέλη της Ευρώπης δεν έχουν ακόμα καταφέρει, απ' ενός, να εφαρμόσουν αποτελεσματικά προγράμματα ένταξης μεταναστών και, απ' ετέρου, να πείσουν ένα μεγάλο κομμάτι της κοινής τους γνώμης ότι η αναπόφευκτη αύξηση της πολυμορφίας των κοινωνιών μας είναι μία επιθυμητή εξέλιξη που προωθεί την οικονομική και κοινωνική μας ανάπτυξη.

Σε αυτό το πλαίσιο, δεν μπορεί παρά να χαιρετίσει κανείς τις νομοθετικές πρωτοβουλίες που συζητούμε σήμερα. Είναι ίσως η πρώτη σοβαρή προσπάθεια για τη δημιουργία μιας κοινής ευρωπαϊκής πολιτικής νόμιμης μετανάστευσης παρά τη σχετική δειλία που χαρακτηρίζει κάποιες από τις προτάσεις και παρά τα προβλήματά τους, μερικά από τα οποία αντιμετωπίζουμε με τροπολογίες όπως - πολλοί σωστά είπαν πολλοί - τον κίνδυνο αποψίλωσης φτωχών χωρών από τους πιο καταρτισμένους τους εργαζόμενους.

Ταυτόχρονα, όμως, οι μεμονωμένες αυτές ρυθμίσεις αφορούν έναν ελάχιστο αριθμό προνομιούχων, θα έλεγε κανείς, νόμιμων μεταναστών. Απαιτούνται τώρα γενναίες νομοθετικές πρωτοβουλίες για τη θεσμοθέτηση ευρωπαϊκών κανόνων νόμιμης εργασίας και για τα εκατομμύρια άλλων τους οποίους χρειάζονται οι οικονομίες μας και οι κοινωνίες μας.

3-198

Μαρία Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (PPE-DE). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Αντιπρόεδρε, κύριε Προεδρεύοντα του Συμβουλίου, η Ευρωπαϊκή Ένωση εξακολουθεί να μην θεωρείται ελκυστική για τους εργαζομένους υψηλής εξειδίκευσης τρίτων χωρών, ενώ κατά χιλιάδες εισέρχονται σε αυτήν οι ανειδίκευτοι μετανάστες. Η ευρωπαϊκή μεταναστευτική

πολιτική απαιτεί λοιπόν ευρεία και συνεπή γενική προσέγγιση που αφορά στην ειρήνη και στην ασφάλεια, στην ευρωπαϊκή αναπτυξιακή πολιτική και στις πολιτικές ενσωμάτωσης και απασχόλησης.

Με τη νομοθετική πρόταση γίνεται προσπάθεια να οριστούν κοινά κριτήρια για ταχεία διαδικασία εισδοχής μεταναστών υψηλών προσόντων. Είναι απαραίτητο να υπάρχουν κοινοί, ενιαίοι ορισμοί για πρόσβαση σε 27 αγορές εργασίας.

Από όλους αναγνωρίζεται ότι χρειάζεται η Ευρωπαϊκή Ένωση να έχει τη δυνατότητα να χρησιμοποιεί μακροπρόθεσμα εξειδικευμένο δυναμικό από τρίτες χώρες για να ενισχύσει την ανταγωνιστικότητά της και τη μεγαλύτερη οικονομική ανάπτυξη. Απαιτούνται όμως προϋποθέσεις. Ως προερχόμενη από την Επιτροπή Απασχόλησης, πρώτη, θεωρώ, την αναγνώριση της πανεπιστημιακής εκπαίδευσης των υψηλά ειδικευμένων ή της τριχρονής εμπειρίας.

Η αναπτυξιακή πολιτική πρέπει να δίνει εγγυήσεις για τη διαθεσιμότητα δυναμικού από τις τρίτες χώρες. Και η εισιγήτρια - την οποία συλλυπούμαι για το δυσάρεστο συμβάν - τονίζει ότι η προσέλευση μεταναστών με στόχο την εργασία υψηλής εξειδίκευσης δεν μπορεί να αποτελέσει μακροπρόθεσμη λύση για οικονομικά και δημογραφικά προβλήματα, δεδομένου ότι η οικονομική μετανάστευση επηρεάζει, σε γενικές γραμμές, τις εθνικές αγορές εργασίας των κρατών μελών.

Η αρχή της επικουρικότητας πρέπει να τηρείται όσο δεν υπάρχουν ακόμα ενιαία κοινωνικά συστήματα και ενιαία εργασιακή νομοθεσία. Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο λοιπόν συστήνει αυστηρή τήρηση της αρχής της κοινοτικής προτίμησης. Τα κράτη μέλη, στο πλαίσιο της εθνικής κυριαρχίας τους, πρέπει να προσδιορίζουν τον όγκο εισδοχής υπηκόων τρίτων χωρών και να έχουν το δικαίωμα και για μηδενική ποσόστωση.

Η χορήγηση μπλε κάρτας, ακόμη και αν υπάρχουν οι προϋποθέσεις, επαφίεται στη διακριτική ευχέρεια κάθε κράτους μέλους. Ευρωπαϊκή προστιθέμενη αξία δίνει η κινητικότητα μετά δύο χρόνια νόμιμης μετανάστευσης σε άλλο κράτος μέλος.

3-199

Karin Jöns (PSE). – Herr Präsident! Um die illegale Einwanderung in den Griff zu bekommen, um den Herausforderungen des demografischen Wandels Rechnung zu tragen, um unsere Wettbewerbsfähigkeit zu stärken und um gleichzeitig ein Höchstmaß an sozialem Frieden zu sichern, brauchen wir heute dringender denn je eine gemeinsame Zuwanderungspolitik. Hierin besteht in diesem Hause auch Einigkeit. Deshalb gilt mein Dank an dieser Stelle allen vier Berichterstattern für die gute Zusammenarbeit.

Aber für meine Fraktion muss eine gemeinsame Zuwanderungspolitik alle Migrantinnen und Migranten einschließen, sonst greift sie wirklich zu kurz. Das heißt, der Gleichbehandlungsgrundsatz muss uneingeschränkt für alle gelten, wenn es um Arbeitnehmerrechte geht, wenn es um den Zugang zu Bildung geht und wenn es um den Zugang zu Systemen der sozialen Sicherheit geht. Deshalb bitte ich Sie herzlich, morgen den Änderungsanträgen meiner Fraktion zuzustimmen. Die Rahmenrichtlinie muss auch für Saisonarbeiter, für Flüchtlinge oder für Personen, die vorübergehenden Schutz beantragt haben, gelten.

Was die *blue card* betrifft, bitte ich das Abstimmungsergebnis des federführenden Ausschusses morgen dahingehend zu korrigieren, dass der europäische Arbeitsmarkt nicht nur für Migrantinnen und Migranten aus Ländern, mit denen wir bereits Partnerschaftsabkommen haben, offenstehen darf. Eine solche Einschränkung darf es nicht geben. Es freut mich zu hören, dass die Kommission diese Ansicht teilt.

Zum Schluss noch ein Wort an den Rat. Ich fordere Sie aus gegebenem Anlass auf, mit Nachdruck beide Richtlinien gemeinsam zu verabschieden. Wenn wir es mit der Gleichbehandlung ernst meinen, können wir Gleichbehandlungsgrundsätze doch nicht zunächst nur für Hochqualifizierte und irgendwann später vielleicht auch für andere Migrantinnen und Migranten verabschieden.

3-200

Inger Segelström (PSE). – Herr talman! Jag vill börja med att tacka föredraganden Klamt och skuggföredragandena för ett intressant betänkande. Jag som nordisk socialdemokrat hade hoppats att ni hade gett mig stöd för att också kollektivavtal ska gälla för EU:s blå kort. Jag tror att det blir nödvändigt, men jag är inte särskilt orolig för att det inte kommer att genomföras. Men parlamentet borde ha gått före.

Det som är bra nu är att vi får en klar markering om att de arbetsgivare som bryter mot reglerna och inte kontrollerar om de anställer illegal arbetskraft ska kriminaliseras, men också kan bli skyldiga att rätta till felaktig lön m.m. i efterhand. Det är också bra att tredjelandsmedborgaren under perioden kan återvända och sedan komma tillbaka till EU. Där har vi visat att vi tar tredjeländernas oro om kompetensflykt på allvar. Jag är också nöjd med och stödjer beslutet att medlemsstaterna ska ta hänsyn till den nationella och regionala egna arbetsmarknaden. Det visar att de som redan finns i våra hemländer och som är arbetslösa går före till jobb. Det är extra viktigt när arbetslösheten nu stiger i finanskrisens spår, särskilt också när främlingsfientligheten hotar demokratin i många av våra medlemsländer.

3-201

Roselyne Lefrançois (PSE). – Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier la rapporteure et les *shadow* rapporteurs pour leur esprit de coopération. Cette directive est le premier texte majeur en matière d'immigration légale. Elle vise à encourager la venue sur le territoire de l'Union de travailleurs hautement qualifiés, originaires de pays tiers, qui, à l'heure actuelle, préfèrent dans leur grande majorité se rendre aux États-unis ou au Canada. Grâce à la carte bleue, ces derniers pourront désormais bénéficier de nombreux droits pour eux-mêmes et pour leur famille.

Bien sûr, nous risquons d'être accusés de soutenir l'idée d'immigration choisie, mais je souhaiterais rappeler que c'est le Conseil qui s'est systématiquement opposé à une directive horizontale applicable à tous les travailleurs immigrés. La Commission n'a donc pas eu d'autre choix pour espérer avancer un peu dans le domaine de l'immigration légale que de commencer par les travailleurs hautement qualifiés, pour lesquels elle savait qu'il serait plus facile d'obtenir l'accord des États membres. Je regrette bien évidemment cette approche sectorielle, mais cela fait si longtemps que nous, socialistes, dénonçons le caractère exclusivement répressif de la politique européenne en matière d'immigration et réclamons une politique d'immigration légale digne de ce nom, qu'il me semble important de valider cette première étape.

N'oublions pas, en effet, que d'autres textes sont déjà en préparation concernant, par exemple, les saisonniers et les stagiaires.

3-202

Emine Bozkurt (PSE). – Voorzitter, eindelijk is er een belangrijke stap gezet. Europa is het eens over voorwaarden voor één systeem voor het werven van toptalenten. Dat is de meerwaarde van deze kaart. Deze stap is nodig, maar het is wat mij betreft slechts de eerste. Met de ervaringen van de blauwe kaart op stap, moeten we in een volgend mandaat kijken naar de vervolgstappen.

Voorzitter, tegelijkertijd leven we in roerige tijden. Op de korte termijn vallen er misschien wel ontslagen ten gevolge van de financiële crisis. Daarom is het van belang dat het systeem van blauwe kaarten, zoals beschreven in het verslag van mevrouw Klamt, ruimte laat voor het beleid van nationale lidstaten. De lidstaten moeten kunnen beslissen hoeveel kennismigranten er nodig zijn en in hun land aan de slag kunnen zonder daarbij in derde landen een *brain drain* uit gevoelige sectoren, zoals de gezondheidszorg, te veroorzaken. Maar we moeten ook vooruitkijken. Europa heeft kennismigranten hard nodig. Daarom is een zo eenvoudig mogelijke regeling voor de blauwe kaart waarmee daadwerkelijk talenten worden aangetrokken, de beste oplossing. Ik denk dat we die oplossing in het huidige voorstel terugvinden, mede dankzij de amendementen van de PSE-Fractie. Zo is het bijvoorbeeld van belang dat mensen die al legaal in de EU verblijven, niet eerst terug naar het land van oorsprong hoeven om een blauwe kaart voor een EU-lidstaat aan te vragen als ze aan de overige voorwaarden voldoen.

3-203

Harald Ettl (PSE). – Herr Präsident! Die Europäische Union hat innerhalb der nächsten 20 Jahre mehr Bedarf an Topfachkräften aus Drittländern. Andere Staaten schöpfen seit Jahren ungleich stärker aus diesem Potential. Das Reglement, das sich die EU dazu gibt, ist ausgewogen und soll einem *brain drain* aus Drittländern vorbeugen. Den jeweiligen Bedarf bestimmen die Mitgliedstaaten. Das klingt alles sehr vernünftig, nur – und das ist jetzt die andere Seite – mit der Finanz- und Wirtschaftskrise schrammen wir an einer Rezession entlang.

Die Arbeitslosigkeit wird europaweit ansteigen, und schon jetzt wollen einige Mitgliedstaaten selbst bei der Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Europäischen Union weiter auf die Bremse steigen. Wäre es in so einer Situation, in der wir auch die Industriepolitik aufgrund der Umweltfrage umstellen müssen, nicht sinnvoller, auf mehr und bessere Ausbildungsprogramme für Topkräfte mit hohem Innovationspotential zu setzen? Wir müssen alle unsere Kräfte auf diese Frage konzentrieren, anstatt Topkräfte aus Drittländern abzuwerben. Das alleine wird *à la longue* für unsere Zukunft zu wenig sein.

3-204

Genowefa Grabowska (PSE). – Panie Przewodniczący! Pamiętamy wszyscy o tzw. obozach pracy odkrytych jesienią 2006 roku w kilku państwach członkowskich Unii Europejskiej. To tam w strasznych warunkach pracowali obok siebie zarówno nielegalni imigranci, jak i obywatele państw członkowskich Unii Europejskiej.

Właśnie ta sytuacja przyspieszyła nasze prace nad tzw. pakietem migracyjnym, którego część dzisiaj dyskutujemy. Uważam, że idziemy w dobrym kierunku. Prezentowana propozycja cywilizuje warunki pracy oraz upraszcza zasady zatrudnienia i pobytu legalnych imigrantów. Pragnę także jako Polka wyraźnie podkreślić solidarność wobec obywateli państw trzech legalnie przebywających w Unii Europejskiej. Oni nie mogą być tutaj dyskryminowani.

Nie sądzę także, aby błękitna karta zagrażała interesom ekonomicznym obywateli nowych państw członkowskich lub stanowiła dla nich konkurencję. Przecież większość europejskich rynków pracy jest już dla nas otwarta, a wszystkie okresy przejściowe, jak wiemy, skończą się, zanim błękitna karta wejdzie w życie.

3-205

Laima Liucija Andrikiienė (PPE-DE). – Ministre, Komisare, kolegos, pasaulis tampa vis atviresnis, ne tik Europa. Modernios technologijos, globalizacija daro jį tokiu. Ir kovoti su šia realybe kontrproduktu.

Aš sveikinu Prancūziją, kurios pirmininkavimo metu buvo imtasi tų svarbių iniciatyvų, kurias šiandien svarstome.

Europos Sąjungos interesas aiškus: mums trūksta, mums reikia darbuotojų, taip pat ir aukštos kvalifikacijos specialistų. Nes mūsų piliečiai naudojasi savo teise išvykti, gyventi ir dirbti kitur, kur jiems labiau patinka.

Legali imigracija į ES yra visiškai priimtinas problemos sprendimas. Tai ir mūsų atsakas į globalizacijos iššūkius, ir ES siekis tapti konkurencingesne.

Aš sutinku, kad pasiūlymai turi būti suderinti tarpusavyje, suderinti su kitais teisės aktais, tačiau neabejotinai turėjome imtis šių problemų sprendimų ir aš dar kartą sveikinu ir abu pranešėjus, ir pirmininkaujančią šalį.

3-206

Daciana Octavia Sârbu (PSE). – Proiectul ce vizează instituirea Cărții Albastre pentru imigranții calificați este menit să atragă forța de muncă de înaltă calificare profesională din afara Uniunii Europene, oferind acestor imigranți șansa de a se stabili și munci legal în Uniunea Europeană. Inițiativa este salutară în condițiile în care se estimează că în următorii 20 de ani există riscuri ca 20 de milioane de locuri de muncă să rămână neocupate.

Totuși, doresc să reamintesc că cetățenii români și bulgari încă întâmpină restricții pe piața muncii, existând deja temeri că unele țări vor prelungi perioada de tranziție pentru încă 3 ani. De aceea, în acest context, este foarte important să nu ajungem și la discriminarea cetățenilor europeni.

3-207

Marek Aleksander Czarnecki (ALDE). – Panie Przewodniczący! Zmiany demograficzne w Unii Europejskiej i starzejące się społeczeństwo to zjawiska prowadzące do zapotrzebowania na wysoko wykwalifikowanych pracowników spoza krajów Unii Europejskiej. Migracja z przyczyn ekonomicznych stanowi wyzwanie, któremu Unia Europejska musi stawić czoła w coraz bardziej zglobalizowanym świecie. W moim przekonaniu niezbędne jest zastosowanie przez kraje członkowskie kompleksowego i spójnego podejścia do europejskiej polityki migracyjnej.

Dziedzina inżynierii i technologii komputerowych to obszary wymagające szczególnego uwzględnienia w kontekście rozwoju i zatrudnienia. Przyjęcie wspólnotowych przepisów jest konieczne w celu ograniczenia nielegalnej imigracji. Zgadzam się ze sprawozdawczynią i opiniodawcą, panem posłem Masiel, i popieram wdrożenie systemu europejskiej błękitnej karty dla wykwalifikowanych imigrantów, którego celem jest ułatwienie podjęcia pracy specjalistom z państw trzecich.

3-208

Tomáš Zatloukal (PPE-DE). – Mobilita osob ze třetích zemí na území členských zemí Evropské unie je v globalizovaném světě, v němž panuje tvrdá hospodářská soutěž, pro Evropu velkou výzvou. Přijímáme společná evropská pravidla, která umožní řídit migrační toky do Evropy a která omezí ilegální migraci. Je na místě přivítat návrh Komise na zrychlení postupu pro přijímání pracovníků a na poskytnutí příznivějších podmínek jejich pobytu, které zvýší atraktivitu Evropské unie pro vysoce kvalifikované pracovníky ze třetích zemí. Rozhodujícím faktorem je nejen rychlý postup pro přijímání pracovníků bez administrativních překážek, ale společné a jednotné podmínky přístupu na celkem 27 rozdílných pracovních trhů. U příležitosti projednávání obou zpráv je nutné zmínit, že v Evropské unii stále existují bariéry v zaměstnávání osob z nových členských zemí.

3-209

Toomas Savi (ALDE). – Mr President, the European Union Blue Card is a much-appreciated initiative from the position of the developing countries. As the EU Blue Card will be issued by the Member States, one might speculate that a Member State may far too often find, after examination of its labour market, that it is not in a situation which allows the facilitation of foreign labour; or that a Member State's public policy poses some obstacles to the full implementation of the EU Blue Card policy. I am afraid that some Member States may undermine the purpose of the EU Blue Card.

The EU Blue Card has not been created only to satisfy the labour demand of Member States, but also to start 'brain circulation'. In a way it is a supportive measure to the EU development cooperation policy, as the Blue Card workers eventually return to their countries of origin with the experience that is vital for progress.

3-210

Nicolae Vlad Popa (PPE-DE). – Consider că este foarte important ca Uniunea Europeană să devină mai atractivă pentru lucrătorii înalt calificați, mai ales având în vedere faptul că majoritatea imigranților actualmente sunt necalificați. Acești lucrători trebuie să beneficieze de condiții favorabile, de un sistem armonizat de reglementare a emigrării și a trecerii dintr-o țară în alta și, de asemenea, de salarii, care să reflecte pregătirea lor.

Cartea Albastră Europeană trebuie văzută și ca o modalitatea de descurajare a imigrației ilegale, ca parte a pactului pentru imigrație și azil, precum și ca parte a soluției la problema deficitului de forță de muncă ce va afecta Uniunea Europeană în următoarele decenii.

Insist asupra ideii ca cetățenii din noile state membre să nu se afle într-o situație inferioară celor din țări terțe. Nu este acceptabil ca unele state să-și mențină închisă piața muncii pentru cetățenii din noile state membre, dar, în schimb, să ofere locuri de muncă înalt calificate pentru muncitori din țări care nu sunt membre ale Uniunii.

3-211

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Problemy demograficzne oraz starzenie się społeczeństwa w Europie to nie jedyne powody, dla których błękitna karta powinna być wcielona w życie jako instrument kontrolowany przez Unię. Po rozszerzeniu Unii nastąpił ogromny odpływ specjalistów z wielu nowych krajów członkowskich. Odpływ fachowców jest obecnie największym dylematem pracodawców, prowadzi do blokady inwestycji, a tym samym do ograniczenia rozwoju gospodarczego.

Jeśli nasi przedsiębiorcy nie znajdą specjalistów na rynku krajowym, to przegrają z chińską konkurencją. Polscy pracodawcy chcą szerszego otwarcia rynku pracy. Są oni przygotowani na zatrudnienie obywateli z takich krajów, jak Ukraina czy Białoruś. Jednocześnie należy pamiętać, iż wszelkie ułatwienia powinny być spójne wewnątrz Unii. Pamiętajmy, że część osób, które przyjadą do nas w ramach błękitnej karty, będzie wracać do siebie z nabytymi doświadczeniami w Unii. Równolegle powinniśmy wzmocnić system kształcenia i ciągłego doskonalenia potrzebnych specjalistów na rynku pracy w naszych krajach członkowskich.

3-212

Janusz Onyszkiewicz (ALDE). – Panie Przewodniczący! Chciałbym zwrócić uwagę na dwa niebezpieczeństwa, które pojawiają się w dyskusji i w propozycjach regulacji prawnych.

Pierwsze to zbyt wysokie wymagania wobec podejmujących pracę obywateli innego kraju. Wymóg, żeby co najmniej 2 lata z 5 lat doświadczenia zawodowego były pracą na stanowiskach kierowniczych, wydaje się zdecydowanie zbyt wysoki. Dla pielęgniarstwa czy informatyka tego rodzaju wymóg wcale nie jest potrzebny po to, aby pełnił pożyteczne funkcje w naszych przedsiębiorstwach.

Drugie niebezpieczeństwo to próba ustanowienia jednolitej stawki minimalnej dla tych, którzy będą pracować. Tego rodzaju regulacja na pewno zburzy podstawową zasadę, która powinna jednak obowiązywać, a mianowicie równej płacy za równą pracę. Może to bowiem doprowadzić do tego, że ktoś, kto przyjeżdża pracować do Unii, będzie miał wyższą płacę niż ktoś, kto już tutaj pracuje.

3-213

Jean-Pierre Jouyet, président en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, la richesse des débats montre la qualité des rapports qui ont été faits. Je voudrais remercier une nouvelle fois les rapporteurs et les rapporteurs pour avis, M. Masiel, Mme Jeleva et Mme Panayotopoulos, et dire que, effectivement, comme nos débats l'ont montré, c'est un grand pas en avant que l'accord sur l'immigration légale. Il y a quatre ans, personne ne voulait entendre parler d'outils communautaires. Nous savons que nous pourrions aller plus loin dans quelques années.

Je félicite également la Commission, à travers le vice-président Barrot, qui a su lancer le débat et veiller à ce que nos ambitions en ce domaine grandissent aussi rapidement. Bravo aussi à la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures. Le président Deprez a trouvé les mots justes, l'équilibre et la voix de la raison; il soutient une Europe ouverte et je m'en félicite. Mme Roure souhaite également, avec des nuances, que l'Europe soit préparée au siècle des déplacements de populations, c'est ce que nous essayons de faire. Ces deux textes, comme l'a souligné Mme Lefrançois, sont un commencement et non pas un aboutissement, et ils laissent bien une place aux migrations circulaires.

Sur la question de la préférence communautaire telle qu'elle a été soulevée par Mmes Gabrowska et Gál, et par MM. Fava et Catania, notamment, je rappelle que la carte bleue ne s'appliquera qu'en 2011, au moment où les dispositifs transitoires des traités d'adhésion auront pris fin, et que celle-ci offre un statut qui n'est pas équivalent à celui des citoyens de l'Union. En outre, nous sommes prêts et nous souhaitons rappeler dans le texte le principe de préférence communautaire inscrit dans les traités d'adhésion.

Par rapport aux nombreuses interventions qui ont eu lieu sur la fuite des cerveaux, - notamment celles de MM. Kreissl-Dörfler et Borghesio, de Mme Budreikaitė, de M. Moreno, de Mme Lambert, de Mme Roure –, je crois que le Parlement européen a exprimé ses préoccupations légitimes d'inclure, dans la carte bleue, des sauvegardes pour transformer le *brain drain* en *brain gain*, et il me semble qu'il y a trois moyens principaux pour le faire.

Tout d'abord, il faut que la directive ne prévale en aucune manière sur des accords européens ou sur des accords entre certains États membres et les pays d'origine, qui dresseraient des listes de professions à exclure de son champ afin d'assurer un recrutement éthique dans les secteurs qui souffrent de pénurie de main-d'œuvre. Ensuite, il faut donner aux

États membres la possibilité d'être responsables dans le cadre d'un examen au cas par cas: ils doivent pouvoir rejeter une demande de carte bleue afin d'assurer un recrutement éthique. Enfin, il faut que la directive puisse favoriser la migration circulaire des travailleurs hautement qualifiés et insister, bien évidemment, comme cela a été souligné, sur les besoins de formation dans les pays d'origine.

Il ne me semble pas, en revanche, qu'il faille interdire la délivrance de cartes bleues de façon systématique en l'absence d'accord avec un pays d'origine. Comme l'a souligné le vice-président Barrot, je pense que cela créerait des discriminations et reporterait les demandes sur les dispositifs nationaux, et qu'il est donc préférable de négocier au cas par cas.

S'agissant de la différence qui est faite entre travailleurs hautement qualifiés et travailleurs non qualifiés, sujet qui a été évoqué par M. Busuttil et par Mme Lefrançois, notamment, ainsi que par Mme Lambert, je crois qu'il faut procéder par étapes. À l'heure actuelle, il n'y a malheureusement pas de consensus en matière de migration légale pour agir au niveau communautaire sur tous les segments du marché du travail. Toutefois nous avançons, puisqu'il y a un socle de droits unique pour tous les travailleurs des pays tiers dans l'Union européenne, et nous devons commencer par les travailleurs hautement qualifiés, saisonniers, salariés déplacés, stagiaires. Le programme de Stockholm nous permettra peut-être d'aller plus loin.

Contrairement à ce qu'ont indiqué Mme Flautre et d'autres orateurs, les droits garantis par la carte bleue ne comportent aucune restriction à la liberté syndicale, aux droits attachés à l'emploi – bien au contraire –, et cette carte bleue sera le seul outil qui permettra aux migrants d'exercer un droit à la mobilité pour avoir une activité professionnelle qualifiée dans l'Union, ce qui n'est pas possible aujourd'hui à travers les dispositifs nationaux. C'est l'avantage majeur de ce texte.

Pour répondre également à M. Pirker sur le délai au terme duquel ces avantages prennent fin en cas de chômage – c'est vrai qu'il y a un délai de trois mois – la Présidence de l'Union européenne aurait souhaité que ce délai soit plus important dans ce qui est proposé, mais aucun consensus n'a été atteint dans ce domaine. En effet, certains États souhaitaient même qu'il n'y ait pas de délai du tout, ce qui, bien évidemment, n'était pas le souhait de la Présidence.

Enfin, pour répondre à M. Fava, le considérant 16 du texte du Conseil reprend bien le principe d'égalité de traitement en matière salariale entre travailleurs des pays tiers et ressortissants communautaires pour un travail égal. Cela est conforté par l'article 15, paragraphe 1, de ce même texte.

3-214

Jacques Barrot, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, je vais me borner à compléter les propos de M. le ministre Jouyet, qui me semblent bien faire état de l'intérêt qu'ensemble nous avons porté à vos travaux cet après-midi. Merci à tous les orateurs, merci à vos rapporteurs, qui ont fait du bon travail.

Je voudrais simplement redire que la proposition de directive respecte pleinement la préférence communautaire. D'ailleurs, cette préférence communautaire est inscrite dans les traités d'adhésion à l'Union européenne, et les traités disent que, si un État membre applique les restrictions temporaires à la libre circulation des travailleurs ressortissants d'un autre État membre, il doit leur donner la priorité en termes d'accès au marché du travail par rapport aux travailleurs ressortissants d'un pays tiers. Je dis cela à l'intention des parlementaires des nouveaux États membres car il faut que cela soit rappelé.

Ensuite, j'ai également à répondre à mon tour à ceux qui se sont inquiétés des risques de fuite des cerveaux. Je rappelle que la proposition préconise une clause sur le recrutement éthique afin de limiter, voire d'interdire, une publicité active susceptible d'être pratiquée par les États membres dans les pays en développement, déjà confrontés à une grave fuite des cerveaux.

Nous avons aussi, dans cette proposition, la possibilité, pour un État membre, de rejeter des demandes de carte bleue sur la base de considérations de recrutement éthique. Nous avons des mesures destinées à faciliter les migrations circulaires et nous avons une obligation, pour les États membres, de communiquer à la Commission des statistiques annuelles sur l'application de la directive pour lui permettre de suivre l'impact de cette législation.

Il est vrai qu'il faut éviter de recruter activement dans des pays qui souffrent de pénuries graves, en particulier dans le secteur de la santé en Afrique, et tout cela trouvera sa solution dans le développement des partenariats avec les pays d'origine.

Troisième point, je voulais évidemment dire que ce texte va être suivi d'autres propositions de la Commission. C'est ainsi qu'au mois de mars de l'année prochaine, je vais être amené à présenter un texte sur la migration légale pour les saisonniers, pour les stagiaires rémunérés, pour les salariés qui sont dans un groupe plurinational, multinational, et qui sont amenés à être transférés. Donc, là aussi, comme l'a dit Mme Lefrançois, c'est un commencement et il faudra poursuivre pour avoir un cadre complet en matière d'immigration légale.

Je répète simplement, moi aussi, après ce qu'a très bien dit Jean-Pierre Jouyet, qu'il y a vraiment là une volonté très ferme de traiter tous ces immigrés et nouveaux arrivants dans l'Union européenne avec une égalité de droits qui, encore une fois, reflète aussi l'idéal de notre Communauté européenne.

En tout cas, j'ai pris note de beaucoup d'observations et de remarques. Nous serons amenés, au cours des mois qui viennent, à reparler de ces problèmes migratoires. Je crois, en effet, qu'il faut nous habituer à les traiter sans passion, avec beaucoup d'objectivité et beaucoup d'esprit de justice, tout en reconnaissant que nous avons aussi besoin d'immigration, mais d'une immigration qui, précisément, trouve un cadre juridique fiable et équitable pour tous.

3-215

Manfred Weber, *Berichterstatter*. – Herr Präsident, Herr Vizepräsident der Kommission, meine sehr verehrten Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte zuerst zum Ausdruck bringen, dass ich Ewa Klamt die guten Wünsche und auch die Anteilnahme gerne überbringen werde. Ich bedanke mich für die Debatte und möchte drei Punkte unterstreichen.

Ich möchte zuerst die teilweise nationalistischen Töne, die wir heute vernommen haben, zurückweisen. Diese haben in diesem Haus ganz sicher keine Mehrheit und sollten auf das Schärfste zurückgewiesen werden.

Zweitens möchte ich natürlich auf die Frage der legalen Zuwanderung hinweisen, die wir für die Innovationsfähigkeit unserer Volkswirtschaften brauchen, aber auch auf die Bekämpfung der illegalen Zuwanderung, die zwei Seiten derselben Medaille sind. Die Bürger in Europa erwarten von uns beides: offen sein für Zuwanderung, die sinnvoll und richtig ist, aber auch Kampf gegen illegale Zuwanderung.

Und drittens: Ja, man hätte sich bei der Frage der *blue card* erwarten können, aber ich sage auch, dass dies ein guter erster Schritt ist, den wir gehen, um weltweit mit einem gemeinsamen Label aufzutreten. Ich sage daher, lassen Sie uns diesen Schritt gemeinsam gehen, dann sind wir einen Schritt weiter. Lassen Sie uns morgen die Gesetzgebung entsprechend abstimmen!

3-216

Patrick Gaubert, *rapporteur*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'ai entendu un certain nombre de choses ... je parlerai d'abord du débat. Le débat était assez intéressant. Je ne citerai personne, mais je dirai que le PPE n'a pas de leçons à recevoir concernant le respect des droits de l'homme. Le PPE est heureux de la capacité de l'Europe de se mettre d'accord sur des instruments communs concernant la gestion du flux migratoire, comme il est heureux d'ailleurs que l'Europe ne se ferme pas sur elle-même.

Nous avons une politique migratoire qui est à la fois humaine et ferme; humaine, en refusant les conditions de vie indignes des émigrés sans papiers qui vivent dans nos pays: nous faisons tout pour empêcher des hommes et des femmes de monter sur des bateaux au péril de leur vie, et ferme, en condamnant les passeurs et les patrons voyous.

Concernant la carte bleue et la procédure unique de carte de séjour, je dirai à notre ami Catania que nous avons besoin et de l'élite et des autres dans nos pays. Les droits des émigrés en situation légale, puisqu'on en parle, seront les mêmes que ceux des citoyens communautaires, ni plus, ni moins.

L'Europe n'a pas besoin de se racheter vis-à-vis des autres concernant les politiques migratoires. L'Europe ne considère l'immigré ni comme un brigand, ni comme un délinquant, ni comme un danger concernant notre sécurité ou notre outil de travail. Ce sont des hommes, des femmes et des enfants faits de chair et de sang qui recherchent une vie meilleure chez nous, parce que chez eux, ils n'ont rien.

Notre but à tous est de les aider et de les soutenir, quitte même à les inciter à rester chez eux. Notre politique migratoire est digne, elle est ouverte, elle est peut-être sécuritaire, mais pour eux, comme pour nous, cette politique, nous pouvons en être fiers, comme nous serons fiers demain du vote concernant ces deux rapports sur la politique migratoire de l'Europe.

3-217

President. – I should like to express my personal condolences to Ms Klamt on the sudden loss of her father last week. I saw her shortly after she had heard the news, so my sympathy goes out to her.

The joint debate is closed.

The vote will take place on Thursday, 20 November.

Written statements (Rule 142)

3-218

Cristian Silviu Bușoi (ALDE), *în scris*. – În primul rând, salut atât inițiativa Comisiei, cât și poziția doamnei raportor, întrucât consider că s-au făcut progrese substanțiale privitor la migrația forței de muncă înalt calificate, esențială pentru atingerea obiectivelor de la Lisabona.

Cred, totuși, că UE trebuie să fie atractivă nu numai pentru muncitorii calificați din statele terțe, ci și pentru tinerii europeni. Având în vedere că este în joc competitivitatea economică a UE, nu este de dorit să asistăm la un „brain drain” în favoarea Statelor Unite sau a Canadei și în defavoarea UE. Actuala inițiativă trebuie, așadar, să fie întărită și printr-o politică de stimulare a tinerilor europeni.

E necesar de asemenea să acționăm cu deosebită prudență și responsabilitate, luând în considerare situația resurselor umane în anumite domenii din țările de origine ale acestor migranți, pentru a nu contribui la adâncirea crizei resurselor umane, în special în educație și sănătate.

În fine, susțin poziția doamnei Klamt referitoare la aplicarea preferinței comunitare în procesul de recrutare și la ideea acordării unei priorități cetățenilor noilor state membre cărora le sunt încă impuse restricții în privința accesului la piața muncii. În eventualitatea menținerii acestor restricții, această prioritate mi se pare o condiție minimală pentru ca cetățenii acestor țări să nu se simtă ca niște cetățeni europeni de rangul al doilea.

3-219

Corina Crețu (PSE), în scris. – Doresc să atrag atenția asupra unor prevederi ce pot avea un efect discriminatoriu și, în consecință, vă rog să luați în considerare acordarea de prioritate cetățenilor din statele noi membre ale UE la accesul pe piața muncii din Uniune, în raport cu imigrații proveniți din afara acesteia.

Inițiativa „Cărții albastre” este salutară, întrucât va rezolva parțial problema lipsei de forță de muncă de înaltă calificare și poate juca un rol important în diminuarea imigrației ilegale. Există însă prevederi care dezavantajează cetățenii din țările recent venite în Uniunea Europeană. În condițiile în care accesul românilor pe piața muncii din majoritatea statelor Uniunii este încă restricționat, total sau pentru anumite domenii, consider necesară obligarea statelor membre să respingă aplicațiile pentru Cartea albastră în acele sectoare în care accesul lucrătorilor din țările care au aderat recent este încă restricționat de actualele dispoziții tranzitorii. Locuitorii din statele UE, fie ele și recent aderate, trebuie să aibă prioritate față de cei din afara Uniunii.

De asemenea, țin să avertizez asupra riscului ca „migrația creierelor” din țările subdezvoltate să afecteze domenii esențiale pentru acestea, cum sunt sănătatea, educația și cercetarea, ducând la efect de bumerang cu implicații complexe la scară globală.

3-220

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Relativamente ao "estabelecimento de condições de entrada e de residência de nacionais de países terceiros para efeitos de emprego altamente qualificado" na UE (o denominado "cartão azul") e à criação de um "procedimento de pedido único de autorização de residência e de trabalho", consideramos, entre outros graves aspectos, que tais iniciativas não podem ser descontextualizadas da política de imigração da UE.

Isto é, estas só fazem sentido e só revelam todo o seu alcance se integradas nos restantes pilares desta política, reafirmados no "Pacto Europeu sobre Imigração": criminalização dos imigrantes, centros de detenção, directiva de "retorno"; controlo de fronteiras, criação da FRONTEX; "acordos de readmissão", como cláusula dos acordos de "cooperação".

O denominado "cartão azul", introduzindo discriminações entre os imigrantes, procura dar resposta aos objectivos neoliberais da "Estratégia de Lisboa" e às necessidades de mão-de-obra na UE (estabelecidas por quotas), reduzindo o imigrante a "mão-de-obra", promovendo a depredação dos recursos humanos de países terceiros - nomeadamente, dos seus trabalhadores mais qualificados - e implementando perigosos sistemas centralizados na UE de armazenamento e recolha de dados sobre os imigrantes.

Isto é, o "cartão azul" e o seu "procedimento único" formam um pilar da desumana política de imigração da UE, que criminaliza e expulsa ou explora e descarta os imigrantes.

3-220-500

Magda Kósáné Kovács (PSE), írásban. – A bevándorlás hosszú idő óta az egyik legfontosabb gazdasági és társadalmi kérdése az Európai Uniónak. Az öregedő Európában azzal mindenki egyetért, hogy a versenyképesség megtartásáért és fokozásáért szükség van a munkaerő-utánpótlásra.

A bevándorlás elősegítése, mint közös válasz, nemcsak uniós szabályozást igényel, hanem egy olyan kiegyensúlyozott stratégiát, amely a tartós fejlődést és a társadalmi egyensúlyt egyaránt figyelembe veszi.

Klamt asszony európai kék kártyáról szóló jelentése azért üdvözlendő, mert a harmadik országokból származó magasan képzett munkavállalóknak elfogadhatóbb feltételeket támaszt a munkavállalásra, figyelemmel van a családi viszonyokra, és a munkavállalók esetleges időleges hazatérésére is. Mindazonáltal külön örülök, hogy a témát együtt kezeljük az egységes tartózkodási és munkavállalási engedélyről szóló Gaubert jelentéssel, mert így még a látszatát is elkerülhetjük, hogy Európa csak a magasan képzett munkaerő számára áll nyitva.

Az EU belső társadalmi egyensúlya miatt szükség van ugyanakkor annak a végiggondolására is, hogy vajon egy olyan pénzügyi és gazdasági válság, mint a mai, mennyiben van hatással Európa érdekelttségére. A munkanélküliség fokozódása önmagában is társadalmi feszültségeket szül, ezért a bevándorlás kapcsán meg kell előznünk, hogy a már meglévő belső etnikai és faji feszültségeket tovább szítsuk, mert ez nemcsak a szélsőjobboldal erősödését váltja ki, de hosszabb távon EU iránti ellenszenvet is ébreszthet - annak ellenére, hogy a válságban az Unió csak stabilizáló szerepet játszott.

3-221

Marian-Jean Marinescu (PPE-DE), *în scris*. – Crearea Cărții albastre, de care UE are nevoie deoarece se confruntă cu lipsa personalului calificat în anumite sectoare, este un pas înainte pentru migrația economică de lucrători înalt calificați din țările terțe.

Însă Cartea albastră poate reprezenta un pas înapoi dacă statele membre nu vor respinge cererile de eliberare a acestora pentru sectoarele pieței forței de muncă la care accesul lucrătorilor din noile state membre este restricționat prin măsurile tranzitorii prevăzute în tratatele de aderare.

Nu pot să nu reamintesc că Anglia și Irlanda și-au exprimat deja dorința de a menține încă 3 ani restricțiile pe piața muncii pentru România și Bulgaria.

Subliniez că aplicarea politicii directivei Cărții albastre ar defavoriza cetățenii europeni față de cei din statele terțe. Deși în această directivă este menționat principiul preferinței comunitare, este evident că acesta nu va putea fi aplicat acelor cetățeni europeni care au restricții pe anumite sectoare ale pieței muncii europene.

Vă rog să votați amendamentul referitor la această clarificare, astfel încât să nu se ajungă în situația în care migrația economică din țări terțe să devanseze libera circulație între state din interiorul Uniunii. Dorința logică a noilor state membre este de a nu se simți membre UE „de rangul al doilea”.

3-222

Marianne Mikko (PSE), *kirjalikult*. – Kallid kolleegid. Sinine kaart leevendab nii mõnegi tööhõive- ja immigratsiooniprobleemi. Sinine kaart on nn präänik ebaseadusliku sisserändega võitlemiseks. Soodustades ning lihtsustades seaduslikku sisserännet, võitleb Euroopa lisaks spetsialistide puudusele ka inimkaubanduse ning illegaalse immigratsiooniga.

Toetan mõtet, et liikmesriikidel peab olema õigus otsustada, kui palju kaarte soovetakse igal aastal välja anda. Samas ei tohiks me majanduskriisi tõttu muutuda proteksionistlikuks. Peame olema valmis vastu võtma kõrge kvalifikatsiooniga tööjõudu kolmandatest riikidest. Majandussurutisega seoses ei tohi me Euroopa ust kinni lüüa andekatele kolmandate riikide kodanikele.

Vajame ühtset lähenemisviisi, et püsida rahvusvahelises konkurents. Euroopa Liidu 27 erinevat lubade andmise süsteemi raskendavad „ajude” Euroopasse tööle asumist. Ühtne süsteem võiks just olla üks lahendustest, mis aitaks praegusest mõõnaperioodist üle saada. Rääkimata konkurentsivõime tõstmisest täna ja eriti tulevikus.

3-223

Sirpa Pietikäinen (PPE-DE), *kirjallinen*. – Eurooppa tarvitsee nyt ja tulevaisuudessa niin enemmän kuin vähemmänkin koulutettua työvoimaa EU:n rajojen ulkopuolelta. Jotta EU pystyisi kilpailemaan hyvin koulutetuista maahanmuuttajista USA:n kanssa, Unionin on lisättävä houkuttelevuuttaan. Ulkopuolelta tulleiden työntekijöiden liikkuvuuden helpottaminen EU:n sisällä on askel oikeaan suuntaan, ja tämän vuoksi haluan kiittää Ewa Klautia ansiokkaasta raportista. ”Sininen kortti” helpottaa kolmansista maista tulevien koulutettujen työntekijöiden liikkuvuutta EU-alueella.

EU:n houkuttelevuuden lisääminen ei saa tapahtua kehittyvien maiden kustannuksella. Aivovuoto vie valitettavan usein pois kehitykseen tarvittavaa tietotaitoa kehittyvistä maista ja uusia sääntöjä luodessaan EU:n tulisikin ottaa selkeästi huomioon kyseinen ongelma. Eurooppalaisen korkeakoulutuksen kehittämistä on myös jatkettava aktiivisesti, vaikka jo koulutettua väkeä olisi saatavilla helposti muualta.

Uudet säännöt maahanmuuttajille eivät saa johtaa merkittävään epätasa-arvoon kolmansien maiden ja EU-kansalaisten välillä. Parlamentin tiukat määrätelmät ammattitaitoiselle työvoimalle luovat epätasa-arvoisen asetelman, kun kolmansista maista tuleville asetetaan kohtuuttomat vaatimukset koulutus- ja työtaustasta.

Työvoimapula uhkaa Euroopan unionin aluetta kokonaisvaltaisesti, ei pelkästään korkeakoulutetuilla aloilla. Niinpä EU:n tulisi ulottaa kolmansista maista tulevan työvoiman liikkuvuuden helpottaminen koko työntekijöiden kirjolle sen sijaan että se kuoris kermat kakun päältä.

3-223-500

Mihaela Popa (PPE-DE), *în scris*. – Deficitul demografic și imbatranirea populației Uniunii Europene ne pun în fața riscului ca piața forței de muncă, sistemele de sanatare și de pensii să fie periclitate.

In aceste conditii, Blue Card-ul vine ca o contrapondere la sistemul Green Card-ului american, care s-a dovedit un real succes, avand in vedere ca aproximativ 50% din forta de munca inalt calificata alege piata SUA sau pe cea a Canadei.

Consider ca este esential sa avem un sistem de imigrare unitar pentru toate cele 27 de state membre, astfel incat orice stat al Uniunii Europene sa beneficieze de plus-valoarea conferita de forta de munca inalt-calificata.

La fel de important mi se pare ca UE sa acorde recunoasterea cuvenita acestor profesionisti, oferindu-le salarii echitabile si nediscriminatorii.

Nu as vrea sa inchei inainte de a aminti insa faptul ca piata fortei de munca din UE nu este inca deschisa complet pentru lucratorii din noile state membre, astfel incat trebuie sa fim foarte atenti ca masurile adoptate de noi sa nu discrimineze cetatenii de facto ai Uniunii Europene.

3-225

Katrin Saks (PSE), kirjalikult. – Kaks probleemi, mis mind vaevavad seoses Sinise kaardiga.

Euroopa seisukohalt on ajude juurde toomine suurepärase. Võrreldes Ameerika või Austraalia või Kanadaga, on meile sisserännanute spetsialistide hulk seni oluliselt väiksem. Aga paraku on selline "meelitamine" vastuolus meie teise põhimõttega, mis räägib sellest, et migratsiooni küsimusi tuleb lahendada globaalselt ning aidata kaasa kolmandate riikide majanduslikule edenemisele, et vähendada migratsiooni, eriti illegaalset migratsiooni. Kas tahame või ei taha seda tunnustada, aga just neid "ajusid", kellest meie siin unistame, vajatakse kolmandates riikides, et seda elu kohapeal edendada.

Euroopa vaatevinklist, tegutsedes tugevas konkurents, oleks loomulikult hea saada juurde spetsialiste. Seda enam, et nagu näitavad uuringud, on nende integreerumine uude ühiskonda hoopis lihtsam ja kiirem protsess. Ja see pole mitte teisejärguline küsimus.

Teise probleemina näen seda, et seoses majandusraskustega ja tööpuuduse kasvuga, suureneb Euroopas Liidus negatiivne suhtumine migrantidesse veelgi. Ja ma kardan ka et EL sisemigratsiooni. Loodan siiski, et paremäärmuslased ei saa sellest hoogu juurde ning et need piirangud, mis praegu osadele liikmesriikidele kehtivad, kaovad lähitulevikus. Sellest võidaks EL tervikuna.

3-226

PRÉSIDENCE DE M. GÉRARD ONESTA

Vice-président

3-227

12 - Politique spatiale européenne: l'Europe et l'espace (débat)

3-228

Le Président. – L'ordre du jour appelle le débat sur:

- la question orale au Conseil sur la politique spatiale européenne: l'Europe et l'espace de Pierre Pribetich, au nom de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (O-0111/2008 – B6-0482/2008), et

- la question orale à la Commission sur la politique spatiale européenne: l'Europe et l'espace de Pierre Pribetich, au nom de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (O-0112/2008 – B6-0483/2008).

Le Toulousain que je suis est ravi de présider ce débat.

3-229

Pierre Pribetich, auteur. – Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président, Monsieur le Ministre, "il est grand temps de rallumer les étoiles".

Je voulais débiter mon propos par ce vers d'un poème de Guillaume Apollinaire, pour signifier l'importance, pour le Parlement européen, de relancer la politique spatiale.

Depuis plus de trente ans, l'Union européenne et ses États membres concourent au financement, à l'élaboration et au développement de la politique spatiale. Hélas, progressivement, cette politique a perdu de sa luminescence et de son rayonnement.

Certes, en 2003, les fondements d'une politique spatiale européenne furent élaborés par l'accord-cadre CE-ESA. Certes, le Conseil "Espace" du 22 mai 2007 s'inscrivait dans le continuum politique de cet accord-cadre. Mais la lumière émise par cette étoile demeure insuffisante. Pour autant, l'indépendance de l'Europe, son rôle sur la scène internationale, la sécurité, sa prospérité, tout converge pour faire de cette politique majeure un atout incomparable pour une politique industrielle

créatrice d'emplois et de croissance, ambitieuse, pour une influence culturelle, économique, scientifique renforcée sur la scène internationale, vecteur essentiel de la société de la connaissance que nous appelons de nos vœux.

Dans le triangle institutionnel de l'Union, pour qu'il ne se transforme pas en triangle des Bermudes, le Parlement représentant les citoyens européens doit jouer un rôle important et accru dans l'élaboration, la définition de cette politique.

Il est grand temps de rallumer les étoiles. En s'engageant, le 26 septembre 2008, le Conseil participe à cet acte et nous, nous voulons apporter notre pierre à cet édifice. Certes, cette adresse aujourd'hui, ici et maintenant, au nom de la commission industrie, recherche et énergie relève de cette même disposition d'esprit. Pour suivre cette bonne étoile, il me paraît essentiel de rappeler les éléments fondamentaux dans l'élaboration de cette politique spatiale.

La question du budget, d'abord. Nous demandons, dès à présent, la création d'une ligne budgétaire spécifique pour refléter, pour démontrer comme il se doit notre engagement à l'égard de la politique spatiale européenne.

Les industries spatiales ont besoin d'un soutien public suffisant, pour augmenter leur capacité en recherche et développement, pour rester tout simplement rentables. La concurrence internationale est rude et âpre.

Tandis que les États-Unis, la Russie, le Japon ou encore l'Inde augmentent de manière significative leur budget consacré à l'industrie spatiale et multiplient les commandes publiques, nous, Européens, nous sommes encore à la recherche de financements appropriés pour atteindre nos objectifs ambitieux, comme d'autres recherchent le temps perdu.

En conséquence, quelles initiatives propres compte prendre la Commission pour améliorer la contribution du secteur spatial européen, pour être un acteur, l'acteur majeur répondant à cette demande croissante, mondiale, sur tous les aspects de la politique spatiale, du lanceur au service?

Deuxième volet. L'enjeu des options stratégiques pour les applications liées, d'une part, à Galileo et Egnos et, d'autre part, au GEMS, à travers le prisme de la gouvernance pour créer une structure efficiente, générant une gouvernance claire pour une efficacité renforcée de tous les programmes spatiaux européens.

Dernier enjeu, l'exploration de l'espace. Quelle vision à long terme de notre politique spatiale européenne, pour quels objectifs? Partir à la conquête de l'espace lointain est l'affaire de décennies, d'une vision à long terme, d'une ambition.

J'ai à cet instant en écho le discours du Président Kennedy, fixant au peuple américain une nouvelle frontière dépassable. Sacraliser le 21 juillet 1969: cette démarche fut sans doute, dans l'histoire technologique de notre civilisation, l'accélérateur de progrès le plus fabuleux pour toutes les industries relevant du spatial et même du quotidien.

Donnez-nous cette vision à long terme dans ce concert des nations. Nous voilà donc au point d'étape de cette longue marche, à un point d'étape. L'Europe est à la croisée des chemins en matière de politique spatiale. L'espace a désormais multiplié ses champs d'action et d'application. Des activités scientifiques aux activités de défense, l'espace couvre des secteurs d'activité aussi vastes et variés que la protection environnementale ou le développement des PME.

Rapprochons-nous des utilisateurs, augmentons la fiabilité et la qualité des données récoltées. Devenons les leaders du marché spatial. C'est un devoir vis-à-vis des générations à venir que de fortifier cette politique européenne de l'espace et de faire les choix capitaux pour mettre en orbite les générations futures, qu'elles puissent vivre dans une Europe avant-gardiste et futuriste.

L'espace est notre nouvelle frontière de l'Europe. Le grand livre de l'histoire est ouvert maintenant avec son vertige de pages blanches. L'Europe ne doit pas seulement en faire partie, mais en être l'acteur majeur. Il est donc bien grand temps de rallumer les étoiles.

3-230

Jean-Pierre Jouyet, *président en exercice du Conseil*. – Cher Monsieur le Président Onesta, Monsieur le Vice-président de la Commission européenne, M. Verheugen, Mesdames et Messieurs les députés, Monsieur Pribetich, votre intervention et vos interrogations sont particulièrement pertinentes et, compte tenu de l'élan que vous avez mis à les soutenir et à les poser, il me sera particulièrement difficile d'intervenir après vous.

Pertinentes, parce que l'espace est devenu, comme vous l'avez souligné, un outil essentiel pour tous les pays européens. Ses missions contribuent à l'accroissement de nos connaissances, tant en ce qui concerne l'observation de la terre ou l'océanographie que la météorologie par satellite. Il correspond aussi à la croissance de nos économies à travers les télécommunications et la navigation par satellite. C'est devenu, tout à fait discrètement, mais de manière essentielle, un instrument consubstantiel à la vie moderne.

L'espace est aussi un outil, vous l'avez indiqué, qui permet de fédérer l'Europe autour d'une même ambition et qui permet de développer l'identité européenne. Et c'est dans cet esprit que la Présidence française a organisé, en juillet dernier, avec Valérie Pécresse, la première réunion informelle des ministres européens chargés de l'espace à Kourou qui est, comme vous le savez, le port spatial de l'Europe. Je sais que le Parlement européen était représenté par M. Rovsing dans le cadre de cette manifestation, et je l'en remercie.

Cette réunion a permis de dégager une vision commune pour l'Europe dans l'espace autour des trois acteurs principaux de la politique spatiale européenne: l'Union, l'Agence spatiale européenne et les États membres, tout en reconnaissant à l'Union des responsabilités accrues. Ces trois acteurs feront, ensemble, de l'Europe une des principales puissances spatiales sur la scène internationale, soyez-en certains.

Pour développer une politique spatiale européenne qui bénéficie à tous les Européens, il convient premièrement de garantir l'accès libre et équitable pour l'ensemble des États membres de l'Union aux avantages que représentent les activités spatiales; deuxièmement, de renforcer les mécanismes existants de coordination dans le domaine spatial, l'expertise européenne et les investissements financés par la Communauté, par des sources intergouvernementales et nationales; enfin, il nous faut aussi améliorer les synergies entre les programmes spatiaux civils et de défense.

Donc, c'est ainsi que l'Union, l'Agence spatiale européenne et les États membres feront en sorte de bénéficier d'un accès à l'espace qui soit autonome, fiable et au meilleur coût, ce qui est nécessaire par rapport à nos grands partenaires. Bien sûr, cela nécessite un renforcement du rôle de l'Union européenne dans la politique spatiale européenne.

C'est à l'Union qu'il convient de fédérer la demande en matière d'applications spatiales, de recenser les exigences des utilisateurs, d'établir les priorités, de veiller à la continuité des services. Nous avons également, au niveau de l'Union, développé des instruments et des schémas financiers communautaires pour prendre en compte les spécificités du secteur spatial dans le cadre, notamment, des prochaines perspectives financières.

Le Conseil "Espace" qui s'est tenu le 26 septembre dernier a permis de mettre en orbite, si j'ose dire, et de confirmer l'importance des deux programmes phares que sont Galileo EGNOS et le programme GMES. À propos de Galileo EGNOS, l'Union européenne peut se féliciter d'avoir signé un nombre important d'accords de coopération avec des États tiers, tels les États-Unis, la Chine, Israël, la Corée du Sud, l'Ukraine et le Maroc.

Ce même Conseil du 26 septembre a souligné l'importance d'accroître la coordination entre la Commission, l'ESA et les États membres dans le domaine de la recherche et du développement, notamment pour les systèmes de navigation par satellite.

Concernant le programme GMES, les Conseils à venir des 1er et 2 décembre prochains devraient fixer les lignes applicables et définir le terme du partenariat entre l'Union et les États membres, faire des propositions législatives qui formalisent le programme avant la fin de l'année 2009, et je peux d'ores et déjà vous indiquer que le Conseil considère que l'approche basée sur le bien public est celle qui doit être retenue pour le bon développement de ce programme. Une politique des données, également, doit être mise en place rapidement.

Enfin, il doit y avoir quatre priorités, qui ont d'ailleurs été reprises par M. Pribetich: la première, c'est l'espace et le changement climatique, tant la contribution des applications spatiales est unique en ce domaine; la seconde, c'est la contribution des activités spatiales à la stratégie de Lisbonne; la troisième, c'est tout ce qui a trait à l'espace et à la sécurité de façon à ce que nous puissions avoir, au niveau européen, un suivi et une surveillance des infrastructures spatiales européennes et des débris spatiaux; enfin, la quatrième priorité reste l'exploration spatiale, c'est une entreprise politique et planétaire et l'Europe devrait agir dans le cadre d'un programme mondial.

Pour cela, l'Europe doit élaborer une vision commune et une planification stratégique à long terme et doit également avoir le dialogue politique nécessaire avec les autres États dans le cadre d'une coopération internationale élargie et, de ce point de vue, le Conseil se félicite que la Commission ait annoncé qu'elle organiserait, en 2009, une conférence politique de haut niveau sur la vision mondiale à long terme en matière d'exploration spatiale.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, cette vision renouvelée de la politique spatiale européenne marque un nouvel engagement des États membres, un engagement qui, au service d'une ambition européenne exceptionnelle, je n'en doute pas, trouvera un écho dans votre Assemblée.

3-231

Günter Verheugen, Vizepräsident der Kommission. – Herr Präsident, Herr Ratspräsident, meine sehr verehrten Damen und Herren! Ich bin Herrn Pribetich sehr dankbar, dass er mir die Gelegenheit gibt, einen Beitrag zu einem sehr technischen Thema mit einer Zeile aus einem Gedicht meines französischen Lieblingslyrikers Guillaume Apollinaire zu beginnen: „*Il est grand temps de rallumer les étoiles.*“ Ich glaube in der Tat, dass die französische Präsidentschaft schon

bis jetzt Großes geleistet hat, europäischer Weltraumpolitik den Rang in unserer Arbeit zu geben, der dieser Politik wirklich zukommt.

Wir haben große Fortschritte gemacht in den letzten Jahren, wir haben zum ersten Mal eine europäische Weltraumpolitik – das hatten wir noch gar nie. Wir haben einen Rahmen für eine gemeinsame europäische Politik, in dem die Kommission eine koordinierende Rolle spielt. Wir haben eine große Übereinstimmung erzielt, welche strategische, ökologische und ökonomische Bedeutung die Weltraumpolitik für Europa hat. Niemand widerspricht dem, und ich möchte hier die Sitzung des Weltraumrates Ende Juli im Weltraumbahnhof Kourou in Französisch-Guyana besonders hervorheben, wo wir zum ersten Mal erlebt haben, dass Europa bereit ist für diesen neuen Aufbruch ins All.

Wir haben auch zeigen können, dass die Leistungsfähigkeit der europäischen Raumfahrtindustrie außerordentlich hoch ist. Wenn wir die Mittel, die Europa für Aktivitäten im Weltraum aufwenden kann, etwa mit denen, die unsere amerikanischen Freunde aufwenden, vergleichen, dann stehen wir sehr gut da. Europa ist führend in der Satellitentechnik, Europa ist führend in der Trägertechnik. Wir haben die besten Trägersysteme der Welt. Wir haben mit Kourou eine Infrastruktur, die es auch sonst nirgendwo auf der Welt gibt. Wir haben mit unserem Beitrag zur internationalen Raumstation, nämlich dem Weltraumlabor, bewiesen, welch hohen Stand die europäische Weltraumtechnik hat. Ich bin auch sehr froh darüber, dass die ESA eine ganze Reihe erfolgreicher Forschungsexpeditionen in unserem Sonnensystem durchgeführt hat, die andere nicht geschafft haben.

Wir haben also überhaupt keinen Grund, uns als Europäer hinter anderen zu verstecken. Wir haben eine exzellente Kooperation zwischen der Europäischen Kommission und der ESA erreicht, die Arbeitsteilung funktioniert vollkommen reibungslos. Vor dem Hintergrund dieser reibungslosen Zusammenarbeit gibt es nicht den geringsten Grund über eine Änderung von Strukturen in diesem Bereich nachzudenken.

Es gibt aber noch Probleme, die wir lösen müssen. Wir verfügen als Europäer über keinen unabhängigen Zugang zum Weltall. Wir können Menschen nicht rauf und auch nicht runtertransportieren. Wir müssen entscheiden, ob wir hier auf Dauer von anderen abhängig sein wollen oder nicht. Ich will Ihnen nicht meine persönliche Meinung verhehlen. Europa braucht einen unabhängigen und sicheren Zugang in das Weltall. Wir werden uns auch in der Tat mit der Frage befassen müssen, was die nächsten großen Missionen in der Erforschung unseres Sonnensystems sind. Meine Meinung ist, dass diese nächsten großen Missionen nur als Aufgaben der gesamten Menschheit angesehen werden können. Wir sollten jeden nationalen oder regionalen Wettlauf vermeiden. Unsere Politik jedenfalls zielt darauf ab, hier zu einem Höchstmaß an Gemeinsamkeit zu kommen. Das wird der Gegenstand der Konferenz sein, über die Herr Minister Jouyet soeben gesprochen hat und die die Kommission im nächsten Jahr veranstaltet.

Damit das jeder versteht: Wir wollen wirklich darüber reden, was die nächste große Aufgabe jenseits der rein technischen Anwendung von weltraumgestützten Technologien ist. Was ist die nächste große Aufgabe, das nächste große Ziel, um den menschlichen Forscherdrang im Weltraum zu befriedigen? Weltraumgestützte Technik ist für unsere heutige Zivilisation, für unsere Sicherheit und für unsere Wirtschaft vollkommen unverzichtbar. Denken Sie nur an die gesamte Kommunikationstechnik oder an die Finanzmärkte. Ohne Satelliten funktioniert heute überhaupt nichts mehr.

Es ist richtig, dass es hier eine starke sicherheitspolitische Komponente gibt. Auch dem entziehen wir uns nicht. Wir haben einen regelmäßigen strukturierten Dialog zwischen dem Rat und der Kommission etablieren können – unter Einbeziehung der europäischen Verteidigungsagentur und des europäischen Satellitenzentrums. Dieser Dialog soll einer besseren Koordinierung zwischen zivilen sowie sicherheits- und verteidigungsbezogenen Weltraumaktivitäten dienen.

Was die ökologische Seite angeht, so ist das System GMES, das sich in der Entwicklungsphase befindet, die europäische Antwort auf die globalen ökologischen Krisen. Dieses System wird uns die Daten und Informationen liefern, die wir brauchen, um vorausschauend agieren und reagieren zu können, wenn Katastrophen eintreten. Insgesamt sind natürlich unsere beiden Flaggschiffprojekte – GMES und Galileo – wichtige Beiträge zur Verwirklichung der Lissabon-Strategie, denn sie sorgen dafür, dass die industrielle und technologische Basis für weltraumgestützte Anwendungen in Europa stark bleibt.

Was GMES angeht, so bin ich sehr froh, Ihnen sagen zu können, dass die Kommission erst vor wenigen Tagen auf meinen Vorschlag hin eine Mitteilung angenommen hat, die sich mit der Organisation der Finanzierung und den Fragen der Zusammenarbeit bei GMES befasst. Der Wettbewerbsfähigkeitsrat wird sich in wenigen Tagen damit befassen. Wir können sagen, GMES befindet sich auf einem guten Weg. Die ersten Demonstrationsprojekte sind angelaufen. Wir werden den Zeitplan einhalten können, soweit ich das sehe. Wir sind mit der ESA im besten Einvernehmen in Bezug auf die weltraumgestützte Infrastruktur von GMES. Die ESA hat bei der Entwicklung der europäischen Satelliten, die wir für dieses System noch brauchen, bereits große Fortschritte gemacht. Es sieht also gut aus.

Allerdings muss eines noch geregelt werden: Wir haben im Gemeinschaftshaushalt auch für GMES nur Forschungsmittel zur Verfügung. Wir haben keine operativen Mittel. Wir werden im nächsten Jahr zum ersten Mal operative Mittel in geringem Umfang brauchen, das ist mit der Haushaltsbehörde bereits geregelt. Aber wir müssen hier eine langfristige

Lösung finden, denn eines ist klar: GMES ist kein System, das sich selber finanzieren wird, es wird Einnahmen geben, aber sie werden die Kosten niemals decken. GMES ist ein Projekt europäischer Infrastruktur. Als solches muss es betrachtet werden, und da müssen wir eine langfristige Finanzierung sicherstellen.

Einen genauen Fahr- und Aktionsplan für die künftige Durchführung der GMES-Initiative werden wir im nächsten Jahr aufstellen. Es lässt sich zusammenfassend sagen, dass die Kommission 2009 einen Vorschlag zur Finanzierung der ersten GMES-Einsätze im Jahr 2011 auf der Grundlage einer ausführlichen Folgenabschätzung und einer Kosten-Nutzen-Analyse vorlegen wird.

Über Galileo ist schon gesprochen worden. Ich will hier nur sagen, dass dank der guten Zusammenarbeit zwischen den Institutionen die Programme Galileo und EGNOS jetzt eine solide rechtliche Grundlage haben und operativ werden können. Die Umsetzung von Galileo und EGNOS liegt ebenfalls im Plan, aber es bleibt natürlich abzuwarten, ob die Vorgabe der GNSS-Verordnung, das System Galileo bis zum Jahr 2013 fertig zu stellen, auch von der Industrie eingehalten werden kann. Das wird sich im Verlauf des Bieterverfahrens zeigen.

Ich möchte ausdrücklich an die europäische Raumfahrtindustrie appellieren, die große Chance, die Galileo bietet, tatsächlich zu nutzen und mit uns aufs Engste zusammenzuarbeiten und wirklich alle Kräfte und alle Ressourcen zu mobilisieren! Galileo ist für uns eines der wichtigsten, wenn nicht das wichtigste industriepolitische Projekt überhaupt und wir müssen dafür sorgen, dass es reibungslos funktioniert.

Dazu gehören in der Tat auch die Fragen, die in der Entschließung aufgeworfen werden: Die Wettbewerbsfragen, die im Zusammenhang mit internationalen Handelspraktiken und den öffentlichen Beschaffungsmärkten auftreten. Es ist tatsächlich so, dass unterschiedliche internationale Regelungen die Vergabepraktiken im Raumfahrtbereich bestimmen. Diese Praktiken unterscheiden sich je nach dem, ob es sich um Dienstleistungen oder um Waren handelt, vor allem aber auch danach, welche Länder die entsprechenden Abkommen unterzeichnet haben. Die Kommission ist im Rahmen der Auslobung der Galileo-FuS-Phase strikt nach dem Prinzip der Reziprozität vorgegangen, und wir hoffen, dass wir den Verhandlungen mit Drittländern über eine gegenseitige Marktöffnung damit neue Impulse gegeben haben.

Ein letzter Punkt – ich bin sehr dankbar, dass das vom Parlament angesprochen wird: die Frage der Beteiligung kleiner und mittlerer Unternehmen an europäischen Raumfahrtaktivitäten. Das liegt mir ganz besonders am Herzen, weil wir in der Tat in der großen Raumfahrt nur einige wenige europäische Akteure haben. Das sind ja nur eine Handvoll europäische Länder, die wirklich im Weltraum präsent sein können. Aber viele andere leisten Beiträge, und ich sehe mit großer Freude, dass sich zunehmend in einer Reihe von Mitgliedsländern gerade auch in neuen Mitgliedsländern eine spezialisierte Raumfahrttechnik entwickelt, kleine und mittlere Unternehmen, die manchmal hoch komplizierte, sehr fortschrittliche Dienstleistungen oder Produkte anbieten. Deshalb ist es wichtig, dass bei großen Projekten sichergestellt wird, dass bei den Aufträgen die kleinen und mittleren Unternehmen mit einem entsprechenden Anteil berücksichtigt werden, der mit 40% vorgesehen ist, und die Kommission wird alles tun, was in ihrer Kraft steht, um dafür zu sorgen, dass dieser Anteil auch eingehalten wird.

Das ist nicht nur eine rein ökonomische Frage, das ist auch eine hoch politische Frage, weil wir auf diese Art und Weise erreichen, dass europäische Aktivitäten im Weltraum nicht nur als ein Privileg der wenigen großen europäischen Raumfahrtländer gesehen werden, sondern dass es verstanden werden kann als eine Maßnahme, die wir alle 27 betreiben und von der wir auch alle 27 profitieren!

3-232

Etelka Barsi-Pataky, a PPE-DE képviselőcsoport nevében. – Köszönöm a szót, elnök úr. A parlamenti határozatunknak az a címe, hogy „Hogyan hozzuk le a világot a földre?”. Kedves kollégák, egy átlag európai polgár 50 műholdat használ egy nap. A világűr felhasználása észrevétlenül vált a mindennapjainkká. A kérdés, hogy képes-e Európa közreműködni ebben a folyamatban, képes-e aktívan alakítani a világűr hasznosítását.

Néhány megállapítást kell tennünk. A világűr közös és globális értékünk. Európa számára tehát kiemelten fontos a nemzetközi együttműködés. Azonban ebben Európa csak akkor képes érdemben kivenni a részét, ha megteremti politikai, technológiai és operatív önállóságát. Ez tehát a Parlament számára fontos.

Az elmúlt időszakban bekövetkezett globális pénzügyi és részben már gazdasági válság következtében ma már világosan tudjuk, hogy jelentősen felértékelődnek a versenyképességünket szolgáló high-tech kezdeményezések, egyik ilyen a világűr hasznosítása.

Továbbá az előttünk álló kihívások és a hozzájuk kapcsolódó megoldandó feladatok tekintetében egyre inkább támaszkodunk az űrtechnológiákra. Ilyen például az éghajlatváltozás megértése és nyomon követése, vagy biztonságunk megteremtése a védelemben, az egyre gyakoribb katasztrófák elhárításában, vagy az egyre szélesebb körű navigációs-kommunikációs szolgáltatásokban.

Stratégiai kérdésekről beszélünk tehát ma itt. Az Európai Parlament építő módon kívánja kivenni a részét ebben a folyamatban. Elsősorban azzal, hogy támogatjuk az uniós intézmények és a kormányközi intézmények közötti strukturált párbeszédet, és ezzel úgy gondoljuk, hogy meg van teremtve minden tagállam számára a részvétel lehetősége, a nyílt és igazságos hozzáférés.

A közös európai projektünk, a Galileo sok vonatkozásban utat tört. Hogy néhányat említsek: gyakorlatilag létrejött a mintául szolgáló Galileo intézményközi panel, amely szorosabbra fűzi az együttműködést, vagy nagy projektjeink esetében a szükséges közös finanszírozást is rögzíteni tudtuk, beépült az európai költségvetésbe, de ez csak a kezdet. A Galileo program, ahogy Verheugen biztos említette, rögzítette a kkv-k részvételét, hiszen ma már tudjuk, hogy a spin-off cégek lesznek alkalmasak arra, hogy nagyot alkossanak a high-tech világában.

Az Európai Néppárt-Európai Demokraták számtalan javaslatot tettek, ez vonatkozik egyrészt az iparpolitikánkra, ahol nagyon sok mindent kell még behozni ahhoz, hogy alkalmas legyen alapul szolgálnia. Továbbá erősíteni kell szerepünket a kutatás-fejlesztésekben, azonkívül pedig a védelem- és biztonságpolitikában is szükségesek ezek a képességek. Így válik az európai világűr-politika Európa identitásának részévé. Köszönöm a szót.

3-233

Silvia-Adriana Țicău, *în numele grupului PSE*. – Sistemele de navigație prin satelit, rețelele, serviciile și aplicațiile de telecomunicație prin satelit sunt instrumente în care Uniunea Europeană trebuie să investească.

Cercetarea este unul dintre pilonii esențiali pe care se bazează strategia de la Lisabona. Programul GALILEO este unul dintre proiectele prioritare pentru cercetarea europeană, având în vedere potențialul acestuia de a fi utilizat pentru gestionarea traficului, monitorizarea efectelor schimbărilor climatice, intervenții în situații de urgență și de dezastre naturale.

Anul trecut Parlamentul European a reușit ca împreună cu Comisia și Consiliul să identifice sursele de finanțare pentru proiectul GALILEO, considerat ca fiind unul dintre proiectele strategice ale Uniunii. Subliniez importanța dezvoltării unei politici industriale în domeniul spațial.

Doresc să reamintesc faptul că regulamentul GALILEO stabilește un nivel de referință pentru implicarea IMM-urilor în politica industrială europeană aferentă domeniului spațial. Este momentul ca Europa să dezvolte o viziune comună și o planificare strategică în domeniul explorării spațiale.

3-234

Anne Laperrouze, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, il semble que nous soyons tous d'accord ici sur le fait que la politique spatiale est devenue une composante essentielle de l'avenir de notre société.

On pourrait résumer trois dimensions prioritaires: la sécurité-défense, la protection contre les crises environnementales et la fourniture de nouveaux services aux activités humaines.

Oui, chers collègues, il faut que nous, Européens, reconnaissons que l'espace revêt une dimension défensive stratégique. Je sais que ce point est contesté par certains de mes collègues. Oui, l'observation de la planète doit être assurée dans la durée, afin d'étudier ses variations dynamiques lentes, et en particulier celles induites par l'action de l'homme affectant le climat global, les ressources naturelles et la biodiversité.

En parallèle, un grand nombre de politiques publiques et d'activités économiques ont besoin d'informations et de prévisions issues de systèmes d'observation depuis l'espace. C'est notamment l'enjeu du GMES de l'Europe inscrit dans le processus mondial du GEO. Oui, les politiques spatiales ont un impact croissant sur la recherche scientifique, l'innovation technologique et au-delà, sur la dynamisation des imaginaires. Les programmes d'exploration de l'espace et des planètes jouent désormais un rôle essentiel en ce sens.

Téléphone et télévision, GPS, mais également prévisions météo ou encore soins médicaux à distance, ont bouleversé nos modes de vie. Personne ne peut dès lors imaginer que les satellites s'arrêtent de fonctionner.

L'expérience acquise dans les technologies spatiales avec notamment la réussite du lanceur Ariane justifie à elle seule la mise en œuvre d'une réelle politique spatiale européenne. Pour répondre à l'ambition de notre indépendance, il faudra trouver la bonne gouvernance et aussi, bien sûr, les bons financements.

En conclusion, la politique spatiale que l'Europe entend mener témoignera de sa volonté, soit de demeurer un acteur qui compte sur la scène mondiale, mais est plus ou moins réduit à un rôle de partenaire, soit d'être une Europe forte, acteur majeur de la gouvernance mondiale capable de résoudre des problèmes clés pour le futur de l'humanité.

3-235

Patrick Louis, au nom du groupe IND/DEM. – Monsieur le Président, chers collègues, en tant qu'ex-rapporteur de la commission des transports, j'avais émis un avis enthousiaste sur le projet Galileo.

Aujourd'hui, nous voyons que ce projet central s'est enlégé grâce à l'omnipotence et à l'inertie technocratique de nos institutions. Chaque fois que l'Union a refusé les coopérations libres et à géométrie variable entre États, elle a stérilisé l'initiative privée, augmenté les coûts et freiné l'émergence de consortiums concurrents compétents et cohérents. Mais, chaque fois que les États se sont unis librement, les projets ont abouti.

Alors, ici comme ailleurs, le rôle de nos institutions est de garder un simple rôle de suppléance; vouloir être les gérants de tout, alors que nous devrions être les garants de peu, nous rappelle une chose: c'est qu'en matière spatiale, l'Europe doit d'abord garder les pieds sur terre.

3-236

Giles Chichester (PPE-DE). – Mr President, I had a childhood ambition of being one of the pioneers in space – I daresay many other children had the same – and when I grew up, in 1969, I was inspired by those images that came back to us from the Lunar Landing Project, particularly the television image of the Earth from space. Space is now less of a headline-grabber, but it is extremely important for all the reasons that other colleagues have given and I applaud the European Union commitment to a space policy.

I visited the NASA Goddard Center in Washington a year ago and, very recently, ESA, the European Space Agency Centre in Rome, and to me the images they can show us of the work that they undertake make space as exciting as ever. In fact the more people see these images the more perhaps we will bring space down to earth. But what it also showed me anew was the relevance to science, to research and to the economy of the use of space, and the importance of the satellites and their launchers.

Commissioner, I have been made aware of concerns felt by satellite operators about the need to observe international agreements with regard to spectrum usage and satellite footprints. There is a concern that if any breach of international arrangements is tolerated, other regions will breach them too. It seems to me that effective exploitation of space depends crucially on observing common agreed laws and principles, so I hope the Commission can reassure us and them on that point. We have a good story to tell of achievements and prospects in space.

3-237

Teresa Riera Madurell (PSE). – Señor Presidente, señor Comisario, señor Pribetich, su propuesta me parece muy completa y equilibrada y quiero felicitarle, pues, por poner algo más de luz para que podamos ver mejor las estrellas.

La Unión Europea debe ser, sin duda, la encargada de definir las aspiraciones políticas de Europa en materia espacial, poniendo el espacio al servicio de la ciudadanía europea y de nuestra economía y garantizando un acceso al mismo autónomo y fiable.

Por ello, me satisfacen también las conclusiones del Consejo del pasado mes de septiembre, como un compromiso político útil en pro del desarrollo de la política espacial europea.

Las prioridades deben ser, sin duda, la aplicación a tiempo de los programas Galileo y EGNOS, y del Sistema de Vigilancia Mundial del Medio Ambiente y la Seguridad, sistema que supondrá un respaldo a la evaluación y a la ejecución de las políticas europeas que inciden sobre el medio ambiente.

Y, en cuanto a la financiación, hay que encontrar instrumentos adecuados a la política espacial europea, que, más allá de lo previsto en el Séptimo Programa marco, permitan una planificación a medio y largo plazo. La posible introducción en el presupuesto de un capítulo específico evidenciaría el compromiso de la Unión Europea con esta política y aumentaría su claridad y transparencia en previsión de la entrada en vigor de las disposiciones del Tratado de Lisboa.

3-238

Janusz Onyszkiewicz (ALDE). – Panie Przewodniczący! Bardzo cieszy mnie to, że w rozwijaniu swojego programu kosmicznego pracujemy razem z Rosjanami. Trzeba jednak pamiętać, że w tle tej współpracy jest inny partner, z którym tę współpracę trzeba by rozwinąć, a mianowicie Ukraina. Na Ukrainie były budowane najlepsze rakiety radzieckie. Potencjał tego kraju jest w tej sprawie ogromny. Myślę, że trzeba go dostrzec i wykorzystać dla naszego wspólnego dobra.

Druga uwaga dotyczy programu Galileo. Otóż trzeba pamiętać o tym, że ten program może i powinien być niesłychanie ważny także dla naszych działań wojskowych, dla naszych misji wojskowych. Tyle tylko, że wykorzystanie tego systemu do celów wojskowych powinno być o tyle zabezpieczone, żeby inni uczestnicy w tym programie - mam tutaj na myśli przede wszystkim Chiny - nie potrafiły i nie mogły tego zablokować.

3-239

Le Président. – Avant de passer la parole au Conseil, je vous apprends peut-être, chers collègues, qu'il y a trois députés dans cette assemblée qui sont nés un 5 août, c'est-à-dire le jour de l'anniversaire de Neil Armstrong. Je suis l'un des trois, c'est pourquoi je suis au courant. Je vous laisse méditer en écoutant le Conseil.

3-240

Jean-Pierre Jouyet, président en exercice du Conseil. – Cela ne m'étonne pas de vous, Monsieur le Président, et j'en suis très heureux pour vous, vous en êtes digne!

Je serai extrêmement bref, Monsieur le Président, Monsieur le Vice-président de la Commission, Mesdames et Messieurs les députés, parce que beaucoup a été dit.

Premièrement, vos interventions, vos débats ont montré la mobilisation de votre Assemblée autour de la politique spatiale européenne. Nous sommes à la recherche d'un projet européen fédérateur. Nous sommes à la recherche de projets européens qui, véritablement, stimulent et fassent en sorte que de nouvelles générations d'Européens puissent rejoindre cette aventure unique.

Nous sommes, comme cela a été souligné, à la recherche de projets visant à améliorer la vie concrète de nos concitoyens. Nous sommes à la recherche de projets qui ont pour véritable vocation de développer la compétitivité, d'associer les différents partenaires industriels européens, de soutenir l'activité dans cette période de dépression. Nous sommes à la recherche de projets visant à faire en sorte que la recherche, le développement et l'innovation soient renforcés. Nous sommes à la recherche de projets – pour être tout à fait synthétique – qui font que l'Europe soit plus visible, devienne un acteur global et pèse sur les défis globaux qui nous attendent, que ce soit en matière de lutte contre le changement climatique, que ce soit en matière de développement, que ce soit également dans des équilibres stratégiques à l'égard de nos autres partenaires.

Je crois que votre débat montre bien que nous ne devons absolument pas relâcher l'effort, que nous devons, au contraire, concentrer tous nos moyens, toutes nos facultés de coopération sur ce qui est le plus symbolique des projets européens, c'est-à-dire la politique spatiale européenne.

3-241

Günter Verheugen, Vizepräsident der Kommission. – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich bin dankbar für die breite Unterstützung für die europäische Weltraumpolitik, die diese Debatte gezeigt hat, und verbinde das mit dem Wunsch, dass diese breite Unterstützung wirksam werden möge, wenn es darum geht, die finanziellen Grundlagen für eine permanente und nachhaltige europäische Präsenz im Weltraum zu schaffen. Ich muss Sie darauf aufmerksam machen: Die Konkurrenz schläft auch hier nicht. Andere Regionen in der Welt sind bereits viel weiter, auch mit der Vision, was wir als nächstes machen sollen. Wenn wir nicht in der Lage sind, neue Projekte zu finden und neue Techniken zu entwickeln, dann werden wir unsere führende Stellung bei den heutigen weltraumgestützten Anwendungen nicht halten können, weil dann einfach die wissenschaftliche Grundlage und die Forschungsgrundlage dafür fehlen.

Darum sage ich noch einmal: Ich war sehr dankbar dafür, dass das alles heute sichtbar gemacht worden ist. Wenn wir gemeinsam einen Beitrag zur Bewusstseinsbildung leisten, dann in dem Sinne, dass wir den Bürgerinnen und Bürgern Europas die Geschichte, von der Herr Chichester gesprochen hat, erzählen, nämlich die Geschichte, dass europäische Projekte im Weltraum für uns alle ein großes einigendes Band darstellen können.

3-242

Le Président. – Le débat est clos.

3-243

13 - Nécessité de l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions avant fin 2008 (débat)

3-244

Le Président. – L'ordre du jour appelle le débat sur la question orale au Conseil sur la nécessité de l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions avant fin 2008, d'Angelika Beer, au nom du groupe Verts/ALE, Ana Maria Gomes, au nom du groupe PSE, Annemie Neyts-Uyttebroeck et Elizabeth Lynne, au nom du groupe ALDE, Ģirts Valdis Kristovskis, au nom du groupe UEN, Tobias Pflüger et Gabriele Zimmer, au nom du groupe GUE/NGL, et Stefano Zappalà, au nom du groupe PPE-DE (O-0110/2008/rév. 1 - B6-0481/2008).

3-245

Angelika Beer, Verfasserin. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Am 3. Dezember dieses Jahres wird es in Oslo dazu kommen, dass endlich die Konvention zur Ächtung von Streubomben unterzeichnet werden kann. In Dublin haben 107 Staaten zugestimmt, sie haben versprochen, dass sie unterschreiben werden. Unser Appell heute, zwei Wochen vor dieser Konferenz, ist weltweit: Haltet euch an eure Zusagen! Unterzeichnet, und vor allen Dingen, ratifiziert schnell!

Gerade der Krieg im Kaukasus, der Einsatz von Streubomben sowohl von georgischer als auch von russischer Seite, ist die Aufforderung an uns, keine weitere Zeit zu verlieren. Wir haben Erwartungen an die Europäische Kommission und den Rat. Wir erwarten, dass sich alle Mitgliedstaaten der Europäischen Union am 3.12. der Unterzeichnung anschließen, insbesondere jene europäischen Staaten, die bisher noch zweifeln, nämlich Griechenland, Lettland, Polen, Rumänien und die Republik Zypern.

Wir erwarten von der Europäischen Union, dass sie sich auch weiterhin im Rahmen des Waffenübereinkommens der Vereinten Nationen für ein rechtlich verbindliches Verbot von Streubomben einsetzt. Den unglaublichen Vorstoß der USA, Russlands und Chinas auf der letzten Genfer Konferenz, Streumunition im Rahmen der VN-Waffenkonvention zu legalisieren, verurteilen wir hier einhellig.

Wir wollen, dass wir auch zukünftig Synergien und Verknüpfungen des künftigen Übereinkommens von Oslo mit dem Ottawa-Übereinkommen überprüfen, das zur Ächtung aller Landminen abgeschlossen wurde. Mit unserer Entschließung fordern wir die Kommission auf, weitere Mittel – deutlich mehr Mittel – zur Verfügung zu stellen, um Menschen in diesen verseuchten Gebieten zu schützen und diese Streumunition zu räumen. Das gilt für den Libanon, das gilt auch für den Balkan und alle anderen Regionen. Wir haben dort keine zuverlässigen stabilen Finanzmittel. Das kann nicht sein. Wenn wir diesen Kampf ernstnehmen, muss die Kommission dort Finanzierungswege suchen.

Ich will hier für meine Fraktion noch einmal unterstreichen: Unser Ziel bleibt ein rechtsverbindliches Verbot der Anwendung, der Lagerung oder Herstellung dieser absolut inhumanen Waffen, die für Jahrzehnte eine Geißel für die Zivilbevölkerung darstellen.

Ich will auch noch einmal ganz deutlich machen, ihr Einsatz führt in Ländern – auch dort, wo die Europäische Union Polizei und militärische Kräfte im Einsatz hat wie in Afghanistan, Bosnien und im Kongo – genauso zu einer Gefährdung für unsere Mission wie auch für die Menschen selbst.

3-246

Ana Maria Gomes, Autora. – No dia 3 de Dezembro vão convergir, em Oslo, os líderes dos cento e sete países que adoptaram a Convenção sobre as Minas de Fragmentação, em Maio deste ano, para assiná-la, e a escolha do dia 3 de Dezembro não é fortuita. Nesse mesmo dia, em 1997, abriu para assinatura em Otava a Convenção contra as Minas Antipessoais. Estes instrumentos não partilham só a data de assinatura. Ambas essas convenções não contam ainda, vergonhosamente, com o apoio de países representando grande parte da Humanidade, como os Estados Unidos, a China, Índia, Irão, Paquistão, Rússia e Israel.

A Convenção de Oslo foi negociada em Dublin, e vinte e dois dos cento e sete signatários são membros da União Europeia. Esperamos que, sem demora, Chipre, Polónia, Roménia, Letónia e Grécia abandonem as suas reservas, permitindo à União Europeia apresentar-se unida na sua oposição a estas armas que matam e mutilam indiscriminadamente.

Estas armas não são só imorais, são cada vez mais inúteis do ponto de vista militar. É a própria Agência Europeia de Defesa que, na sua *Long-Term Vision for European Defense Capability and Capacity Needs*, explica que:

3-247

‘serious thought needs to be given to the future utility of unguided munitions, as well as cluster bombs, mines and other weapons of indiscriminate effect’.

3-248

Cada vez mais as forças militares europeias, e não só, operam no meio da população civil e cada vez menos o objectivo é destruir um inimigo facilmente identificável. Por isso, as munições de fragmentação não só são incompatíveis com o Direito Humanitário, como têm demonstrado ser de utilidade limitada. O Direito Internacional, imperativos morais e a mais básica lógica militar convergem na urgência de pôr fim a estas armas. Por isso é preciso assegurar a ratificação universal da Convenção de Oslo.

3-249

Annemie Neyts-Uyttebroeck, auteur. – Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, au nom de mon groupe, je me suis associée à cette question orale pour bien exprimer notre désapprobation à l'égard des bombes et des munitions à fragmentation, pour des raisons tout à fait évidentes, et pour marquer notre soutien à l'attitude des États membres qui ont donné leur accord sur la convention qui les interdit.

J'espère, comme mes collègues, que, dans les semaines qui viennent, tous les États membres, sans aucune réserve, signeront cette convention et s'y tiendront. Parce que vous savez bien qu'il se dit que, sous la houlette des États-Unis ou inspirés par ceux-ci, certains États, dont certains États membres, envisageraient de contourner la convention en jouant – si je puis m'exprimer ainsi – sur la définition de ce que sont des armes et des munitions à fragmentation et sur leur risque moindre de blesser par inadvertance des personnes qui toucheraient des fragments qui n'auraient pas explosé.

Je souhaite que cela ne se produise pas. Mon groupe souhaite que cela ne se produise pas, et donc je demande à mon tour au Conseil ce qu'il compte entreprendre pour que cette convention entre en application.

Enfin, tout autre chose, Monsieur le Ministre, j'ai lu qu'il se pourrait que, dans un avenir proche, vous vous lanciez, comme on dit, dans d'autres défis. Si cela devait être vrai, mes vœux vous accompagnent et ceux de mon groupe vous accompagnent.

3-250

Ģirts Valdis Kristovskis, Autors. – Cienījamo priekšsēdētāj, Komisijas pārstāvi, prezidentūras pārstāvi! Pirmais, gribu teikt, ka esmu bijis aizsardzības ministrs savā valstī gandrīz sešus gadus, laikā līdz iestāšanai NATO. Tāpēc varu teikt, ka ļoti labi saprotu to, ko nozīmē savām valstīm rūpēties par aizsardzības pasākumiem, par nepieciešamo bruņojumu un arsenālu. Tomēr savā un arī UEN grupas vārdā es esmu atbalstījis visus pasākumus, ko Eiropas Parlaments ir spēris, arī šo jautājumu par kasešu munīcijas aizliegšanu. Jo, manuprāt, viss jau šeit arī tika pateikts, visiem ir skaidrs, ka šī nav pietiekami precīza munīcija un ka tā galvenokārt līdz šim, kā mēs redzam, ietekmē civiliedzīvotājus un bojā iet bērni.

Līdz ar to gribu teikt, ka Eiropas Parlaments un arī es uzskatu, ka Eiropas Savienības dalībvalstīm ir jāpanāk vienots viedoklis un kopīgiem spēkiem būtu jāvienojas par šīs munīcijas aizliegšanu. No otras puses, gribu ieteikt arī pielietot šo prasību divpusējās sarunās ar tādām valstīm kā Krievija, Amerikas Savienotās Valstis, Ķīna, kuru bruņojumā galvenokārt ir šis bruņojuma veids. Tas, manuprāt, ir ļoti svarīgi, jo mēs atceramies, ka pavisam nesen Gruzijas un Krievijas kara laikā diemžēl Krievija izmantoja šo kasešu munīciju veidu pret Gruzijas civiliedzīvotājiem. Un tas apliecina, ka tie argumenti šīs munīcijas uzturēšanai bruņojumā — tādā argumenti, ka tas ir aizsardzības līdzeklis, — neiztur kritiku. Diemžēl, kā mēs redzam, šo līdzekli izmanto citās valstīs kā uzbrukuma līdzekli, tādā pret civiliedzīvotājiem.

3-251

Luisa Morgantini, Autore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, le bombe a grappolo sono a tutti gli effetti armi di distruzione di massa, ordigni inumani, se mai qualcosa di umano possa esserci in una guerra.

Una pubblicazione dell'esercito americano, *Field artillery*, scrive: "Le piccole bombe inesplose sono un problema per la popolazione innocente, per le stesse nostre forze leggere, per la fanteria e per chi cammina dopo il bombardamento di un'area urbana", eppure si continuano a produrre e usare e terreni inquinati di ordigni inesplosi continuano a seminare morte per anni e anni, lo abbiamo visto anche in Georgia.

Ad Oslo, alla Conferenza contro l'uso, la produzione e lo stoccaggio delle bombe a grappolo, un giovane libanese di 24 anni, Ibrahim, con il corpo devastato da ferite alla gamba amputata si è presentato dicendomi: "Piacere, io sono un sopravvissuto". Avrei voluto morire e invece l'ho solo abbracciato. Sono andata a trovarlo nel suo villaggio, nel Libano del sud, ho visto nei cortili delle case, delle scuole, nell'erba, sugli alberi, bombe inesplose, lanciate dagli aerei israeliani. Ne hanno lanciate più di 1.400.000 e lanciate negli ultimi giorni, quando la tregua e il cessate il fuoco erano già stati dichiarati. Pura crudeltà, e quanti bimbi, donne e uomini ho incontrato in Afghanistan negli ospedali di Emergency, con corpi mutilati; sono migliaia nel mondo i piccoli mutilati per aver giocato con frammenti di *cluster bomb*, attratti da quegli oggetti colorati.

A Dublino 109 paesi si sono impegnati dopo dieci giorni di dibattito a firmare la messa al bando delle micidiali armi, a provvedere all'assistenza delle vittime e alla bonifica delle aree interessate, ma l'accordo prevede anche che tutti gli arsenali dovranno essere distrutti entro otto anni. Non lo faranno certamente a meno che vi sia una forte pressione di tutti i paesi firmatari delle Nazioni Unite e i paesi che sono responsabili di crimini contro la popolazione civile - paesi come Israele, Stati Uniti, Russia, Cina, India, Pakistan - che non si sono presentati a Dublino e hanno detto no all'abolizione delle bombe a grappolo.

Il segretario alla Difesa Robert Gates ha tentato di spiegare le resistenze americane: le bombe a grappolo sono un'arma efficace contro uno svariato numero di obiettivi. Lo hanno sperimentato certamente i morti in Iraq, in Afghanistan, nella ex Jugoslavia. Ancora una volta l'Europa mostra sensibilità con i 22 paesi che hanno firmato e aderito al Patto di Dublino, ma sono necessarie azioni concrete.

Il 2 e il 3 dicembre a Oslo si firmerà ufficialmente il trattato, ma dovrà essere ratificato. Dobbiamo farlo subito e sventare qualsiasi tentativo di aggirare il trattato e il Consiglio credo che dovrà davvero definire strumenti efficaci, politici e finanziari per fare in modo che quel trattato venga applicato e che non ci siano più morti di questo tipo, i morti con armi di distruzione.

3-252

PRESIDENZA DELL'ON. LUIGI COCILOVO
Vicepresidente

3-253

Stefano Zappalà, Autore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, solo per informazione per la Presidenza del Consiglio, se lei poi Presidente può riferirlo a chi l'ha preceduta: prima è stato detto che qui, in quest'Aula, siedono tre persone che

sono nate lo stesso giorno di Neil Armstrong. In realtà, è stato membro di quest'Aula tra il '94 e il '99 un astronauta europeo di origine italiana; siede, durante questa legislatura in quest'Aula un astronauta europeo anch'esso italiano.

Bene, venendo alle bombe a grappolo, io a nome del mio gruppo ho aderito all'iniziativa su questa materia perché la ritengo un fatto di profonda civiltà ed umanità. Il collega ha fatto il ministro della Difesa in uno degli Stati membri, io vengo anche dal mondo militare. Io considero questo progetto di abolizione a livello planetario delle bombe a grappolo un fatto, dicevo, di civiltà e di umanità.

Perché? Intanto perché la civiltà e l'umanità sono alcuni dei tanti principi costitutivi dell'Unione europea, sono alla base dei nostri trattati e quindi credo che noi da questa vicenda non possiamo che prendere non solo spunto, ma farci profondamente carico di quello che deve essere l'atteggiamento dell'Unione nel suo complesso nei confronti di questo tipo di munizionamento.

Ma quello che provocano queste armi, queste munizioni in giro per il mondo è palese, in tutti gli scenari di guerra i dati sono quelli che sono, ma la cosa più grave è che tutto non finisce con la guerra, prosegue anche dopo perché resta contaminato il territorio, resta nel tempo. Purtroppo poi gli scenari di guerra sono tra l'altro, in paesi certo non a civiltà molto avanzata, e quindi resta questa disponibilità alla corsa anche locale a utilizzare reperti che si trovano sul territorio e che sono poi la causa della maggior parte delle deturpazioni di natura fisica che avvengono nei confronti dell'infanzia, nei confronti dei giovani. Molti filmati ci hanno sottoposto e ci sottopongono in continuazione in giro per il mondo quelli che sono i risultati dell'uso di queste armi.

Quindi io chiedo al Consiglio, chiedo a nome del mio gruppo, chiedo al Parlamento europeo di insistere su questa vicenda, spero che si trasformi il tutto nella ratifica di questa Convenzione che credo sia uno degli aspetti più importanti, appunto, di civiltà ed umanità che l'Unione europea può fare.

3-254

Jean-Pierre Jouyet, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Madame Beer, Madame Gomes, Mme Neyts-Uyttebroeck, que je remercie personnellement de ses vœux, Madame Morgantini, Monsieur Kristovskis et Monsieur Zappalà, vous avez toutes et tous profondément raison: comme l'a dit M. Zappalà, c'est une question de civilisation et d'humanité.

Tous les États membres de l'Union européenne partagent les préoccupations humanitaires que les armes à sous-munitions soulèvent. L'Union européenne soutient l'adoption d'un instrument international interdisant les armes à sous-munitions, qui causent des dommages inacceptables aux populations civiles. C'est la raison pour laquelle tous les États membres de l'Union européenne ont assisté à la conférence de Dublin, en tant que parties prenantes – comme la très grande majorité des États membres –, ou à titre d'observateurs. C'est bien sûr l'Union européenne qui est partie prenante; c'est ce qu'il faut comprendre de cette phrase un peu compliquée.

Quant à la décision de signer ou de ratifier, il s'agit d'une décision souveraine qui revient à chacun des États membres, mais comme Mme Neyts, je regrette qu'ils ne soient pas tous en mesure de signer d'ici décembre.

La grande majorité des États membres de l'Union ont annoncé leur intention de signer la convention dans les semaines qui viennent, je le signale et je dis à Mme Morgantini qu'elle a raison, qu'il faut faire des gestes concrets avant l'entrée en vigueur de la convention. C'est ainsi que le pays que je connais le mieux, la France, a décidé, en mai 2008, de retirer du service, sans délai, 90% du stock de sous-munitions.

Mais, comme vous le savez, un certain nombre d'États membres n'ont pas encore pris de décision. La Présidence, la France a, quant à elle, annoncé dès la Conférence de Dublin, fin mai, qu'elle signera la convention début décembre. La Présidence souhaite attirer l'attention de tous les députés sur les négociations sur les armes à sous-munitions en cours à la convention sur certaines armes classiques – la CCW –, qui est l'unique enceinte à laquelle les plus grandes puissances militaires – les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde, ou des pays comme la Géorgie –, acceptent de participer, ce qui n'est pas le cas pour la convention d'Oslo. Je vous signale que ces pays n'ont pas manifesté l'intention de signer cette convention.

Tous les États membres de l'Union européenne sont parties prenantes à cette convention et appellent à l'adoption d'un protocole sur les armes à sous-munitions. C'est également à travers des engagements, pris dans cette enceinte, et M. Kristovskis a eu tout à fait raison de le souligner, qu'il sera possible d'obtenir des évolutions sur le terrain. Ainsi, les décès tels que ceux causés en Géorgie par des armes à sous-munitions pourraient être évités à l'avenir si les négociations dans le cadre de cette convention universelle pouvaient aboutir.

Mesdames et Messieurs les députés, comme vous le voyez, les armes à sous-munitions sont un sujet qui mobilise l'Union européenne, qui doit continuer à œuvrer au niveau international pour l'adoption d'un instrument universel. C'est en tout cas le but de tout le mal que se donne la Présidence française pour convaincre l'ensemble des partenaires, et nous continuerons, nous la France, à le faire.

3-255

Charles Tannock, on behalf of the PPE-DE Group. – Mr President, I am no pacifist – anybody in this Chamber who knows me well would say that – but there is much about warfare and the arms trade which we must regret. Cluster munitions to me are one of the most horrible ways of waging war which should always, of course, only occur as a very last resort.

There is much evidence to suggest that these weapons disproportionately affect civilian populations, who must be protected above all in international law. Cluster bombs can fall across a huge area and remain unexploded for very long periods of time, posing a lethal threat to civilians who could be killed or maimed long after a conflict has ended.

They are also costly to locate and remove and cannot be formally mapped in the same way that a minefield can. Sometimes children have picked these things up, thinking of them as toys, and losing limbs or perhaps even their lives as a result. As a father of very young children myself, few things could be more horrendous to think about.

If we are serious about creating a European Union of common values and sharing those values with the world, we must take a common position to promote an eventual ban on these terrifying and terrible arms, which are very blunt in their effect on the battlefield.

We must also use all diplomatic means at our disposal to persuade others to do the same. We as the European Parliament can rightly be proud of what we have done to try to rid the world of the scourge of anti-personnel land mines. We must approach this issue of cluster bombs with equal vigour and commitment, in order to build a better, more humane world and not see innocent civilians suffer in the aftermath of armed conflict.

3-256

Richard Howitt, on behalf of the PSE Group. – Mr President, today we are appealing to the EU countries who are not currently planning to sign the Convention against cluster munitions to do so. Cyprus, Estonia, Finland, Greece, Poland, Romania, Slovakia and Slovenia, alongside EU aspirants Serbia and Turkey, please join the other EU countries and more than a hundred states worldwide in signing this Convention.

For whom are we making this appeal? For Suraj Ghulam Habib of Herat in Afghanistan, who when six years old lost both his legs when he found a cluster bomb he thought was a kind of food. He now finds it almost impossible to get to school or to play with his friends from within his wheelchair. For Mrs Chanhthava of Sepone District in Laos, who lost a leg and damaged her sight after she accidentally struck a cluster bomb while working to gather food for her family in the rice fields. She now has to send her daughter out to the same dangerous fields to collect the rice. For the 13-year-old Georgian boy, Beka Giorgishvili, who this year, whilst at a friend's house, became one of the newest victims as he was helping to pump up his friend's new bicycle tyre. Beka lost part of his skull and shrapnel remains inside.

It is hypocrisy for EU countries to condemn Russian aggression in Georgia, yet fail to condemn the means of that aggression, which causes excessive harm to civilians wherever cluster munitions are used. It is also a hollow excuse for countries to seek to justify stockpiling cluster bombs as part of adhering to the landmines ban, when cluster munitions are equally deadly and have caused even greater humanitarian damage in the world.

My own Member State, the UK, has already started the destruction of some 30 million explosives, changed its export control regulations and directly contributed to the clearing of ordnance, including cluster munitions in Georgia. Europe is where these weapons were first used by German and Soviet forces in the Second World War, Europe currently stockpiles an estimated one billion bomblets, and it is Europe which should take the lead in the world in securing their obliteration.

3-257

Elizabeth Lynne, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, as many people have said, civilians, many of them children, are indiscriminately killed or injured by cluster bombs every day. Many of those child victims are disabled by cluster munitions and have to live with that disability for the rest of their lives. Yet the shocking fact is that cluster munitions are stockpiled in over 15 EU Member States. Horrifyingly, there is evidence that at least seven EU Member States are still producing these weapons. In my view these countries, as well as those that have used them – including the UK, my country – have blood on their hands.

Banning the production, transfer and stockpiling of cluster munitions will save many lives. This Convention will also ensure the provision of much needed resources, such as medical care and rehabilitation to aid victims of cluster bombs. I urge all EU Member States to sign and ratify this Convention and not to try to redefine what we mean by cluster munitions so as to wriggle out of their responsibilities, as certain Member States are trying to do.

3-258

Seán Ó Neachtain, thar ceann an Ghrúpa UEN. – A Uachtaráin, tacaím go mór leis an moladh a iarrann go dtiocfadh an Coinbhinsiún chun cosc a chur ar chnuasbhuamaí i bhfeidhm ó dheireadh na bliana seo ar aghaidh.

Tá na rialtais ar fad a chuireann forfhógra Osló 2007 i bhfeidhm sásta cáipéis dhleathach a dhréachtadh roimh dheireadh na bliana 2008 a chuirfeadh stop le húsáid na gnuasbhuamaí; agus a chuirfeadh córas i bhfeidhm a spreagfadh comhoibriú agus cúnamh dóibh siúd a thug a gcosa leo as ionsaithe dhá leithéid go dtí seo agus a mhillfeadh aon stocanna cnuasbhuamaí atá fós thart.

Tá mé an-bhródúil gur in Éirinn – i mBaile Átha Cliath i mo thír féin – a thángthas ar shocrú faoin gConradh seo le linn comhdhála idirnáisiúnta a bhí ansin níos luaithe i mbliana. Bhí na rannpháirtithe ar fad an-soiléir faoi na mianta a bhí acu ag an gcomhdháil sin – go gcuirfí cosc ar na cnuasbhuamaí feasta. Agus mar a d'iarr mo chomhghleacaithe anseo sa Teach inniu, ba mhaith liom go gcuirfeadh na tíortha eile nár shínigh é seo fós a síniú leis.

Caithfear deireadh iomlán a chur leis an armlón uafásach seo.

3-259

Satu Hassi, *Verts/ALE-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, on hieno asia, että rypäleaseet kieltävä sopimus on saatu aikaan. On hyvin tärkeää, että kaikki EU-maat liittyvät sopimukseen, myös Suomi, Kreikka ja Puola, muuten annamme muille maille liian helpon verukkeen jatkaa näiden epäinhimillisten aseiden käyttöä.

Olen hyvin pahoillani siitä, että oma maani Suomi aikoo jäädä sopimuksen ulkopuolelle. Tätä perustellaan sillä, että rypäleaseet on hankittu toisen epäinhimillisen asetyypin, henkilömiinojen, korvaamiseksi. Tämä on kuitenkin kuin pirun häätämistä Belsebubilla. 90-luvun lopulla, kun Suomen silloinen hallitus päätti henkilömiinoista luopumisen aikataulusta, armeija ei suinkaan kertonut aikovansa hankkia tilalle toista siviilien tappajaa, rypäleaseita.

EU:n ja kaikkien EU-maiden tulee nyt olla johdonmukaisia rypäleaseiden vastustamisessa ja kieltäytyä myös kaikista sellaisista sotilasoperaatioista, joissa käytetään rypäleaseita. Rypäleaseiden uhreistahan arvioidaan jopa 98 prosentin olevan siviilejä. Meillä on paljon yli 20 vuoden kokemus siitä, että nämä aseet tappavat sattumanvaraisesti valikoituvia siviilejä, mukaan lukien lapsia. Tälle on nyt aika saada loppu.

3-260

Jean-Pierre Jouyet, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, très sérieusement et très gravement, je dois vous dire que j'ai été tout à fait fier de participer au débat que nous venons d'avoir sur les armes à sous-munitions et que, au nom de la Présidence, je rejoins toutes celles et tous ceux qui ont lancé l'appel à la ratification de la Convention.

L'Union européenne a déjà reconnu, en 2007, l'urgence avec laquelle ces préoccupations humanitaires autour des munitions en grappe devaient être abordées. Je rappelle que des États membres de l'Union ont joué un rôle actif, à la fois dans le processus d'Oslo et dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. Nous pensons que cette Convention sur certaines armes classiques et le processus d'Oslo se renforcent mutuellement et c'est l'honneur de votre Assemblée comme de tous ceux et de toutes celles qui se sont exprimés de rappeler quelles sont les valeurs auxquelles les Européens sont attachés. Nous appelons tous les États membres à s'y rallier pour les raisons que vous avez, mieux que moi, et de manière émouvante, énoncées au cours de ce débat.

3-261

Presidente. – Comunico di aver ricevuto due proposte di risoluzione² conformemente all'articolo 108, paragrafo 5 del regolamento.

La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà giovedì alle 12.00.

Dichiarazioni scritte (articolo 142)

3-261-500

Proinsias De Rossa (PSE), *in writing*. – I urgently call upon all EU Member States to immediately ratify and implement the Convention on Cluster Munitions. Cluster Munitions visit unspeakable and indiscriminate horror on civilian populations worldwide, most recently in the Georgian conflict.

The Convention on Cluster Munitions prohibits the use, production, stockpiling and transfer of Cluster Munitions. The Convention was adopted by 107 states at conference in Dublin in May this year. However, the Convention will not enter into force until at least 30 states have also ratified it.

It beggars belief that eight EU Member States have no immediate plans to sign the Convention. Thus the EU, the most successful peace project ever, a community founded on the very principles of respect for human rights and the rule of law,

² *Vedasi processo verbale.*

fails to endorse the extension of international humanitarian law to ban one of the most insidious anti-civilian weapons in use today.

I call on Cyprus, Estonia, Finland, Greece, Poland, Romania, Slovakia, and, Slovenia to ratify the Convention on Cluster Munitions without delay and help bring an end to the use of cluster bombs.

3-262

Kelam, Tunne (PPE-DE), in writing. – We should take into account that cluster munitions are one of the most damaging weapons, which do not see a difference between military and civilian targets.

Today, in the 21st century, making war can no longer be led by the idea of ravaging or by the idea of maximum damage. Targeted attacks with a minimum effect on civilians can be the only way to act in a war situation. Therefore using cluster munitions has to be clearly rejected and forbidden.

I call upon the European Union and its Member States first of all to urge other states in the world to sign this convention on 3 December this year. Furthermore I call upon the EU and its Member States to commit ourselves to pursuing the implementation of this convention efficiently and as fast as possible. I also call upon the EU and its Member States not only to tackle the technical parts of the Convention, but to seriously dedicate themselves to helping in the areas where cluster munitions have been used, to assist the societies concerned and to provide effective and tailored help to the civilians affected by the harm caused by cluster munitions.

3-263

14 - Tempo delle interrogazioni (interrogazioni alla Commissione)

3-264

Presidente. – L'ordine del giorno reca il tempo delle interrogazioni (B6-0484/2008). Saranno prese in esame le interrogazioni rivolte alla Commissione.

Prima parte

3-265

Interrogazione n. 33 dell'on. Stavros Arnautakis (H-0800/08)

Oggetto: Informazione dei cittadini in merito ai provvedimenti adottati dall'UE per proteggerli dalla crisi finanziaria internazionale

Durante la tornata del Parlamento europeo dello scorso marzo, la Commissione ha risposto all'interrogazione orale H-0075/08³ sulle conseguenze della crisi creditizia internazionale che ci si attendeva una riduzione dello 0,5% del ritmo di crescita dell'UE, un aumento dell'inflazione e un disavanzo di 185.000 milioni di euro per l'UE a 27 quanto al commercio estero. La Commissione ha altresì informato che il modo migliore di far fronte a questa crisi internazionale era quello di proseguire nelle riforme strutturali e nelle politiche macroeconomiche sottolineando che il protezionismo non era la soluzione. Oggi ci si accorge che la crisi finanziario-creditizia assume dimensioni planetarie e incide anche sulle grandi imprese.

Può la Commissione indicare se i dati allora forniti sono cambiati, in che modo informerà i cittadini europei delle conseguenze della crisi e quali misure concrete prenderà per proteggerli?

3-266

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – The Commission presented its autumn forecast on 3 November, which indicates that the economic outlook is bleak: economic growth is expected to come to a standstill in 2009, increasing by a meagre 0.2% in the European Union.

2010 should see a gradual recovery for most EU economies, with growth projected at 1.1% for the EU as a whole. As a result, unemployment is expected to increase to 7.8% in the EU in 2009, with further increase projected for 2010.

However, next year we expect inflation to fall back quickly to 2.4% in the EU and to decelerate further in 2010.

There is no question that the challenges we face are substantial. Hence the Commission is now developing a comprehensive strategy to manage the financial crisis and limit the economic downturn. The basis of this strategy is set down in the communication entitled 'From financial crisis to recovery: A European framework for action', which indicates how the EU should tackle the next stages of the crisis in a united, coordinated manner.

Action should be geared towards three objectives: first, building a new financial market architecture at EU level; second, dealing with the impact on the real economy and, third, coordinating a global response to the financial crisis.

3 Risposta orale dell'11.3.2008.

On 26 November the Commission will propose a more detailed version of this EU recovery plan, under the umbrella of the Lisbon Strategy for Growth and Jobs. Our aim is to bring together a series of targeted short-term initiatives that will help counter adverse effects on the wider economy, while adapting the medium to long-term measures of the Lisbon Strategy to take account of the crisis.

3-267

Σταύρος Αρναουτάκης (PSE). – Κύριε Πρόεδρε, κυρία Επίτροπε, ευχαριστώ για την απάντησή σας. Αυτό όμως που πρέπει να πούμε σήμερα στους ευρωπαίους πολίτες είναι πώς απαντούμε στη μεγάλη κρίση, πώς θα δώσουμε χρήματα στην πραγματική οικονομία. Και οι ευρωπαίοι πολίτες απαιτούν αυτή η κρίση να είναι μια ευκαιρία για την Ευρώπη, για την Ευρώπη των πολιτών.

Το ερώτημά μου είναι: θα δοθούν χρήματα υπέρ των δημοσίων επενδύσεων, υπέρ των δημοσίων έργων στα επόμενα χρόνια;

3-268

Reinhard Rack (PPE-DE). – Frau Vizepräsidentin! Zeitnahe Information setzt rasches Entscheiden voraus. Wir haben insgesamt das Problem, dass im Zuge der Arbeiten der Kommission die Institution des Kollegialorgans im Regelfall sehr lange braucht, um diesen Apparat in Bewegung zu setzen. Gibt es hier für Geschehnisse wie die, mit denen wir jetzt konfrontiert sind, besondere Regeln? Denn in anderen Fällen dauert es wirklich oft sehr lange, bis die Kommission als Kollegialorgan zu einem Ergebnis kommt.

3-269

Danutė Budreikaitė (ALDE). – Gerbiamas Pirmininke, gerbiama Komisijos nare, kaip rodo patirtis, valstybės narės pačios ieško išeities iš finansų krizės pasekmių, iš ekonomikos nuosmukio.

Kokia Jūsų nuomonė apie prieškrizines priemones? Ar mokesčių didinimas, apmokestinimo bazės plėtimas ir PVM didinimas yra gera priemonė išeiti iš krizės tokiu sunkiu laikotarpiu?

3-270

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – The most important question right now is: what are the next steps for the Commission in the coming week to actually deal with the effects on the real economy?

We are going to present a package – which is being worked on at the moment – where we identify the different policy fields where we think we can mitigate the impact on the real economy in the short run, whilst sticking to the existing medium-term reform priorities of the Lisbon Strategy. That will be the framework within which we work. We hope that we can find actions which will help to bolster aggregate demand; on the demand side we want to reduce inflationary pressures and help the purchasing power of households.

We have to do more on the labour market and, as you say, front-load investments. We hope that this will also help the issues and the actions taken when it comes to the energy and climate change package, because we will need money for investments. We hope that will help to push in this difficult period. On the labour markets, for example, activation policies can be very helpful.

In reply to the last question I would say that we want Member States to coordinate action. We think the worst thing would be if everybody went in different directions doing whatever they thought was the right thing to do in their respective Member States. We want them rather to discuss, coordinate and cooperate as much as possible, because the effects will be felt on the whole economy in Europe. We prefer actions in a coordinated way.

What about the long lead time or the long time to prepare? You would be surprised. As I said yesterday in the debate on the financial crisis, the Commission, for the first time, has managed within 24 hours to get proposals on the table. We have to respond to this very serious crisis in such a way that we do not take too long to prepare the different proposals.

We have all been instructed or we have all wanted to see in our respective policy areas how we can help, how we can overcome the long period to prepare, how can we do it more quickly yet do it in a coordinated and respectful way. We are trying to get the proposals on the table as quickly as possible and we are stretching all our possibilities as much as possible. This is the starting point for the Commission at this moment.

3-271

Presidente. – Interrogazione n. 34 dell'on. Boguslaw Sonik (H-0850/08)

Oggetto: Limiti diversi del tasso alcolico nel sangue dei conducenti nell'UE

In molti Stati membri dell'UE, ad esempio nel Regno Unito, in Italia, in Irlanda e in Lussemburgo, il tasso alcolico massimo nel sangue consentito per poter condurre un veicolo è stato fissato a 0,8 mg/l. In Slovacchia e in Ungheria, che vietano la guida dopo il consumo di una seppur minima quantità di alcol, condurre un veicolo sotto l'effetto di suddetto livello alcolico costituirebbe un grave reato. In Polonia, i principi che regolano la guida degli autoveicoli, definiti dalla legge del 20 giugno 1997 in materia di codice della strada (GU n. 108 del 2005, voce 908

con successive modifiche), stabiliscono che il tasso alcolico massimo nel sangue consentito per guidare è pari a 0,2 mg/l. Quando il tasso di alcol nel sangue supera gli 0,5 mg/l si tratta già di un reato che può essere punito con una pena di reclusione di un massimo di due anni.

Nel quadro della tendenza ad armonizzare le norme del codice stradale nell'Unione europea, intende la Commissione adottare iniziative miranti ad armonizzare il tasso alcolico consentito per guidare nel territorio degli Stati membri dell'UE?

3-272

Antonio Tajani, Vicepresidente della Commissione. – Signor Presidente, onorevoli parlamentari, in effetti, nel 1988 la Commissione aveva proposto una direttiva relativa al tasso minimo di alcolemia autorizzato per i conducenti, ma in mancanza di un accordo tra gli Stati membri e la Commissione, la Commissione ha dovuto accontentarsi di adottare il 17 gennaio 2001 una raccomandazione perché fosse imposto un tasso massimo di 0,5 mg/ml in tutti gli Stati membri. Oggi nell'Unione europea soltanto tre Stati, Irlanda, Malta e Regno Unito impongono un tasso massimo di alcolemia superiore a tale valore.

La raccomandazione della Commissione prevedeva anche di abbassare il tasso di alcolemia a 0,2 mg/ml per certe categorie di conducenti, tra cui i principianti, che sono l'oggetto della prima domanda posta dall'onorevole parlamentare. Sono infatti proprio i conducenti principianti le principali vittime dell'insicurezza sulle strade e per questo è essenziale diminuire per quanto possibile i fattori di rischio che li riguardano, ad esempio autorizzando per questa categoria un tasso di alcolemia non superiore, come ho detto, allo 0,2 mg/ml. Questo si ricollega effettivamente alla misura chiamata tasso zero, prevista per questa categoria di conducenti nella comunicazione adottata dalla Commissione ad ottobre del 2006 e che definisce una strategia di sostegno agli Stati membri per ridurre i danni legati all'alcol.

Fatte queste premesse, onorevoli parlamentari, la Commissione purtroppo non ritiene esistano le condizioni politiche per fare approvare da parte degli Stati membri una normativa destinata ad armonizzare ulteriormente il tasso di alcolemia autorizzato nell'ambito della nostra Unione. Detto questo però la Commissione non intende restare inattiva di fronte a quella che resta una delle principali cause di decessi sulle strade europee.

Le azioni intraprese in questo senso da parte della Commissione sono diverse. Innanzitutto, per quanto riguarda i controlli stradali, nella raccomandazione del 6 aprile del 2004 la Commissione spinge ad intensificare i controlli casuali sull'alcolemia mediante un apparecchio efficace di rilevazione dell'alcol nel sangue attraverso l'analisi dell'aria espirata, da utilizzare nei luoghi e nelle fasce orarie in cui si registra regolarmente un consumo eccessivo di alcol da parte dei conducenti.

Devo inoltre sottolineare, onorevoli parlamentari, che la guida sotto l'effetto dell'alcol rientra tra le infrazioni oggetto della proposta di direttiva sull'applicazione transfrontaliera della normativa in materia di sicurezza stradale, adottata da parte della Commissione a marzo di quest'anno e che attualmente è oggetto di discussione al Consiglio e al Parlamento.

In occasione dello scorso Consiglio Trasporti ho avuto modo di sottolinearlo ai colleghi ministri: di fronte alla perdita di vite umane non possiamo bloccarci per cavilli giuridici e discutere se si tratta di una questione che riguarda il primo oppure il terzo pilastro, perché purtroppo le discussioni giuridiche servono a ben poco per affrontare e risolvere problemi così gravi come sono quelli degli incidenti stradali.

E colgo l'occasione di questo dibattito parlamentare per ricordare che le quattro sanzioni contemplate nella direttiva in discussione, oltre alla guida in stato di ebbrezza, incluso l'eccesso di velocità, il mancato uso delle cinture di sicurezza e la guida dopo aver assunto sostanze stupefacenti, bene, queste quattro infrazioni sono responsabili di ben tre incidenti stradali su quattro. Ciò significa che molto può e deve essere fatto dall'Unione europea e per questo invito ancora una volta il Parlamento ad andare avanti sulla linea già tracciata dal voto in commissione trasporti.

Inoltre - mi avvio a concludere signor Presidente - per poter formulare in un futuro prossimo proposte concrete in materia di guida sotto l'influsso di sostanze psicoattive, nell'ottobre di due anni fa la Commissione ha lanciato un progetto di ricerca della durata di quattro anni destinato a perfezionare le conoscenze in questo campo e a formulare soluzioni. Si tratta del progetto DRUID che voi ben conoscete.

Va infine sottolineato anche il sostegno finanziario fornito dalla Commissione a favore di campagne di sensibilizzazione realizzate in particolare da giovani che si rivolgono ad altri giovani per renderli consapevoli della pericolosità del consumo di alcol e di droga alla guida dell'automobile. Un esempio fra tutti è la campagna intitolata "Bob" che ha avuto un grande successo in tutta Europa e ancora bisogna ricordare l'impegno della Commissione che ha chiamato a Bruxelles ad essere testimone della campagna dell'Unione europea per la sicurezza stradale il campione del mondo uscente di Formula Uno, Kimi Raikkonen, e in più la giornata dedicata alla sicurezza stradale nelle grandi città che si è svolta a Parigi il 10 ottobre scorso, che è un altro segnale di grande impegno della Commissione europea per quanto riguarda la sicurezza stradale - ne ho fatta una delle mie priorità in occasione del dibattito sulla fiducia dopo la mia indicazione come Commissario europeo ai trasporti.

Purtroppo di più non si può fare, onorevoli parlamentari, e spero di essere stato esauriente nella risposta alla sua interrogazione orale.

3-273

Bogusław Sonik (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Dziękuję Panu za odpowiedź i zachęcam do bardziej odważnych kroków. Należy przyjąć i wznowić dyrektywę o tym, aby wprowadzić całkowity zakaz prowadzenia samochodu po alkoholu. Nie należy ulegać lobby producentów alkoholu, którzy mają swoje wpływy, ani się ich bać. Mamy prawo do bezpieczeństwa na naszych drogach i powinniśmy zacząć od młodzieży. Trzeba być śmiałym w tych projektach.

3-274

Jörg Leichtfried (PSE). – Herr Vizepräsident! Ich möchte die kurze Gelegenheit für zwei Fragen nutzen. Ersten, Sie haben gesagt, das politische Umfeld für eine derartige Verordnung sei noch nicht ganz gegeben. Meine Frage ist: Wo sind die größten Widerstände? Sind sie bei einzelnen Staaten oder sind sie bei großen Lobbys? Was hindert die Kommission daran, hier etwas zu unternehmen?

Meine zweite Frage: Immer mehr Studien zeigen, dass das Rauchen im Auto sehr gefährlich ist. Einerseits ist es sehr ungesund und andererseits lenkt es ab und macht müde. Meine Frage ist, ob es auch in dieser Richtung Überlegungen der Kommission gibt, auf europäischer Ebene etwas zu unternehmen.

3-275

Colm Burke (PPE-DE). – My question concerns Ireland, where a large number of young people have been involved in tragic accidents as the sole occupants of vehicles.

I should like to know whether any research has been done across Europe on this topic and if we could revitalise the programme about educating young people in driving. A lot more work needs to be done, and I would ask that we revitalise that education programme at the earliest possible date.

3-276

Antonio Tajani, Vicepresidente della Commissione. – Signor Presidente, onorevoli parlamentari, grazie per le domande che sono state poste perché permettono anche poi di chiarificare la posizione dell'Unione europea.

On. Leichtfried, quando lei parlava, giustamente, dei problemi politici che abbiamo trovato, i problemi politici riguardano gli Stati membri, abbiamo visto che purtroppo la proposta della Commissione non è stata accettata nonostante un grande impegno. Noi, malgrado il mancato accordo con gli Stati membri sulla proposta di direttiva, abbiamo continuato ad insistere e continueremo ad insistere. Ripeto quello che ho detto in occasione dell'audizione con la quale mi è stata concessa la fiducia dalla Commissione e dal Parlamento: continuerò a fare della sicurezza stradale una mia priorità.

Intendo continuare a sostenere anche tutti i progetti, programmi - rispondo così anche all'onorevole - DRUID, per quanto riguarda la questione dell'informazione ai giovani, dell'educazione dei giovani, deve essere una priorità. Non sono i mezzi che provocano gli incidenti, certo è importante avere dei mezzi sicuri, è importante avere delle strade sicure e questo Parlamento ha deciso di adottare, in sintonia con la Commissione, alcune scelte per quanto riguarda anche la parte infrastrutturale, ma il problema principale è l'educazione di chi si mette al volante o di chi sale in sella a una motocicletta.

Noi abbiamo il dovere di cominciare a formare dei giovani, quindi sono assolutamente d'accordo con la sua posizione e farò di tutto perché vengano sempre finanziati programmi dell'Unione europea e della Commissione per formare i giovani nelle scuole. Non a caso ho scelto, onorevoli parlamentari, come testimone della Commissione, l'ex campione del mondo che è un giovane.

Noi dobbiamo cercare di comunicare ai giovani, attraverso giovani che non facciano la predica che può fare un buon padre di famiglia, ma che siano in grado di spiegare loro quali sono i rischi concreti, perché ogni giovane in realtà quando esce dalla discoteca si sente esente da qualsiasi rischio. Purtroppo così non è, dobbiamo lavorare con le scuole, dobbiamo lavorare con le famiglie, perché ad ogni giovane vengano illustrati i rischi che corre ogniqualvolta si mette al volante e soprattutto se fa uso di alcol o fa uso di sostanze stupefacenti.

Per quanto riguarda la questione del tabagismo, chiederò ai servizi di fare un'indagine per sapere se effettivamente ci sono dei rischi aggiuntivi per chi fuma o meno. Non sono in grado di darle una risposta, perché da un punto di vista scientifico non lo so, comunque darò, ripeto, mandato ai servizi di verificare tutto questo.

Credo di aver risposto anche all'onorevole Sonik con la riconferma del mio impegno, e l'impegno credo di poterlo dire per quanto riguarda la Commissione - c'è la Vicepresidente Wallström che è responsabile anche della comunicazione - faremo di tutto per informare i cittadini e soprattutto i giovani cittadini, quindi i principianti a quali sono i rischi e i pericoli che corrono ogni volta che si muovono sui mezzi di trasporto.

3-277

Presidente. – Interrogazione n. 35 dell'on. Katerina Batzeli (H-0861/08)

Oggetto: Accordo interistituzionale sul tema "Comunicare sull'Europa in partenariato"

Il 22 ottobre 2008, i rappresentanti del Parlamento europeo, della Commissione europea e del Consiglio hanno, per la prima volta nella storia dell'UE, firmato una dichiarazione politica a favore di una cooperazione interistituzionale in materia di comunicazione che metta in luce le priorità dell'UE. Tale accordo riveste la massima importanza, dal momento che con lo stesso si tenta di fornire una soluzione efficace al rilevante problema democratico di mancanza di informazione dei cittadini europei, come pure un'importanza cruciale da un punto di vista cronologico dal momento che ci si trova in un periodo preelettorale per l'UE.

Quali saranno le priorità e i messaggi principali di questa politica comunitaria unificata di comunicazione per l'anno prossimo e, in particolare, durante il periodo preelettorale?

Secondo quali modalità sarà promossa la cooperazione dei tre organi comunitari durante la definizione congiunta delle priorità e degli obiettivi di questa politica di comunicazione nonché la loro cooperazione con le singole autorità nazionali competenti? In particolare, quale sarà la relazione tra la politica comunitaria e le politiche nazionali di comunicazione relativamente all'UE?

Quali sono i mezzi destinati all'attuazione di tale nuova politica di comunicazione comunitaria e quale ruolo svolgeranno le nuove tecnologie di comunicazione? Quale sarà, in tale contesto, il ruolo del multilinguismo?

Su quali risorse comunitarie sarà basato il finanziamento delle singole azioni della politica di comunicazione recentemente stabilita?

3-278

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – Parliament, the Commission and the Council have boosted their cooperation on EU communication and signed the political declaration on Communicating Europe in Partnership on 22 October this year. Thank you very much for your strong support on this issue. This is the first time that we have agreed on a common approach to communication.

Communicating is more efficient and effective if done in a coordinated way on priority issues. Besides, it requires a political commitment of all actors, including Member States. All institutions have a responsibility to communicate with citizens about the European Union. However – and let me stress this firmly – the political declaration also respects the individual responsibility of each EU institution and Member State for its own communication strategy and priorities.

Common communication priorities are at the centre of the political declaration and they will be agreed by the interinstitutional group on information (IGI) co-chaired by representatives of each institution. We have already identified and agreed to have four common priorities in 2009: the European elections, energy and climate change, the 20th anniversary of the democratic changes in Central and Eastern Europe and, of course, sustaining jobs, growth and solidarity in Europe.

Implementation will be assured together by Parliament, the Commission and the Council, as well as by Member States. Therefore we will aim to develop synergies with national, regional and local authorities, as well as with representatives of civil society. Our representations and Parliament's information offices in the Member States will work with national authorities on joint activities adapted to national conditions. If needed, we will enter into appropriate administrative arrangements between the services at EU and national levels and action will be financed appropriately.

It goes without saying that in their actions our institutions and Member States will respect multilingualism and cultural diversity. In this context, let me mention that the Commission is very active in facing the challenge of multilingualism. Among other measures, translators have been assigned to our representations in the Member States to serve local needs and help to communicate Europe in the language of its citizens.

Finally, implementation of the common communication priorities will provide excellent platforms for European, national and regional politicians to debate with citizens on EU issues before the European elections. I hope it will have a positive influence on the turnout.

3-279

Κατερίνα Μπατζελή (PSE). – Ευχαριστώ πολύ, κυρία Wallström, για την απάντησή σας. Θα ήθελα πρώτον να δηλώσω ότι αυτή η διαθεσμική συμφωνία στοχεύει πρώτα απ' όλα να καθιερώσει μια ενιαία ευρωπαϊκή πολιτική επικοινωνίας, την οποία με σταθερό ρυθμό, σιγά-σιγά, θα πρέπει να υιοθετήσουν όλα τα κοινοτικά όργανα, έτσι ώστε οι πολίτες να έχουν ενιαία ενημέρωση.

Δεύτερον, θα ήθελα ορισμένες διευκρινίσεις για το θέμα των χρηματοδοτήσεων των νέων προτεινόμενων δράσεων. Πρόκειται να ενταχθούν σε ήδη υπάρχοντα προγράμματα; Θα δημιουργηθεί μια νέα γραμμή, έτσι ώστε να υπάρχει ένας προϋπολογισμός για την πληροφόρηση; Πώς θα χρηματοδοτηθούν τα τομεακά προγράμματα; Η πολιτική της επικοινωνίας θα είναι μία αυτόνομη ή συγχρηματοδοτούμενη πολιτική;

3-280

Reinhard Rack (PPE-DE). – Frau Vizepräsidentin! Papier ist geduldig, aber es zeigt sich zunehmend, dass es nicht sehr informativ ist. In der Informationspolitik sind die elektronischen Medien – Fernsehen und Internet – eigentlich diejenigen, die man bevorzugen muss. Daher meine Frage: Ist dieser Trend auch in der derzeitigen Politik zu sehen? Zweitens: Es hat mich gefreut, dass vor allem die lokalen und regionalen Fernsehanstalten hier eingebunden werden sollen. Das ist vernünftiger, als das Defizit der großen öffentlich-rechtlichen Fernsehanstalten abzudecken.

3-281

Marian Harkin (ALDE). – Again I am pleased to hear what the Commissioner has to say but I share the concerns of the last speaker. I am concerned about how the message is going to be conveyed out there and I agree about the electronic media.

There is a real danger that brochures and books will remain in offices unread. I have seen this happen so many times. I suppose the question I want to ask is: how do you intend to get the message out there to those who are interested? Are you going to try to target interested groups, or is it simply a blanket approach?

3-282

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – Thank you for these important follow-up questions.

Let me say what I think is necessary. For the success of any campaign or information, we will need five elements.

First, to use the internet and new technologies intensively. We can only dream of the Obama campaign. I think they had USD 1.2 billion for their information campaign, but the way they used the internet proved to be decisive. Therefore, we need to do that.

Second, we need to use audiovisual tools: 60% of citizens use mainly TV and radio for any information about what goes on at EU level.

Third, we need to engage with multipliers, such as civil society and local authorities' different networks. Therefore, we have other faces and other messengers about the added value of working together at European level.

Fourth, we need to cooperate with 'ambassadors', i.e. people who are willing to stand for the cause of democracy and who can reach out more than we, the politicians, can do.

Fifth, we need to reach young people and women, who tend to vote less and be less enthusiastic about the European Union, which, not least, the referendums in Ireland, and previously in France and the Netherlands, showed us.

These things are necessary.

What about the money, then? What kind of budget do we have? We have been able to identify some EUR 8.5 million in our budget for next year to cover centrally and decentrally managed actions that are linked to next year's elections. Our representations have been instructed to devote the bulk of their modest communication means to the EP elections and, in fact, out of the decentralised monies that they have, they have allocated 60% to this task. We also now have meetings at a technical level with your services in Parliament to compare notes on the different activities in the different Member States.

This year we have activities aimed at the elections that represent around EUR 6.2 million. We have projects targeting young people; we have special Eurobarometers etc. There is also money for communication on Structural Funds, on agriculture and on research in each policy area, but we do not have any extra money or special money allocated to this. I have asked all my colleagues to integrate the elections in their communication plans. They will be reporting to me on how this is being done.

Next year's budget has not yet been finalised, so there is still an opportunity to add extra money – but this is what we can identify today in the budget. So there is not an over-allocation of money, but we will have to use the already-existing channels. We will also help and assist the European Parliament as much as we can with all our resources and through our normal activities, i.e. producing audiovisual material, video clips on EUtube – all of the things that we do on a daily basis we will make sure are used to mobilise voters and to inspire good and lively discussion in the EP elections.

3-283

Seconda parte

3-284

Presidente. – Interrogazione n. 36 dell'on. Marie Panayotopoulos-Cassiotou (H-0809/08)

Oggetto: Informazione dei cittadini europei sulla partecipazione alle elezioni europee

L'instabilità economica internazionale che ha di recente posto a dura prova i sistemi bancari internazionali e europei ha provocato profonda inquietudine nei semplici cittadini europei che non hanno visto proporre soluzioni a livello UE né avuto prova di solidarietà europea in questa circostanza cruciale.

Quali provvedimenti e quali azioni intende proporre la Commissione per informare i cittadini europei sulle politiche e soluzioni europee a livello UE o di Stati membri in periodi di crisi e di circostanze politico-economiche straordinarie? Quali programmi ha in merito all'informazione pre-elettorale e alla mobilitazione degli europei affinché partecipino alle elezioni europee e per quanto riguarda anche l'andamento non favorevole di tematiche importanti per l'UE quali le relazioni economiche e commerciali internazionali?

3-285

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – I know very well that the financial crisis and its impact on the real economies are of huge concern to many Europeans and, as such, this will also have a particular impact on the European elections. It is no wonder, then, that most people would like the election campaign to focus on economic issues affecting their everyday lives, such as unemployment, economic growth, inflation and purchasing power. More recent opinion polls also show that people now see the EU as a 'shelter' from the current crisis and want the EU to regulate at global level.

The Commission keeps pace with developments. On 29 October we adopted a framework focusing on dealing both with a crisis in the markets, preventing future crises through reforms of economic governance, and minimising the impact on jobs and growth. Proposals to follow this up are in preparation and are central strategic priorities for our legislative and work programme for 2009, which we presented to Parliament yesterday and which was debated.

It is important that the need for action has been recognised by the Commission, Parliament and Council and that we are about to propose sustaining jobs, growth and solidarity as one of the interinstitutional communication priorities for next year. This means that it will be one of the themes on which EU institutions and Member States will work in partnership to communicate on EU activities in this area. Plans will be drawn up on how best to do this.

I have already mentioned the EP elections, which are another of the interinstitutional priorities. Here, preparations are more advanced, as we have all known for some time that it would be a priority.

Our institutions are working in close cooperation on all election-related communications activities, and the Commission will contribute actively to the framework communication strategy adopted by Parliament. The Commission's goal is to raise people's awareness of the elections and generate debate on substantive EU policy issues. This will be partly achieved by the use of our central tools, including the use of audiovisual media and the internet, and complemented by many decentralised activities organised by the representations in each Member State in close cooperation with Parliament's information offices.

Those events should make people aware of the fact that the voter has a choice between different policy visions of Europe and that these choices will make a big difference to the lives of all our citizens.

3-286

Μαρία Παναγιωτοπούλου-Κασσιώτου (PPE-DE). – Κύριε Πρόεδρε, ευχαριστώ την Αντιπρόεδρο για την απάντηση. Εύχομαι τα μέτρα που προτείνει η Επιτροπή να πραγματοποιηθούν, γιατί από την πρόταση μέχρι την πραγματοποίηση υπάρχει χρόνος, υπάρχει γραφειοκρατία, και δεν ξέρω αν θα φτάσει ο χρόνος μέχρι τις εκλογές, ώσπου να δουν οι πολίτες τα αποτελέσματα.

Επίσης η χρηματοδότηση και η στρατηγική ενημέρωσης είναι δυνατόν να φέρουν τα αντίθετα αποτελέσματα και, γι' αυτό, χρειάζεται ιδιαίτερη προσοχή για να μη θίξουμε τα ευαίσθητα σημεία των πολιτών, που δεν θέλουν να βλέπουν το χρήμα να σπαταλάται άδικα σε εκδηλώσεις, εκδόσεις και αποκεντρωμένες δραστηριότητες που είπατε.

Επίσης οι συζητήσεις δεν πείθουν πάντοτε. Γι' αυτό ίσως θα πρέπει να αναγνωρίσουμε τα μέσα που έχουμε στη διάθεσή μας και να είμαστε πιο ειλικρινείς με τους πολίτες.

3-287

Josu Ortuondo Larrea (ALDE). – Señora Vicepresidenta, ¿le parece a usted que la cercanía o la lejanía de los candidatos a los electores tienen que ver con el grado de participación en las elecciones europeas? ¿Está usted de acuerdo en que un Estado de 45 millones de habitantes no tenga más que una sola circunscripción electoral para las elecciones al Parlamento Europeo? ¿Qué puede hacer la Comisión para que los Estados de mayor número de población puedan tener circunscripciones más próximas a los ciudadanos?

3-288

Gay Mitchell (PPE-DE). – I just want to say to the Vice-President of the Commission that we should look at the situation in Denmark, where they are now talking about applying for membership of the euro; in Iceland, where the country has been torn apart; and in Sweden, where clearly they are looking again at joining the euro.

For example, who is telling the people of Ireland that, because they were under the euro and the European Central Bank, they have been able to weather this storm much better than these other countries? Is it not time that we actually start talking up the European Union? This week we have Members of the European Parliament from Ireland in this House making negative comments about the European Union. Who is going to make the positive comments and claim the good things for us so that people know the benefits of being in the European Union and the euro?

3-289

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – I tried to do my bit by visiting Ireland last week. I tried to explain what I think are the added values of European cooperation. I think the debate about the euro and why it has been to the advantage of Ireland to belong to the euro area is going well now, but it raises the basic question of who will advocate the European Union; who will speak for the European Union. Where does the responsibility lie? We can never count on Brussels doing all of that. It has to be shared and done in partnership.

Actually I think that the political controversy and debate are good, because there are different versions, different programmes etc. I think that helps to raise interest, and it is also ultimately good for voter turnout. Of course we want to encourage and stimulate a lively debate and discussion on the European agenda and European issues. We all have to be advocates. That is why I am proud and happy that we, for the first time, have this kind of framework of an agreed partnership on communication. We have never had that before.

So we should decide to share the responsibility to be advocates and also to listen to the concerns of people across Europe, because really it is communication, not only information, that matters. Listen better, explain better and go local: that is what I repeat with regard to communication. The campaign will be carried out differently in different Member States because it will have to be adapted to national conditions. This is what we are trying to do now. We are trying to speed it up as much as we can, but we also have to respect the Financial Regulation and all the rules. We have to be correct in everything we do. We had a meeting today, which we will follow up. We will try to respond as best we can to the Parliament's detailed timetable for planning for the EP elections.

I think that we will already be able to allocate and spend money this year, but of course more resources becoming available would help us to organise more activities next year. I repeat that I think we also have to look at using audiovisual media and the Internet more extensively in order to be effective and to reach out to young people.

3-290

Josu Ortuondo Larrea (ALDE). – Discúlpeme, pero no he oído que la señora Vicepresidenta haya contestado a mis preguntas.

3-291

Presidente. – Prendiamo atto della risposta della Commissione, non abbiamo prerogative o competenze per valutare nel merito la portata della risposta.

3-292

Interrogazione n. 37 dell'on. Georgios Papastamkos (H-0811/08)

Oggetto: Strategia di comunicazione della Commissione in merito al referendum in Irlanda

Quale è stata la strategia di comunicazione della Commissione e dei suoi componenti durante il periodo precedente al referendum in Irlanda?

3-293

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – I would like to stress that, on the Lisbon Treaty, the European Commission has worked through its representations and in close coordination with Member States to provide factual and objective information to EU citizens. We have supported this work with communication kits including various materials such as fact sheets, presentations and key messages. We also provided training and briefings for Commissioners, representation staff, Europe Direct information centres and other information multipliers.

Recognising the importance of the Web, we have created a dedicated website with comprehensive information on the Lisbon Treaty which was launched in the 23 official languages. On that basis the Commission representations in Member States have developed materials adapted for local needs and better suited for informing citizens. Further to this, the representations, including the one in Ireland, have drawn up communication plans in close cooperation with the national government and EP information offices in Member States.

Activities that we planned include training for journalists and multipliers, publications of brochures and leaflets, organisation of discussions with civil society and local authorities, and also public events at schools and universities. As such the citizens get tailor-made information in their language and addressing their real concerns.

3-294

Γεώργιος Παπαστάμκος (PPE-DE). – Κύριε Πρόεδρε, ευχαριστώ την κυρία Αντιπρόεδρο. Η συμπληρωματική μου ερώτηση εμπεριέχει μία πρόταση: κυρία Αντιπρόεδρε της Επιτροπής, επισκεφτείτε - όχι μόνο εσείς - το Κολλέγιο των Επιτρόπων, την Ιρλανδία σε πολιτικά εύθετο χρόνο για το ιρλανδικό ζήτημα και ανοίξτε μία συζήτηση με τους πολίτες της Ιρλανδίας, απαντήστε στα ερωτήματά τους όλο το Κολλέγιο των Επιτρόπων "in toto".

Οργανώστε μία συζήτηση με όλους τους ενδιαφερομένους φορείς, η οποία να τύχει τηλεοπτικής κάλυψης, για να την παρακολουθήσει ο ιρλανδικός λαός, το ιρλανδικό εκλογικό σώμα, και να απαντήστε επί τόπου στα αγωνιώδη ερωτήματά του.

3-295

Armando França (PSE). – Senhor Presidente, Senhora Comissária, há dois meses que as agendas política e mediática estão dominadas pela crise financeira e económica. O referendo na Irlanda ou as dificuldades na República Checa sobre o Tratado de Lisboa quase não têm expressão nos *media*. Não acha que, agora, a estratégia de informação e de comunicação da Comissão deveria ser reforçada com a necessidade e a urgência da entrada em vigor do Tratado de Lisboa, também como uma resposta política para enfrentar e superar a crise em que vivemos?

3-296

Mairead McGuinness (PPE-DE). – I will be brief. First of all I would like to compliment the Commissioner in particular for her efforts on this issue. As a former journalist, can I suggest that while a meeting of the Commission might be interesting for the Commission, we cannot force people to watch it.

The problem is, information without emotion will not be taken up and I am afraid Europe is pretty dull and boring – except your good self – so you need to address that.

Can I also say as a former journalist – and this is terrible that I am saying this in public – I was brought here, and to the Commission, on many occasions and the grey walls and the dull presentations did not stimulate my European genes. You need to tackle that issue. Finally, if the Irish Government had, as you said, listened better, explained better and gone local, there would have been a 'yes'.

3-297

Presidente. – Comunico che le interrogazioni dal numero 38 al numero 41 riceveranno risposta scritta.

3-298

Γεώργιος Παπαστάμκος (PPE-DE). – Παρακαλώ την κυρία Αντιπρόεδρο να απαντήσει στα συμπληρωματικά μας ερωτήματα.

3-299

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – I think that maybe the President forgot to give me a chance to reply to your specific questions. Of course we are learning important lessons from what happened in the referendum, and I think you are right in pointing out that there should perhaps have been more visits on the 'yes' side. We followed the advice at the time and we fully respected the wish not to be seen as interfering with the debate in Ireland, but maybe now the Irish will want send out invitations much more widely. I have encouraged all my colleagues to go there and engage in a discussion with the Irish. If they broadcast it on TV I am not sure it will always be that convincing, but we appreciate the media attention.

We are working now with the Irish Government to conclude a memorandum of understanding, where we look at the things that have to be done, both in the short term and the longer term, in making sure we have better civic education, that we work with journalists, that we perhaps have a more emotional approach to some of these issues, yet at the same time respect the laws and rules that exist in Ireland.

We are learning lessons and I think we will very much follow your advice to go there and to respond to everything from agriculture to fisheries policy to trade etc. This is the way to meet the challenge. I hope that we will stimulate a good discussion. Thank you for giving me this time.

3-300

Presidente. – Interrogazione n. 49 dell'on. Manuel Medina Ortega (H-0797/08)

Oggetto: Emigrazioni interafricane

L'accumularsi delle difficoltà interne in alcuni paesi africani e le aspettative di emigrazione verso l'Europa hanno provocato lo spostamento di decine di migliaia di cittadini dei paesi dell'Africa a sud del Sahara verso paesi situati più a nord come la Libia, il Marocco, la Mauritania e il Senegal.

È al corrente la Commissione di questa situazione? In caso affermativo, intende adottare misure volte ad alleviare le penose condizioni in cui vivono questi emigranti africani e ad alleggerire la pressione a cui sono sottoposti i paesi dell'Africa settentrionale per via di questo anomalo spostamento demografico?

3-301

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – Now we are into a completely different policy area. The Commission is perfectly aware of the poverty which, combined with other factors such as instability, climate change and human rights violations, drives migrants to embark on a hard, sometimes tragic journey. The Commission is active on all these fronts, primarily via the political dialogue conducted with these countries and via the European Development Fund and its aim of combating poverty.

In response to the tragic events in Ceuta and Melilla and as part of the global approach approved by the European Council in late 2005, the European Union wanted a structured dialogue with Africa on the link between migration and development under the Rabat process in respect of the West African migratory route, shortly to be followed up by the Paris Conference on 25 November, and the Tripoli Process in respect of Africa as a whole.

The partnership on migration mobility and employment was launched at the December 2007 EU-Africa summit in Lisbon. The underlying idea is that the partnership should find solutions to migration by linking it to employment issues.

The Migration Information and Management Centre, inaugurated by the Development and Humanitarian Aid Commissioner and Malian President Touré in Bamako on 6 October, exemplifies the practical application of the integrated approach that the Commission is striving to promote. It is, moreover, ready to reproduce this example elsewhere in West Africa.

As regards migrants' living conditions: one of the objectives of the migration and asylum programme is to protect migrants' rights, inter alia by strengthening the capacity of administrations and stakeholders in countries of transit or destination such as the North African countries to assist migrants, especially in certain conditions.

By way of example, the European Community has recently granted funding under the programme for the following projects: the continuing financing of the Libya office of the High Commissioner for Refugees, which plays a key role in promoting the rights of refugees and asylum seekers; improving the protection of the living conditions of international migrants in North Africa; strengthening the capacity of civil society organisations in the area of promoting the rights of migrants in North Africa; and a programme enabling migrants in Libyan Morocco to return home voluntarily in decent conditions.

Lastly, the Commission is using the programme to finance many projects in sub-Saharan Africa addressing the prevention of illegal immigration, the promotion of legal migration, the link between migration and development and the promotion of refugee and asylum-seeker advocacy.

3-302

Manuel Medina Ortega (PSE). – Muchas gracias, señora Vicepresidenta. Me ha dado usted bastante información sobre el tema que planteaba y le agradezco esa información detallada. Creo que es importante la nueva etapa de la Comisión y, sobre todo, el proyecto de Bamako de un centro de la Unión Europea en materia de inmigración. Sé que acaba de abrirse, que es probablemente muy pronto, pero la pregunta que hago a la Comisión es: ¿En el caso de que ese proyecto de Bamako (Mali) en materia de inmigración diera buenos resultados, cree posible la Comisión extender esa experiencia al resto de los países de la orilla sur del Mediterráneo?

3-303

Colm Burke (PPE-DE). – Mr President, on a point of order, I just wanted to mention something in relation to the last session. I am sorry for raising it at this stage, but during the last session less than 15 minutes were given for three questions – 38, 39 and 40 – which were very much connected.

I think it is unfortunate that they were not dealt with, because I think they could have been dealt with, and yet only 15 minutes were granted to the last session. I had understood it was 20 minutes.

3-304

Presidente. – Penso che lei abbia ragione, ne prendo atto, non ho altra possibilità in questo momento.

3-305

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – I am also learning all the time in this job. I am learning that similar projects – like the Bamako project – are planned for other countries in Western Africa such as Senegal. So apparently this is already on the agenda and the Commission is fully engaged in developing similar projects in other countries.

3-306

Presidente. – Interrogazione n. 50 dell'on. Luis Yañez-Barnuevo García (H-0799/08)

Oggetto: Apertura di dialogo a Cuba

Le conclusioni del Consiglio su Cuba del 23 giugno 2008 sono state ricevute molto bene dai settori democratici dell'isola i quali apprezzano il fatto che la liberazione incondizionata di tutti i prigionieri politici sia una priorità fondamentale dell'UE e che essa si impegni a promuovere il rispetto dei diritti umani e il progresso reale verso una democrazia pluralista.

In linea con gli impegni adottati nelle conclusioni, può indicare la Commissione se i suoi membri hanno stabilito già contatti con rappresentanti della società civile e dell'opposizione democratica? Quali misure effettive sta avviando per approfondire il dialogo con tali rappresentanti? In che modo garantisce che azioni previste a beneficio della società civile (come i microprogetti per la promozione dell'inserimento e della coesione sociale) non subiscano interventi da parte di organismi ufficiali?

3-307

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – The Commission maintains regular direct contact with civil society in all countries of the world, including Cuba. The Commission's role in Cuba is appreciated and supported by civil society and by opposition groups. The Commission delegation in Cuba regularly receives representatives of civil society and opposition groups, and the Commission's departments in Brussels pursue an open-door policy vis-à-vis any person or organisation that wants a constructive discussion on Cuba or any other country.

The meeting that relaunched political dialogue between the European Union and Cuba, following the Council conclusions of 23 June which terminated the diplomatic measures adopted in 2003, was an EU ministerial troika meeting on Cuba in Paris on 16 October 2008. The positive spirit that reigned at that meeting allowed frank and open discussions to take place on subjects of common interest, such as the international financial crisis, human rights, cooperation with Cuba and reform of the United Nations.

The Commission is firmly convinced – and the Commissioner for Development and Humanitarian Aid has said this on several occasions – that frank and open dialogue between the EU and Cuba provides the best framework for discussion on matters of common concern to the two sides, including questions of human rights.

3-308

Antonio Masip Hidalgo (PSE). – Agradezco la respuesta en nombre del señor Yañez-Barnuevo, pero he de decir, Comisaria, al señor Michel, que sus acciones, sus palabras y sus gestos son muy necesarios en contacto directo entablado realmente con la oposición democrática cubana para cumplir las conclusiones prioritarias del Consejo y reducir los efectos de la terrible dictadura castrista y favorecer a la libertad.

3-309

Margot Wallström, Vice-President of the Commission. – I will of course convey to my colleague all Parliament's responses and reactions. I think he recently visited Cuba, but of course, to date, we have not had the chance to develop this context. If I know him well enough, I think that this is definitely in his interests and that he will show openness and willingness to listen. This is, of course, part of what we have to do from now on. It is definitely in the Commission's interest as well.

3-310

Presidente. – Comunico che sono assenti gli onorevoli che avevano formulato altre interrogazioni e che quindi per le interrogazioni dal numero 51 al numero 58 sarà fornita risposta scritta.

3-311

Interrogazione n. 43 dell'on. Emmanouil Angelakas (H-0810/08)

Oggetto: Europa - Centro di attrazione per i ricercatori

Stando a taluni dati statistici l'Unione europea produce più laureati in scienze esatte degli USA e del Giappone. Ciò nonostante taluni studi indicano che l'Europa è incapace di trattenere questo gran numero di ricercatori laureati che emigrano verso paesi extra-UE. Questo fatto suscita logicamente particolare inquietudine soprattutto dal momento che l'Europa ambisce a divenire l'economia basata sulla conoscenza più dinamica del pianeta.

Quali sono i principali fattori all'origine di questo fenomeno e quali ne sono i contraccolpi per l'UE? Dispone la Commissione di dati statistici in merito all'occupazione dei ricercatori laureati in ciascuno Stato membro?

3-312

Janez Potočnik, Member of the Commission. – Researchers are at the heart of knowledge creation, transfer and exploitation. They are the key for Europe to turn the fifth freedom – the freedom of movement of knowledge – into reality, and with that to shape the knowledge-based economy.

The supply of human resources for research is indeed best reflected in the number of new university graduates. The benchmark adopted by the Education Council in 2003, to increase by 15% the number of graduates in Member States and decrease gender imbalance by 2010, has been reached. In 2006 there were in the EU-27 about 200 000 more mathematics, science and technology graduates than in 2000.

It is clear that not all university graduates go into research. For the European Union an additional factor here is that, due to the lower share of private research investments in Europe compared to other continents, the market for researchers in the EU is relatively smaller than those of our competitors.

On top of that, there is strong competition for attracting and keeping the most talented researchers. This is first and foremost a competition between research and other economic sectors. But there is also a competition between countries and world regions – in particular the US, but also increasingly China and India.

The European Union is facing the upcoming retirement of generations of researchers in Europe, with no prospect of their complete replacement. The situation will get worse if young people are not attracted into the research profession. What is at stake is whether Europe in the long term can remain and further develop as a world-class location for research and development.

The fact is that researchers in Europe are still faced with serious obstacles and a lack of opportunities. When I talk to researchers across Europe, I hear about unattractive working conditions and career prospects, an often precarious status and short-term contracts. Furthermore, many researchers are still trained in a way which does not equip them with the skills needed in a modern knowledge economy. There are strong disincentives for researchers wishing to move jobs within academia and industry and vice versa. Finally, the structural fragmentation of the European researchers' labour market hinders the transnational mobility of researchers within the European Union, due to, in particular, a lack of open, merit-based recruitment and to cultural factors, as well as problems encountered by highly mobile workers in such fields as social security, taxation and transferability of supplementary pension rights.

It is therefore high time for Europe to step up its efforts to ensure the availability of the necessary researchers in the years ahead. That is precisely why the Commission last May proposed a European Partnership for Researchers: a partnership with and among Member States entailing a focused framework to make rapid progress across Europe in key areas determining better careers and more mobility.

The Council has responded favourably to this initiative and we are about to embark on its implementation, centred on national action plans and mutual learning. Evidence-based monitoring of progress, data-collection on mobility and career patterns are also foreseen. So, while we currently have very few data, the aim is to provide ourselves with the better statistics that the Honourable Member is looking for. We have many of the other data but not exactly these specific data.

The Commission Communication on the European Partnership for Researchers is currently under consideration in this Parliament. The Commission looks forward to Parliament's opinion, which will hopefully reinforce this common endeavour for the future of research in Europe.

3-313

Εμμανουήλ Αγγελάκας (PPE-DE). – Κύριε Πρόεδρε, ευχαριστώ τον Επίτροπο για την απάντηση. Έχω μια συμπληρωματική ερώτηση που αφορά το έβδομο πρόγραμμα-πλαίσιο για την έρευνα που έχει ένα πακέτο 54 δισεκατομμύρια ευρώ: εάν έχετε στοιχεία κύριε Επίτροπε, μετά από 18 μήνες εφαρμογής του εβδόμου αυτού πλαισίου, για το πώς εξελίσσεται, ποιες χώρες ακολουθούν ικανοποιητικούς ρυθμούς απορρόφησης και ποια τα μεγαλύτερα προβλήματα που εμφανίζονται και εάν η Επιτροπή σκοπεύει να κάνει μια εκτίμηση της πορείας αυτού του χρηματοδοτικού πλαισίου.

3-314

Paul Rübiger (PPE-DE). – Herr Präsident! Die Attraktivität für die Forscher hängt natürlich auch vom Nettoeinkommen ab, das sie bekommen. Gibt es hier gemeinsame Überlegungen mit Kommissar Kovács, einen Vorschlag zu entwickeln, dass Forscher ihr Einkommen steuerfrei bekommen können und dass Spenden, die an Forschungseinrichtungen gegeben werden, auch steuerfrei sind bzw. als Betriebsausgabe geltend gemacht werden könnten? In Amerika gibt es dieses System. Wäre es nicht möglich, hier eine Vergleichsstudie anzustellen, so dass wir auch hier *incentives* geben können?

3-315

Gay Mitchell (PPE-DE). – I would like to ask the Commissioner, when he is revisiting these questions and listening to Parliament, if he will again revisit the question of ethical research and ethical researchers. It is very clear that the destruction of embryos is no longer required and there are many other avenues for exploration. Will he now start putting resources into those other avenues so that we can return to a fully ethical research base within the European Union?

3-316

Janez Potočnik, Member of the Commission. – I wish to begin by saying that of course we are following all the data and everything that concerns the framework programme. This is available and we can provide you with the data.

We also have regular monitoring reports, which are envisaged until the end of the year, and in addition we will have a progress report – I think at the end of May 2009. But the progress report is much more: it is about providing the input of ideas on how we should proceed in the future. Part of the logical implementation of the framework programme is to follow what you do and where you are investing or spending the funds.

Concerning tax-free income: I was always in favour of using those instruments which would stimulate science and research, including tax-free incomes. One of the problems which we have to deal with in this crisis and difficult situation is how to stimulate research and development so we are not in the same situation as companies. Because of the pressures they would certainly consider reducing investment in research and development.

This avenue is one of the possibilities, but we also have to be aware that we have a flexible growth and stability pact, which has to be followed, and we have to consider that the situation is certainly not the same in all Member States. Member States have different kinds of manoeuvres which they have established during the good times, when economies were better.

Finally, you asked me about the ethical approach, which was also mentioned in another question. I think we have truly invested a lot in order to reach an agreement on which to base our ethical approach in science and research and also when we are using the framework programmes. Agreement is difficult. There are different views across the European Union Member States, and we can be quite proud that we have established something like clear ethical procedures which are, in reality and in practice, proving to be based on true ethics.

3-317

Bernd Posselt (PPE-DE). – Herr Präsident! Ich bitte um Verzeihung. Ich bin normalerweise sehr pünktlich. Aber zur Pünktlichkeit gehören immer zwei Seiten, und diese Fragestunde findet verspätet statt. Deshalb war ich in der Fraktionssitzung, und sobald ich auf dem Bildschirm gesehen habe, dass Kommissar Potočnik beginnt, bin ich rüber gerannt und kam in der Sekunde, in der er angefangen hat, herein. Ich bitte Sie, meine Frage 42 großzügigerweise noch aufzurufen, denn ich kam wirklich in der Sekunde ins Plenum, in der Kommissar Potočnik aufgerufen wurde. Sie haben mich vielleicht nicht gesehen. Ich kam da hereingelaufen.

3-318

Presidente. – Onorevole Posselt, avevamo già notato il suo arrivo, sia pure con un piccolo ritardo di cui chiaramente lei non è responsabile, ampiamente giustificato, e si pensava, come Ufficio di Presidenza, intanto di seguire l'ordine con la successiva, ma faremo effettivamente tutto il possibile per recuperare in questa tornata la sua interrogazione.

3-319

Interrogazione n. 44 dell'on. Seán Ó Neachtain (H-0820/08)

Oggetto: Finanziamenti a favore delle tecnologie verdi

Nell'attuale clima di crisi economica e di crescente insicurezza energetica i cittadini si aspettano che l'UE svolga un ruolo di guida. È ora che l'UE e i suoi Stati membri accelerino il passo e promuovano un aumento dei finanziamenti per l'innovazione e la tecnologia. È necessario diffondere il messaggio secondo cui l'UE può svolgere un ruolo di leader a livello mondiale in materia di tecnologie verdi se agirà ora, non più tardi. La sfida del cambiamento climatico rappresenta un'opportunità per gli investitori e le imprese nonché in termini di ricerca e sviluppo e di posti di lavoro.

Può la Commissione illustrare i piani attuali e futuri concernenti gli investimenti a favore delle tecnologie verdi nell'ambito del Settimo programma quadro per la ricerca e lo sviluppo tecnologico?

3-320

Janez Potočnik, Member of the Commission. – The Commission fully supports the analysis made by the honourable Member in his oral question.

We are the leader in green technology and we need to maintain and reinforce this position. This will also back the position of the EU in its leading role in the international fora for combating climate change. With the seventh Framework Programme for Research and Technological Development, the European Union is well equipped – and Parliament played its full role in its outcome – to mobilise EU R&D funds in support of the development of new green technologies.

The Commission is putting a lot of effort into making the most of FP7. Two of the joint technology initiatives adopted so far are fully dedicated to green technologies: 'Clean Sky', with a European contribution of EUR 800 million; and 'hydrogen and fuel cells', with a contribution of EUR 450 million from the European Community.

With the European Strategic Energy Technology (SET) Plan, we are strongly endorsed by Parliament and the Council. The Commission has initiated a process that will enhance the effectiveness of Research & Development spending in energy research. The SET Plan is committed to green technologies. It calls for the implementation of six new priority European industrial initiatives (industry-led programmes: wind, solar, CCS, grids, bioenergy and sustainable fission) and the establishment of the European Energy Research Alliance (research-led programmes).

The FP7 Energy Community Programme is the main instrument available in the short term to support the implementation of these actions. But more than EU effort alone is certainly needed. Therefore the Community Programme should be used

to catalyse actions of Member States and of course of the private sector. This requires a shift in the approach: rather than just cofinancing projects, steering and enabling the deployment of a joint effort through joint programming is truly needed.

Analysing the whole set of work programmes from the first three years of implementation of FP7, the Commission estimates that 37% of the topics supported by R&D funding are for green technology. Forty per cent of the budget committed after the 2007 calls, under the 'Cooperation' Specific Programmes, also support green technology R&D.

In order to be able to monitor the contribution of FP7 to sustainable development, in general, and to green technology, in particular, the Commission is setting in place a monitoring system that should be operational in the first semester of next year.

In its Communication 'From financial crisis to recovery: A European framework for action', adopted on 29 October this year, the Commission also emphasises the role of R&D investment and education as well as enhancing European competitiveness by continuing to green our economy.

In more general terms it should be noted that, in addition to FP7 funds and activities, there is a wide range of policy initiatives and supporting programmes related to environmental technologies in the EU like the Environmental Technologies Action Plan, the Competitiveness and Innovation Plan and more recently, the Lead Market Initiative and Action Plan on sustainable production and consumption.

The Commission hopes that, with this element of response, the honourable Member will be convinced that we are fully engaged in harnessing FP7 funds to really greening our research and our economies.

3-321

Seán Ó Neachtain (UEN). – A Uachtaráin, gabhaim buíochas leis an gCoimisinéir as an bhfreagra cuimsitheach sin.

Maidir le taighde mara, taighde na farraige, agus teicneolaíocht agus eolaíocht na farraige, an bhfuil cabhair ar fáil faoi sheachtú Creat-Chlár an Aontais chun cur leis an taighde mara agus le teicneolaíocht na mara faoin gclár sin?

3-322

Janez Potočnik, Member of the Commission. – The answer is certainly 'yes'. We discussed only yesterday in the Committee on Industry, Research and Energy this specific activity which is devoted to marine and maritime matters. We want to make more progress in this area, because the situation is extremely complex. This whole area of oceans is extremely complex, but our life, the way we live, also influences the ecosystems there. It deserves special attention, and this attention should take the form of a new way of organising the system of research in this area: bringing marine and maritime researchers together, and also combining the efforts from the Member States in a different way than is the case today. This is a new way of thinking, which could be named 'pilot thinking' in the context of joint programming, which is something which I mentioned before. Certainly this will have our attention in the future also.

3-323

Presidente. – Colleghi, vi prego, dobbiamo cercare di recuperare le conseguenze dell'inversione dei tempi che c'è stata, cercando di rispettare e dare la possibilità a tutti di svolgere l'interrogazione. Per far questo allora vi annuncio che cercheremo di svolgere tutte le restanti interrogazioni, però potrò dare la parola, dopo l'intervento del Commissario, soltanto al deputato che ha presentato l'interrogazione, non accetteremo altre richieste di intervento perché questo impedirebbe di raggiungere il risultato finale.

3-324

Avril Doyle (PPE-DE). – Mr President, I know I have just joined you, but I have been watching the monitor at a very important group meeting and I just wonder why we are not going serially. I really cannot stay. I came precisely when my question was scheduled and now you are reverting out of order. I would urge you please to stick to the order, Mr President.

3-325

Presidente. – On. Doyle, non sto cambiando l'ordine, purtroppo è successo un incidente non dovuto a responsabilità dell'on. Posselt, perché siccome c'è stato un turno cambiato di orario per i Commissari, l'on. Posselt ha avuto 30 secondi di ritardo, quindi recupero l'interrogazione dell'on. Posselt e subito dopo ci sarà l'interrogazione della on. Doyle.

3-326

Interrogazione n. 42 dell'on. Bernd Posselt (H-0795/08)

Oggetto: Clonazione

La Commissione sta conducendo attualmente una discussione di fondo sulla clonazione. Qual è lo scopo di tale dibattito, e quali sono i fondamenti essenziali sui quali esso poggia?

3-327

Janez Potočnik, Member of the Commission. – This is certainly a difficult and complex area. The debate on cloning at the Commission refers to the use of a technology called somatic cell nucleus transfer (SCNT) with particular reference to farm animal breeding and how to deal with food produced from these cloned animals and their offspring.

In the case of the use of this cloning technique in livestock reproduction and breeding in the agrofood sector, the questions are in particular related to animal health and welfare. In the case of the safety of food derived from cloned animals and their offspring, the questions are in particular related to any possible risk to human health and to the consumer's right to be informed.

The debate does not cover the use of SCNT in research. The Commission has been following the development of SCNT since 1996, when the first cloned mammal, Dolly the sheep, was born. In 1997 the Commission asked the Group of Advisers on the Ethical Implications of Biotechnology to issue an opinion on the ethics of cloning.

In 2004, the Commission financed the project 'Cloning in public' under the sixth Framework Programme. This allowed an EU-wide debate to be launched as a first opportunity to have preliminary discussions with academics and civil society on ethical, legal and other societal aspects of farm animal cloning. The study concluded that the public is not well informed about the use and implications of cloning. The JRC published a study in 2007 in *Nature Biotechnology* on the prospects for future commercial use of cloning technology. The study mapped the state of the art of the commercial applications of animal cloning worldwide and produced a pipeline of products and their estimated time of arrival on the market. The conclusion was that cloned animals were not expected to arrive on the EU market before 2010 and that reproductive materials – semen – from cloned animals may be the first products to be traded.

Over recent years, the Commission has received information that the technology of somatic cell nuclear transfer for the reproduction of farm animals is about to reach its commercial stage, in particular in third countries, notably the USA. Based on the final risk assessment, a report written by the US Food and Drug Administration scientists and issued in January 2008 concluded that the consumption of food from cloned animals and their offspring is safe as long as the food comes from healthy animals, which is a general principle in food safety. Only healthy animals enter the food chain.

In order to prepare for an informed political debate, in 2007 the Commission asked the European Food Safety Authority (EFSA) to assess the actual and potential risks associated with the use of this technology in food production and also asked the European Group of Ethics (EGE) to issue an opinion on the ethical aspects of animal cloning for food supply. The Group released their opinion in January 2008 and the Authority in July 2008. According to EFSA, 'based on current knowledge ... there is no indication that differences exist in terms of food safety between food products [derived] from healthy [animal] clones and their progeny, compared with those from healthy conventionally-bred animals'. Concerning the general health conditions of clones, the EFSA opinion states that there is no indication of adverse effects for the sexually reproduced progeny of cattle or pig clones. However, clones and their progeny have not yet been studied throughout the whole of their natural life span.

At present the EGE does not see convincing arguments to justify the production of food from clones and their offspring.

The Commission also asked for a Eurobarometer survey to be carried out on the attitude of Europeans towards animal cloning. The results were made available in October 2008. The study showed that 58% of the respondents were against cloning for food production purposes.

The Commission is now carefully considering these various elements to prepare an informal political debate on the use of somatic cell nucleus transfer for the reproduction of farm animals and food production. Should it be considered necessary to further develop the regulatory framework, it is important to recall that the new provisions would of course have to comply with the EC Treaty and with World Trade Organisation rules.

3-328

Bernd Posselt (PPE-DE). – Herr Präsident! Ich danke dem Präsidenten für seine Großzügigkeit und dem Kommissar für seine gute Antwort. Nur eine Frage: Kann die Kommission definitiv ausschließen, dass das Klonen von Menschen – egal in welcher Form – Bestandteil dieser Strategie ist oder wird?

3-329

Janez Potočnik, Member of the Commission. – Under the rules which we currently apply, this is ruled out. The rules which we are using certainly do not allow research where the purpose would be the cloning of people.

3-330

Presidente. – Interrogazione n. 45 dell'on. Avril Doyle (H-0827/08)

Oggetto: Consiglio europeo per la ricerca

Il Consiglio europeo per la ricerca (CER) è stato varato ufficialmente il 27/28 febbraio 2007, in occasione di una conferenza inaugurale organizzata a Berlino dalla Presidenza tedesca dell'UE. Uno dei suoi obiettivi è quello di promuovere la ricerca di frontiera interamente realizzata su "iniziativa dei ricercatori" ovvero la ricerca di tipo "bottom-up" (cioè "dal basso").

Può la Commissione chiarire cosa s'intende per frontiera di ricerca su "iniziativa del ricercatore" o "bottom-up"? Quali progressi sono stati sinora realizzati in questo ambito?

3-331

Janez Potočnik, Member of the Commission. – Here, I will be brief. The 'investigator-driven' approach followed by the European Research Council means that it supports projects at the frontiers of knowledge carried out by researchers on subjects of their choice, in any scientific field. So they have the freedom to choose.

The European Research Council, by supporting 'frontier research', puts particular emphasis on interdisciplinary projects and on pioneering research.

So far – and now I am talking about the progress – two calls for proposals have been implemented by the European Research Council, and Europe's research community has responded with huge enthusiasm. A massive 9 167 proposals were submitted by young researchers in response to the Starting Independent Investigators Grants call last year and more than 2 000 proposals were received for the Advanced Investigators Grants call this year. This high level of participation demonstrates the appeal of the European Research Council and confirms that funding for frontier research on a bottom-up basis corresponds to an urgent need in Europe.

The Commission is convinced that such investment in frontier research in the long term will substantially contribute to improving our knowledge-based society and also our innovation capacity in research.

3-332

Avril Doyle (PPE-DE). – In the light of the French presidency's objective of establishing a governance process for the European Research Area (ERA) by the end of 2009, could the Commission specify what measures it plans undertaking, in cooperation with Member States and Parliament, to put in place science policy evaluation methodologies to ensure evidence-based policy options for science and research and development in the EU?

With the announcement of the European Research Area's '2020 Vision' agreed by the French presidency, the Council and the Commission, what progress is being made in the whole area of governance here in the ERA?

3-333

Janez Potočnik, Member of the Commission. – To be honest, this is quite a far-reaching question. We believe that it is important that we agree with the Member States on '2020 Vision', because if we do then this would certainly reduce the length of further debates about what we want to do in Europe. We should not repeat again and again where we are going: that is the whole idea. Of course the debate is not starting now: the idea was launched with a Green Paper in 2000. I think it is great, especially for the new changed reality in which we live.

The structure and governance of ERA are extremely important, and that is why we have to be patient. It is clear that we will not be successful if the Member States are not in the driving seat. When we talk about the European Research Area and stimulating that, we do not talk predominantly about increasing funds at the European level, but rather about how we can all cooperate better – something that is inherently in the basics of the institutional framework of some of our major competitors, such as the USA, with which we want to compare ourselves. So we want to create a voluntary commitment of the Member States through which we cooperate more and better than at present.

Concerning science policy methodologies, this is all part of the discussion which we are focusing on. I think that this question will certainly have to be addressed, but I cannot elaborate on that. I know that ERA's approach is in essence one of the developments that Europe most needs at this time.

3-334

Presidente. – Interrogazione n. 46 dell'on. Gay Mitchell (H-0833/08)

Oggetto: Esame etico dei finanziamenti destinati alla ricerca nell'ambito del Settimo programma quadro

Le regole di presentazione, valutazione, selezione e assegnazione (COM(2008)4617) relative al Settimo programma quadro di ricerca e sviluppo tecnologico (7^o PQ - 1982/2006/CE⁴) avevano esplicitamente stabilito che le attività di ricerca comportanti la distruzione di embrioni non avrebbero ricevuto alcun finanziamento. Ritiene la Commissione che l'esame etico dei progetti presentati abbia consentito di attuare efficacemente tale politica?

3-335

Janez Potočnik, Member of the Commission. – The ethical review of research funded under the Seventh Framework Programme is a system that safeguards the protection of fundamental rights and respect for ethical principles.

In the case of research involving the use of human embryonic stem cells, the procedure consists of five steps, including the scientific evaluation, the ethical screening and review, the national/local ethics committees' approval for the proposed research and the submission of the proposals to a Regulatory Committee, so this relates to which project we decide on a single project basis.

In July 2007, the European Group on Ethics also delivered an opinion to the Commission on ethics reviews of Seventh Framework Programme research projects using human embryonic stem cells.

In following the above steps the Commission considers that the established ethical review mechanism has been successful in implementing the relevant EC provisions. In particular, as all research activities that involve the destruction of human embryos are excluded from the scope of the Community funding, no research proposals in this area have been funded under the Seventh Framework Programme.

The ethical review is meant to verify that no EU funding is granted to research activities involving the destruction of human embryos. In this sense, it is an integral part of the whole implementation of the Framework Programme.

3-336

Gay Mitchell (PPE-DE). – Would the Commissioner tell the House if the framework can be used to carry out research on human embryos which have already been destroyed before the research starts, or is this semantics and are we just playing with words?

I return to the question I asked earlier and ask for more detail. Will the Commissioner take steps to ensure that everything possible is done to keep abreast of that form of research which does not raise the same ethical questions and which may well give the same or better results?

3-337

Marco Cappato (ALDE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io semmai ho la preoccupazione opposta a quella dell'on. Mitchell, che sicuramente è consentita la ricerca sulle linee cellulari già estratte, il problema, a mio parere, è che semmai gli ostacoli sono così tanti, che quel tipo di ricerca si trova ad essere penalizzata per ragioni che si vorrebbero etiche ma che non lo sono affatto.

3-338

Gay Mitchell (PPE-DE). – Mr President, you said earlier you would not be allowing questions to the Commissioner from people other than from the questioner. People can then come in and go on the record; why do they not put their own questions down about these issues? You have to follow the ruling consistently, Mr President.

You said you would not allow anybody other than the person who put down the question to ask questions and then you allow a gentleman here to get in on the back of my question. If I knew that this sort of question was put down, I would have gone on much longer about the point that I want to make.

Unethical research is totally unnecessary...

(The President cut off the speaker.)

3-339

Presidente. – On. Mitchell, quando io do la parola a un onorevole per l'intervento di 30 secondi, io non so se lui formulerà una domanda o farà un intervento sulle domande che sono state formulate, in ogni caso lei ha avuto la possibilità, grazie all'intervento dell'on. Cappato di fare un ulteriore intervento di replica. Credo che possiamo essere tutti soddisfatti e, ringraziando per la pazienza il signor Potočnik gli diamo la parola per la sua ulteriore risposta, prego.

3-340

Janez Potočnik, Member of the Commission. – You have seen how difficult this debate is when we talk about ethical questions. That is exactly what Europe is and how it looks.

To be precise, human embryonic stem cells research is allowed under conditions which were agreed and voted in the European Parliament and also in the Council. We have had a very thorough and in-depth debate and the procedure which is used is – I can say – based on a really ethical approach.

I have explained in the introduction which steps we have taken and how the decision is made. Firstly, we need to have a scientific evaluation. Then we have an ethical evaluation at European Union level, then ethical evaluation at individual Member State level. If any Member State is against something being funded in their country, we do not fund it. Then this project goes to the committee where the decision is taken by the Member States on the individual project basis.

When we do the scientific evaluation, the first question is: is it possible to attain this with any other kind of approach? And only if the answer is 'no' will we continue in the other direction.

Normally, there is an overwhelming majority of scientists who believe that the combination should be used. But if you look at the structure in our programmes, you would definitely find that the overwhelming majority of the programmes we finance are programmes which are connected with adult stem cell research. That is quite clear. So we try to follow the rules which were voted and agreed here and which we believe that, in practice are working.

3-341

Colm Burke (PPE-DE). – Mr President, I was here at 18.15 this evening for these questions. My question was No 3 in a session. Fifteen minutes were given to it. Thirty-five minutes were given to this session. I think it is an unfair system when someone who is here on time does not get their question dealt with and I am extremely disappointed. I want my annoyance noted.

It is extremely frustrating to come in here, to be here on time, and then find that questions are skipped so as to accommodate other people. I find it very annoying.

3-342

Presidente. – On. Burke, io comprendo la sua frustrazione, però il blocco di tempo previsto per ogni blocco di interrogazioni questa sera è stato rispettato. Purtroppo quando vi è, come conseguenza, che alcune interrogazioni sono inserite in un blocco e non riescono a essere assolate, questo purtroppo non dipende dalla Presidenza, ma dipende anche da una casualità a cui non posso porre rimedio. L'unica opportunità che ho avuto è stata ovviamente, come potete verificare perfettamente, di allungare di qualche minuto il tempo per ultimo blocco approfittando della disponibilità e della cortesia della Commissione. Ma non è stato sottratto nessun tempo agli altri blocchi.

3-343

Le interrogazioni che, per mancanza di tempo, non hanno ricevuto risposta, la riceveranno per iscritto (vedasi allegato).

3-344

(La seduta, sospesa alle 19.50, è ripresa alle 21.00)

3-345

PRÉSIDENCE DE MME MARTINE ROURE *Vice-présidente*

3-346

15 - Composition des commissions et des délégations : voir procès-verbal

3-347

16 - Tendances démographiques - Impact économique et social (débat)

3-348

La Présidente. – L'ordre du jour appelle les déclarations du Conseil et de la Commission sur les tendances démographiques - Impact économique et social.

3-349

Jean-Pierre Jouyet, président en exercice du Conseil. – Madame la Présidente, chère Martine Roure, comme nous allons être appelés, pour notre plus grand malheur, à passer une partie de la soirée ensemble, j'essaierai, au nom du Conseil et aussi pour M. le commissaire Potočnik, de résumer les propos du Conseil en ce qui concerne les tendances démographiques et leur impact économique et social.

Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs les députés, le vieillissement de la population, c'est-à-dire l'augmentation de la part des personnes âgées, est avant tout le résultat de progrès économiques, sociaux et médicaux considérables qui offrent aux Européens la chance de vivre de longues vies dans un confort de sécurité sans précédent dans leur histoire. Mais c'est aussi l'un des défis les plus importants que l'Union devra affronter au cours des prochaines années.

Ce vieillissement est le résultat de quatre facteurs. Le premier, c'est que le nombre d'enfants par femme est faible, avec un niveau de 1,5 enfant en moyenne dans l'Union, bien en dessous du taux de remplacement, légèrement supérieur à 2 – 2,1 –, nécessaire pour stabiliser la taille de la population.

Le second facteur, c'est le déclin de la fécondité dans les décennies récentes, qui a suivi le *baby-boom* de l'après-guerre et qui cause aujourd'hui, ce *baby-boom*, un gonflement de la population âgée de 45 à 65 ans.

Après avoir augmenté de huit ans depuis 1960, l'espérance de vie à la naissance – et c'est le troisième facteur – pourrait continuer à s'accroître de cinq années supplémentaires d'ici 2050, voire davantage.

Le dernier facteur, c'est que l'Europe, vous le savez, accueille un flux de migrants de plus en plus important en provenance de pays tiers. Il y a eu, en 2004, 1,8 million d'immigrés, soit un flux plus important en Europe qu'aux États-Unis, relativement à la population totale, mais cette immigration ne compense qu'une partie des effets de la faible fécondité et de l'allongement de l'espérance de vie.

Nous nous trouvons donc dans une situation où le taux de dépendance, c'est-à-dire le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans par rapport à celles dont l'âge est compris entre 15 et 64 ans, devrait doubler pour atteindre plus de 50 % d'ici 2050, ce qui fait que l'Union passera de quatre à seulement deux personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée de plus de 65 ans.

Le changement démographique que je viens de décrire, compte tenu de ces facteurs, s'accompagne de changements sociaux profonds qui touchent la composition des familles, et tout ceci se traduit par un nombre croissant de personnes âgées vivant seules et de personnes très âgées vivant dans une situation de dépendance.

Comme vous le savez, la plupart de ces questions relèvent de la compétence des États membres. C'est le cas de la politique de la famille, des systèmes de sécurité sociale, en majeure partie de la politique fiscale, et le Conseil, dans ces conditions, est d'avis que la stratégie de Lisbonne et la méthode ouverte de coordination constituent le cadre dans lequel les États membres devraient agir dans ce domaine, la plupart d'entre eux convenant qu'aucune nouvelle structure ne devrait être mise en œuvre.

Pour le Conseil, ce qui paraît véritablement important en termes de lignes directrices, c'est que, au-delà d'une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée, il faut parvenir à rééquilibrer les rôles joués par les femmes et les hommes au sein des ménages et avoir une plus grande offre d'infrastructures de qualité pour la prise en charge des enfants et des autres personnes à charge.

Dans une société vieillissante, la contribution des jeunes prend toute son importance. Il faut dès lors intensifier les efforts visant à atteindre les objectifs pour lutter contre le chômage des jeunes et réduire le décrochage scolaire précoce. Investir dans les enfants, c'est la première préoccupation si l'on veut améliorer les perspectives des jeunes.

Il y a lieu de reconnaître également que l'Europe est davantage confrontée à un problème de retraites qu'à un problème de vieillissement, bien que ces tendances lourdes soient inquiétantes et que, sans finances publiques saines, il serait impossible de faire face à toutes les conséquences du vieillissement démographique.

Cela veut dire que nous devons porter une attention extrêmement forte à la viabilité des régimes de retraite et poursuivre les réformes engagées pour leur pérennisation et leur modernisation, conformément d'ailleurs à la stratégie en vigueur au sein de l'Union. Il convient aussi d'encourager les travailleurs âgés à rester au travail, notamment au moyen d'incitations adéquates.

Le Conseil est également pleinement conscient de l'ensemble de ces défis et il a, en ce sens, fait sien un avis du comité de la protection sociale sur les perspectives et les défis du changement démographique en Europe. Le Conseil a également adopté, le 30 mai dernier, des conclusions sur l'importance des politiques adaptées aux besoins des familles, établissant ainsi une série d'initiatives en faveur du soutien aux politiques familiales.

C'est dans ce contexte que s'est tenu, le 18 septembre dernier, à l'initiative de la Présidence française, une réunion informelle des ministres en charge de la famille, qui s'est articulée autour de la garde d'enfants, pour faire en sorte qu'il y ait une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, et de la protection de l'enfance sur Internet.

En conclusion, le Conseil invite la Commission, en particulier, à considérer le premier forum sur l'avenir démographique européen qui s'est tenu à Bruxelles les 30 et 31 octobre derniers comme le point de départ d'un dialogue structuré et durable, tant dans les États membres qu'entre ces derniers, et à faire en sorte, également, que la Commission puisse apporter son soutien aux enceintes pertinentes pour réfléchir aux meilleures stratégies permettant de répondre aux conséquences de ce changement démographique.

3-350

Janez Potočnik, *Member of the Commission*. – Madam President, I might take a bit longer but I promise to compensate for that in the second response.

Parliament's request for a statement on demographic trends from the Council and the Commission comes at the right time. This Friday the Commission services will present their second demography report – in time for the European Demography Forum on 24 and 25 November.

The European Union is going through a major demographic transformation. All the Member States have seen life expectancy rise and fertility rates decline among their populations as a result of scientific, economic and social progress. Today Europeans live longer, healthier lives than their forbears did, and we can expect life expectancy to increase in the future.

This ageing of Europe's population is no longer an abstract scenario for a distant future. The baby boom began 60 years ago and the first baby boomers are now reaching retirement age. So the European Union's demographic development has reached a turning point. From now on, the number of those aged 60 and over will rise by two million people every year for the next 25 years.

Meanwhile, the rate of growth of the working age population is falling fast and will stop altogether in about six years. Today there are four persons of working age – between 15 and 64 – for every person aged 65 or over in the 27 Member States. In 2060, the ratio will be two to one.

Some see ageing as a threat and paint a bleak picture of conflict between the generations. But demographic change need not be a threat if we look at the opportunities it holds. Living a longer, healthier life can mean staying active longer. Most of the baby boomers are better educated and better trained than previous cohorts. Today they are still fit and healthy.

I am convinced that demographic change offers the chance of stronger solidarity between the generations. But I do not expect that to come about by itself. Society will have to make better use of the abilities of all generations and give everyone the chance to develop his or her full potential. That means modernising our social policies – in line with the renewed social agenda the Commission adopted in July. The renewed social agenda identified Europe's ageing society as a priority area for action and recommended a number of policy responses. Our goal is to help the Member States make the most of the possibilities and manage the impact of an ageing society effectively.

The approaches and recommendations set out in the Commission's 2006 communication 'The demographic future of Europe: From challenge to opportunity' continue to be valid. That communication expressed confidence in Europe's ability to adapt to demographic change. But it also stressed the need to act in five key areas: promoting demographic renewal in Europe, by creating the conditions for our fellow citizens to fulfil their desire to have children, in particular by helping to reconcile work and family and private life; promoting employment in Europe, by ensuring that more and better jobs are created and people can work longer, in order to improve the balance between active and inactive people; promoting a more productive and more dynamic Europe, by optimising skills at all ages; taking in and integrating migrants into Europe, by attracting skilled and unskilled workers from abroad and facilitating their integration in order to alleviate labour shortages; ensuring the sustainability of public finances, by consolidating budgets and reforming social protection systems in order to guarantee adequate social protection and public services in the future.

The Lisbon Strategy already covers the most important of those policy responses, but it focuses less on the long term than the demography debate. That is why the Commission has proposed additional tools in the form of biennial reports on the demographic situation in Europe and two-yearly demography forums.

In the 2008 report the focus will be on the potential of the baby boom cohorts. A growing number of people in their 60s and 70s will probably be willing to continue playing an active part in social and economic life.

The employment rates of older people have risen in recent years, reversing the past trend towards ever earlier retirement. But more needs to be done: when they reach 60, only 40% of men and 30% of women are still in employment. Yet most people in that age group are still fit and capable of contributing to the economy and society. The ageing baby boomers can also make a major contribution to society as informal care-providers and volunteers. Their contribution deserves to be recognised and supported by public policies. It is crucial to ensure that the growing number of older people can lead an independent life for as long as possible.

A key objective of demography forums is to promote mutual learning based on good practice among the Member States. The next European Demography Forum – to take place in Brussels on 24 and 25 November – will focus on family policies and active ageing. It will also provide an opportunity to take stock of how prepared the Member States are for demographic change and to identify the most important opportunities for further action.

Early next year, the Commission will present an update of the implications of demographic change for future public spending, in particular in the area of pensions, health and long-term care, based on Eurostat's new population projections.

To wind up, I want to emphasise that it is the responsibility of the individual Member States to implement the right policies in the face of demographic change. But demographic change is a challenge we all face together. The Member States can learn a lot from each other's successes and failures in responding to this demographic change. That is why the Commission encourages a Europe-wide debate on demographic change and is offering a platform for the exchange of experiences and mutual learning.

3-351

John Bowis, on behalf of the PPE-DE Group. – Madam President, the two opening speeches have rightly highlighted longevity as the most significant change in demography. That of course means people are living longer, mainly healthier lives, but in later years they become frail in body or mind.

That has meant an enormous growth in neurodegenerative diseases and the cost of that is vast. Drugs for Parkinson's disease in many countries cost more than drugs for cancer. UK research predicts that by 2051 there will be an increase of 154% of the numbers of people with dementia.

Long-term care: that comes later now. It used to come in the 70s. Now it comes in your 80s and is increasingly coming in your 90s, but it is coming at an ever greater cost to individuals and families with implications for their savings.

The challenge is to ensure longevity as a reward and not a punishment. We need to rethink our assumptions on ageing, moving from just 'How do we care?' to 'How do we promote healthy later years?'. That means healthier lifestyles earlier in life of course; keeping off tobacco and drugs, sensible drinking, healthy eating, exercise, but also management of stress.

Flexible working lives: time for leisure and families. It means preparing for life after work with flexible retirement ages and the gradual movement into retirement that I have seen in the Netherlands. It means greater social support in new and innovative ways, more domiciliary services so that people can stay in their own homes for longer. Services and devices to match changing needs.

When my mother reached 80 she needed a fax machine for communication. At 90 she needed a stair lift. At 100 she needed stimulation as her hearing and sight and mobility diminished. But the mind inside was good and needed to be protected and stimulated if she was to have a real and full life.

3-352

Jan Andersson, för PSE-gruppen. – Fru talman! Man kan beskriva denna utveckling som dramatisk, att vi blir färre som arbetar och allt fler blir äldre. Samtidigt är det ju en positiv utveckling att vi faktiskt blir friskare längre upp i åldrarna.

Men det ger oss en mängd utmaningar. Jag ska beskriva några av dem. Det föds färre barn idag än tidigare. Samtidigt är det väldigt olika i olika medlemsländer. Vi kan se att i de medlemsländer där man har byggt upp system för att föräldrarna ska kunna förena förvärvsliv med föräldraskap, både männen och kvinnorna i familjen, så har vi en bättre utveckling. Vi måste lära av varandra på detta område.

Trots att vi blir äldre så är den långsiktiga utvecklingen att yrkeslivet blir kortare. Både genom att vi inträder senare, men vi har också – fränsett från de senaste åren, då vi haft en lite mer positiv utveckling – jobbat kortare. Detta måste vi göra något åt i båda ändar för att förlänga arbetslivet och framför allt, innan vi lämnar arbetslivet, hitta flexibla lösningar.

Vi har pratat om "blåkortet" idag", men vi måste se till att alla de människor som har kommit till oss från andra delar av världen, som det idag råder stor arbetslöshet bland, integreras och kommer in i arbetslivet, liksom människor med funktionshinder och annat. Allt detta ska vi göra inom Lissabonprocessens ram, så att vi kan möta dessa utmaningar på sikt.

3-353

Marian Harkin, on behalf of the ALDE Group. – Madam President, there are many issues that arise in the context of this evening's discussion, but I would just like to look at one of them: care and carers.

If we are lucky enough to live long enough, we will most likely need care, and, while there are differences between Member States, the likelihood is that this will largely consist of informal care.

Carers form the foundation of formal care and social care, and are an indispensable part of long-term care provision. If carers are expected to keep providing care – which they are – then their needs must be an inherent part of health and social care policy development.

In this context, I am pleased to see that the DG SANCO website has a short section devoted to carers, and I have no doubt that this came about as a result of the submission the carers' interest group in Parliament made to DG SANCO on its annual work programme.

However, carers need more than just a mention. We believe it is time to design a new social contract for care that goes way beyond the traditional view of a contract between the state and the individual, and calls for new commitments involving employers, local agencies and communities. Indeed, the recent ECJ judgment on discrimination by association points the way.

Caring cannot be the sole responsibility of the informal carer or, indeed, of the Member State. The informal care system will collapse without proper support, while with an exclusively state-based approach the costs will simply be too high. That is why we need this wider social contract.

Finally, there are approximately 100 million carers across the EU. They are unpaid, undervalued and in many cases inadequately supported. I welcome the mention on DG SANCO's website, but this is a first step only. By its very extent, this is a European issue and action will have to be coordinated between Member States.

Policy on carers should be part of the work of DG SANCO, and also of DG Employment and Social Affairs.

3-354

Guntars Krasts, UEN grupas vārdā. – Paldies, prezidentes kundze! Eiropas iedzīvotāji noveco! Saglabājoties šīm tendencēm, iedzīvotāju dabiskais pieaugums var kļūt negatīvs. Vairākās dalībvalstīs tā šobrīd jau ir realitāte. Strādājošo skaits pret pensionāriem samazinās visās dalībvalstīs. Zema dzimstība kombinācijā ar garāku dzīves ilgumu un imigrāciju audzē spiedienu uz pensijām, veselības aizsardzību un sociālajiem pakalpojumiem. Taču ir arī dažas dalībvalstis, kam ir izdevies mainīt Eiropas negatīvās demogrāfiskās tendences.

Tajās panākts līdzsvars starp dzīvi un darbu, kas ļauj vecākiem audzināt bērnus, neziedojot tam savu karjeru, un gūt ar to saistītos ekonomiskos un sociālos ieguvumus. Nav šaubu, ka galvenie ekonomiskie, sociālie un kulturālie risinājumi iedzīvotāju novecošanas novēršanai būs jāmeklē dalībvalstīs. Bet ir arī uzdevumi, kas veicami Eiropas Savienības līmenī. Eiropas Savienības darba tirgus vēl aizvien slēpj sevī milzu rezerves. Ir jāpanāk, lai iekšējā tirgū nepastāvētu robežas darbaspēka brīvai kustībai. Lai cik nebūtu sarežģīti, jāatgriežas pie pakalpojumu tirgus liberalizēšanas, jāpārskata pieņemtā pakalpojumu direktīva. Abu šo pamatbrīvību realizācija palīdzētu finansēt demogrāfisko procesu radītos ekonomiskos zaudējumus. Un, protams, jāsekmē nediskriminējoša attieksme pret dzimumu un vecumu. Paldies!

3-355

Jean Lambert, on behalf of the Verts/ALE Group. – Madam President, it is interesting how we often see the declining birth rate etc. as a problem. This is not necessarily the case if it means that we are then starting to share some of the inordinate wealth that we have at European Union level with people coming from other countries and that we look at technical innovation and how we can increase productivity and maybe even produce fewer of the rubbishy goods that clutter up our lives and our planet at the moment.

Of course there is also an issue about making the best use of the potential labour force. This is why the anti-discrimination directives in the field of employment are crucially important and why it is essential that Member States implement those properly. They should also look at the barriers to phased retirement – issues such as: if you cut your working hours, what does that do to your pension; what does it do to your life and access to benefits?

We also ought to consider what is happening in the current financial crisis with regard to a lot of our thinking in this area. We are likely to see more older workers being laid off, because people are not implementing the anti-discrimination legislation properly, with all the implications for many of them of perhaps never getting back into work.

There will be others who will find it even more difficult to start their working lives or to find promotion to build up their pensions: all those aspects of what happens if you are not working for a period of time. There is the question of disaffection amongst the young who cannot find work, for whom it becomes more difficult, and of course the problems that many people will face when their private or occupational pension schemes are not able to pay out in the way that they thought they would.

So we also need to look at the demographic situation in the context of the current crisis and how we are going to use this opportunity in terms of increasing training. We should use that as a way of helping people to improve their skills, perhaps to find pathways to less physically demanding work – something that we have been saying for a considerable period of time needs to be done. We should look at how we might increase the higher-education qualifications of a number of people who never had that opportunity in their youth.

We now have the opportunity to look at certain of the elements that we know are problematic and really begin to look forward to how we are going to tackle the demographic situation.

3-356

Pedro Guerreiro, em nome do Grupo GUE/NGL. – Gostaria de sublinhar que, em nossa opinião, o presente debate, ao invés de ser intitulado *tendências demográficas e impacto económico e social*, se deveria intitular *política económica e social e seu impacto nas tendências demográficas*.

As projecções das tendências demográficas de um país ou região não deverão ser dissociadas das políticas adoptadas nesse mesmo país ou região, pois estas integram os factores que determinam e condicionam a sua evolução demográfica.

Por exemplo, as projecções a 50 anos são feitas com base em pressupostos que deverão ser explicitados, entre eles as políticas económicas que determinam os cenários avançados. Isto é, face às projecções avançadas, o que deveria estar hoje em discussão eram as consequências para a evolução demográfica do desemprego, do aumento da precariedade laboral, da desregulamentação do horário de trabalho, de uma política monetária centrada na moderação e desvalorização dos salários. O que devia estar hoje em discussão eram as consequências da política de juros da União Europeia para milhares e milhares de famílias que contraíram empréstimo para aquisição de habitação, eram as consequências da liberalização e privatização dos serviços públicos, eram as consequências das baixas reformas e pensões para a autonomia e qualidade de vida de milhões de reformados e pensionistas. O que devia estar em discussão eram as políticas que promovem a centralização e concentração da riqueza e o aumento das desigualdades sociais.

No fundo, o que efectivamente está em discussão é o cumprimento ou não de direitos humanos, como o direito à alimentação, ao emprego, ao salário digno, à habitação, à saúde, ao ensino ou ao lazer.

3-357

Kathy Sinnott, on behalf of the IND/DEM Group. – Madam President, we are facing a crisis in Europe to which we will not find a solution until we face the fact that the crisis is of our own making.

In the EU we kill over one and a half million children before birth every year. We destroy our future and then wonder why we have a crisis. We talk about a fertility problem, but this is not a fertility problem: it is a refusal to let millions of babies conceived be born. Unless we are honest in identifying the problem, there can be no solution. The solutions are that we must respect life and support the family, in order for that life to find a nurturing environment. By taking these steps, we can begin to tackle the challenge of skewed demographics. Improvement will not happen overnight, but at this point we can still avert disaster.

One should study the case of Japan closely. Two decades ago it was the second largest economy in the world, and one of the most advanced. In 2007 the Japanese population peaked and entered decline. In 1995, twelve years before the downturn, Japan entered deflation as negative demographics began to take their toll. It has never got out of it. Japan is 20 years ahead of Europe in this, but it was also 20 years ahead of European countries in legalising abortion. We peak in 2025 – which is only 17 years away. I wonder if the deflation we are now entering, in 2008, is here to stay, with the banking crisis being replaced by a demographic crisis, which will be with us until we learn to respect life again.

3-358

Philip Claeys (NI). – Mevrouw de Voorzitter, het verheugt mij dat de Raad en de Commissie een verklaring afleggen over de economische en sociale impact van de huidige demografische tendensen. Veel politici hebben de kwalijke neiging om op korte termijn te denken en het beleid op langere termijn te verwaarlozen. Onze demografische uitdaging is een levensbelangrijk probleem op lange termijn dat ook oplossingen op lange termijn noodzakelijk maakt. Het gemiddelde geboortecijfer bij vrouwen in de Europese Unie is 1,5. Dat is te laag om de huidige generaties te vervangen. Hier ligt de kern van het probleem. Men kan grijpen naar een gemakkelijksoplossing op korte termijn door te pleiten voor een nog grotere immigratiegolf van buiten Europa. Op papier kan zoiets een oplossing lijken, maar de dagelijkse realiteit in onze grote steden bewijst de totale mislukking van de lakse immigratiepolitiek van de jongste dertig jaren. We zitten met 20 miljoen werklozen in Europa en toch wil de Commissie nog meer immigranten invoeren. Ik wil er trouwens op wijzen dat het werkloosheidspercentage bij niet-Europese allochtonen beduidend hoger ligt dan bij de autochtone bevolking in de lidstaten.

Ik zal het uit tijdsgebrek maar niet hebben over de maatschappelijke problemen zoals de sociale ontwrichting die door de massale immigratie veroorzaakt wordt. Wat nodig is, is een beleid in de lidstaten dat jonge Europese gezinnen aanmoedigt in hun kinderwens. Er zijn in de lidstaten fiscale maatregelen nodig om het krijgen van kinderen aantrekkelijker te maken. Er moet in meer en betere kinderopvang voorzien worden. We moeten ook durven nadenken over de invoering van een opvoedersloon voor een van beide ouders die ervoor kiest om zich prioritair te wijden aan de opvoeding van de kinderen.

3-359

Othmar Karas (PPE-DE). – Frau Präsidentin, meine Damen und Herren! Ich begrüße die Debatte, weil sie Bewusstsein schafft und nicht Angst macht. Wir müssen Taten setzen, jetzt und nicht erst morgen.

Der demografische Wandel hat seine Ursachen, Folgen und Herausforderungen. Die sinkende Bevölkerungszahl, Personen im Erwerbsleben werden weniger, wir leben länger. Die Kinder, die in diesen Minuten auf die Welt kommen, haben die Chance, 100 Jahre alt zu werden. Jedes zweite Kind wird das auch werden. Die Menschen werden älter und die Kinder leider weniger. Die Alters- und damit Bevölkerungsstruktur ändert sich dramatisch. Neue Infrastrukturanforderungen, neue Anforderungen an öffentliche Dienstleistungen, an wirtschaftliche, bildungspolitische und soziale Angebote stehen uns ins Haus und sind gefordert. Wir sind ein alternder Kontinent. Jean-Claude Juncker hat einmal gesagt: Wenn wir unsere Sozial-, Pensions- und Gesundheitssysteme nicht rasch nachhaltig sanieren und zukunftsfit machen, werden wir vom Gewinner zum Verlierer der Globalisierung werden.

Was ist zu tun? Viel! Die Vereinbarkeit von Familie und Beruf wirklich sicherstellen. Menschen nicht mehr aus dem Erwerbsleben drängen. Neue Formen der Pflege, der Kinderbetreuung, der mobilen Dienste, wie Essen auf Rädern, sind gefordert. Die Finanzierung der Pflege muss in allen Mitgliedstaaten aus der Sozialhilfe herausgelöst und zur solidarischen Verantwortung werden. Wir haben eine bildungspolitische Herausforderung. Wir sollten als Ziel haben, der kinder- und menschenfreundlichste Kontinent der Welt zu werden. Die Anrechnung der Kindererziehungszeiten, der Pflege – 80% der Pflegenden sind Familienangehörige. Gleicher Lohn für gleiche Arbeit. Es gibt viel zu tun. Die Ursachen für unsere Probleme sind vielfältig.

3-360

Françoise Castex (PSE). – Madame la Présidente, Monsieur le Ministre, en quelques mots: le point d'achoppement de ce défi démographique que nous aurons à relever, c'est bien évidemment, d'un point de vue économique et social, la diminution de la population active. Deux chiffres: en 2010, nous serons 217 millions de personnes en âge de travailler, en 2050, 180 millions de personnes, soit un déficit de près de 36 millions de personnes.

Peut-on craindre une pénurie de main-d'œuvre? Peut-on craindre un déséquilibre entre la population active et la population dépendante?

À ce problème, nous proposons deux réponses qui vont vers la gestion la plus optimale de la ressource humaine. Dans un premier temps, le plein emploi. Nous devons aller vers le plein emploi. Il existe actuellement d'importantes possibilités d'emplois, compte tenu du sous-emploi des jeunes, des femmes, des seniors à partir de 55 ans et des personnes sous-qualifiées. Nous assistons à un immense gâchis de compétences. Nous voyons que si le taux d'emploi des femmes et des seniors entre 55 et 65 ans atteignait, d'ici 2050, les meilleurs taux d'Europe, nous pourrions compenser ce déficit de main-d'œuvre.

Enfin, l'éducation et la formation tout au long de la vie. Nous voulons aller vers des cycles de vie active optimisés. Il n'est pas normal qu'un ouvrier, qu'un agent de maîtrise, qu'un cadre de 50 ans n'ait pour seule perspective de carrière qu'une stagnation de sa progression de carrière. Il en va de la responsabilité sociale des entreprises.

(Le Président retire la parole à l'orateur)

3-361

Marco Cappato (ALDE). – Signora Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, la popolazione mondiale è raddoppiata in pochi decenni con conseguenze devastanti sul pianeta e allora il fatto che la tendenza europea sia almeno in parte diversa è un fatto positivo.

Esistono problemi sul piano della previdenza sociale, certamente, ma la risposta non è quella di incoraggiare a fare più figli, ma semmai alzare l'età pensionabile, eliminare la discriminazione contro gli anziani in paesi come l'Italia dove i disincentivi a lavorare dopo l'età pensionabile sono così alti da far diventare la pensione un obbligo invece che un diritto.

Sul piano globale, invito la Presidenza in particolare ad attivarsi per la convocazione della nuova conferenza delle Nazioni Unite sulla popolazione, bloccata ormai da anni a causa delle pressioni di Stati come lo Stato vaticano e di chi teme politiche responsabili di informazione sessuale e di pianificazione familiare.

3-362

Ewa Tomaszewska (UEN). – Pani Przewodnicząca! Trendy demograficzne w Europie od kilkunastu lat mają charakter głęboko niepokojący. Wskaźnik dzietności gwarantujący prostą zastępowalność pokoleń to 2,16. W Polsce wskaźnik ten wynosi 1,2. Zarazem ze względu na osiągnięcia medycyny i zdrowszy styl życia ludzie żyją dłużej. Europa starzeje się, ale też Europa wymiera. W roku 2030 stosunek liczby osób zawodowo czynnych do liczby zawodowo nieaktywnych będzie jak 1 do 2.

Antyrodzinna polityka ekonomiczno-społeczna, propagowanie w mediach wzorca rodziny z małą liczbą dzieci i małżeństw bezdzietnych oraz polityka sprzyjająca rozpadowi rodzin to istotne przyczyny negatywnych zmian w sytuacji demograficznej Europy. Jej najpoważniejszymi skutkami będą: niedobór pracowników na rynku pracy zagrażający rozwojowi gospodarczemu, gwałtowny spadek efektywności systemów emerytalnych i wzrost kosztów funkcjonowania systemów ochrony zdrowia wobec szczególnych potrzeb starzejącego się społeczeństwa.

3-363

Irena Belohorská (NI). – Vítam diskusiu k týmto problémom a myslím si, že je dôležitá práve teraz, keď súčasne musíme riešiť finančnú a ekonomickú krízu. Demografické trendy poukazujú na to, že na jednej strane zlepšením zdravotnej starostlivosti, na strane druhej znížením pôrodnosti dochádza k starnutiu obyvateľstva. Je preto potrebné, aby sme sa na túto realitu pripravili a zabezpečili zodpovedajúce oblasti.

V oblasti sociálnej bude pomerne náročným problémom zabezpečenie dôchodkov. V oblasti zdravotnej musíme myslieť na zabezpečenie liečby hlavne ochorení, ktoré sa viažu na vyšší vek. Vieme, že napríklad až dve tretiny onkologických ochorení sa viažu na vek nad 60 rokov.

Udržateľnosť sociálneho systému bude vyžadovať zvýšenie, ale aj zlepšenie a prispôsobenie pracovných podmienok pre starších ľudí. Ide predovšetkým o ženy nad 55 rokov a mužov vekovej kategórie 55 až 64 rokov. Doplňovať úbytok populácie imigráciou mladých ľudí z tretích krajín je možné, ale predovšetkým by sme sa mali snažiť vytvárať podmienky na stabilizáciu mladej vzdelanej generácie, ktorá nám dnes odchádza do USA.

Vzhľadom na zhoršenie reprodukčného zdravia mladých žien by sme mali podporovať asistovanú reprodukciu. Pre mnohé mladé rodiny je finančne nemožné si ju hrať. Mne sa zdá, že asi nesplníme lisabonskú stratégiu. Snažme sa aspoň obnoviť myšlienku Európskej aliancie podpory rodiny, či už daňovými bonusmi alebo zlepšením zariadení pre deti predškolského veku. Materská dovolenka by mala byť krytá plným platom a nie životným minimom.

3-364

Gabriela Crețu (PSE). – Domnule ministru, îmi pare rău să vă contrazic, dar noi nu avem o problemă, avem mai multe. Dar nu sunt demografice, ci politice, sociale și etice. Afirmăm că dorim o natalitate mai ridicată, dar 30% dintre copiii deja născuți trăiesc sub pragul de sărăcie. Consecința viitoare: slabă educație, slujbe proaste, productivitate scăzută și contribuții la asigurări mici.

Poziția Consiliului privind Directiva asupra timpului de lucru contrazice flagrant intențiile de a compatibiliza munca și viața privată. Infertilitatea este o boală pe care Organizația Mondială a Sănătății o recunoaște, dar multe state membre nu. Drept urmare, asigurările nu decontează costul tratamentelor. Pentru a plăti o singură încercare de fertilizare artificială, în România, o persoană care câștigă salariul mediu și îl economisește integral, trebuie să muncească 9 luni. Concepția necesită 3-4 încercări și încă 9 luni pentru a se naște copilul.

Stimați colegi, cea mai eficientă soluție ar fi să promovăm politici coerente între ele și să ne asigurăm de corespondența dintre declarațiile făcute și măsurile adoptate.

3-365

Samuli Pohjamo (ALDE). – Arvoisa puhemies, erityisen suurena väestönkehityksen haasteet tuntuvat pohjoisen harvaanasutuilla alueilla. Muuttoliike vie alueelta nuorta ja koulutettua väestöä ja ikääntyvän väestön osuus taas kasvaa nopeasti. Tämä tuo muun muassa sosiaali- ja terveydenhuollon palveluiden järjestämiseen lisääntyviä kustannuksia, joita pitkästä etäisyydestä vielä korostavat. Uuden teknologian ja uusien innovaatioiden avulla on kuitenkin pystytty luomaan uusia palveluita, jotka auttavat ikääntyvää väestöä ja joita voidaan hyödyntää koko unionin alueella.

Yksi keino muuttaa haasteet mahdollisuuksiksi on myös tehokas aluepolitiikka. Tehokkaalla aluepolitiikalla voidaan hyödyntää alueiden mahdollisuuksia, luoda uusia työpaikkoja ja tuottaa lisäarvoa koko Euroopalle. Samalla väestönkehitystä voidaan muuttaa myönteisemmäksi.

3-366

Jan Cremers (PSE). – Voorzitter, collega's, Commissie en geachte minister, toen we voor de zomer in dit Parlement spraken over de gevolgen van de demografische ontwikkeling, hadden we nog onvoldoende idee van de huidige economische crisis. Die crisis zal de druk verhogen op onze sociale stelsels. Als gevolg van de te verwachten groei van de werkloosheid mag op korte termijn misschien wel enige ontspanning op de arbeidsmarkt worden verwacht. Op de lange termijn levert dit echter geen oplossing voor de geschetste problemen van de vergrijzing.

Indien door de verslechtering van de economie de druk op de oudere werknemer om vroegtijdig de arbeidsmarkt te verlaten, wordt verhoogd, vervallen we in de oude fout. De nadruk moet nu en in de toekomst blijven liggen op flexibele pensionering op vrijwillige basis, gecombineerd met het zodanig inrichten van de werkorganisatie dat langer blijven werken een reële optie wordt. De financiële crisis heeft opnieuw aangetoond waarom we verantwoord met pensioengelden moeten omgaan. De duurzaamheid van het pensioenstelsel, afgestemd op de demografische én de economische ontwikkelingen en gebaseerd op risicomijdende beleggingsstrategieën op de lange termijn, moet grote prioriteit krijgen. Voorts dient de Europese Commissie werk te maken van de regulering van en het toezicht op pan-Europese pensioenproducten.

3-367

Miroslav Mikolášik (PPE-DE). – Zmenený životný štýl mladej generácie je taký, že každý chce po štúdiu cestovať veľa rokov, potom nasleduje budovanie kariéry, potom majú mladí ľudia viac ako 30 rokov vrátane mladej dámy a väčšinou prinesie na svet jedného potomka. Rodina sa vníma dnes ako negatívna záťaž a mladí muži takisto na druhej strane nie sú schopní sľuobiť žene manželstvo a istotu.

Je stále veľký počet umelých prerušení tehotenstva, veľký podiel žien používa hormonálnu antikoncepciu, preto počet žien, ktoré sú vlastne fyziologicky schopné počať dieťa, je veľmi malý. Index plodnosti v krajinách Európy sa pohybuje medzi 1,1 až 1,3. Len Francúzsko, ktoré dáva finančné prostriedky do podpory rodiny dlhodobo, má ten index, ktorý sa blíži k 2. Nedávny európsky kongres o rodine na univerzite v Ružomberku ...

3-368

Mairead McGuinness (PPE-DE). – Madam President, it seems we will all live longer but enjoy fewer grandchildren. I suppose the reasons why that is the case are very complex and varied. I think children are seen as a ‘problem’ and you hear that when you talk to people who do not have children. We also talk about a child care ‘problem’ rather than a ‘solution’.

Older people, too, feel that they are a burden and worry about who will look after them into their old age. I think that those of us in the middle somewhere fear this impending doom because there will be even fewer people around to pay for our pensions and to look after us when we, too, are unable to do so.

The role of carers in society, as Marian Harkin rightly pointed out, is totally undervalued and that needs to change. And I wonder – listening to tonight’s debate – in the context of the financial and economic crisis, can the Commission perhaps answer this question, and see that this problem of the demographic trend could actually get worse because of the situation we are now in? That would be regrettable.

3-369

Silvia-Adriana Țicău (PSE). – Doamnă Președintă, domnule comisar, Uniunea Europeană trebuie să fie pregătită să facă față provocărilor demografice. Europa socială trebuie să fie capabilă să răspundă așteptărilor cetățenilor săi: o educație de calitate, un sistem de sănătate eficient și accesibil, locuri de muncă care să permită o viață decentă și garanția unei pensii decente după o viață de muncă.

Populația Uniunii îmbătrânește. În același timp, sunt puține state membre în care natalitatea a crescut, Irlanda și Franța fiind performerele în acest domeniu, ca urmare a politicilor specifice adoptate. În același timp, deși la nivel comunitar rata mortalității infantile a scăzut la 4,7 la mia de locuitori, sunt totuși state membre în care aceasta este de 12 la mia de locuitori.

Europa trebuie să investească în sănătate, educație și protecție socială. Asigurarea de locuri de muncă bine plătite înseamnă o viață decentă pentru lucrători, dar și asigurarea resurselor necesare pentru plata pensiilor. Sistemul de pensii este un sistem bazat pe solidaritatea dintre generații.

3-370

Toomas Savi (ALDE). – Madam President, the European Union is an ageing society. There are many people in the EU who choose to advance professionally instead of concentrating on their family lives, until it is far too late for them to have children.

Having recently become a grandfather, I am a fierce advocate of an Estonian family planning measure that allows one of the parents to stay at home for 18 months after the birth of their child, guaranteeing social benefits more or less equal to the parent’s salary before his or her leave – the parental allowance.

It is my strong opinion that, unless we want to burden our children with unreasonably high taxes, we ought to start implementing a similar approach across the EU. In Estonia, for example, such a policy has brought the nation out of a seemingly interminable decrease in population.

3-371

Avril Doyle (PPE-DE). – Madam President, the most important work done by any citizen is the rearing of the next generation. And, without any hectoring or lecturing of the young women of today, married or single, what we need to do is restore the freedom of choice to all women who want to stay at home to have the second or third child and to ensure that they are not forced to remain in employment because of economic and financial circumstances.

We must ensure that full pension credits or a parental pension or a maternal pension are preserved for the women working in the home so that their old age will be financially secure and that they can be properly rewarded by the state for doing that most important work for all of us: rearing the next generation.

On another point, given the increased average number of healthy years available to most of us, the compulsory retirement age – the traditional retirement age – of 65 must be revisited, and revisited urgently. On average, women are now well into their thirties when they give birth to their first child. We must review this situation as quickly as possible.

3-372

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Wszyscy mamy świadomość, że społeczeństwo europejskie się starzeje, ale czy wszyscy zdajemy sobie sprawę, jakie będzie miało to konsekwencje dla naszej gospodarki czy rynku pracy. W dobie globalizacji problemy demograficzne zyskują dużo szerszy wymiar. Unii Europejskiej potrzebne jest zatem kompleksowe działanie i to na bardzo wielu płaszczyznach.

Z jednej strony musimy zadbać o realizację celów Strategii Lizbońskiej, dążyć do podniesienia poziomu zatrudnienia, zwiększyć udział kobiet w rynku pracy i zahamować tendencję do przechodzenia na wcześniejsze emerytury. Konieczny jest także większy nacisk na edukację, zwłaszcza na kierunkach inżynierskich i informatycznych, tak ważnych z punktu

widzenia gospodarki opartej na wiedzy. Istotne jest także promowanie edukacji przez całe życie, przygotowanie pracowników na bycie otwartym na nowe wyzwania.

3-373

Jean-Pierre Jouyet, *président en exercice du Conseil*. – Madame la Présidente, je vais essayer de respecter vos consignes. Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs les députés, le débat a été extrêmement riche et on voit bien à travers les différentes interventions que la résolution de ce défi démographique est multiple.

Il y a des pistes d'action qui sont extrêmement complémentaires, j'y reviendrai. Dans une certaine mesure, c'est vrai qu'il faut augmenter les taux d'emploi, c'est vrai que nous aurons également besoin d'une immigration pour résoudre le déficit démographique et il est important, dans ce cadre, qu'elle reste maîtrisée et organisée. Il est vrai aussi qu'il nous faut des politiques familiales et de soutien de la natalité qui existent; il est vrai qu'il y a des exigences de solidarité à l'égard des personnes âgées et que leur prise en charge doit être renforcée. Il est vrai aussi que nous devons, dans ce cadre, faire extrêmement attention au développement d'infrastructures collectives en matière d'éducation, en matière de prise en charge des enfants et aussi en matière de prise en charge des risques de dépendance pour les plus âgés.

Comme le soulignaient aussi plusieurs orateurs, nous devons prendre en compte les atouts qui sont les nôtres, notamment l'apparition de nouvelles technologies d'information avec les efforts en matière de recherche et de développement, avec toutes les flexibilités qui peuvent exister en matière d'assistance médicale et sanitaire, avec aussi tout ce qui peut être fait pour prévenir et aider au diagnostic prénatal, tout ce qui peut être fait pour l'aide à la petite enfance et à sa prise en charge collective. Donc, il y a un ensemble de défis mais aussi d'atouts qui existent pour relever ce défi démographique.

Nous devons être aussi prêts à veiller aux conséquences qu'a cette transformation démographique, cela a été aussi souligné au cours du débat, sur la viabilité de nos systèmes de protection sociale et sur la viabilité du régime des retraites, qui sont une des caractéristiques du modèle de solidarité européen. Nous devons prendre des mesures à long terme, en dépit de la crise économique et financière que nous traversons, pour assurer cette viabilité et nous devons aussi, bien évidemment, prendre en compte les conséquences de ce changement démographique profond sur les différentes formes d'organisation du travail. M. Cappato a insisté à travers un exemple précis sur ce fait et il a entièrement raison.

Pour conclure, je crois que la Commission, mais le commissaire Potočnik le dira, le Parlement et le Conseil doivent poursuivre le dialogue dans l'esprit de ce débat. Il s'agit sans aucun doute du défi à long terme que l'Europe doit le plus certainement anticiper, organiser et devant lequel tout ce qui a trait aux préoccupations qui sont les nôtres dans le cadre de la crise économique et financière ne doit pas nous empêcher de poursuivre notre action et notre adaptation.

3-374

Janez Potočnik, *Member of the Commission*. – Madam President, we have heard today a clear message that we have a very serious challenge – that of the ageing of society.

In many ways the 21st century is an era of fragility, and we have to deal with this. We all have to do everything possible. As was mentioned, longevity should be a reward and not a punishment. It was also mentioned that it would be consistent to do this in the context of the Lisbon Agenda, and I agree. We can understand the Lisbon Agenda in a simple way, going towards a knowledge-based society and being concerned about sustainability, whether it be in relation to social security, the environment or the economy. What we have learnt from this crisis is that even the profits have to be clearly sustainable.

So the present financial crisis should not divert our attention from any of the problems which we have been patiently discussing in recent years, including the problem which we are discussing today. It is only one additional problem. When we have dealt with it, we have to come out of the financial crisis with a structure that is capable of dealing with all the challenges which the 21st century brings us. So it is important that in this context we are aware of all the possible aspects of sustainability – sustainability of the planet on which we live, between living beings on the planet, between us humans and between generations, which is very much the essence of the demographic question which we are discussing today.

Our policies should definitely address this. The demographic forum to be held on 24 and 25 November – which I mentioned in my opening address – is certainly one good opportunity to do so. We should certainly continue the dialogue between the Council, Member States, Parliament and the Commission. Your discussions today prove that the debate is very timely. I would like to thank you on behalf of the Commission for those views. All the things you have mentioned are extremely important – promoting demographic renewal, reconciliation of family and working life, the questions of carers, mobility and anti-discrimination and other policies. All this is valid when we talk about this problem.

3-375

La Présidente. – Le débat est clos.

3-376

17 - Avenir des régimes de sécurité sociale et de pension: leur financement et la tendance à l'individualisation (brève présentation)

3-377

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le rapport de Gabriele Stauner, au nom de la commission de l'emploi et des affaires sociales, sur l'avenir des régimes de sécurité sociale et de pension: leur financement et la tendance à l'individualisation (2007/2290(INI)) (A6-0409/2008).

3-378

Gabriele Stauner, Berichterstatterin. – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ein Initiativbericht zum Thema Zukunft der Systeme der sozialen Sicherheit und der Renten ist aufgrund der Aktualität und Vielschichtigkeit eine faszinierende Aufgabe. Er birgt aber die große Gefahr, zu einem überdimensionalen Wunschzettel und Forderungskatalog aller billig und gerecht Denkenden auszuarten.

Dieser Versuchung sind wir nicht erlegen, wie der relativ knappe, sehr technische und allzu blumige Formulierungen vermeidende Text schon auf den ersten Blick zeigt. Ich bedanke mich deshalb bei allen Kolleginnen und Kollegen, insbesondere den Schattenberichterstattern und Frau Lulling als Verfasserin der Stellungnahme des Frauenausschusses für die insoweit geübte Disziplin.

Es war mein Bestreben, einen Bericht abzuliefern, der für alle Entscheidungsträger und Interessierte sowohl eine Darstellung der Entwicklungen in den nächsten 30 bis 40 Jahren bietet, als auch für einzelne Sozialbereiche Denkanstöße und Handlungsempfehlungen gibt. Die Systeme der sozialen Sicherheit und der Renten sind in den Mitgliedstaaten traditionell unterschiedlich ausgestaltet, gewachsen und finanziert, weshalb sich auch eine Harmonisierung auf EU-Ebene verbietet.

Gleichwohl befinden sich alle aufgrund der demografischen Entwicklung und der Veränderungen auf dem Arbeitsmarkt infolge der Globalisierung in Schwierigkeiten. Reformen durchführen, heißt deshalb in jedem Fall das Gebot der Stunde. Ein „weiter so“ verträgt nach allen wissenschaftlichen Erkenntnissen keines der bestehenden Systeme. Das ist die erste wichtige Erkenntnis.

Wie die Reformen in den einzelnen Mitgliedstaaten aussehen sollen, ist natürlich je nach Struktur verschieden. Notwendig sind u.a. nach unseren Vorstellungen bei allen Systemen erstens, bessere und mehr Maßnahmen zur Vereinbarkeit von Familie und Beruf, damit die Erwerbsquote gehalten werden kann und gesellschaftliche und soziale Probleme nicht durch zu große Zuwanderung von Arbeitskräften verstärkt werden.

Zweitens: Trotz Zulassung von sogenannten atypischen Arbeitsverhältnissen müssen wir am klassischen unbefristeten Vollarbeitsverhältnis festhalten, weil nur dieses Stabilität der Lebensverhältnisse und der Sozialversicherungssysteme gewährleistet.

Drittens: Neben der finanziellen Absicherung der Sozialausgaben durch Umlage und kapitalgedeckte Mischformen müssen wir die Sozialinvestitionen in den Vordergrund rücken.

Viertens: Arbeitsproduktivität und Innovationsfähigkeit müssen gesteigert werden, denn wir haben in Europa im Wesentlichen nur das Humankapital.

Fünftens: Qualitativ hohe und für alle zugängliche Gesundheitsversorgung muss sichergestellt werden, wobei medizinischer Fortschritt und sinkende Beiträge eine Grundversorgung für jedermann garantieren müssen.

Sechstens: Frauen müssen durch besondere Maßnahmen vor ihren spezifischen Risiken und gerade vor Altersarmut geschützt bzw. privilegiert werden, z.B. durch Anrechnung von Kindererziehungs- und Pflegezeiten in der Rentenversicherung.

Kernpunkt aller Bemühungen ist und kann auch in Zukunft nur die Solidarität zwischen den Generationen und gesellschaftlichen Gruppen sein. Das gilt vor allem in einer sich durch die Globalisierung wandelnden Welt, die zunehmend entpersonalisiert und anonymisiert. Solidarität und Subsidiarität sind die Grundprinzipien des europäischen Sozialmodells. In diesem Sinne muss die Globalisierung sozial gestaltet werden, damit qualifizierte und anpassungsfähige Arbeitnehmer sich und ihren Familien den Lebensunterhalt in Würde verdienen, im Krankheitsfall gute Behandlung erfahren und im Alter finanziell abgesichert sind.

3-379

Janez Potočnik, Member of the Commission. – Madam President, despite being drafted before the current turmoil erupted on our financial markets and the economic downturn became apparent, this report is remarkably timely and also relevant. I wish to congratulate the rapporteur on her sound work.

The report underscores the long-term social demographic and economic changes that are driving the modernisation and reform of our social protection schemes. It highlights the importance of our shared values in the field of social protection. It also shows how they can help to make our pension and health-care systems sustainable.

More people working more and longer is the key of the long-term adequacy and sustainability of social protection. It is also a win-win strategy. The report links sustainable, adequate social protection with the Lisbon Strategy and our commitment to guarantee sustainable public finances. The renewed social agenda proposed by the Commission gives substance to that link by advocating a broad holistic approach to future social policies and priorities.

I welcome the emphasis on promoting women's full integration into our labour markets and on fighting all forms of discrimination to ensure that everybody can acquire adequate social security and pension rights in particular.

The report emphasises the need to combine the move to funded pensions in many Member States with sound national and EU regulatory framework for effective supervision and careful monitoring of outcomes for citizens.

That is a very timely message. Access to quality medical treatment and preventive care is a cornerstone of EU social models. It is both a goal to be attained for itself and a necessary condition for a productive labour force to exist in a phase of rapid population aging.

The Commission shares your concern about health inequalities and the need to guarantee high-quality health care for all and solidarity financing covering the whole population. These points will be taken up in a Commission communication on health inequalities to come out next year.

The report is a strong plea for us all, not only to keep working to achieve our basic objectives of access for all, solidarity, adequacy and sustainability, but also to work to strengthen them through modernisation.

The Commission will provide its full response to the financial crisis and the downturn in the real economy in a communication to be published on 26 November.

It will also elaborate on the constructive social and economic role of social protection in the joint report on social protection and inclusion for 2009.

May I assure you of the Commission's willingness to look again at the various points in this report in close cooperation with Parliament.

3-380

La Présidente. – Ce point de l'ordre du jour est clos.

Le vote aura lieu jeudi 20 novembre 2008.

Déclarations écrites (article 142)

3-381

Bogusław Rogalski (UEN), na piśmie. – Starzenie się oraz spadek liczby ludności to niestety nieuchronna przyszłość Europy. Według demografów stopy urodzeń nie zapewnią zastępowalności pokoleń a średnia długość życia wzrośnie. Słaby wskaźnik urodzeń jest powiązany z trudnością godzenia pracy zawodowej z życiem rodzinnym-brak jest odpowiedniej ilości żłobków, przedszkoli, jak i ekonomicznego wsparcia dla rodzin. Do końca 2030 roku stosunek osób czynnych zawodowo do osób nieaktywnych będzie wynosił prawdopodobnie 2:1

Złagodzenie skutków spadku liczby osób czynnych zawodowo przez imigrację jest tylko jedną z możliwości rozwiązania problemu. Spowoduje też zwiększenie różnorodności etnicznej, kulturowej oraz religijnej. Należy zatem zwiększyć stopę zatrudnienia (organizując szkolenia i przekwalifikowania) w odniesieniu do osób niepełnosprawnych oraz osób starszych. Uelastyczyć również należy przejście na emeryturę wprowadzając zasadę dobrowolności, zmianę organizacji oraz wykorzystując nowe technologie.

Państwa członkowskie powinny również prowadzić zrównoważoną politykę finansową, dokonując sprawiedliwego podziału obciążeń podatkowych pomiędzy pracowników, konsumentów i przedsiębiorstwa.

Zmiany demograficzne silnie wpłyną na wzrost wydatków publicznych z tytułu świadczeń emerytalno-rentowych, które mogą zostać złagodzone przez częściowe finansowanie ze środków prywatnych. Wrosną również wydatki na opiekę zdrowotną.

W związku z tym zapewnienie obywatelom państw członkowskich ochrony zdrowia, odpowiednich świadczeń na odpowiednim poziomie jest zadaniem wymagającym natychmiastowych działań na wielu szczeblach społecznych i rządowych.

3-382

18 - VIH/SIDA: Dépistage et traitement précoce (débat)

3-383

La Présidente. – L'ordre du jour appelle les déclarations du Conseil et de la Commission sur le VIH/SIDA: Dépistage et traitement précoce.

3-384

Jean-Pierre Jouyet, président en exercice du Conseil. – Madame la Présidente, chère Martine Roure, Monsieur le commissaire Potočnik, Mesdames et Messieurs les députés, vingt-cinq années se sont écoulées depuis la découverte du VIH. Aujourd'hui, il est très important, à l'heure où l'épidémie a fauché plus de 25 millions de vies, que l'Union européenne réaffirme son engagement de lutter contre le fléau que représente cette pandémie mondiale qu'est le VIH/SIDA.

L'accès universel à la prévention, au dépistage, au traitement précoce et à l'appui dans ce domaine est essentiel, le Parlement européen, votre Assemblée, l'a bien souligné dans sa résolution du 24 avril 2007. Il est urgent d'accélérer le développement, mais aussi la mise en œuvre, de la prévention, des campagnes d'information, d'éducation et de sensibilisation, ainsi que l'investissement dans la recherche et le développement de nouvelles stratégies de prévention et de dépistage, qui doivent régulièrement s'adapter aux changements de la pandémie.

Il est notamment primordial d'améliorer la précocité du dépistage et du traitement ainsi que la mise à disposition de thérapeutiques antirétrovirales à un coût abordable. En effet, lorsque le diagnostic est réalisé trop tardivement ou lorsque l'immunodépression liée à la maladie est trop avancée, les patients présentent un risque accru de mortalité pendant les quatre années suivant le diagnostic.

Pour améliorer la précocité du dépistage, il paraît nécessaire d'utiliser de nouvelles stratégies et de nouveaux outils, tels que les tests de dépistage rapide. Il serait notamment intéressant d'élargir la proposition de test en la généralisant, sous réserve, bien sûr, de l'accord du patient. Il faut en effet rappeler que ces tests de dépistage rapide peuvent être réalisés en dehors d'un laboratoire d'analyses médicales et que les résultats peuvent être communiqués aux patients dans un délai relativement court.

Pour inciter les personnes vivant avec le VIH/SIDA à se faire dépister précocement, il est également essentiel de surmonter les barrières de la discrimination. La peur d'être stigmatisé en cas de résultat positif du test peut en effet entraver l'accès au dépistage précoce. C'est pourquoi l'Union européenne doit se prononcer clairement et constamment contre toute forme de discrimination à l'encontre des personnes vivant avec le VIH dans le monde entier.

C'est une conviction forte, surtout celle du Président de la République, Nicolas Sarkozy, et du ministre Bernard Kouchner, qui ont attiré l'attention des Nations unies sur ce point. Dès lors, s'agissant d'une maladie transmissible, mais non contagieuse, les restrictions à la liberté d'accès, de séjour, de résidence des personnes séropositives, du fait de leur statut sérologique VIH, sont contreproductives. En effet, une telle pratique dissuaderait les intéressés de recourir au dépistage ou, si nécessaire, d'accéder aux soins, ce qui est préjudiciable à la fois individuellement et collectivement.

En conclusion, je voudrais faire deux observations. La première, c'est que notre finalité commune est la suivante: les personnes dépistées dont le test est positif doivent bénéficier d'une prise en charge de qualité, quelle que soit leur origine, quels que soient leur nationalité, leurs opinions, leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, leur religion ou tout autre statut.

La deuxième observation, c'est que, dans ce contexte, la coordination internationale est déterminante pour lutter contre la pandémie. Je veux ici rendre hommage au programme EuroHIV qui, depuis 1984, diffuse largement des données essentielles pour une meilleure connaissance du VIH et du SIDA auprès de l'OMS, de l'ONUSIDA et du *European Centre for Disease Prevention and Control*. Pour que la prévention, le dépistage et le traitement précoce soient accessibles à tous, pour que les personnes infectées ne soient plus ni stigmatisées, ni discriminées, pour que les pays du Sud aient un véritable accès aux médicaments, cette coopération avec les agences de l'ONU et les agences régionales doit s'intensifier.

L'Union européenne doit, plus que jamais, être mobilisée dans ce combat.

3-385

Janez Potočnik, Member of the Commission. – Madam President, I would say to the honourable Members and to Minister Jouyet that, as we approach World AIDS Day on 1 December 2008, this plenary session provides a good opportunity to reflect on some significant achievements in combating HIV/AIDS and to focus on the serious challenges that lie ahead.

This year's Nobel Prize for Medicine was awarded to two European researchers at the Pasteur Institute – Professor Françoise Barré-Sinoussi and Professor Luc Montagnier, who were the first to isolate the Human Immunodeficiency Virus back in 1983.

That landmark discovery paved the way for many important developments and diagnostics, and the treatment of HIV infections, and allowed us to understand more about the pathogenesis of HIV infections and its devastating consequences.

However, 25 years later we still do not have a cure for HIV/AIDS and still witness millions of new infections per year worldwide, including tens of thousands of new infections in Europe.

How can this happen? It is well known how HIV transmission can be effectively prevented.

Successful campaigns in the 1980s and the early 1990s have shown that awareness and knowledge are essential elements of prevention strategies against HIV infections.

Determined political leadership and civil responsibility are two further elementary prerequisites for successfully combating HIV/AIDS – as is an open and constructive partnership with the stakeholders.

Today's plenary session is also an excellent time to reaffirm our political commitment – a time to be ambitious. I should add that I appreciate very much the European Parliament's commitment in keeping HIV/AIDS high on the political agenda.

Indeed, we recently had a very useful exchange of views on HIV/AIDS in a round-table meeting organised by Vice-President Miguel-Angel Martínez Martínez and Zita Gurmai on the need for HIV testing and subsequent early 'state of the art' care and support. Experts estimate that an average of 30% of people in Europe infected with HIV are not aware of their status. That incredible figure carries two risks: first for the person concerned, since he or she may not receive treatment and care on time; and second for his or her partner(s), who may be exposed to the infection.

So what can we as politicians do to address and overcome this situation?

Our common humanistic core values and a strong commitment to human values, solidarity and our position against discrimination must be the basis of all policies to fight HIV/AIDS, and should be the foundation for all activities in combating the disease. The European position and response is clear: we concentrate on prevention and raising awareness; we promote HIV testing and access to treatment and care for all in need; we fight for affordable medication; we oppose and fight any form of discrimination or stigmatisation; we seek to identify best practice and support civil society. In areas within our political responsibility we have to create the conditions for effective actions on the ground, serving both society and people living with HIV and AIDS.

Clearly we cannot be complacent. We have to keep up the momentum.

The EU also looks beyond its borders to the devastating impact of HIV/AIDS in sub-Saharan Africa and other developing countries, which represent an exceptional challenge to social growth and development.

Eastern Europe and Central Asia continue to experience the fastest growth of the epidemic in the world.

In this context, we reaffirm our commitment to supporting partner countries in scaling-up towards universal access to HIV prevention, treatment, care and support.

On behalf of the Commission, I welcome the resolution on early diagnosis and early care of HIV/AIDS and fully endorse and support the principle of breaking down barriers to HIV testing, treatment and care.

The Commission further encourages people to use the possibility of HIV testing and reiterates to Member States the need to establish testing centres that meet international standards and operate according to agreed principles.

The Commission is currently developing its second strategy on combating HIV/AIDS in the EU and also our near neighbourhood, which will further concentrate on prevention and will focus on the regions and groups most affected by the epidemics. However, what a successful prevention approach needs most of all is openness and tolerance on a political and societal level: openness to the realities of our lives today, of sexuality and behaviours; openness to means of harm reduction; openness to fight inequalities, discrimination and suppression; and openness to other cultures and habits.

In facing up to the challenge of HIV/AIDS, the Commission will continue to play its role to the full. I know that we have Parliament's support in this endeavour, and we treasure it highly.

Let us continue together the strong political momentum, together with the Council, to ensure that we all live up to our responsibilities.

3-386

John Bowis, *on behalf of the PPE-DE Group*. – Madam President, in the United Kingdom we have 80 000 people living with HIV and, as the Commissioner has said, 1 in 3 of those is undiagnosed. We also have 1 in every 360 pregnant women HIV positive. Ten per cent of new cases in Europe are multi-drug resistant strains, and that is heading in the direction of the 20% that we see in America.

We see increasing numbers living with multi-drug resistant TB as well as with AIDS. The ECDC shows new cases of HIV infection doubled between 1999 and 2006. It showed 11% of cases are in young people aged between 15 and 24. We saw 53% heterosexual transmission, largely from people who originate from epidemic countries, but a third are men who have sex with men and, perhaps surprisingly, less than 10% are injecting drug users.

But on top of all this – and I very much welcome what the minister said – we impose stigma. Stigma is a cruel added burden to the pain of the disease and, what is worse, it encourages people to hide and not to come forward for testing and treatment. The solutions stem from these figures, from these facts. We need early diagnosis, as everyone has so far said. We need confidential testing, we need education, we need the understanding that flows from that and can counter that stigma. We need the ongoing research and development, and we need care because fewer people are actually dying of AIDS; more people are living with it.

3-387

Zita Gurmai, *on behalf of the PSE Group*. – Madam President, I was very happy to hear the Commissioner mention the Round Table which I co-hosted and co-chaired. Miguel Angel Martínez and Commissioner Vassiliou also participated and were actively engaged in it.

AIDS is one of the most serious diseases of our century. Within the European Union alone, 215 000 people were newly infected with HIV in the last 10 years. According to estimates this year almost one third of the AIDS infection – as my good colleague mentioned – still remained undiagnosed, posing a real threat to the health of European citizens. It is high time to take concrete steps so we have put forward practical suggestions on how to combat HIV/AIDS effectively by focusing on evidence based HIV/AIDS early diagnosis and early care.

It is not only a health-related question. It is a strategic matter for the future enlargement of the EU and crucial in the field of neighbourhood and migration policy. We should combine the different EU policies to emphasise the right of each single European citizen for better health and living conditions, not forgetting the role of women. They are the most endangered groups when it comes to HIV/AIDS.

Ensuring accurate monitoring surveillance of the disease is of the highest urgency. Early diagnosis and the reduction of barriers to testing are regarded as an urgent necessity. Steps must be taken to ensure access to free and anonymous testing in order to facilitate more people seeking testing. HIV/AIDS reduction strategies must be worked out in each Member State and these must focus on vulnerable groups and groups known to be at high risk.

The strategy shall also include information and education campaigns on the preventing, testing and treatment of HIV/AIDS. We must recognise that increased investment in research and development for more effective therapeutic and preventive tools, such as vaccines and microbicides, will be essential to securing the long-term success of HIV and AIDS responses.

Discrimination against people living with HIV/AIDS must be effectively outmoded across the European Union. The struggle against HIV/AIDS must not result in any discriminatory effect on HIV-positive citizens, including restrictions that impact on their freedom of movement. The cross-party EP resolution tackles all the situations together. The aim is common and the enlarged Europe can become the initiator of enhanced international cooperation on evidence based HIV/AIDS early diagnosis and early care in the near future.

I am convinced that, if early diagnosis and an early care system work as a pilot programme, it may be possible to use it as a common European tool for other health-related policies. I am really thankful to all my colleagues who supported this initiative and worked on it.

3-388

Georgs Andrejevs, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, ever since I had the honour of drafting the report on combating HIV/AIDS within the EU and neighbouring countries, I have been very committed to this issue, with all its implications and ramifications, of people living with HIV.

One year ago in the framework of the conference ‘HIV in Europe 2007’, participants developed a comprehensive call to action on measures how to effectively tackle HIV/AIDS in Europe. Some elements of this call are now also reflected in this joint motion for a resolution.

The aim of this resolution is to contribute to the fight against HIV/AIDS on a political level. Therefore it calls on the Council and the Commission to formulate a comprehensive strategy on HIV to promote early diagnosis, ensure early care and communicate the benefits of earlier care to all European citizens.

It calls on the Commission to commit substantial resources to deliver the above-mentioned strategy as well as asks Member States to step up information and education campaigns on prevention, testing and treatment.

I am aware that the Commission is planning to bring forward a new communication on combating HIV in the EU and the neighbourhood and also that Commissioner Vassiliou confirmed her personal commitment to take further action in this field.

To conclude, this situation needs to be urgently tackled.

3-389

Vittorio Agnoletto, *a nome del gruppo GUE/NGL*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, sono ventun anni che come medico lavoro nella lotta all'AIDS e ogni anno sento sempre gli stessi discorsi.

La situazione da un punto di vista clinico è molto chiara: abbiamo una trentina di farmaci antiretrovirali che sono in grado di prolungare la vita delle persone sieropositive. Non abbiamo nessun farmaco che è in grado di distruggere il virus, di conseguenza, in Occidente e in Europa, abbiamo una diminuzione della mortalità e un aumento delle persone sieropositive viventi, quelli che tecnicamente si dice dei "potenziali vettori di infezione". Questo significa che oggi noi abbiamo maggior rischio di venire in contatto con persone sieropositive piuttosto che nel passato, perché aumenta il numero di persone sieropositive viventi. E in mezzo a tutto questo cosa si fa? Nulla.

La maggioranza dei paesi europei non hanno alcuna campagna di prevenzione stabile da anni. I profilattici costano moltissimo e diamo alle parole un nome preciso e riconoscibile: i profilattici costano moltissimo e sono una delle vie principali per prevenire il virus HIV.

Per non parlare dei progetti di riduzione del danno rivolti soprattutto ai tossicodipendenti per evitare l'uso promiscuo di siringhe. Quanti sono i paesi che realizzano a livello nazionale progetti di questo tipo? In Italia il 50% delle diagnosi di AIDS conclamato coincidono con le diagnosi di sieropositività, significa che molte persone non sanno di essere sieropositive fino a quando non sono malate.

Quali sono le campagne di diffusione del test, che deve essere gratuito e anonimo? Perché sappiamo che se ci sono discriminazioni le persone tenteranno di nascondersi, non andranno a fare il test, con il rischio per la loro salute e per la salute degli altri.

Un'ultima cosa: il Consiglio ha parlato ancora oggi di aiuti al Sud del mondo, vorrei sapere dove sono finite le proposte che aveva fatto il Parlamento quando abbiamo votato l'ultima versione dei TRIPS che impegnavano Commissione e Consiglio ad aumentare gli stanziamenti per la lotta all'AIDS nel Sud del mondo e in particolare a trasferire le tecnologie e a trasferire anche aiuti farmacologici.

3-390

Avril Doyle (PPE-DE). – Madam President, in 2006 over 86 000 newly-diagnosed HIV cases were reported, and over 13 000 AIDS cases were diagnosed in the WHO European region.

In Western Europe, 10% of the new infections occurred amongst the 15-to-24 age group, and 25% of those newly infected were female. The main route of transmission was heterosexual contact, as the Commissioner has said.

In Eastern Europe, the main route of transmission was via drug injection. Very worryingly, 27% of new infections there occurred in the 15-to-25 age group, and 41% of the newly-infected patients were female.

Currently, 30% of HIV-infected patients do not know that they are infected and are responsible for over a half of all new HIV infections. In addition, late diagnosis implies late use of anti-retroviral therapy, with increasingly limited opportunities for the drugs to have effect.

There is an urgent need for European-level guidance on HIV testing and counselling. We must have comprehensive and flexible guidance on best practice in reporting, in testing, in treatment and in care.

In my own country, Ireland – while data on HIV and AIDS should be interpreted with caution owing to considerable under-reporting and late reporting – the total number of AIDS cases reported up to the end of December 2007 is almost 1 000. That figure is, however, expected to rise owing to that under-reporting. The cumulative number of HIV infections reported in the same period was 4 780. Prevention strategies need yet again to be top of the news, on the front pages of our e-newspapers. Complacency has set in. Fear of infection has evaporated. We need to spell out the facts, in an open and

tolerant way. John Bowis is so right when he says that while fewer people are dying of AIDS, more and more are living with it.

3-391

Michael Cashman (PSE). – Madam President, I wish to congratulate the French presidency for its commitment to the fight against AIDS and HIV, and also congratulate those who have spoken in the debate this evening.

It is a late-night debate on an issue that actually affects every single one of us every single minute of every single day. As a gay man living in the 1970s and 1980s, I could so easily have contracted the HIV virus. I was lucky. I did not. However, I watched as swathes of generations were cut down by a virus and cut down by discrimination and stigmatisation.

That is why the message we need to send tonight is that we are committed to making available treatment and to having early testing, but above and beyond all that – and the brilliant and excellent work Mr Bowis did as a Health Minister in a Conservative Government – we have to say that what happens to you is as if it happens to me, or my daughter or my son. People do not go for early testing for one simple reason: fear of the discrimination that they will have to live with – that stigmatisation.

I remember once in the early 1980s visiting a hospital to try and cheer up the patients – which I always failed to do! – and walking into an HIV unit to find that in one of the beds was one of my close friends. He could not even tell me that he was living and dying with an AIDS-related illness. That situation still exists, not only in our countries, but also on other continents. What happens on other continents affects us directly because, unless we engage with the communities most at risk, they will never hear the message. A sex worker who gets trafficked into the EU is as vulnerable as a visitor from the EU to Africa or one of the other continents. That is why I welcome this resolution. 1 December 2008 is the 20th anniversary of International AIDS Day, but little changes except the lives that accumulate, that go past and are destroyed. That is why I congratulate the House, the presidency and the Commission, and all of the speakers, for being here to send a signal that what happens to them happens to us.

3-392

Toomas Savi (ALDE). – Madam President, I have come to realise that the HIV-positive people are sometimes treated like lepers, not knowing that with early diagnosis and care they may be active members of society for a number of years before AIDS develops and the disease starts seriously affecting their lives.

Such prejudice is a sign of ignorance. It is extremely important to promote support and understanding towards the HIV-infected. As a result people would have more courage to have their viral infection diagnosed at an early stage instead of opting for a nuisance that might pose a threat to others.

It is vital that HIV-positive people can be open about their condition with no fear of being discriminated against, so we can increase awareness and tolerance in society of HIV and AIDS.

3-393

Colm Burke (PPE-DE). – Madam President, HIV prevention and treatment capacity varies across different socioeconomic and geopolitical settings. Promoting the early diagnosis of HIV infection should be a component of all comprehensive approaches to addressing AIDS.

Even in countries where anti-retroviral treatment options are severely limited, important contributions to health can be achieved through the diagnosis and treatment of sexually transmitted diseases, tuberculosis and other opportunistic infections among HIV-infected persons.

In a recent US research publication it was found that the time between self-reported dates of HIV diagnosis and presentation for care had in fact increased. The interval between diagnosis and presentation was substantially greater among injection drug users than among other risk groups. Combined with this is a problem of the growing perception that AIDS is now a treatable condition, which undermines the public health message calling for frequent testing and prompt treatment of HIV.

3-394

Mairead McGuinness (PPE-DE). – Madam President, I thank Michael Cashman for the passion he has brought to this debate. I am very glad that I stayed to listen to his words, and I hope that others will hear them and act upon them.

My concern in relation to this issue is that the fear we had in the 1980s has been forgotten, and as a result we are taking our eye off the situation, when there is a whole generation of people who did not grow up in the 1980s who need to hear the message again.

The challenge for us all is to try and bring a message of prevention into the public domain while not bringing back the stigma that sometimes comes with it. We have to be able to do this, because while testing is vital and treatment is

absolutely vital for those who have the disease, we also want to stop people getting AIDS, living with it and tragically dying from it.

3-395

Jean-Pierre Jouyet, *président en exercice du Conseil*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire Potočnik, Mesdames et Messieurs les députés, c'est un débat effectivement vraiment passionnant et, à certains égards, émouvant. Je remercie tout particulièrement M. Cashman de son témoignage très fort, je sais qu'il est très souvent en contact avec Mme Bachelot, qui s'excuse de ne pas être là ce soir et qui a dit qu'il fallait effectivement agir comme si nous étions tous concernés et travailler avec les communautés les plus à risque. M. Savi a également dit qu'il fallait parler librement de sa condition. M. Burke a insisté sur les valeurs de tolérance, sur l'égalité d'accès. Mme Guinness a dit très justement qu'il ne fallait pas oublier ce qui s'était passé dans les années 80.

Je voudrais insister – je crois qu'il y a vraiment une approche commune et une volonté certaine – sur ce qu'a indiqué M. Bowis, c'est-à-dire que de plus en plus de gens vivent avec le sida aujourd'hui et qu'il y a une augmentation des résistances aux antiviraux. Nous devons donc vivre avec les deux phénomènes et c'est pour cela que nous devons, pour toutes les raisons que vous avez indiquées, lutter avec plus de fermeté encore contre toutes les formes de discriminations. Deuxièmement, nous devons faire en sorte, et tout le monde l'a dit, d'avoir des diagnostics précoces. Mme Gurmai a eu tout à fait raison d'insister sur la fragilité de la population féminine et sur la nécessité de renforcer surtout les aspects préventifs, Mme Doyle a mis l'accent sur le développement du virus chez les jeunes et sur la nécessité aussi de renforcer l'effort de prévention tout en faisant en sorte, et Mme Gurmai l'a souligné, qu'il n'y ait aucune entrave à la liberté de mouvement. Ce qui veut effectivement dire que la transparence, que ce qu'a dit également M. Cashman sur l'anonymat, sur le fait qu'il y ait gratuité, que l'on doive développer la distribution de préservatifs, développer ces tests dans des conditions d'accès égales pour toutes les populations, tout cela me paraît extrêmement important.

De M. Agnoletto, dont les compétences sont reconnues, j'ai retenu qu'il y avait suffisamment de rétroviraux pour prolonger la vie mais qu'aucun médicament ne guérissait, ce qui faisait que nous devions effectivement renforcer tout ce qui était prévention, quel qu'en soit le coût. M. Bowis a également ajouté qu'il était nécessaire de renforcer la recherche et le développement.

Je crois que c'est véritablement sur ces aspects qu'il faut que nous continuions à travailler ensemble, que nous dégagions les moyens nécessaires et je suis tout à fait d'accord avec M. Andrejevs sur la proposition de résolution visant à développer tout ce qui a trait au traitement précoce.

Je pense que ce débat nous permettra de rester éveillés, vigilants, de lutter contre toutes les formes de discrimination et de faire preuve de mémoire par rapport à tout ce qui s'est passé, de ne pas faire comme si, là aussi, la situation était redevenue normale.

3-396

Janez Potočnik, *Member of the Commission*. – Madam President, I took part in a conference either at the beginning of this week or last week – sometimes I am probably like you these days, a bit lost in time. It was a conference on poverty-related diseases. Of course, HIV and AIDS are among the three big killers nowadays, malaria and tuberculosis being the second and the third.

Every year five million people still die from these three diseases globally, which is the equivalent of the population of Denmark disappearing every year. The problem is so clearly still present that it would simply be immoral not to give enough attention to it.

We have to do everything possible on the preventive campaigns. We have to do more because we have slept a bit there. We have to do everything possible to ensure early identification if somebody is infected. We have to do more to find a cure; we have to do more about taking care. Since, as you know, I am responsible for financing research in the Commission, I can clearly give a commitment that we will also in the future use our funds to actively search for an HIV-AIDS vaccine.

We have one excellent project which has now been running for many years. It is called the EDCTP. It is the clinical trials partnership with the sub-Saharan countries. It had a lot of problems at the beginning but now it is really running smoothly and only last year, in 2007, we gave a commitment here; the Member States are working here together with the Commission. All the Member States are cooperating with African member states in building their capacity. In one year alone they committed between EUR 80 million and EUR 90 million and this is of course doubled because we commit the other half.

So research should continue in this area too. Just as Commissioner Vassiliou, my colleague, is committed in her area, I am also committed in my area to continue in the search.

One thing which was not mentioned here today, and I think it should be mentioned, is the importance of the neighbourhood policy and structural cohesion policy, because these are precisely the countries in Europe or in our neighbourhood where this is a critical issue. This could and should also be used for these purposes.

To conclude: in simple terms we have a moral obligation as human beings to take action. I am really happy that our voice today was so clear. It was so united and even passionate.

3-397

La Présidente. – J'ai reçu, conformément à l'article 103, paragraphe 2, du règlement six propositions de résolution⁵.

Le débat est clos.

Le vote aura lieu jeudi 20 novembre 2008.

3-398

19 - Modification du règlement OCM unique (débat)

3-399

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le rapport de Neil Parish, au nom de la commission de l'agriculture et du développement rural, sur la modification du règlement OCM unique (COM(2008)0489 - C6-0314/2008 - 2008/0156(CNS)) (A6-0368/2008).

3-400

Neil Parish, rapporteur. – Madam President, we are tonight talking about the single CMO on wine. We actually very much support the idea of bringing all the common market organisations together into one organisation. However, we are concerned that we can identify exactly where the chapters on wine are, that we can access them properly and that, in the future, when we are dealing with wine and Member States are dealing with wine, that you do not open up the whole 20 odd chapters – which are included in the whole single CMO – at the same time.

We have now had many meetings with the Commission to get reassurance on this. At the moment you are probably at the stage of bringing all these CMOs together. We are seeking reassurance that we will be able to get the information we need. The industry itself, of course, is also concerned that it will be able to identify the rules within the single CMO.

There is no doubt that the Commission is telling us that this will mean a reduction in bureaucracy. We very much welcome that, but we want reassurance that this is exactly the case. We have been told that the technical organisations that give information on wine to the Commission will be the same as they were previously and this will now work within the single CMO, so – provided this is the case and that we can actually go on to a computerised system in the future and identify all the regulations – we welcome this proposal. But we must be assured, at the end of the day, that this will actually be beneficial for the whole industry.

I think there will be Members tonight who will be seeking that reassurance from the Commission. We look forward to the Commission giving us these answers. I actually think that the way forward is to reduce bureaucracy in the Commission and in Europe. What we seek now is those reassurances. I welcome the single CMO. I am sure there will be other Members here who have comments to make. What is absolutely apparent is that we must get this voted on now so that Parliament gives its opinion and the Commission can come forward and conclude this. I therefore recommend this to the House.

3-401

Janez Potočnik, Member of the Commission. – Madam President, first of all, I would like to thank the rapporteur and Chair of the Committee on Agriculture and Rural Development, Mr Parish, and the members of the Committee on Agriculture for the report.

I could be very short and just reassure you but I have to read the speaking points.

We have been working very hard at simplifying the common agricultural policy (CAP). A single common market organisation (CMO) covering all agricultural sectors is a keystone of this effort. It allows for streamlining legislation across sectors whilst taking into account the specifications of particular products. It has also substantially reduced the volume of CAP legislation.

This Commission proposal aims at completing the single CMO project by integrating the wine sector also. Without wine, the single CMO would simply remain incomplete. We would stop part way through the process and lose many of the benefits of the projects.

⁵ Voir procès-verbal.

We have always intended to include wine. Indeed, both the initial single CMO proposal and the recent wine reform were drafted and adopted on that basis. I am glad to say that the European Parliament has always fully endorsed the single CMO project, including the integration of fruit and vegetables and wine after the completion of the reforms in those sectors.

The single CMO, and its management committee, has been working very well for other sectors and there has been no particular criticism of it.

The proposal for integration might seem complex at first sight. But this is inherent in the nature of amending legislation. After incorporation, consolidated versions of the single CMO will become available, which will show very clearly the wine provisions.

The integration of the single CMO will not make any substantive changes to the policy decided in the wine reform. The services of my colleague Mrs Fischer Boel will work hard with the European Parliament and the Council to ensure that this is the case. We did this very successfully during the integration of the equally complex fruit and vegetables sector.

I would therefore ask you to help the Commission, to help my colleague, to continue her and our simplification work and give a positive opinion on this proposal.

3-402

Christa Klauf, im Namen der PPE-DE-Fraktion. – Frau Präsidentin! Herr Kommissar, ich darf sagen, ich bin enttäuscht von Ihren Ausführungen, weil wir aufgrund dessen, was Neil Parish vermittelt hat, mit der Kommission in Gespräche eingetreten sind.

Ich hätte mir konkretere Aussagen erhofft als immer nur die gebetsmühlenartige Wiederholung, dass es einfacher wird. Es wird nicht einfacher. Eine gemeinsame Marktordnung Wein soll als 21. Marktordnung in ein dickes Paket mitaufgenommen werden. Das Ziel einer großen Vereinfachung ganz im Sinne einer Entbürokratisierung kann ich und können auch die Winzer Europas nicht erkennen. Jeder, der künftig etwas zum Weinsektor nachschlagen will, muss in einer dicken Verordnung, der einheitlichen Gemeinsamen Marktordnung mit allen landwirtschaftlichen Produkten in bisher 204 Artikeln und einem doppelt so starken Anhang all diejenigen Stellen herausuchen, die den Wein betreffen, und zwar verteilt auf 98 Artikel unter 21 Überschriften und den dazugehörigen 10 Anhängen.

Das ist keine Entbürokratisierung, Herr Kommissar, sondern das ist Bürokratie pur! Ich fordere die Kommission auf, die Anwendungen wenigstens technisch zu vereinfachen. Das ist möglich. Junge Kolleginnen wie Anja Weisgerber, sagen, dass das gehen muss. Die Kommission sollte doch bitteschön einmal darüber nachdenken. Eine technische Vereinfachung wäre zum Beispiel ein Suchinstrument auf der Website der Kommission, mit dem dem Einzelnen ermöglicht wird, nur die Teile der einheitlichen GMO herunterzuladen und auszudrucken, die für seine Agrarprodukte relevant sind. Weder die Winzer noch die Milchbauern interessieren sich für die speziellen Regelungen im Bereich Obst und Gemüse oder Hanf – und umgekehrt.

Nutzen wir doch diese technischen Möglichkeiten, um die Dinge zu vereinfachen. Zukünftig besteht bei jeder Änderung eines Agrarbereichs die Möglichkeit, auch in einem anderen Bereich Änderungen vorzunehmen. Das heißt, wenn demnächst eine Anpassung im Milchsektor kommt und deswegen die einheitliche GMO geöffnet wird, müssen alle Landwirte und Winzer aufpassen, dass zu ihrem Bereich nicht noch schnell eine Änderung durchgewunken wird.

Lassen Sie mich bitte noch zwei konkrete Fragen stellen, Frau Präsidentin.

Herr Kommissar, wer wird künftig der Beobachter sein? ...

(Die Präsidentin entzieht der Rednerin das Wort)

3-403

Rosa Miguélez Ramos, en nombre del Grupo PSE. – Señora Presidenta, desde diciembre de 2006 tenemos el Reglamento único para las OCM, que la Comisión califica como un factor esencial del plan de racionalización y simplificación de la política agrícola común.

Esta afirmación –para algunos y también para mí– es muy discutible, pero no creo que sea ahora ni el caso ni el momento. El debate ya se celebró y no sólo llevamos ya unos meses conviviendo con este Reglamento, sino que esta misma mañana hemos votado su reforma.

Hoy toca engrosar todavía más su número de páginas con la incorporación del Reglamento (CE) n° 479/2008 por el que se establece la OCM vitivinícola, texto que será derogado mediante la propuesta que hoy debatimos para incorporarlo íntegramente en el Reglamento único para las OCM.

El sector nos ha hecho llegar —a mí también— su preocupación por la dispersión de los artículos de la OCM vitivinícola en numerosos capítulos del Reglamento único para las OCM y por el riesgo de que la especificidad de esta producción se vea diluida por esta dispersión.

Entendemos —yo lo entiendo así— que la incorporación es de todo punto inevitable y todos hemos tenido ocasión de leer la carta que la Comisaria ha dirigido al Presidente de la Comisión de Agricultura, señor Parish, asegurando que esta técnica legislativa no va a alterar el núcleo de la reglamentación de este sector. Deberá tratarse de una incorporación exclusivamente técnica que en nada afecte a los contenidos.

Por eso, aun entendiendo y compartiendo ciertos recelos, no puedo más que apoyar el informe del señor Parish.

3-404

Vladimír Železný, za skupinu IND/DEM. – Ve skutečnosti zde, paní předsedkyně, hlasujeme o tom, že nařízení s vinařskou legislativou se včlení do nařízení o společné organizaci zemědělství formou rozsypaného čaje. Legislativa vína přes jeho zásadní specifiku má být takto nasprejována mezi ovce, obilí, kozy, ovoce a zeleninu. Svaz vinařů z České republiky upozornil na to, že malý producent z jižní Moravy, který vyrábí třeba 2 000 litrů vína, bude obtížně hledat v tom obrovském legislativním nepřehlednu rozptýlené záležitosti týkající se jeho vína. Byl jsem požádán o pomoc nejen naším svazem vinařů zastupujícím 20 000 vinařů, ale obdržel jsem dopisy i od vinařských svazů Španělska, Francie, Itálie a Německa sdružených v AREV. Jen Komise arogantně hrála hluchého. DG AGRI tvrdilo, že o ničem neví a že jsou vinaři spokojeni. A když už komisařka Boel připustila, že vinaři spokojeni nejsou, sdělila, že se nedá nic dělat. Ale dělat se dá, jsme přece Parlament. Buď vytvoříme přehlednou kapitolu o SOT s vínem, a když ne, tak zamítneme zprávu. Nenechme aroganci úředníků otravovat život vinařům, tedy těm, jejichž daně přispívají také na platy úředníků.

3-405

Esther Herranz García (PPE-DE). – Señora Presidenta, nos presenta la Comisión Europea esta OCM única y nos dice que ahora va a incluir el vino en una nueva presentación que, se supone, intenta evitar el papeleo y la burocracia.

Sin embargo, nos dicen los productores que crea más confusión, que les da una inseguridad normativa a los productores que les preocupa y que, desde luego, no va a cambiar el fondo de la OCM del vino (no faltaría más que así lo hiciera sin pasar por esta Cámara, como es reglamentario, aunque sólo sea para consulta).

En cualquier caso, hay que decir que la OCM del vino es algo más que una OCM de mercado. Tiene otros requerimientos, como, por ejemplo, el tema del etiquetado. Por tanto, si la leche no es igual que las hortalizas y las hortalizas no son iguales que los cereales y, por supuesto, los cereales no son iguales que el vino, ¿para qué ponerlos juntos como si tuvieran algo que ver?

Yo creo que esta propuesta tiene unas lagunas técnicas que, como digo, han sido denunciadas por los productores, y me pregunto qué pasará ahora si se propone, por ejemplo, la modificación de una parte de esa OCM única, ¿se abrirá la ventana a todos los demás sectores?, ¿será posible modificar un sector sin que nos demos cuenta?, ¿estará la puerta abierta para la modificación de todos y cada uno de los sectores incluidos?

Yo creo que no podemos dar una moción de confianza a la Comisión Europea si la Comisión no nos garantiza que, primero, habrá un motor de búsqueda —como pedía la señora Klač— que garantice a los productores una seguridad y una rapidez y una confianza a la hora de buscar la reglamentación y, segundo, si la Comisión no nos garantiza que habrá una seguridad legal y normativa para que no se pueda abrir una ventana o dejar una ventana abierta constantemente a cualquier modificación de cualquier OCM que esté incluida.

Es una política de hechos consumados la que practica la Comisión Europea con este informe, pero no digan que no les avisamos de que esto era un error y de que en ningún caso evitará papeleo o burocracia sino que, en todo caso, creará más y más inseguridad normativa, que es lo que más preocupa al productor.

3-406

Astrid Lulling (PPE-DE). – Madame la Présidente, sous prétexte de simplification, la Commission européenne s'est acharnée à intégrer toutes les OCM, pour tous les produits du blé au poulet, des fruits et légumes au tabac, dans une OCM unique. Il en résulte un gros pavé de quelques centaines de pages, plutôt indigeste, dans lequel un chat ne retrouve plus ses petits.

En raison de son extrême spécificité, comme cela a déjà été dit, et de sa complexité, le secteur vitivinicole bénéficie, depuis les années 60, d'un règlement très détaillé, différent de ceux des autres produits et qui assurait clarté et transparence et, de ce fait, il avait été entendu que l'OCM vins resterait spécifique.

Or, nous sommes confrontés à une intégration totale dans ce gros bouquin. La Commission ne veut pas en démordre car le vin et les produits vitivinicoles sont les derniers qui n'ont pas été noyés dans le marécage de l'OCM unique. Si,

juridiquement, il n'est vraiment pas possible de faire marche arrière, si l'on doit se soumettre à des raisons que la raison ne connaît pas, Madame la Présidente, alors je voudrais au moins qu'on suive les suggestions de Mme Klač.

3-407

Mairead McGuinness (PPE-DE). – Madam President, I really will not take a minute because, being from Ireland, I have not been lobbied by wine producers.

I think there is a general concern about the pulling together of so many different sectors in a single CMO. We really will not know if it works until it is done. I will therefore listen to the concerns of those who know more about the wine sector, while realising that we do have to move this process on. I hope that we will get better reassurances from the Commission because we do need to listen to the concerns of the producers.

3-408

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Włączamy przepisy dotyczące rynku wina do wspólnego rozporządzenia dla wszystkich rynków, które było przyjęte wcześniej. Czy to będzie lepsze dla producentów wina? Miejmy nadzieję, że będzie to rzeczywiste uproszczenie i ograniczenie dotychczasowych prac administracyjnych, które musi wykonywać rolnik.

Przyjęte dziś w południe sprawozdanie dotyczące przeglądu WPR, tzw. „health check”, też idzie w kierunku ograniczeń kontroli i obciążeń administracyjnych, które dotyczą rolnika. Dyskusyjne było scalanie przepisów dotyczących bardzo specyficznych rynków w jedno rozporządzenie, ale to się stało. Warto się zastanowić, czy rzeczywiście musimy włączać rynek wina, który jest rynkiem bardzo specyficznym, funkcjonującym według odrębnej formuły w sensie produkcji, przetwarzania i tradycji.

3-409

Christa Klač (PPE-DE). – Frau Präsidentin! Sie haben mir eben das Mikro abgestellt, daher nutze ich die Gelegenheit, im Rahmen des „Catch-the-eye“-Verfahrens noch einmal meine Fragen zu formulieren.

Ich wollte die Kommission ganz konkret fragen: Wer achtet künftig auf bestehendes Recht, wenn die Gemeinsame Marktordnung geöffnet wird, und darauf, dass nicht in anderen Bereichen etwas durchgewunken wird, wie beispielsweise, wenn wir über Milch reden, dass dann auch über den Wein etwas durchgewunken wird?

Die zweite ganz konkrete Frage ist: Kann die Kommission die technischen Voraussetzungen für eine Vereinfachung der Handhabung schaffen, via Internet oder durch ein Portal, das man für einen einzelnen Marktbereich abrufen kann, gesondert für Wein und gesondert für Milch, Obst und Gemüse?

Das waren meine Fragen. Dankeschön, Frau Präsidentin!

3-410

James Nicholson (PPE-DE). – Madam President, we are all well aware that the creation of the single Common Market Organisation is an attempt to improve transparency and to streamline and simplify legislation on the Common Agricultural Policy. Most sectors have already been successfully incorporated into the CMO.

Like Mrs McGuinness, I do not come from a wine-growing area, so I will be very careful what I say – thank you Mrs Lulling. I support Mr Parish's view that the wine sector should now be included in the amendment, and while I understand the concerns expressed by some colleagues, I feel we should be aiming to complete this technical process, which will ultimately mean a reduction in red tape for farmers. That has got to be good. For wine-growing farmers it will be a bonus at the end of the day.

3-411

Janez Potočnik, Member of the Commission. – Madam President, first of all I would like to thank all the contributors to this debate.

I would like to reiterate the importance of this proposal in the simplification of the CAP.

The concerns you raised seem to be quite similar to those expressed at the very start of the single CMO project. But I think that experience has been quite reassuring. The single CMO is currently working really well.

The CMO for wine was never simple, to be quite straightforward. On the contrary. What we are proposing is in fact bringing more clarity and credibility – to the extent, of course, it is possible – on the basis of a very complex existing text of the wine reform itself.

No substance changes to the CMO wine reform will be done. We are talking about technical – and only technical – adjustments. There will be separate chapters. There will be issues unique to the wine sector which will be kept intact in the appropriate place of the single CMO, like those on production potential, support programmes, designations of origin, GI

and traditional terms, labelling and presentation, oenological practices. But there will also be issues which are common to wine and other sectors, such as the provisions on trade with third countries or state aids, which will be combined into a single simple provision.

I would also like to add that the possibility of using our search engines was mentioned. EUR-Lex has a search engine that allows extracting all provisions from the single CMO that mention the word 'wine'. But of course, from a technical point of view, it is not yet possible at this stage to provide for a consolidated electronic version of the whole wine CMO extracted from the consolidated single CMO. But of course this should be possible when completed.

I should also mention in the context of the questions of the honourable Members of Parliament that there is no possibility that wine issues would get mixed up in reforms with the other sectors. This is not a realistic prospect, simply, in practice. It is hard to see why a proposal on, for example, the dairy sector should somehow attract the attention of wine policymakers. In any event – from a purely legal point of view – integration into a single regulation does not change the situation. What would matter would be the substance of any changes proposed not the precise legal framework in which they were proposed.

To finish, I think we need to take the final step to complete the single CMO. I would therefore like to underline that the determination of the Commission to do so is very strong. But it is truly about simplification; it is truly about transparency; it is nothing more than that.

3-412

Neil Parish, rapporteur. – Madam President, the proof of the pudding is in the eating, as they say, so we look forward to the Commission actually delivering on what it is saying, because we will need this in an electronic form in the future so that we can access it.

The Commission is promising that it will bring everything together in the one CMO, meaning that when we want to look into wine we will be able to do so and will not be accessing the milk CMO at the same time, thereby reducing bureaucracy. We have had all these assurances tonight, and most of us will vote in favour tomorrow because we have had those assurances. As I said, we then look forward to checking what happens. We take the assurances of the Commission in the good faith in which they have been presented tonight, and look forward to working together on these CMOs – or rather on the one CMO – in the future.

3-413

La Présidente. – Le débat est clos.

Le vote aura lieu jeudi 20 novembre 2008.

3-414

20 - Situation apicole (débat)

3-415

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le débat sur la question orale à la Commission sur la situation apicole de Neil Parish, au nom de la commission de l'agriculture et du développement rural (O-0104/2008 - B6-0480/2008).

3-416

Neil Parish, rapporteur. – Madam President, I would first of all like to thank Astrid Lulling very much because it is very much on her initiative that we are presenting this. As Chair, I will be presenting the report here tonight because we are extremely concerned about the situation regarding bees. What is happening to bees is very important to Europe – to the world, in fact.

For the last two years running a third of honey bees in the USA have mysteriously died. In 2007 some 800 000 colonies were wiped out. In Croatia, five million bees disappeared in less than 48 hours. In the UK one in five honey bee hives is falling, and around the world commercial beekeepers are reporting losses of up to 90% since 2006.

What is happening and just how serious is it for us and the future of mankind? Albert Einstein predicted that man would only have four years of life left if the bees disappeared from the Earth, so we need to take this very seriously. If you look at honey bees, they are responsible for pollinating plants and flowers which provide about a third of all the food we eat. They are nature's top dog when it comes to pollination and without them we can say goodbye to soya beans, onions, carrots, broccoli, apples, oranges, avocados, peaches and many other foods. There would be no more strawberries. You can imagine how Wimbledon would not be able to survive without strawberries! We would not have lucerne, which is used in cattle feed. We are therefore absolutely dependent on the honey bee. Of course they also pollinate cotton so we would not have any clothes either. We really do have to take this matter very seriously.

In China, for instance, there are virtually no honey bees in some regions and they are having to pollinate a lot of crops by hand. The 90 commercial crops grown worldwide which rely on pollination generate around GBP 30 billion a year. Bees

contribute over GBP 100 million a year to the UK economy and around EUR 400 million to the European economy, so you can see quite clearly that there is a huge problem.

Therefore I would ask the Commission – and if possible I want to be able to hand over some of my time to add to Astrid Lulling's because she was very much the driving force behind this – whether it can draw together more money for research. Having talked to the professional beekeepers and others, we know there is some mystery as to why bees are dying, partly because their condition has been very poor in the last few years and they seem to be dying literally like flies. Also there is a problem with having the right chemicals in place to cure the diseases of bees.

I think as a Commission you need not only to make money available for research but also to draw together what all the Member States are doing. It is essential that we act now. We cannot wait until all the bees have died out because the problem will be incredibly serious.

3-417

Janez Potočnik, *Member of the Commission*. – **Madam President, thank you to Mr Parish and of course also to Ms Lulling for this oral question and resolution on the EU beekeeping sector. The Commission clearly recognises the importance that bees play in the EU's ecology and its ecosystem. The Commission is also aware of the reports made in several Member States concerning significant losses in bee colonies.**

Let me go straight to your specific questions – there were quite some of them – and try to point out straightforwardly what the Commission is already doing in this sector.

As regards bee mortality and research, in February this year the Commission requested that the European Food Safety Authority (EFSA) study the mortality in bees and its causes in the European Union. EFSA collected information from Member States and now intends to analyse it in order to provide the Commission with a clearer picture of the epidemiological situation of bee colony collapse, and this would provide the basis for further action in this area. Besides this EFSA action, the Commission is and will be supporting a number of research projects relating to honeybees in its Research Framework programme. If you are interested I can mention some of them later on.

Concerning ecological pollen zones, despite the fact that it seems difficult to set up zones as such, I would like to remind you that financial support is already granted for the efficiency of moving of beehives. This measure, which is provided for by Council Regulation No 1234/2007, is intended to assist the management of the movement of hives in the Community and provide locations where high concentrations of beekeepers can gather during the flowering season. This measure may also include enrichment of apicultural flora in certain areas.

Concerning your third question, I would like to remind you that the placing on the market and authorisation of plant protection products is regulated by Council Directive 91/414/EEC. This Directive provides that pesticides may only be used if it has been demonstrated that they pose no significant risk of unacceptable effects to human and animal health, and the environment. Therefore, this assessment also covers the acute and long-term risks to honey bees and their larvae and the tests applied are based on standards developed by intergovernmental organisations such as, for example, the European and Mediterranean Plant Protection Organisation, in which 47 governments collaborate.

It is important to note that the Community legislation is risk based. It is evident that insecticides are, by their nature, toxic to bees. However, their use may still be possible if exposure does not occur or is minimised to levels which do not generate harmful effects.

Classic examples of such risk mitigation measures are: well adapted agronomic practices, appropriate rates and timing of the applications (for example in the evening after honeybee flight, or outside the flowering period of the crop and possibly other adjacent weeds), direct incorporation of the product in soil, uses in glasshouse inaccessible to bees or treatment of seeds in specialised facilities.

As regards the quality of the surface waters, the Water Framework Directive has established protection of all waters; an obligation to achieve/maintain good water quality for all surface waters and groundwaters, by 2015; plus a prohibition of deterioration of water status; an obligation to establish a monitoring system; an obligation to develop the necessary plans and programmes by December 2009, in broad public consultation with local municipalities, stakeholders and non-governmental organisations.

Concerning support to apiaries in difficulty, I would like to tell you that the Commission is glad to see that the number of hives increased between 2004 and 2007 – and this not counting enlargement.

Regarding losses of bees, you should know that, since 2004, a new measure on restocking of hives has been added to the list of eligible measures in the national beekeeping programmes. Therefore it is now possible to compensate for losses of

bees (and production) by funding activities to promote queen production, purchasing of bee colonies, or even purchases of hives.

I think that the question which you are raising is of course extremely serious and we have to take it with similar seriousness.

3-418

Astrid Lulling, *au nom du groupe PPE-DE*. – Madame la Présidente, quand il y a péril en la demeure, je peux compter sur toute la commission de l'agriculture et du développement rural et sur son président, mon cher collègue Parish. Je les remercie d'avoir si vite et si efficacement réagi à mon initiative d'une question orale avec débat et résolution à la Commission européenne pour réagir face à la crise sanitaire apicole.

Dans un contexte d'affaiblissement et de surmortalité des colonies d'abeilles, il s'avère indispensable d'analyser tous les facteurs responsables de cette mortalité accrue des abeilles et de proposer un plan d'action afin de remédier à cette tendance désastreuse.

La Commission vient de nous lire un long papier sur tout ce qu'elle a déjà fait, mais je dois dire que ces dernières années, depuis que je suis rapporteure sur la situation de l'apiculture – depuis 1994 –, elle se fait trop tirer les oreilles pour agir lorsque je m'acharne avec mes collègues à attirer son attention sur cette situation alarmante, amplement connue et parfaitement décrite, notamment par mon collègue Parish.

Je n'ai donc pas le temps de répéter tout cela ou d'ajouter quoi que ce soit, mais comme personne n'ose plus nier que la mortalité des abeilles est un danger mortel pour notre production de fruits et légumes, qui dépend de la pollinisation, nous exigeons que la Commission agisse avec plus de persistance et plus de moyens. Elle doit contribuer à l'analyse des raisons de cette mortalité des abeilles et intégrer, enfin, la recherche et la lutte contre les maladies apicoles dans la politique vétérinaire européenne.

Elle doit promouvoir les mesures nécessaires pour limiter et pour éliminer les risques d'une pollinisation déficiente et assurer une production suffisante et diversifiée d'aliments pour les besoins humains et animaliers. Il faut qu'elle comprenne que la crise sanitaire apicole est aussi dangereuse pour la survie humaine que la crise financière l'est pour l'économie réelle.

Je ne mentionnerai pas les chiffres, sauf un seul à l'échelle mondiale: la valeur de l'activité pollinisatrice des cultures dont l'homme se nourrit est estimée à 153 milliards d'euros. Les solutions que nous préconisons sont beaucoup moins onéreuses que celles que l'on a mobilisées pour la crise financière et, même si l'on instaurait enfin la prime à la pollinisation et des aides financières pour les apiculteurs en difficulté afin d'assurer la survie des abeilles en Europe, ce serait des *peanuts* par rapport à d'autres lignes budgétaires. Si vous avez un milliard à envoyer en Afrique sans aucun contrôle – ce que vous voulez faire – pour lutter contre la faim, avec toutes les conséquences désastreuses que cela entraînerait, alors vous devriez pouvoir trouver quelque 60 millions d'euros pour, effectivement, faire quelque chose de sérieux ici.

Madame la Présidente, est-ce que, parce que je suis la rapporteure en pratique, je peux encore dire quelque chose sur les amendements? Je n'ai pas épuisé le temps de parole de M. Parish...

(La présidente retire la parole à l'oratrice)

3-419

Miguel Ángel Ramos, *en nombre del Grupo PSE*. – Señora Presidenta, yo quisiera agradecerle a la señora Lulling el empeño que siempre ha puesto para que este asunto, que a algunos pudiera parecerles menor, esté presente en los debates de este Parlamento, aunque sea en horas de madrugada.

La apicultura es una actividad ganadera con importantes repercusiones económicas y efectos beneficiosos en el desarrollo rural y en el equilibrio ecológico.

En mi país, la apicultura ocupa a cerca de 27 000 productores, que manejan más de 2 300 000 colmenas y la sitúan como primer productor de miel de la Unión Europea.

Los apicultores españoles se enfrentan, como todos los demás, a dificultades derivadas no sólo de la disminución del polen y el néctar, sino también de la aparición de nuevas plagas que están diezmando las colmenas. La Comisión tendría que estar trabajando ya en una línea de investigación sobre el origen de estas enfermedades y, en este sentido, un esfuerzo presupuestario nos parece imprescindible.

Pero quisiera añadir que las importaciones –me refiero a las importaciones de miel– deben cumplir los mismos requisitos que nuestras producciones y ofrecer total garantía a los consumidores. En este sentido, es fundamental un buen etiquetado de nuestros productos y la Comisión tiene ahí un importante trabajo que hacer.

Hay que mantener un nivel elevado, tanto en frecuencia como en número de controles en los puestos de inspección fronterizos, para garantizar que no entren en la Unión Europea productos apícolas de terceros países con residuos.

La apicultura es para muchos de nuestros agricultores un complemento a unas rentas casi siempre escasas. Es además un trabajo que ocupa a mucha mano de obra femenina. La miel ocupa un lugar destacado en las pequeñas ferias y mercados y los y las apicultoras han realizado un importante esfuerzo de diversificación de sus productos, de etiquetado, de mayor higiene y garantías sanitarias, de apertura de nuevos canales de distribución.

No podemos, sencillamente, señor Comisario, dejar que todo este esfuerzo se pierda.

3-420

Francesco Ferrari, a nome del gruppo ALDE. – Signora Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, il settore apistico non solo è un'attività produttiva con origini millenarie nella storia della nostra attività agricola, ma rappresenta attualmente uno dei sistemi indispensabili per mantenere il livello di produttività delle colture arboree e erbacee, grazie all'impollinazione incrociata.

Ricordo che l'80% delle piante coltivate fruttificano grazie all'opera di bottinaggio nelle api, assicurando inoltre una variabilità genetica delle specie in riproduzione. Allo stato attuale è evidente che il settore apistico e la sua attività risultano insostituibili e rappresentano l'unica soluzione per il mantenimento al traguardo della biodiversità. I prodotti delle arnie devono sempre più spesso confrontarsi sul mercato globale in condizioni di concorrenza poco trasparente e per la massiccia importazione di produzione anche extracomunitaria non garantita, di cui non è sempre possibile garantire la qualità, anche attraverso pesticidi che in Europa sono proibiti e là li adoperano. Per questo è necessario provvedere all'etichettatura e alla menzione dell'origine del prodotto.

Ritengo inoltre importante evidenziare le pesanti conseguenze dell'attività apistica a causa della varraosi a seguito della quale oltre il 50% del patrimonio apistico europeo è stato decimato. Sollecito la Commissione europea ad intraprendere ulteriori sforzi nell'ambito della ricerca scientifica per porre rimedio a questa grave patologia, vietando qualunque tipo di trattamento fitosanitario durante il periodo di fioritura.

3-421

Zdzisław Zbigniew Podkański, w imieniu grupy UEN. – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Bogactwo przyrody kurczy się na naszych oczach. Wymierają kolejne gatunki dziesiątkowane przez pasożyty, choroby, chemię i nieodpowiedzialną działalność człowieka. W wielu regionach dochodzi do zachwiania równowagi biologicznej i poważnych, nieodwracalnych strat.

Dzisiaj z niepokojem patrzymy na masowe wymieranie pszczoł, cichną kolejne pasieki, a wraz z nimi wymierają liczne gatunki roślin zależnych od zapylania. Od kondycji pszczelarstwa zależą plony aż 84% gatunków roślin uprawianych w Europie. Pszczoły więc decydują w dużej mierze o bogactwie naszych stołów.

Pszczoły dziesiątkują dzisiaj choroby i szkodniki, z którymi sami pszczelarze sobie nie poradzą. Potrzebne są dodatkowe środki na ich zwalczanie i badania. Pszczelarze sami nie poradzą sobie także z obroną rynku i opłacalnością produkcji. Konieczna jest więc ochrona naszego rynku wewnętrznego przed napływem gorszego gatunkowo miodu i często z naruszeniem warunków sanitarnych z krajów trzecich. Pszczelarze powinni otrzymać także pomoc w formie dopłat czy tańszego cukru, jak również szeroko zakrojonej promocji.

Sumując, nadszedł najwyższy czas, byśmy my także zaczęli pracować jak pszczoły. Jako pszczelarz chcę powiedzieć, że życzyłbym sobie, żeby wzór z pszczoł wzięła również Komisja Europejska i żeby nie czekać piętnaście lat na jakiś kolejny sensowny program, o który pani Lulling już tyle zabiega.

3-422

Alyn Smith, on behalf of the Verts/ALE Group. – Madam President, I would also pay tribute to Mme Lulling, who has been tenacious to say the least in promoting and bringing this issue to the floor of the Parliament. Commissioner, I would also thank you for an impressive list of activities that the Commission is undertaking into this grave issue and, if anything, I think we are looking for a greater degree of funding and coordination as well. There is a risk that different bits of the institutions are doing a lot of good work but we do not necessarily tie it together. I think that is where this debate can shed some light.

It is a serious issue. The miners of old took canaries down into the mines with them to warn of poisonous gases. They warned of poisonous gases by dying. That was bad news for the canaries but good news for the miners. Our concern is that the bees of Europe are doing essentially the same sort of service for us. A third of the EU's food – one in three mouthfuls of food – can be linked to bee pollination.

There is a catastrophic decline in bees, and we must take action at European level. Scientists are agreed that there has been a decline. We have heard already how severe it has been, but we are less clear as to what has caused it. Is it the use of pesticides? Is it climatic conditions? Is it parasites and mites and other diseases, perhaps beyond our control?

Commissioner, I would also mention to you specifically the Bumblebee Conservation Trust at Stirling University in Scotland which has done groundbreaking work into this. Europe is not short of expertise. What we need to do is to tie it together. I think the text before us has a number of concrete actions which would take us in that direction – particularly apicultural set-aside, biodiversity zones, even alongside roads and unproductive land, research on pesticides, surface water and considering of aid.

As we have heard already, if we can find a billion euros to inflict on African development, I think we can find money to fund our own research. It is right that we see EU action on this and – dare I say – this does constitute a pretty coherent plan B, where plan A, the common European agricultural policy, has failed Europe's bees. I do think we need to see a greater complementarity of actions already ongoing to alleviate that situation.

3-423

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Pani Przewodnicząca! Pszczelarze i pszczoły przeżywają obecnie ogromne problemy i potrzebują pomocy. Obserwujemy drastyczny spadek liczby rodzin pszczelich nie tylko w Europie, ale na całym świecie. Niestety spada także dochodowość oraz zainteresowanie młodych ludzi tym zawodem. Jest kilka kwestii, które powinny być rozwiązane w najbliższym czasie.

Po pierwsze istnieje potrzeba rozwoju badań przeciw pasożytom, chorobom i wirusom, które dziesiątkują te pracowite owady. Po drugie należy wprowadzić obowiązek badania miodów importowanych z państw trzecich. Wszystkie produkty muszą spełniać odpowiednie wymogi jakościowe. Ponadto na etykiecie powinna znajdować się informacja dotycząca miejsca pochodzenia danego miodu. Po trzecie należy przygotować kampanię informacyjną na temat dobroczynnego wpływu pszczół na środowisko naturalne oraz miodu i innych produktów pszczelarskich na zdrowie człowieka.

W związku ze skalą problemu należy rozważyć wsparcie finansowe hodowli zagrożonych wymarciem. Środowisko pszczelarskie postuluje o możliwość zakupu tańszego cukru, który mógłby być przeznaczony na tzw. paszę dla pszczół. Warto zastanowić się nad wprowadzeniem specjalnego systemu wsparcia dla sektora pszczelarskiego ze względu na jego niezmiennie korzystne oddziaływanie na przyrodę.

3-424

Janusz Wojciechowski (UEN). – Pani Przewodnicząca! Chciałem pogratulować i podziękować pani Lulling za jej nieustanną i tak żarliwą troskę o interesy pszczelarstwa europejskiego. Bardzo dobrze, że o tym dyskutujemy, bo pszczelarze w Europie i w ogóle na świecie są zaniepokojeni i zmartwieni wymieraniem pszczół.

Trwają dociekania, jaka jest tego przyczyna. Jedną z branych pod uwagę przyczyn sygnalizowanych przez naukowców jest możliwy wpływ biotechnologii, a konkretnie upraw roślin genetycznie modyfikowanych, które mogą mieć negatywny wpływ na funkcjonowanie pszczół.

Chciałbym w związku z tym skierować pytanie do Komisji Europejskiej, która decyduje o dopuszczaniu kolejnych upraw genetycznie modyfikowanych w Unii Europejskiej. Jakie są wyniki badań i jakie jest w ogóle rozpoznanie problemu wpływu GMO na kondycję pszczół w Europie?

3-425

James Nicholson (PPE-DE). – Madam President, let me first of all begin by congratulating Astrid for her work on this issue. As far as I am aware she has been talking about bees now for quite a long time so I am glad to see that this resolution put forward by the Committee on Agriculture and Rural Development has given Parliament a chance to debate the problem currently facing the beekeeping sector.

While this issue has attracted a lot of attention and publicity, possibly because it is somewhat of a novelty item, we are well aware that in reality the problems which we are facing are very serious and could potentially have devastating consequences.

I am sure that I do not need to remind anyone of the importance of bees – and it has already been pointed out here tonight – not only for the production of important by-products such as wax and honey, but also for the role they play in pollination and the maintenance of healthy ecosystems.

Coming as I do from the county of Armagh in Northern Ireland, which was well known within the island as the Orchard County, where bees are very necessary to pollinate the apples, and I can say that it is already telling a tale in that particular area. In this regard, the Commission urgently needs to step up its research on what exactly is causing such a sharp decline in the bee population and hopefully come forward with some solutions. The situation will only deteriorate if we cannot

find a way to improve bee health and reduce bee mortality and stop the colonies of bees dying and disappearing. This is a source of great concern to all involved, not only within the whole of Europe but even in the United States and beyond.

I recently addressed a beekeepers' conference in my region of Northern Ireland and it reaffirmed to me, as I listened to the many contributions during that morning, the concern that the beekeepers have at the loss of their hives, especially during the winter period. We need extra funds to develop through further R&D in an attempt to assess what is the reason for this calamity hitting the beekeepers. If we are doing something wrong, we need to find it out urgently. Is it pesticides, or some other reason? There may be lots of theories and such speculation, but the truth is we do not have the answer, and we need that and to be given the extra support.

3-426

Mairead McGuinness (PPE-DE). – Madam President, we know the importance of bees. Everyone has spoken about it. However, one of the issues that has not been addressed in the debate is the reality of a substantial trade in commercial bumblebees. There is literally free movement of bees globally and, as far as I know, there is very little regulation of the movement of bees, when there needs to be. We do it in other live categories and in livestock, and we know that it works in terms of disease control. The movement of bees has the potential to import the varroa mite, as has happened in Ireland. There is now the problem of the small hive beetle, which is causing havoc for bee-keepers.

So we have a huge problem, to which we do not know the answer. There are at least half a dozen reasons why these things may be happening, and research is absolutely necessary. We need to coordinate that research across the European Union so that we find answers. We also need to address the issue of beekeepers themselves, because it seems they are an ageing population, and we need more of them, not less.

3-427

Avril Doyle (PPE-DE). – Madam President, if Mrs Lulling will stay quite long enough for me to congratulate her, I will be delighted to do so on her consistent interest and support for apiculture in the European Parliament for some time now.

The decline in bee populations and the frightening implications for plant pollination and biodiversity generally deserve our full attention and we must support research and join with scientists worldwide to try and find the causes. Parasitic infections, climate change, pesticides: we can only speculate at this stage.

Twenty five per cent of our food depends directly on bees, apart altogether from their contribution to maintaining our grasslands. Regrettably in Ireland our only research centre in this area, in Clonroche in County Wexford, was closed down by the Irish Government some years ago. Therefore, I am not sure that Ireland can contribute; we have the scientists and the knowledge, but we certainly do not have the support from the government. I look forward to hearing from the Commission how Europe and the European Union can support the research and what we are doing to date in this area.

3-428

Astrid Lulling (PPE-DE). – Madame la Présidente, comme le président Parish a dû s'absenter, il m'a demandé de prendre position sur les amendements qui nous sont parvenus en dernière minute.

La commission de l'agriculture a adopté à l'unanimité la résolution, enrichie de tous les amendements, que j'ai tous pris en considération. Mais maintenant les Verts, qui n'ont pas brillé par leurs contributions lors de la discussion de la résolution, proposent en dernière minute, pour redorer leur blason, 4 amendements qui, non seulement, n'apportent pas un seul élément nouveau, mais en plus alourdiraient le texte qui est actuellement cohérent et lisible.

L'amendement 1 provient d'une erreur de traduction allemande, parce que ce que propose M. Graefe zu Baringdorf, c'est exactement le même texte que celui que j'ai proposé, mais comme je l'ai dit, la traduction allemande de mon considérant est déficiente.

L'amendement 2 enfonce des portes ouvertes, l'amendement 3 est inintelligible et l'amendement 4 fait double emploi avec le paragraphe 8, qui demande clairement des travaux de recherche plus intensifiés sur les effets des pesticides sur la mortalité des abeilles, et il dit encore qu'il faut faire dépendre, ce qui est déjà le cas, l'autorisation de ces produits de ces recherches.

Je propose donc de rejeter ces amendements parce qu'ils n'ajoutent rien, ils pollueraient un texte qui est clair et correctement rédigé. Je tiens à une bonne rédaction parce que cette résolution est très importante et nous voudrions qu'elle soit bien rédigée, voilà pourquoi nous voulons rejeter ces amendements.

3-429

Zdzisław Zbigniew Podkański (UEN). – Pani Przewodnicząca! Debata w Parlamencie Europejskim na temat pszczelarstwa spotkała się dużym zainteresowaniem ze strony pszczelarzy. Jako pszczelarz, osobiście spotkałem się w Puławach z pszczelarzami, którzy przyjechali z całej Polski. Prosili mnie oni, abym zadał Komisji Europejskiej jedno pytanie i poprosił o konkretną odpowiedź na nie, a mianowicie, na co konkretnie mogą liczyć pszczelarze w najbliższych latach?

3-430

Janez Potočnik, *Member of the Commission*. – Madam President, I truly believe that this was a very fruitful discussion with many ideas not only for my colleague but for the DG AGRI services, as well as for my services and others. Many of the Directorates General other than DG AGRI are working on the issue we are discussing today: DG SANCO, DG Research and DG Environment. It is really a multidisciplinary issue. When we talk about how much funding is actually committed to this, I think that we will have to look at various other areas as well.

Let me come first to many of your questions concerning what we are doing, what is in the pipeline and what we actually mean when we talk about research in the bee sector. In the Sixth Framework Programme, a specific target research project on food quality and safety priority was named ‘Bees in Europe and Sustainable Honey Production’ (BEE SHOP). This gathers together nine European honey bee research groups specialising in honey quality, pathology, genetics and behaviour. Do not be misled: FP6 projects are the ones that are already running; FP7 projects are just starting.

In addition, the specific support action ‘Bee Research and Virology in Europe’ (BRAVE) has enabled the organisation of two large multidisciplinary conferences, involving experts working in fundamental and applied research on bees – experts on virology, diagnosis, immunology and epidemiology – as well as international trade, policy formulation and disease risk assessment. A call for proposals was published on 3 September this year, on the theme of food agriculture and fisheries biotechnology, on the identification of emerging honey bee pests and diseases, and the re-emergence of pathogens, aimed at elucidating the intimate mechanisms and reasons for the increased honey bee mortality. So it is exactly linked to this topic and many of your questions.

The environmental aspects, including chronic exposure to pesticides, will also be taken into account. The integrated project ALARM, on assessing large-scale environmental risks for biodiversity, is also funded under the Sixth Framework Programme and includes a module on pollinator loss. ALARM will develop and test methods and protocols for the assessment of large-scale environmental risks in order to minimise negative direct and indirect human impacts. Research will focus on assessment and focus of changes in biodiversity structure, function, dynamism of ecosystems – in particular risk arising from climate change, environmental chemicals, biological invasions and pollinator loss in the context of current and future European land-use betterance will also be assessed. These are all current initiatives.

One thing which I would like to underline – since this was also stressed by your colleague – is that Europe is not short of expertise. I think we have to be aware of this and also be fair. At European Union level we deal with 5% – I repeat, 5% – of European Union public money which is devoted to research. So it is of the utmost important that we join forces and do as much as possible practically. The creation of the European research area, which I fully support, is actually exactly this idea – that we all know what we are doing and that we join the scientific expertise which we already have across Europe. This is certainly a missing element in Europe today.

I will ensure that the Commissioner responsible for research hears your calls for further research – that is me, but today I am in a different role. One thing which I would also like to mention – because it was perhaps not fully understood in my introduction – is the EFSA full assessment on bee mortality and bee surveillance in Europe. This was published on 11 August 2008, so it is a new thing. It is exactly the analysis of the programme which you are searching for and I think it is important that we all look at what we have before us.

I must also answer the colleague who asked about GMO crops. The only GMO crop currently cultivated in the European Union is Bt-maize MON 810. Bt-maize, and Bt-toxin in general, have been extensively analysed with regard to the possible impact on bee health. Forced feeding trials, where healthy bees are exposed to high doses of bt-toxin, have not shown any negative effect. Overall, the overwhelming majority of studies show that this bt-maize pollen diet has no impact on bees. I can add to this that the recently observed massive losses of bees, termed ‘colony collapse disorder’ (CCV), in North America and also in Europe do not appear to be related to the use of GMO crops as they are also reported from other areas where no GMO crops are grown. For example, bee losses observed in southern Germany have been clearly attributed to poisoning by the pesticide Poncho Pro. It also has a Latin name, which is so difficult that I would rather not read it out.

In conclusion, Commission actions will certainly continue and be strengthened. They will help beekeepers to face the current difficulties and encourage them to continue their activity. I also hope that will encourage new entrants to the profession since this activity plays an extremely important role, not only for our EU biodiversity, but also economically.

As regards my colleague Commissioner Fischer Boel’s direct responsibilities, she will continue to make sure that the national beekeeping programmes are used in the most efficient way. However, in the first instance, it is up to the Member States to spend their budgets in an appropriate way. Today we have EUR 26.3 million in European money each year. This is doubled by adding the money from the Member States – but we are not spending it. We are spending 80% of that money. Member States are not spending what is currently at their disposal.

Finally, the best solution to guarantee a future for the sector is to encourage consumption of EU honey. Since 2004, honey has been added to the list of eligible products for promotion on the internal market and several programmes have been accepted.

My answer was longer because I just wanted to make clear to you that we are taking these actions seriously and that you should count on us – definitely also in my area – to continue to do so. Thank you for your attention and for staying so long.

3-431

La Présidente. – J'ai reçu, conformément à l'article 108, paragraphe 5, du règlement la proposition de résolution de la commission de l'agriculture⁶.

Le débat est clos.

Le vote aura lieu jeudi 20 novembre 2008.

Déclarations écrites (article 142)

3-432

Filip Kaczmarek (PPE-DE), na pismie. – Pszczoły są ważne dla różnych kultur i w różnych miejscach świata. Ich uniwersalizm nie jest przypadkowy. Pszczelarstwo było ważnym elementem gospodarki od czasów przedhistorycznych, czyli czasów poprzedzających powstanie historii pisanej. W Hiszpanii miód zbierano 6000 lat temu.

Dziś wysiłek pszczół i pszczelarzy może zostać zmarnowany przez zjawiska uderzające w środowisko naturalne, a pośrednio również w człowieka. Nadal mamy w Europie ludzi żyjących z pracy swojej i pszczół. Ludzie ci sprzedają miód, który sami wyprodukowali. Powinniśmy się z tego cieszyć. Podejmowane są również próby powrotu do tradycyjnego bartnictwa leśnego. W Polsce próby te są wspierane przez bartników, którzy przyjechali z Baszkirii, bo w kraju nie było nikogo, kto by pamiętał starodawne techniki. Pszczelarstwo ma znaczenie kulturowe, społeczne i ekonomiczne. Dlatego właśnie powinniśmy chronić europejskie pszczelarstwo. A niestety jest przed czym chronić tę specyficzną działalność:

przed zagrożeniami ekonomicznymi, jak na przykład nieuczciwą konkurencją z krajów trzecich, przed zagrożeniami sanitarnymi i biologicznymi, jak choroby, pasożyty, zanieczyszczenie środowiska czy nieprzemyślane stosowanie środków ochrony roślin. Komisja Europejska i państwa członkowskie powinny wspierać sektor pszczelarski, stojący przed tymi poważnymi zagrożeniami. Samym pszczelarzom może być bardzo trudno uratować bioróżnorodność, której bogactwo współtworzą pszczoły.

3-433

21 - Ordre du jour de la prochaine séance : voir procès-verbal

3-434

22 - Levée de la séance

3-435

(La séance est levée à 23 h 45)

⁶ Voir procès-verbal.